

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15387 - 7 F

VENDREDI 21 JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

rique Tiberi
de Paris

affaire

Le dossier de la « vache folle » devrait dominer le Conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin. Les quatorze partenaires de l'Union européenne espèrent que ces derniers accepteront de cesser de bloquer les institutions communautaires.

de d'Azur

Le dossier de la « vache folle » devrait dominer le Conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin. Les quatorze partenaires de l'Union européenne espèrent que ces derniers accepteront de cesser de bloquer les institutions communautaires.

at obtenir la levée immédiate
des pays non européens

Le dossier de la « vache folle » devrait dominer le Conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin. Les quatorze partenaires de l'Union européenne espèrent que ces derniers accepteront de cesser de bloquer les institutions communautaires.

**SCIENCES
VENIR**

ENQUÊTE
LANTIA : LA SCIENCE
POPAGE

**GRAND
CONCOURS
DE L'ÉTÉ**

**Le Moyen Age
en questions**



Le rapport Fauroux sur l'éducation

« Le Monde » publie de larges extraits du document

Lire pages 9, 16 et 17 et notre éditorial page 15

M. Eltsine limoge le chef de sa garde et le chef de la police secrète

Le départ des généraux Korjakov et Barsoukov renforce M. Lebed

BORIS ELTSINE a limogé, jeudi 20 juin, deux de ses proches collaborateurs considérés comme des « durs », les généraux Alexandre Korjakov, chef de sa garde personnelle, et Mikhaïl Barsoukov, chef du service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB), ainsi que le vice-premier ministre Oleg Soskovets. Les deux généraux avaient été mis en cause dans une affaire rocambolesque qui a ému Moscou dans la nuit de mercredi à jeudi. Mercredi soir, deux des organisateurs de la campagne électorale de Boris Eltsine, Sergueï Lissovski et Arkadi Estafiev, avaient été arrêtés par des hommes de la garde présidentielle et des membres du FSB, et interrogés une dizaine d'heures, avant d'être libérés sur ordre du président. Ils étaient accusés d'avoir quitté le siège du gouvernement en emportant une importante somme d'argent. Anatoli Tchoubaï, an-

cienn responsable des privatisations sacrifié pour séduire les victimes des réformes économiques puis récupéré discrètement comme dirigeant de la campagne de Boris Eltsine, avait immédiatement mis en cause les généraux Korjakov et Barsoukov, les accusant de vouloir interrompre le processus électoral. Ils ont lancé, a-t-il dit, une « tentative au moment où ils ont compris que leurs chances de parvenir à leurs fins disparaissaient, avec la nomination d'Alexandre Lebed ». Arrivé troisième au premier tour de l'élection présidentielle, le général Lebed a été investi dans ses fonctions, jeudi. Il sera à la fois le conseiller de Boris Eltsine pour les affaires de sécurité et le secrétaire du Conseil de sécurité, véritable gouvernement-bis aux côtés du président. Il a annoncé qu'il ne tolérerait « aucune déstabilisation politique ». Après avoir exigé le limo-



Des livres en vacances

« LE MONDE DES LIVRES » se pile en deux pour vous proposer un numéro spécial et vous accompagner sur la route des vacances : en Norvège, dans le sud des États-Unis, du côté de Barcelone, de Tokyo, de Moscou, dans les festivals de musique en France... ou dans un fauteuil avec une sélection des livres de l'année.

Lire page 3

La seconde vie clandestine du Mirage IV

AU MATIN du 1^{er} juillet, plus aucun Mirage IV n'assurera la mission de bombardement nucléaire qui était le lot de ces avions depuis 1964. Trente-deux ans de bons et loyaux services s'achèvent. Il n'y aura aucune manifestation publique pour célébrer l'événement. La quinzaine de Mirage IV encore opérationnels se retirent « sur la pointe des pieds ». La discrétion qui aura marqué la carrière de cet avion au service de la dissuasion reste de mise. En effet, des Mirage IV auront une seconde vie, tout aussi secrète que la première, dévoilée au renseignement stratégique.

Tous les pilotes et tous les navigateurs qui ont servi le Mirage IV en portent avec émotion. Voilà un avion à qui l'on donnait une espérance de vie de 5 000 heures de vol par exemplaire et qui, aujourd'hui, a pu en totaliser jusqu'à 7 500, sans incidents graves, ni vieillissement excessif pour la majorité des appareils.

Trente-deux ans après, les équipages actuels et passés du Mirage IV continuent de dire que l'avion était et demeure en avance sur son temps. Il a d'abord été conçu pour lancer une bombe de 60 à 80 kilotonnes (entre quatre et cinq fois l'énergie de la charge amé-

ricaine sur Hiroshima) par simple effet de gravitation. Il a ensuite été rénové pour lancer un missile aéroporté de 300 kilotonnes (quinze fois Hiroshima) en restant à quelque 100 à 300 kilomètres de distance de sa cible.

Pendant trente-deux ans, le Mirage IV a assuré la dissuasion, ce qui signifie qu'il n'a heureusement jamais eu à servir. Sauf une fois. C'était le 19 juillet 1966. Il était 15 h 05. Le Mirage IV numéro 36 de la série (soixante-deux exemplaires ont été construits) a largué sa bombe nucléaire AN-22, qui a explosé à 85 kilomètres à l'est de l'atoll de Mururoa. L'expérience avait été baptisée « Tamouré » par le gouvernement.

Désormais, les Mirage IV qui restent en service feront du renseignement stratégique, à longue distance et à vitesse supersonique. A basse altitude, ils décèlent des détails de quelques centimètres grâce à leurs quatre caméras de 100 et 75 mm de focale et à un ensemble infrarouge qui enregistre des informations thermographiques. A haute altitude, les mêmes avions repèrent des détails d'un demi-mètre grâce à trois caméras de 600 mm de focale et à un appareil photographique de 152 mm de focale. Sur la base

de Mont-de-Marsan (Landes), une demi-douzaine de Mirage IV seront maintenus dans cette mission au moins jusqu'en 2005.

De cette capacité à jouer « les yeux du ciel », comme on appelle les satellites et les avions-espions, on aura une preuve avec la prochaine mission - clandestine - qui consistera à envoyer en mer Rouge un Mirage IV pour dresser la cartographie des lieux, en allant surveiller l'archipel des Hanish, enjeu d'un litige entre le Yémen et l'Érythrée arbitré par la France.

A partir de ces cartes, des avions de reconnaissance Mirage FI CR, basés à Djibouti pour l'occasion, vont ensuite, ponctuellement et sélectivement, contrôler l'application des accords conclus entre les deux pays sous les auspices de la diplomatie française. Cette garantie que la France possède l'instrument pour remplir ce travail a facilité la médiation de Francis Guttman, ambassadeur et président de l'Institut français du pétrole, et la mission à Asmara, jusqu'à présent tenue secrète, d'un second messageur français, Jean-François Deniau.

Jacques Isnard

Lire page 6

L'espoir de Florence

Le dossier de la « vache folle » devrait dominer le Conseil européen de Florence, les 21 et 22 juin. Les quatorze partenaires de l'Union européenne espèrent que ces derniers accepteront de cesser de bloquer les institutions communautaires.

Les comptes des Français

Le pouvoir d'achat global des Français a augmenté en 1995, selon le rapport sur les comptes de la nation.

Les « aveux » du chef Tabachnik

Le chef d'orchestre franco-suisse Michel Tabachnik a reconnu devant le juge d'instruction que le grand maître de l'Ordre du Temple solaire le présentait comme « son bras droit et son dauphin ».

Bruxelles planche sur l'électricité

EDF traverse une crise de confiance au moment où les ministres de l'énergie se réunissent à Bruxelles pour ouvrir le marché de l'électricité à la concurrence.

Musique en fête

Le Monde propose, à l'occasion de la Fête de la musique, le 21 juin, cinq itinéraires parisiens pour flâneurs mélomanes.

Surprise à l'Euro

Le match nul (0-0) des Italiens contre l'Allemagne assure de la compétition la Squadra azzurra dès le premier tour.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Australie, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,95 \$ CAN; Chine-Hongrie, 802 F CFA; Danemark, 54 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FR; Maroc, 10 DMR; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Suède, 10 SEK; Suisse, 2,30 CHF; Taiwan, 120 NT; USA, 97¢, 1 \$; USA (territoires), 2,35 \$.

M 0147 - 0521 - 7 00 F

L'irréversible monnaie européenne

L'EUROPE aura, au 1^{er} janvier 1999, une monnaie unique, l'euro. Ce qui n'était encore, lors du sommet européen de Madrid de décembre 1995, qu'un espoir d'europocrates bruxellois est désormais, à la veille de celui de Florence, une certitude. Au cours des six derniers mois, trois évolutions fortes, liées les unes aux autres, ont en effet profondément transformé le paysage. Soumis à des tests violents, les dirigeants euro-

péens ont démontré leur détermination politique à imposer l'euro. Ils ont, de ce fait, convaincu les Américains de l'irréversibilité du processus engagé sur le Vieux Continent. Les entreprises enfin ont basculé : elles commencent à s'organiser en conséquence. Il n'est plus guère risqué aujourd'hui d'affirmer que l'euro verra bel et bien le jour le 1^{er} janvier 1999 au plus tard.

En dépit - ou peut-être à cause

- de la crise économique qui frappe l'Europe, et plus particulièrement son noyau central, la zone mark, les dirigeants européens ont tout d'abord fait preuve, au cours des derniers mois, d'une volonté de fer, une volonté de faire l'euro. En décembre 1995, les déclarations euphoriques de Madrid apparaissent encore comme des pétitions de principe. Alors que l'opinion publique allemande exprimait toujours son opposition à

la monnaie unique, le chancelier Kohl devait affronter d'incertaines élections régionales. En France, le vaste mouvement social de l'automne mettait à l'épreuve la jeune conversion de Jacques Chirac en faveur de l'euro et de la rigueur qui lui est associée.

L'un et l'autre ont tenu ferme. Avec ses alliés libéraux, Helmut Kohl a gagné ses élections et engagé, dans la foulée, un plan de redressement des comptes publics d'une ampleur sans précédent. Jacques Chirac a maintenu le cap adopté le 26 octobre. Incertaine encore en 1995, cette détermination conjointe du couple franco-allemand a transformé la donne. Elle a crédibilisé l'euro auprès des autres dirigeants européens : les nouveaux patrons de l'Espagne et de l'Italie ont retenu la participation à l'euro comme l'objectif numéro un de leur politique.

Cette détermination a aussi modifié sensiblement l'appréciation des opérateurs sur les marchés financiers internationaux. Après le doute de l'hiver, c'est, parmi eux, la certitude du printemps. Certes fragiles, les analyses des économistes de marché sont aujourd'hui unanimes. Les financiers du monde entier ont compris que l'euro était d'abord une ambition politique.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 15 et le point de vue de Michel Barnier page 14

Pressions sur Jean Tiberi

ALORS que les socialistes multiplient les attaques contre le gouvernement, accusé d'échouer les « affaires », mettrait en cause le RPR, la stratégie du pouvoir apparaît de plus en plus clairement à Paris. La situation de Jean Tiberi, menacé de mise en examen dans le dossier des marchés de l'Office d'ILM, s'apparente à celle des ministres qui, dans le même cas, avaient dû, dans le passé, donner leur démission. Jacques Chirac avait confirmé, en mai 1995, cette règle qui, s'appliquant aux membres du gouvernement, pourrait s'imposer aussi au maître de la capitale. Dans cette hypothèse, le favori pour succéder à M. Tiberi et pour conduire la droite parlementaire à la bataille des élections législatives n'est autre que Jacques Toubon, ministre de la Justice et maître du 13^e arrondissement.

L'architecte et le défi de Lyon



RENZO PIANO

ON SE RAPPELLE de son entrée fracassante sur la scène architecturale comme coauteur du Centre Pompidou. C'était dans les années 70. Renzo Piano, la trentaine, défiait le monde. L'architecte prodige, qui a passé sa jeunesse sur les chantiers de son père, entrepreneur italien, s'intéresse désormais au paysage urbain et aux jardins. A Lyon, il conçoit la Cité internationale entre le Rhône et le parc de la Tête-d'Or. « Une réponse à la courbe du fleuve », dit-il.

Lire page 13

LAUREAT 1996 DU PRIX SORCIERES

POUR DECOUVRIR L'ART C'EST UN BON DEBUT.

Le Prix Sorcières est décerné par l'Association des Bibliothécaires français et l'Association des Libraires spécialisés jeunesse.

LA PETITE ENCYCLOPÉDIE DE C'ART

Une coédition RMN/Éditions du Regard

International	2	Loto	25
France	6	Agenda	25
Société	9	Abonnements	25
Carrière	12	Météorologie	25
Horizons	13	Mots croisés	25
Entreprises	18	Culture	26
Finances/marchés	20	Communication	30
Aujourd'hui	22	Radio-Télévision	31

EUROPE Le Conseil européen se réunit les 21 et 22 juin, sous présidence italienne, à Florence. Le sommet des Quinze devait être dominé par l'affaire de la « vache folle », les

Européens espérant voir les Britanniques cesser leur politique de blocage des institutions communautaires. ● LE COMITÉ VÉTÉRINAIRE permanent de l'Union a jugé, mer-

credi 19 juin, acceptable la dernière version soumise par Londres de son plan pour lutter contre l'épizootie. Cette version, qui tient compte des conditions posées par la Commis-

sion de Bruxelles, est considérée par la presse de Londres comme une reculade. ● LES SYNDICATS AGRICOLES français ont maintenu pour le 21 juin un mot d'ordre de mobilisa-

tion. Le gouvernement, qui s'est engagé sur un plan d'aide aux éleveurs, doit plaider à Florence pour « des mesures d'indemnisation d'un niveau suffisant ».

L'UE entérine le nouveau plan britannique de lutte contre la « vache folle »

L'acceptation par Londres des conditions posées par Bruxelles ouvre la voie à un accord au Conseil européen de Florence. Accusé de « reculade » par la presse britannique, John Major a dû tenir compte de la fermeté de ses partenaires

LE CONSEIL EUROPÉEN qui se déroule vendredi 21 et samedi 22 juin à Florence devait être, au départ, un sommet de transition. Après trois mois de non-renouement, la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de refondre les institutions européennes a besoin d'un coup d'accélérateur. Et les discussions se poursuivent entre les Quinze pour peaufiner, d'ici au prochain conseil, à Dublin, en décembre, l'architecture de la future union économique et monétaire.

L'année 1997 sera une année décisive pour les choix que l'Europe a à faire, et, au fond, les chefs d'Etat et de gouvernement se seraient bien autorisés une pause dans leurs réflexions. La crise ouverte avec la Grande-Bretagne à propos de sa gestion de l'épizootie de la « vache folle » a bousculé les échéances. A la veille du sommet de Florence, le bras de fer engagé par Londres pour obtenir la levée de l'embargo sur ses exportations de viandes et produits dérivés bovins domine le calendrier européen. Même si un accord de dernière minute semble possible, ce conflit laissera des traces. Il dépasse largement la question de la « vache folle ». Alors que les continents s'efforcent d'accélérer la construction d'une Europe plus politique, plus intégrée, la Grande-Bretagne doit admettre que le temps n'est plus de rêver, qu'il lui faut choisir entre un projet européen plus contraignant ou son isolement.

John Major le devine sans doute, qui dans un discours sur « l'avenir de l'Europe », prononcé, mercredi 19 juin, au Goldsmiths Hall de Londres, a récusé ce choix. « La

place de la Grande-Bretagne est dans l'Europe. Nous tirons d'énormes bénéfices d'être une partie de l'Europe. Si j'ai toujours espéré que le ne permettra pas que la Grande-Bretagne soit absorbée dans des structures centralisées, fédérales, je n'envisage pas non plus qu'elle tourne le dos à l'Europe », a-t-il déclaré. « C'est un non-sens, a-t-il dit, de suggérer que le seul choix est d'accepter l'Europe telle qu'elle nous est présentée ou de négocier une sortie ».

PHASE CRUCIALE

La crise a précipité un conflit que tout le monde sentait monter entre la Grande-Bretagne et ses partenaires depuis longtemps. On redoutait qu'il ne vienne bloquer, en 1997, l'issue de la conférence sur les institutions européennes. L'Europe n'en finit pas, en cette phase cruciale de son évolution, de traîner le poids des états d'âme britanniques. John Major a en quelque sorte accéléré les échéances, en ne se rendant pas compte que l'affaire de la « vache folle » n'était pas un simple bras de fer commercial, qu'elle touchait à un domaine-clé pour les Européens - celui de la santé publique - sur lequel aucun gouvernement, et pas même Bruxelles ne pouvait transiger. La tentation de la Commission, de la France, de se montrer accommodantes a provoqué des réactions brutales. Il ne s'agit plus d'un conflit d'intérêts entre nations, mais d'un conflit politique sur un domaine prioritaire d'intérêt général.

La tentative de Londres d'entraîner le fonctionnement des institu-



PANCHO

tions pour parvenir à ses fins n'a pas eu du tout l'effet souhaité, mais son inverse. Elle a provoqué une levée de bouilliers unanime. Le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, a affirmé, mercredi à Strasbourg, que si John Major essayait de bloquer l'ordre du jour prévu à Florence, on discuterait à quatorze et non pas à quinze. L'Italie, qui assurait la présidence de l'Union européenne ce semestre, a prévu que les deux premières séances de travail seraient consacrées aux institutions, puis à l'union monétaire et à l'emploi, que l'affaire de la « vache folle » ne serait abordée que vendredi, lors du dîner des chefs d'Etat et de

gouvernement. Ce plan de travail sera-t-il remis en cause par John Major? Les conditions mises par la Commission pour sortir de la crise sont draconiennes. Bruxelles s'est même permis de tancer le gouvernement britannique en indiquant que « toute position doit être examinée sur la base de la méfiance qu'inspire le manque d'effectivité des mesures prises » jusqu'ici par Londres. Le gouvernement de John Major est au pied du mur. Ou il accepte ces propositions ou il se lance dans un conflit dont personne ne peut savoir quelle serait l'issue. En 1965, le général De Gaulle avait déclenché une épreuve de force avec ses cinq par-

tenaires de l'époque, s'opposant à eux sur l'extension du vote à la majorité. Le prétexte en avait été la fixation des règles de la politique agricole commune. Pendant plusieurs mois, la France a pratiqué la politique dite de « la chaise vide », bloquant de fait toute politique communautaire jusqu'à ce qu'un compromis soit trouvé avec l'« arrangement de Luxembourg ». John Major a-t-il les moyens de cette politique? La Grande-Bretagne est loin, dans l'Europe des Quinze, de jouer le rôle central qu'elle jouait la France dans l'Europe des Six. Et beaucoup de ceux qui pensent que l'Europe n'a plus beaucoup de temps, avant l'élargissement, pour réussir son intégration, n'hésiteraient pas à prendre les Britanniques au mot.

Jacques Chirac, qui s'est volontiers posé ces derniers mois comme l'ami de John Major, le « go between » entre Londres et Bonn, a lui aussi la volonté de faire avancer l'UE. Son porte-parole, Catherine Colonna, a réaffirmé, mercredi, le souhait de la France de voir le sommet de Florence donner une impulsion politique à la CIG, afin de ne pas perdre de vue l'objectif de terminer les négociations à la fin du premier semestre 1997. M^{me} Colonna a aussi longuement expliqué comment le président Chirac entendait, à Florence, soulever une nouvelle fois la question des responsabilités de l'Union dans le domaine de l'emploi. Elle a indiqué que le chef de l'Etat avait chargé son conseiller pour les affaires sociales, René Lenoir, d'entreprendre une tournée des capitales pour tenter de sortir de l'inertie ac-

tuelle. Ce volontarisme se heurte à une grande méfiance des Allemands. Un conflit se dessine entre Bonn et Paris à propos du rôle à accorder au « conseil de stabilité » envisagé pour veiller, dans la future union monétaire, à la convergence des politiques nationales.

Les Allemands, qui estiment que les Etats doivent s'imposer des règles très strictes en matière budgétaire, souhaitent un simple mécanisme de sanctions automatiques. Joachim Bitterlich, conseiller du chancelier Kohl, estimait, samedi 15 juin, que l'idée évoquée en France d'un « gouvernement économique » pour faire contrepoids à la Banque centrale européenne relevait du « fantasme parisien », qu'il ne fallait pas éveiller de « fausses illusions ». Le ministre français des finances, Jean Arthuis, a en revanche défendu, lundi 17 juin, devant la Fédération allemande des chambres de commerce et d'industrie, la mise en place d'un « véritable pôle qui permette d'organiser la concertation étroite des politiques économiques rendue nécessaire par l'union monétaire » et « composé des ministres des finances des pays entrés en troisième phase ».

Ces divergences restent néanmoins d'une tout autre nature que celles opposant Londres à ses partenaires. Il est temps de le réaliser pour les Britanniques, qui ont longtemps espéré, après l'élection de Jacques Chirac, qu'ils partageraient avec le nouveau président français la vision d'une Europe limitée à l'addition de ses nations.

Henri de Bresson

Le plan Vasseur déçoit les professionnels de la viande

La FNSEA et le Centre des jeunes agriculteurs qualifient de « plan d'intentions » les mesures annoncées par le gouvernement pour venir en aide au secteur des éleveurs de bovins (*Le Monde* du 20 juin). Les deux organisations « attendent maintenant des décisions rapides et concrètes aux plans communautaire et national » et maintiennent leur appel à la mobilisation pour le 21 juin. Quant à la Fédération nationale de l'industrie et des commerces en gros des viandes, elle indique qu'« une nouvelle fois les mesures conjoncturelles chiffrées sont pour l'instant destinées exclusivement aux éleveurs ».

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

« La Commission européenne s'attend à ce que la politique de non-coopération du Royaume-Uni cesse ; sans cet engagement, il n'y aura pas d'accord à Florence », Jacques Santer, président de l'exécutif communautaire, a clairement indiqué, en présentant, mercredi 19 juin, devant le Parlement de l'Union son « document de procédure » devant permettre la levée progressive de l'embargo, les limites de la compréhension de Bruxelles à l'égard du gouvernement de John Major dans la gestion de la crise de la « vache folle ».

M. Santer, visiblement irrité par la politique d'obstruction des Britanniques, a considéré, deux jours avant la réunion du Conseil européen en Italie, qu'il n'était plus opportun de tergiverser et de tenir des propos ambigus. Pour lui, l'affaire « a ébranlé

Jacques Santer : « On ne joue pas avec la santé »

l'Union » et comme le foyer de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) se trouve en Grande-Bretagne, il appartient aux « autorités britanniques de prendre les mesures d'éradication nécessaires ». Pour être sûr que son message soit bien compris à Londres, le président de la Commission a dit haut et fort qu'il « se montrera insensible aux pressions politiques, blocages, voire veto ». Et M. Santer de préciser : « L'erreur la plus grave qu'on puisse commettre serait de faire de la crise une affaire politique ; on ne joue pas avec la santé ».

ARGUMENT SPÉCIEUX ET IMMORAL

Ainsi, dans le document adopté mardi (*Le Monde* du 20 juin) et transmis aux gouvernements membres, Bruxelles écarte l'idée, à ce stade, d'autoriser les exportations britanniques de viande bovine vers les pays tiers, une des principales demandes de la Grande-Bretagne pour assouplir l'embargo. Londres

considère que la vente à des Etats ne disposant pas de licences d'exportation vers l'Union élimine tout risque de réintroduction de cette viande sur le marché communautaire. M. Santer a balayé cet argument spéculatif, et pour tout dire, immoral en faisant valoir qu'il s'agissait d'une « question d'éthique ». « Nous ne pouvons interdire à nos consommateurs de manger un certain type de viande et l'autoriser pour les autres », a-t-il précisé.

Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères dont le pays assure la présidence des Quinze, n'a pas été en reste, lui non plus, pour marquer sa détermination à ne pas s'en laisser conter par M. Major. Le chef de la diplomatie italienne a ainsi déclaré : « Le Royaume-Uni n'a pas officiellement annoncé son intention de bloquer les questions à l'ordre du jour du sommet de Florence ; si tel était tout de même le cas, la présidence prendra ses responsabilités afin que

les décisions soient prises à quatorze si cela devait s'avérer impossible à quinze ».

Dans la résolution adoptée à l'issue du débat sur le Conseil européen et le dossier de la « vache folle », les eurodéputés évoquent, eux aussi, la mise en place d'un « mécanisme de crise » pour assurer le fonctionnement de l'Union. Les crises passées (renégociation du traité d'adhésion, contribution financière, charte sociale, etc.) entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens ont toujours démontré les limites de l'exercice. Pour le reste, l'Assemblée a encore été une fois décevante, comme si elle n'arrivait pas à apprécier l'ampleur de la crise. Le texte parlementaire parle, certes, de « répercussions désastreuses pour la filière agricole » mais ne se préoccupe pas, en revanche, de la santé du consommateur. Etonnant.

Marcel Scotto

La Grande-Bretagne accepte d'abattre 67 000 bovins supplémentaires

L'HEURE est-elle venue? Est-on véritablement à la veille du premier accord qui permettra une sortie progressive et raisonnable de la crise de la « vache folle »? Réunis au sein du comité vétérinaire permanent, les chefs des services vétérinaires de l'Union européenne (UE) ont approuvé à l'unanimité, mercredi 19 juin, le nouveau plan britannique d'éradication de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Pour la Commission européenne, cette décision constitue une avancée positive de nature à favoriser la conclusion d'un accord sur les conditions de la levée de l'embargo frappant les exportations de viande bovine britannique lors du sommet européen de Florence, les 21 et 22 juin. La décision du comité vétérinaire permanent fait suite à un brutal recul de Londres sur le plan d'abattage du cheptel bovin, un des points sur lesquels le gouvernement de John Major avait annoncé ne pouvoir accepter en faire l'objet de négociations.

Mardi 18 juin, Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, et Douglas Hogg, ministre britannique de l'Agriculture, faisaient en-

core valoir, à Londres, leur refus absolu et définitif de tout élargissement du programme d'abattage du cheptel bovin britannique. Le lendemain, à Bruxelles, Keith Meldrum, expert britannique auprès de la commission, indiquait à ses homologues que, en dépit des difficultés, Londres était prêt à renforcer son plan en incluant dans celui-ci l'abattage et la destruction des animaux nés entre 1989 et 1990. Une telle extension de ce plan implique de passer des 80 000 bêtes à abattre et détruire, mesure d'ores et déjà acceptée, à 147 000 bêtes.

« On ne joue pas avec la santé », affirmait quelques heures auparavant Jacques Santer, président de la Commission européenne. Et au même moment, à Paris, lors du conseil des ministres, Jacques Chirac avait déclaré : « La priorité est évidemment la santé publique ». Le brutal recul de Londres sur une question essentielle est d'autant plus surprenant que les arguments du gouvernement de John Major pour refuser une intensification de l'abattage, présentés comme définitifs, n'ont rien perdu de leur poids. Le gouvernement britannique estimait suffisante l'associa-

tion des mesures préventives concernant l'alimentation animale et humaine à l'abattage et la destruction des bovins (au terme de leur durée de vie habituelle) aujourd'hui âgés de plus de trente mois. Il prévoyait, par ailleurs, l'abattage et la destruction de 80 000 bovins a priori plus exposés à la contamination (abattage dit « sélectif »).

Londres précisait ainsi, ces derniers jours, que ces 80 000 bovins seraient sélectionnés chez les animaux de trois ans les plus susceptibles d'être atteints ou les plus susceptibles d'avoir eu un contact avec une alimentation contaminée. Les mesures proposées par Londres visaient à réduire de 15 % à 30 % le nombre des cas déclarés en 1996. Les estimations britanniques prévoyaient ainsi de dépasser le taux de 40 % de recul annuel de l'incidence de la maladie bovine déjà obtenu grâce aux mesures préventives déjà mises en œuvre. Pourquoi ne pas viser plus haut? « Un abattage à plus grande échelle ne serait ni efficace par rapport à son coût ni proportionné à l'impact réalisable, faisait-on savoir auprès du gouvernement de John Major.

Compte tenu des autres mesures en vigueur en matière de protection de la population britannique, cet abattage à plus grande échelle ne nous semble pas justifié ».

DIFFICULTÉS

Les modalités et l'ampleur du plan d'abattage opposent depuis plusieurs mois déjà les experts britanniques à leurs homologues allemands et français. Alors que les premières propositions de Londres sur l'abattage sélectif se limitaient à 40 000 têtes de bétail, les estimations faites à Paris dépassaient les 100 000 têtes. Ces estimations furent rapidement confortées par la publication des premières données épidémiologiques sur la maladie bovine et la découverte que plus de 33 000 troupeaux britanniques avaient, peu ou prou, été touchés, ce qui imposait un élargissement massif de l'abattage sélectif. La découverte de l'inefficacité des mesures réglementaires prises par Londres quant à l'interdiction de l'utilisation des farines animales potentiellement contaminées dans l'alimentation des ruminants est également un argument qui, de l'avis des experts indépendants,

nécessitait de revoir fondamentalement les modalités du plan d'abattage.

Alors que Londres se disait prêt à détruire tous les animaux à risque dès après le 1^{er} septembre 1990 (c'est-à-dire peu avant l'introduction d'un registre permettant de retrouver la trace des bovins), plusieurs pays de l'UE réclamaient que le plan englobe les bovins nés en 1989, la France exigeant même que l'on remonte à 1988. Londres rétorquait qu'il ne pouvait, pour des raisons techniques, mettre en œuvre cette mesure. Comment ce qui était techniquement impossible il y a quelques jours pourra-t-il demain être mis en œuvre? « Nous avons des difficultés avec cette requête parce que les certificats obligatoires de naissance des animaux n'ont pas été introduits avant le 15 octobre 1990, et beaucoup d'éleveurs n'ont pas de registres », a répliqué Keith Meldrum, mercredi 19 juin, à Bruxelles.

L'augmentation du nombre des bovins devant être abattus et détruits pose d'autres problèmes de nature plus politique. Dans l'entourage de MM. Rifkind et Hogg, on confiait, il y a quelques jours,

rencontrer les plus grandes difficultés à obtenir des éleveurs qu'ils acceptent l'abattage de fractions plus ou moins importantes de leurs troupeaux sans justifications scientifiques ou médicales précises.

« Nous avons accepté d'inclure une année supplémentaire, mais la période 1989-1990 va poser problème car nous allons devoir compter sur les registres des éleveurs et sur leur coopération », a déclaré Keith Meldrum, au terme de la réunion du comité vétérinaire permanent.

Le gouvernement de John Major expliquait en outre que toute intensification de l'abattage devrait être approuvée par la chambre des Communes et que l'opposition politique était aujourd'hui telle que cette mesure risquait fort de ne pas être votée. Faut-il, en d'autres termes, comme ce fut le cas à maintes reprises ces dernières semaines, craindre que les déclarations d'intention diplomatiques ne résistent pas plus de quelques jours ou de quelques semaines aux réalités et aux inquiétudes médicales?

Jean-Yves Nau

M. Eltsine limoge les « durs » de son entourage après des rumeurs de coup de force à Moscou

Le président russe ne se rendra pas au sommet du G7 à Lyon

Deux influents conseillers du président Eltsine, les généraux Korjakov et Barsoukov, ont été limogés, jeudi 20 juin en fin de matinée. La veille,

ils avaient ordonné l'arrestation de deux animateurs de la campagne électorale de Boris Eltsine. Ces interpellations ont été dénoncées par le

« clan démocrate » du Kremlin comme une tentative de coup de force à l'approche du second tour de l'élection présidentielle.

« non pas dans quelques jours, mais dans quelques heures ».

M. Tchoubais a enfin indiqué que Boris Eltsine a été informé de la situation durant la nuit. « Je pense que le président doit vivre actuellement un moment pas simple de sa vie, où il doit prendre une décision capitale », a-t-il ajouté, en se déclarant confiant que, jeudi matin, « tout serait clair ».

Ce n'était toutefois pas le cas jeudi matin. Une conférence de presse du « clan Tchoubais » a été reportée car ce dernier devait rencontrer Boris Eltsine à la mi-journée. En fin de matinée, les agences russes ont annoncé le limogage des généraux Barsoukov et Korjakov, ainsi que celui d'Oleg Soskovets, le premier vice-premier ministre, qui passe aussi pour un « dur ». Peu de temps avant, à l'ouverture de la séance du Conseil de sécurité, à laquelle assistaient MM. Korjakov et Barsoukov, le président Eltsine a fait entériner la nomination d'Alexandre Lebed, arrivé troisième du scrutin de dimanche, au

secrétariat de cette instance. L'invitant à se « lancer dans la bataille », Boris Eltsine s'est entendu répondre de la part de M. Lebed : « Je suis au service de la Patrie ».

Les généraux Korjakov et Barsoukov avaient, entre-temps, protesté de leur bonnes intentions. Ils ne voulaient aucunement mettre en danger le second tour de l'élection, ont-ils dit à l'agence Interfax, mais simplement enquêter sur une affaire de corruption. « Les accusations » du « clan Tchoubais », c'est l'histoire « du voleur qui crie au vol », a déclaré Alexandre Korjakov. De son côté, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, lénifiant comme d'habitude, a fait savoir, jeudi, qu'à son avis, « l'incident est clos ». C'est lui qui représentera la Russie dans la deuxième partie du sommet du G7 à Lyon la semaine prochaine. Boris Eltsine ayant fait savoir que la campagne électorale ne lui permettrait pas de quitter son pays.

Sophie Shihab

La Pologne n'entend pas fermer ses frontières aux migrants

Evolution des déplacements Est-Ouest

VARSOVIE

La conférence des ministres européens responsables des questions de migration - sixième du nom - réunie les 17 et 18 juin à Varsovie, s'est tenue pour la première fois dans un pays d'Europe de l'Est.

Dans cette partie de l'Europe encore peu touchée par le problème de l'immigration (elle accueille au total quelques centaines de milliers d'étrangers, contre près de vingt millions pour l'Europe occidentale), une évolution sensible s'est fait sentir ces dernières années : si les pays d'Europe de l'Est continuent à « exporter » plus de leurs propres nationaux qu'ils ne reçoivent d'étrangers sur leur sol, les flux d'immigration vers l'Europe de l'Est augmentent régulièrement. Et si la plupart de ces immigrants « ne font que passer » - ou qu'essayent de passer - en direction de l'Ouest, un nombre croissant d'entre eux, venus essentiellement de l'ex-URSS, mais aussi d'Asie, choisissent de s'y installer,

comblant ainsi un déficit de main-d'œuvre dans certains secteurs ; on entend beaucoup parler russe sur les chantiers du bâtiment de Varsovie.

Les responsables polonais ont averti les trente-neuf ministres (Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, et Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration représentent la France), réunis sous l'égide du Conseil de l'Europe, que si la Pologne - qui reste un pays très libéral en matière d'accueil - allait s'employer à adapter sa législation aux critères et aux exigences occidentales, il n'était pas question d'imposer des conditions draconiennes au séjour des étrangers, ni de « fermer » la frontière orientale, par où arrivent les immigrants venus de l'ex-URSS.

La conférence a conclu ses travaux par l'adoption d'un projet intitulé « Tensions et Tolérance », destiné à promouvoir « l'intégration des communautés dans toute l'Europe ».

Jan Krauze

MOSCOU

de notre correspondant

L'accélération de l'histoire en Russie continue. La lutte féroce menée depuis des années entre ennemis de l'entourage présidentiel a éclaté dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 juin à Moscou. Elle fut dramatique, ponctuée de flashs télévisés spectaculaires, annonçant l'arrestation de deux responsables de la campagne de Boris Eltsine dans une « tentative de saboter le processus électoral » et nommant ses auteurs : les généraux Korjakov et Barsoukov, âmes damnées de Boris Eltsine, du moins dans la vision « démocrate » de la réalité russe. Au petit matin, le nouveau « sauveur » du pays, le général Alexandre Lebed, affirmant qu'il ne « tolérerait aucune désobéissance politique », a promis « toute la vérité » et une sanction des responsables à l'issue de réunion, jeudi en fin de matinée, du Conseil de sécurité, dont il a été nommé secrétaire deux jours plus tôt.

MM. Korjakov et Barsoukov ont alors contre-attaqué, affirmant qu'ils n'avaient pas « d'arrière-pensée politique » lorsqu'ils ont arrêté les deux responsables proches des « démocrates », mais que l'un d'eux sortait de la « Maison Blanche », le siège du gouvernement, sans autorisation, un « carton plein de devises ».

Il y a, en effet, en Russie, deux façons de lire les drames (ou les intrigues) en cours, en particulier depuis l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 16 juin. Boris Eltsine en est certes sorti vainqueur, mais avec une marge insuffisante pour lui garantir la victoire sur son rival communiste au second. Pour les membres du « clan libéral », qui furent écartés des affaires au cours de l'hiver, la relative victoire, dimanche dernier, est le résultat direct de leur travail, mené après leur discret retour en grâce, au début du printemps (Le Monde du 19 juin). Le chef de ce clan serait Anatoli Tchoubais, le très énergique auteur des privatisations russes. A la tête d'un « centre d'analyse », aidé par les chaînes de télévision, il a été un des cerveaux de la campagne médiatique du président.

C'est un de ses anciens adjoints de M. Tchoubais au Comité d'Etat aux privatisations qui a été arrêté dans la nuit de mercredi à jeudi : Arkadi Stasiev, après avoir été chef de l'information d'ORT, la

première chaîne russe, était devenu le responsable d'une campagne télévisée pour inciter les jeunes à voter, vaste opération de publicité en faveur de Boris Eltsine. Le second interpellé est Sergueï Lisovski, chef de la publicité à ORT, soupçonné depuis plusieurs années d'être lié à des affaires de corruption. De trouble réputation, Sergueï Lisovski avait été un des premiers hommes interrogés lors de l'enquête, infructueuse, menée à la suite de l'assassinat, en mars 1995, du représentant vedette, Viatcheslav Listiev, qui avait été chargé de la privatisation de la première chaîne de télévision.

« VÉRITABLES PATRIOTES »

Les deux hommes ont été relâchés, l'un après l'autre, jeudi matin. Anatoli Tchoubais, dans une déclaration diffusée par Radio Liberté, a affirmé que les généraux Korjakov et Barsoukov, qui n'ont jamais caché, a-t-il dit, « leur volonté d'interrompre le processus électoral », ont lancé une « ultime tentative au moment où ils ont compris que leurs chances de parvenir à leurs fins disparaissaient, avec la nomination d'Alexandre Lebed » à la tête de nouvelles structures chargées de la sécurité du pays. Les deux généraux ont compris, a-t-il précisé, que Boris Eltsine serait redevable de sa victoire à leurs ennemis.

Arkadi Stasiev lui-même a déclaré, après sa libération, qu'il avait été arrêté par des hommes armés se présentant comme faisant partie du service de sécurité présidentiel (du général Korjakov) et interrogé au FSB (ex-KGB du général Barsoukov) par des hommes qui s'intéressaient « beaucoup aux élections ». Il a dit avoir retenu leur phrase : « le président l'emportera, mais pas grâce à ceux qui se présentent comme les artisans de la victoire, mais grâce aux véritables patriotes », le qualificatif désignant, en Russie, les adversaires des « démocrates ». Ces hommes cherchaient aussi des « faits compromettant contre Tchoubais et Tchernomyrdine » (le premier ministre), a précisé Anatoli Tchoubais. Il a aussi rapporté un échange téléphonique tumultueux entre lui-même et le chef du FSB, M. Barsoukov, dont il ressort que ce dernier voulait le convoquer à six heures du matin, jeudi, dans son bureau. M. Tchoubais a répondu à M. Barsoukov que s'il persistait sur cette voie, c'est lui qui risquait de se faire interpellé.

COMMENTAIRE PRUDENCE

Les Français pressentaient les difficultés. Les hôtes du G7 - le groupe des pays les plus industrialisés du monde, qui se réunissent cette année à Lyon du 27 au 29 juin - savaient depuis des mois que la date tombait mal, entre les deux tours de l'élection présidentielle russe. Sauf à prévoir une victoire dès le premier tour, la présence de Boris Eltsine posait des problèmes : une participation trop voyante aurait renforcé ceux qui lui reprochent d'avoir « vendu » la Russie à l'Occident ; un strapontin serait apparu humiliant pour le représentant d'une grande puissance...

Il avait donc été décidé de laisser le choix au président-candidat, ce qui n'empêchait pas Français et Allemands de plaider pour que la Russie soit admise à part entière dans le G7. Boris Eltsine a tranché. Il ne fera pas du tout le voyage de Lyon, pour raison de campagne électorale et de menace de complot. Il en avait averti, précise le Kremlin, Jacques Chirac et Bill Clinton.

C'est bien la moindre des choses. Car si la décision de Boris Eltsine est compréhensible, étant donné la confusion régnant à Moscou, elle ne devrait pas moins refroidir les ardeurs de ceux qui veulent transformer le G7 en G8.

Daniel Vernet



**A 20 ANS
IL N'EST PAS QUE LA
CHANCE QUI
GAGNE**

**La Française des Jeux
soutient vos projets**

LA FRANÇAISE DES JEUX

Pour fêter les 20 ans du Loto, La Française des Jeux aide les jeunes de 20 ans à financer leur projet. Comment ? En attribuant une bourse de 80 000 francs (maximum), à 20 lauréats. Pour participer, demandez un guide d'information en appelant le N° Vert 05 20 1976. Art, culture, humanitaire, social, invention, design, mode, vie professionnelle, sciences et techniques. Tout est possible quand on a un projet.



nova

3615 LOTO (1,29 F/mn)
3615 NRJ (2,23 F/mn)

سكنا من الامل

Les Etats-Unis s'opposent à un second mandat de M. Boutros-Ghali à la tête de l'ONU

Perçu comme le « candidat de la France », l'actuel secrétaire général entend se représenter

Les Etats-Unis s'opposent à un second mandat de M. Boutros-Ghali comme secrétaire général de l'ONU, ont déclaré jeudi 20 juin plu-

sieurs responsables de l'administration américaine, peu après l'annonce officielle de la candidature du diplomate égyptien. M. Bou-

trous-Ghali, qui est perçu à New York comme le « candidat de la France », doit participer fin juin à Lyon au sommet du G7.

New York (Nations unies)
de notre correspondant
Boutros Boutros-Ghali est officiellement candidat à un deuxième mandat comme secrétaire général de l'ONU. Sa candidature a été annoncée mercredi 19 juin par son porte-parole à New York, Ahmed Fawzi, qui a fait état des « nombreux encouragements » reçus par le secrétaire général. Peu après, des responsables de l'administration Clinton faisaient savoir que les Etats-Unis « ne soutiendront pas » cette candidature et qu'ils ont commencé à en informer les autres membres du Conseil de sécurité.

L'annonce, beaucoup plus tôt que prévu, de la décision de M. Boutros-Ghali, est embarrassante pour le gouvernement américain. L'administration Clinton avait jusqu'à présent soigneusement évité de faire de cette succession à l'ONU un enjeu dans le débat électoral pour les présidentielles américaines. Devant l'opposition ouverte de Bob Dole à M. Boutros-Ghali, et alors que l'électorat américain lui est plutôt hostile, Bill Clinton souhaitait éviter d'avoir soit à prendre la défense du diplomate égyptien, soit à s'opposer à lui et à s'en expliquer devant les autres pays membres des Nations unies. Les responsables américains s'étaient jusqu'ici résolument abstenus de tout commentaire, mais les spéculations sont allées bon train ces derniers jours, et dans la presse anglo-saxonne les articles négatifs sur M. Boutros-Ghali abondent.

En s'opposant à lui, le gouver-

nement de M. Clinton prend le risque de s'attirer le mécontentement de l'Egypte, son allié le plus proche dans le monde arabe.

ATTITUDE AMBIGUE

L'attitude américaine à l'égard de Boutros Boutros-Ghali, comme d'ailleurs à l'égard de l'ONU elle-même, a souvent été ambiguë, voire schizophrène. Les relations entre le secrétaire général et l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, ont souvent été tendues, voire orageuses. Les Etats-Unis incriminent presque systématiquement ses positions politiques. Applaudi par beaucoup comme le secrétaire général le plus indépendant depuis le Suédois Dag Hammarskjöld, M. Boutros-Ghali a défendu des causes qui ont souvent déplu à Washington, l'exemple le plus récent étant sa décision de publier le rapport de l'ONU sur le massacre du 18 avril dernier à Cana dans le sud du Liban, dans lequel il rejetait les déclarations israéliennes selon lesquelles l'attaque était une simple erreur. Pareille initiative a exaspéré Washington, alors très engagé aux côtés de Shimon Pérès.

Bien que pour l'instant aucun autre postulant ne se soit officiellement déclaré, les plus brillants des candidats potentiels dont les noms reviennent sont des femmes et en premier lieu Mme Mary Robinson. La présidente irlandaise s'est attiré les faveurs des ONG grâce à ses prises de position sur les droits de l'homme. On évoque aussi fréquemment M^{me} Gro Harlem Brundtland, le premier ministre

norvégien, très active dans les questions liées à l'environnement. Le nom de M^{me} Sadako Ogata, haut commissaire pour les réfugiés, est également mentionné - bien que certains estiment que, dans ce cas, le HCR serait privé d'un de ses dirigeants les plus doués. D'autre part, les aspirations du Japon à un siège permanent au Conseil de sécurité gêneraient son élection.

Parmi les gens du sérail beaucoup pensent au sous-secrétaire général, le diplomate ghanéen Kofi Annan. L'échec de plusieurs opérations de maintien de la paix, dont il fut longtemps le responsable à l'ONU, n'a jamais été porté à son passif. Il a aussi pour lui le fait que si Boutros Boutros-Ghali n'était pas réélu, l'Afrique serait le premier continent à être privé d'un second mandat. Les noms de l'ancien président américain Jimmy Carter et de Jacques Delors sont également cités, mais se heurtent à une règle non écrite, bien que contestée, selon laquelle les citoyens des pays membres permanents du Conseil de sécurité sont inéligibles.

C'est à la fin de cette année que le premier mandat de cinq ans de M. Boutros-Ghali arrivera à son terme. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la désignation du prochain secrétaire général aux Nations unies n'a pas encore fait l'objet d'un débat public. La première, structurelle, est l'absence d'échéance précise due à une absence de règles et de procédure électorales. La nomination du secrétaire général qui devrait logi-

quement susciter l'intérêt universel est en fait une opération secrète, qui se déroule entre diplomates, à huis clos et sur la base du plus petit commun dénominateur entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'autre raison, conjoncturelle, tient au fait que M. Boutros-Ghali ne s'était pas encore déclaré, rendant impossible, voire « indécente » toute autre déclaration de candidature.

Officieusement, la quasi-totalité des membres du Conseil - à l'exception des Etats-Unis - avaient fait savoir qu'ils soutiendraient Boutros Boutros-Ghali, même si leur attitude est en fait ambivalente. A New York, le diplomate égyptien a toujours été perçu comme le « candidat de la France » : il n'est un secret pour personne que celle-ci a joué un rôle déterminant dans son élection en 1991.

L'annonce de la candidature de M. Boutros-Ghali pourrait d'autre part déclencher, pour la première fois dans l'histoire de l'organisation mondiale, un débat sur le profil que devrait avoir le secrétaire général des Nations unies. Pour l'instant, seules les ONG semblent avoir profondément réfléchi au leadership de l'ONU. Rappelant que la Charte de l'ONU commence par la phrase « Nous, peuples des Nations unies... », les ONG réclament une plus grande transparence dans le processus électoral et le choix du secrétaire général.

Afsané Bassir Pour

Le gouvernement italien annonce un tour de vis sur le budget 1996

ROME

de notre correspondant

Le collectif budgétaire destiné à boucler les comptes de 1996 a été adopté, mercredi 19 juin, par le conseil des ministres. La rigueur et une volonté affirmée de continuer l'assainissement des finances publiques étaient au rendez-vous. Ce mini-budget devrait permettre de limiter à 109 400 milliards de lires (330 milliards de francs) le déficit public d'ici à la fin de l'année. Le collectif porte sur 16 000 milliards de lires (environ 50 milliards de francs), dont plus de deux tiers (11 000 milliards de lires, soit à peu près 33 milliards de francs) seront obtenus par des économies sur les dépenses, et le reste (5 000 milliards de lires, environ 17 milliards de francs) par des recettes supplémentaires. En outre, le gouvernement compte économiser 4 000 milliards de lires (13 milliards de francs) sur le service de la dette cette année grâce à une baisse des taux d'intérêts, rendue possible par une nouvelle baisse de l'inflation (passée en dessous de 4 %, selon les premières indications pour le mois de juin).

En ce qui concerne les « coupes », le gouvernement va bloquer certains transferts aux organismes publics, tels les chemins de fer, qui recevront 3 000 milliards de lires (10 milliards de francs) de moins qu'annoncé à l'origine. Les dépenses publiques autorisées seront restreintes,

avec, par exemple, une économie de 130 milliards de lires (430 millions de francs) prévue dans le domaine de l'éducation ; les ministères verront leur budget de fonctionnement « dégraisé » de 400 milliards de lires (1,3 milliard de francs), et leurs frais de mission de 20 %. En revanche, le gel des embauches de fonctionnaires n'est pas reconduit.

Dans le domaine de la santé, si le gouvernement a renoncé à augmenter les cotisations-maladie des retraités, les remboursements des médicaments seront désormais effectués au prix du médicament le moins coûteux dans sa catégorie et les médicaments « génériques » (sans marque) seront introduits.

RATIONALISATION

En ce qui concerne les entrées d'argent, un gros effort portera sur la lutte contre l'évasion fiscale. La rationalisation du système fiscal fera l'objet, sans doute la semaine prochaine, d'une réforme de grande ampleur, dont le besoin s'est fortement exprimé pendant la dernière campagne électorale. Les entreprises apporteront leur quote-part sous la forme d'une moindre déductibilité des charges sociales (5 % au lieu de 5,6 %), et les épargnants verront désormais taxés à un taux uniforme de 27 % les intérêts sur divers dépôts bancaires à long terme. Enfin, le prix des billets de loterie nationale de type Tac-

o-tac est relevé de 25 %. Au total, a commenté le président du Conseil, Romano Prodi, « le poids des mesures adoptées a été réparti équitablement ». Et M. Prodi, estimant « qu'un effort exceptionnel a été accompli », d'insister sur le fait que le mini-budget n'aurait « aucune incidence sur les prix », car il ne comporte aucune hausse des impôts.

Ce collectif budgétaire, accueilli de façon mitigée par les industriels, déçus de ne pas obtenir plus de mesures favorables à l'entreprise, et par le chef de l'opposition de droite, Silvio Berlusconi, qui estime le plan adopté « insuffisant et contradictoire », a obtenu un satisfecit partiel des syndicats. Pour comprendre quelle sera vraiment la vision économique du nouveau gouvernement, formé à la mi-mai, et du même coup pour se rendre compte des difficultés qu'il aura à l'imposer, avec des alliés aussi divers que les centristes catholiques ou les nostalgiques de Rifondazione comunista, il faudra attendre la publication, la semaine prochaine, du document de programmation économique et financière portant sur les trois prochaines années, 1997-1999. Au cœur des discussions sur ce document figure la proposition de contenir l'inflation à 2,5 % pour 1997, un objectif qui semble diviser le gouvernement.

Marie-Claude Decamps

L'ancien gouverneur civil de la province basque de Guipuzcoa, accusé de complicité avec les GAL, a été incarcéré

MADRID

de notre correspondant

L'ancien gouverneur civil de la province basque de Guipuzcoa, Julien Elgorriaga, a été incarcéré, mercredi 19 juin, par le juge Javier Gomez de Llano, tandis que Rafael Vera, ex-secrétaire d'Etat à la sécurité, était inculpé d'une nouvelle fois dans le dossier des GAL (groupes antiterroristes de libération). Depuis un mois, Julien Elgorriaga est la cinquième personne à être emprisonnée dans le cadre de l'instruction concernant les assassinats de José Antonio Lasa et José Ignacio Zabala, deux militants présumés de l'ETA qui, en octobre 1983, avaient été enlevés en France. Torturés, ils avaient été ensuite exécutés d'une balle dans la tête avant que leur corps ne soit aspergé de chaux vive. Découverts un an plus tard, leurs restes ne furent identifiés qu'en 1995, ce qui suscita une immense indignation. Les autorités s'étaient alors engagées à tirer au clair ce sinistre épi-

sode de la « sale guerre » contre le séparatisme basque.

Aujourd'hui, les deux auteurs présumés des faits, Enrique Dorado et Felipe Bayo, tous deux anciens membres de la Guardia civil, sont sous les verrous. Il en va de même pour leurs supérieurs d'alors, le lieutenant Pedro Gomez Nieto, ancien chef des groupes Omega spécialisés dans la lutte antiterroriste, et le général Enrique Rodriguez Galindo, qui commandait la caserne d'Intxaurrondo, à San Sebastian, haut-lieu du combat contre l'ETA.

Julien Elgorriaga, qui vient d'être incarcéré, était à cette époque la plus haute autorité civile de la province. Il lui est reproché d'avoir organisé le rapt, à Bayonne, des deux victimes, d'être responsable de leurs tortures au palais de la Cumbre (une dépendance du ministère de l'Intérieur, à San Sebastian) et d'avoir laissé commettre le double assassinat. Le juge a estimé que les différents témoignages

étaient suffisamment précis pour mettre directement en cause cet ancien haut fonctionnaire. Quant à Rafael Vera, il lui est reproché d'avoir directement couvert ces faits.

ASSASSINAT PAR ERREUR

Pour ce dernier, qui fut pendant de longues années le numéro deux de la sécurité espagnole en même temps que le principal organisateur de la lutte contre le terrorisme basque, il s'agit de la troisième inculpation : il lui est déjà reproché d'avoir été mêlé au rapt de Segundo Marey, première victime officielle des GAL et le juge Baltasar Garçon l'a à nouveau cité à comparaître, vendredi 21 juin, dans le cadre de l'instruction concernant le meurtre de Juan Carlos García Goena, jeune inoumis assassiné par erreur par un commando des GAL, en juillet 1987. Cet assassinat avait été la dernière action revendiquée par le GAL. Julien Elgorriaga devrait d'ail-

leurs être également entendu dans ce dossier à propos duquel Rafael Vera a tenté de récuser le juge Garçon, l'accusant, une fois encore, de partialité et d'esprit de revanche. Mais la semaine dernière, après avoir estimé qu'il abusait des entraves procédurales et agissait de « mauvaise foi », la justice a condamné Rafael Vera à une amende de 100 000 pesetas (environ 4000 F).

Par ailleurs l'ETA a perpétré, mercredi 19 juin, à San Sebastian, un nouvel attentat, dont a été victime un employé de l'association des entrepreneurs de Guipuzcoa, Santiago Leceta Urtxegi. Ce dernier a eu les deux jambes arrachées par l'explosion d'une bombe venant placée sous le véhicule qu'il conduisait. Enfin, l'ETA a revendiqué l'envoi du paquet piégé qui, le 12 juin, avait arraché trois doigts à un magistrat de Madrid (Le Monde du 14 juin).

Michel Bâle-Richard

Agression contre le vice-président de la communauté juive de Casablanca

CASABLANCA. Babi Azencot, vice-président de la communauté juive de Casablanca, a été grièvement blessé par balles, mardi 18 juin, à Casablanca, par deux individus masqués qui circulaient à moto. Ses jours ne sont plus en danger. Le dernier incident ayant visé la communauté juive marocaine, forte de sept à neuf mille personnes, remonte à août 1994, lorsque Hamel Marzoub, un Franco-Maghrébin, avait affirmé avoir reçu l'ordre de ses chefs d'attaquer une synagogue de Casablanca. - (AFP)

Bonn veut devenir le siège d'institutions internationales

BONN. Le siège de l'Organisation des volontaires des Nations unies (UNV), autrefois basée à Genève, s'installe officiellement à Bonn à partir du 1^{er} juillet. Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, en a inauguré les nouveaux locaux mercredi 19 juin. C'est la première fois que l'ancienne capitale allemande accueille une organisation de l'ONU. Avec le déménagement des institutions fédérales à Berlin, qui devrait être achevé autour de l'an 2000, Bonn espère devenir le siège d'institutions internationales ou d'établissements scientifiques ou universitaires, avec une prédilection pour le secteur de l'aide au développement. - (Corresp.)

AMERIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : le Sénat a finalement voté, mercredi 19 juin, un amendement qui prévoit d'octroyer 20 millions de dollars de dédommagements à d'anciens commandos vietnamiens qui avaient passé plusieurs années dans des prisons de l'ex-Vietnam du Nord, où ils avaient été envoyés pur des missions secrètes au bénéfice des Etats-Unis (Le Monde du 11 juin). - (AFP)

■ **La Chambre des représentants** américaine a adopté, mercredi 19 juin, à l'unanimité, un projet de loi sanctionnant les compagnies étrangères qui investissent dans le domaine pétrolier en Iran ou en Libye ou qui violent l'embargo commercial imposé par l'ONU à Tripoli. Un projet de loi identique a déjà été voté par le Sénat. - (AFP Reuter)

■ **NICARAGUA** : le Père Fernando Cardenal, ancien ministre sandiniste, a été réintégré dans la Compagnie de Jésus, après son expulsion en 1984. Lors de sa visite au Nicaragua en mars 1983, le pape avait publiquement reproché son engagement politique à Fernando Cardenal. - (AFP)

ASIE

■ **BIRMANIE** : Washington et Tokyo ont lancé, mercredi 19 juin, une vigoureuse mise en garde à Rangoun après la diffusion d'informations dans la presse japonaise selon lesquelles la junte se préparerait à arrêter la dirigeante de l'opposition, Aung San Suu Kyi. Selon Amnesty International, la junte vient d'arrêter huit nouveaux membres de l'opposition, dont un des gardes du corps de M^{me} Suu Kyi. - (AFP)

■ **CORÉE DU NORD** : l'ambassade de Corée du Nord en France a minimisé, mardi 18 juin, lors d'une conférence à Paris, l'ampleur de la pénurie alimentaire dont souffre actuellement le pays, indiquant que la population « avait encore à manger ». Fin mai, le directeur de la mission du programme alimentaire (PAM) de l'ONU avait estimé que la Corée du Nord connaissait une situation « proche » de la famine. - (AFP)

AFRIQUE

■ **KENYA-RWANDA** : le Kenya a ordonné la fermeture de l'ambassade du Rwanda à Nairobi à la suite du refus de Kigali de lever l'immunité de l'un de ses diplomates, accusé d'avoir tenté d'assassiner l'ancien ministre rwandais de l'Intérieur, Seth Sendashonga, en février. M. Sendashonga, un Hutu du Front patriotique rwandais (FPR, au pouvoir), s'était exilé au Kenya après avoir été limogé en août 1995 pour avoir dénoncé les atrocités perpétrées par l'armée du FPR, essentiellement tutsie. - (AFP)

EUROPE

■ **BOSNIE** : le Parlement de la Republika Srpska (RS, entité serbe en Bosnie), réuni à Pale mercredi 19 juin, a décidé de créer son propre Tribunal pour juger les responsables de crimes de guerre inculpés à La Haye. Les Serbes de Bosnie confirment ainsi leur refus de livrer au Tribunal pénal international de La Haye (TPI) ceux d'entre eux qui ont été mis en accusation, parmi lesquels Radovan Karadzic et Ratko Mladic. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué mercredi 19 juin la responsabilité de l'explosion qui a fait 206 blessés samedi 15 juin à Manchester, rapporte la station de radiotélévision d'Etat irlandaise RTE. L'IRA a ajouté qu'elle « regrette sincèrement » les blessures causées à des civils. - (AFP)

■ **TURQUIE** : Tansu Ciller a échappé à une enquête parlementaire, mercredi 19 juin, grâce aux soutiens des islamistes qui ont voté contre une motion réclamant des investigations sur l'utilisation d'un fonds secret de 6,5 millions de dollars par l'ancien premier ministre. Cette position accroît la possibilité d'un accord de coalition entre le Parti de la juste voie de Tansu Ciller et le Refah (islamiste) de Necmettin Erbakan. - (AFP)

■ **VATICAN** : les comptes sont positifs pour la troisième année consécutive. Les entrées, en 1995, ont été de 307,65 milliards de lires (environ 200 millions de dollars), alors que les dépenses se sont élevées à 305 milliards de lires. Soit un bénéfice de 2,65 milliards de lires (1,6 million de dollars). - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **CHINE** : la convertibilité du yuan, la monnaie nationale, sera assurée pour les opérations commerciales dès la fin de 1996, et non en l'an 2000, a annoncé jeudi 20 juin le gouverneur de la banque centrale, Dai Xianglong. Les entreprises à capitaux étrangers seront autorisées à effectuer des opérations de change dans les banques dès le 1^{er} juillet. - (AFP)

■ **BRÉSIL** : le taux de croissance se situera entre 3 % et 3,5 % en 1996 et devra atteindre 4,5 % ou plus d'ici à 1998, a annoncé, mercredi 19 juin, à Brasilia, le ministre des finances, Pedro Malan. Le ministre a ajouté que le gouvernement s'est engagé à réduire progressivement l'inflation, qui devrait être de 12 % à 13 % cette année.

■ **UNION MONÉTAIRE** : la Réserve fédérale américaine (Fed) paraît considérer la création de la monnaie unique européenne comme une chose acquise, a indiqué, mercredi 19 juin, à Washington, Valéry Giscard d'Estaing, qui venait de rencontrer Alan Greenspan, le président de la Fed. - (AFP)

■ **SME** : Alexandre Lamfalussy, président de l'Institut monétaire européen (IME), a déclaré, mercredi 19 juin, à Londres, qu'un accord sur les modalités d'un nouveau mécanisme de changes, liant l'euro et les devises ne participant pas à la monnaie unique, pourra être décidé à la fin de l'année. - (AFP)

Benjamin Nétanyahou veut accroître les pouvoirs du premier ministre en Israël

La participation d'Ariel Sharon au gouvernement reste en suspens

Après des débuts laborieux, le gouvernement israélien s'est réuni, mercredi 19 juin, pour la première fois autour du premier ministre Benjamin

Nétanyahou, alors que la participation d'Ariel Sharon à cette équipe reste incertaine. M. Nétanyahou a néanmoins annoncé une série de me-

sures qui devraient lui permettre de concentrer entre ses mains plus de pouvoirs que ses prédécesseurs, notamment en matière de sécurité.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
La crise politique interne et spectaculaire dans laquelle est né, mardi 18 juin, le nouveau gouvernement israélien n'avait toujours pas trouvé d'issue, jeudi en fin de matinée, mais Benjamin Nétanyahou avait néanmoins présidé, la veille, son premier conseil des ministres. Entouré des seize membres de son gouvernement, le chef de l'exécutif, qui reste désespérément muet sur certains des échecs qu'il le pressent - notamment le respect des accords signés avec Yasser Arafat et allègement d'un bouclage qui étouffe littéralement l'économie des territoires occupés - a immédiatement annoncé plusieurs décisions. Rappelant que la loi dont il a bénéficié, et qui porte élection du premier ministre au suffrage universel direct, donne à celui-ci « des pouvoirs plus importants que par le passé », M. Nétanyahou a annoncé la mise en place immédiate d'un Conseil de sécurité nationale, sur le modèle de celui qui fonctionne aux États-Unis, sa patrie d'adoption. Ce Conseil, qu'il présidera, fonctionnera sous l'autorité de David Ivry, le directeur général sortant du ministère de la Défense et comprendra vraisemblablement des experts des services militaires et de renseignements.

Ce Conseil de sécurité, dont la création avait été recommandée par une commission gouvernementale d'enquête ouverte après la guerre israélo-arabe de 1973 qui

avait failli surprendre l'Etat juif, n'avait jamais été mis en place, les premiers ministres successifs estimant qu'il doublerait avec les prérogatives du cabinet restreint qui se réunit, chaque mercredi, à Jérusalem, parfois en présence des chefs de l'armée, et des services de sécurité, le Shin Beth et le Mossad.

« GOUVERNEMENT PARALLÈLE »

Autre création qui fait dire aux mauvaises langues que le chef du gouvernement « se constitue un petit gouvernement parallèle et personnel qui vise à amoindrir le pouvoir des ministres placés autour de lui », celle d'un Conseil économique qui sera dirigé par Yaakov Frankel, gouverneur de la banque centrale d'Israël. M. Frankel, qui était le candidat avoué du premier ministre pour diriger le ministère des finances - finalement attribué à Dan Méridor, un modéré imposé par Benny Begin qui menaçait de boycotter le gouvernement si un poste important n'était pas confié à son « vieil ami Dan » - a vu, mercredi, son mandat prorogé de quatre ans.

Quatrième décision annoncée, la création d'un comité interministériel de privatisation que présidera M. Nétanyahou et qui comprendra les ministres des finances, de la justice ainsi que le gouverneur de la banque centrale. Le premier ministre s'est engagé pendant la campagne à privatiser au moins cinquante sociétés publiques pendant la première partie de son mandat. Pour le moment, la vente au secteur privé de la

seule chaîne publique de télévision, la première en termes d'audience, ne paraît pas, en dépit des rumeurs, à l'ordre du jour. Cependant, M. Nétanyahou qui s'était beaucoup plaint, sans raisons, du parti pris travailliste de la presse en général et de la première chaîne en particulier pendant la campagne électorale, a annoncé le transfert immédiat de l'office public de radiotélévision du ministère des communications à son propre bureau.

Enfin, M. Nétanyahou a annoncé au gouvernement la nomination d'un premier vice-ministre - il peut y en avoir six selon la loi - pour le logement. Il s'agit du rabbin Meir Poroush, du parti ultra-orthodoxe Judaïsme unifié de la Torah, nationaliste fervent, partisan du « Grand Israël ». Cette nomination attendue porte à six - éducation, intérieur, transports, travail et affaires sociales, en attendant l'attribution du portefeuille des cultes - le nombre de portefeuilles détenus par des « hommes en noir » ou des sionistes religieux portant kippa et militant pour la colonisation à outrance dans les territoires occupés.

Ministre de la Justice, proche du premier ministre et membre du Likoud quoique non élu à la Knesset, Yaakov Neeman est aussi un sioniste religieux, sympathisant du mouvement du Goush Emounim - le Bloc de la foi, dont se réclament nombre de colons. Avocat d'affaires qui s'est fait un nom dans la défense des « hommes en noir » mêlés à des affaires de concussion et de corruption, le

professeur Neeman, dont la candidature à la Cour suprême fut jadis rejetée, est aujourd'hui sous le coup d'une enquête de police pour subornation de témoin. Saisie, lundi, par un journaliste, la Cour suprême s'est refusée, mercredi, à interdire la nomination de l'intéressé au gouvernement, mais « réétudiera » la demande après conclusion de l'enquête de police.

UN APPÉTIT D'OIGRE

Reste à régler ce qui est devenu l'affaire Sharon » et qui a donné lieu à ce que la presse locale, pour une fois presque unanime, appelle, dans ses éditions de mercredi, « la farce » ou « la honte » de mardi soir. Le « bulldozer du Néguev » finira-t-il par accepter « le vaste ministère de l'infrastructure nationale » offert par M. Nétanyahou ? Depuis quarante-huit heures en Israël, on ne parle quasiment que de cela.

Première difficulté : deux des ministres non Likoud, à qui « Bibi » retirerait certaines responsabilités pour les confier au sionisme ex-général, se rebellent déjà et annoncent qu'ils démissionneront sur-le-champ si l'on rogne leurs prérogatives. Deuxième difficulté : selon la presse locale, « Ariel » Sharon devait faire savoir, jeudi, par téléphone au premier ministre qu'il n'accepterait le ministère proposé qu'à la condition que le budget de celui-ci atteigne au moins 20 milliards de francs par an. Le « baron » - on le savait déjà - a un appétit d'ogre...

Patrice Claude

Nouveau sommet africain sur la crise burundaise

La communauté internationale exige des « progrès politiques rapides » avant la reprise d'une assistance humanitaire

UN SOMMET régional sur la crise au Burundi devrait réunir, la semaine prochaine, à Arusha en Tanzanie, les dirigeants de sept pays d'Afrique centrale et occidentale, a indiqué mercredi 19 juin le ministre des affaires étrangères de Tanzanie. Les chefs de l'Etat du Kenya, de l'Ouganda, du Zaïre, du Rwanda et du Burundi, ainsi que le premier ministre de l'Éthiopie, sont invités à ce sommet dont la convocation est directement liée à la médiation entreprise par l'ancien président de la Tanzanie, Julius Nyerere, pour tenter de mettre fin à une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis deux ans et demi.

Après deux sessions infructueuses, en avril et en juin, entre les deux principaux partis burundais - qui représentent, l'un, la majorité tutsie, l'autre la minorité tutsie -, M. Nyerere a entamé lundi et mardi, à Mwanza, en Tanzanie, de nouvelles consultations. A leur retour, les délégués ont soutenu l'état d'un relatif optimisme et se sont dits prêts à reprendre les pourparlers au début de juillet. Le premier

ministre du Burundi, Antoine Nduwayo, d'ethnie tutsie, a déclaré : « Il y a des signes d'espoir de parvenir à un accord lors de prochaines discussions », ajoutant qu'il avait noté « moins d'intransigeance » de part et d'autre.

Pendant ce temps-là, la communauté internationale, lors d'une réunion discrète, lundi et mardi, à Genève, a adressé un avertissement à l'ensemble des dirigeants du Burundi. A l'initiative du Canada et en coordination étroite avec M. Nyerere, les représentants d'une quinzaine de pays donateurs de plusieurs organisations internationales ont indiqué que quatre ministres du Burundi que leur pays ne pourrait plus compter sur une assistance humanitaire internationale dans les conditions d'insécurité actuelles. « Il nous faut un progrès politique rapide », a déclaré le ministre de la coopération du Canada, Pierre Pettigrew. La plupart des organisations humanitaires ont suspendu leurs activités, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont trois délégués ont été assassinés, le 4 juin. (AFP)

Le Parlement allemand condamne la violation des droits des Tibétains

BONN

de notre correspondant
Priction diplomatique entre l'Allemagne et la Chine : en adoptant, jeudi 20 juin, une résolution de soutien aux droits des Tibétains, les élus du Bundestag ont placé le gouvernement du chancelier Helmut Kohl dans une position délicate vis-à-vis de Pékin. Le texte de la résolution, qui a été voté à l'unanimité, exhorte le gouvernement allemand à intervenir auprès des autorités de Pékin afin de mettre un terme aux violations des droits de l'homme au Tibet.

La résolution invite, en outre, les autorités de Pékin à entamer un « dialogue constructif » avec le dalaï-lama et le gouvernement tibétain en exil. Cette initiative parlementaire a été prise sans l'appui du chancelier Kohl, et elle intervient quelques jours seulement avant un voyage du ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, en Chine. Très gêné par cette malencontreuse coïncidence, le ministre a tout fait pour associer ses diplomates à la rédaction de la résolution pour tenter d'en arrondir les angles. La Chine est un partenaire économique de plus en plus important pour Bonn : les exportations allemandes se sont élevées, en 1995, à 11 milliards de marks (37,4 milliards de francs). Le chancelier Kohl s'est rendu à Pékin en 1993 et en novembre 1995, obtenant à chaque voyage d'importants contrats pour l'industrie allemande.

La réaction des autorités chinoises à la résolution du Bundestag a été immédiate. Dans un

communiqué publié, mardi, les autorités de Pékin protestent contre ce qu'elles appellent une « ingérence dans les affaires intérieures chinoises » et dénoncent une tentative de « diffamation » de leur pays. Revenant à la charge dans un entretien publié, le 21 juin, par l'hebdomadaire Die Zeit, l'ambassadeur chinois à Bonn, Mei Zhaocong, emploie le ton de la menace : « Si la résolution est votée, cela aura naturellement et inévitablement des conséquences négatives sur les relations entre les deux pays. » Les dirigeants de Pékin sont très mécontents des passages de la résolution qui mentionnent le gouvernement tibétain en exil et le dalaï-lama et rappellent que le Tibet est partie intégrante de la Chine.

Cette mini-crise diplomatique entre l'Allemagne et la Chine n'est pas la première du genre. Un récent colloque sur le Tibet à Bonn, en présence du dalaï-lama, avait déjà montré que les dirigeants chinois observent de très près ce qui se passe en Allemagne. Organisé par la fondation scientifique du parti libéral FDP, la Friedrich-Naumann-Stiftung, dont le bureau à Pékin vient d'être fermé, ce colloque avait réuni des délégués venus du monde entier ainsi que les principaux comités de soutien au Tibet d'outre-Rhin. Le ministre des affaires étrangères avait dû expliquer que le gouvernement n'avait pas subventionné financièrement cette rencontre.

Lucas Delattre

David Lévy, un « faucon » sans envergure

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Heureux, David Lévy. Si visiblement heureux de rejouer sa partition de « faucon réaliste » dans un chœur nationaliste pur et dur que, tout de suite, sans même attendre de retrouver son cher fauteuil des affaires étrangères, le voilà qui lance un vibrant appel aux dirigeants arabes, si alarmés par le programme du nouveau gouvernement israélien qu'ils se réunissent pour un sommet exceptionnel, du 21 au 23 juin, au Caire. « Allons, conseille M. Lévy, toute cette tension qu'on essaie de créer avec ce sommet est superflue. Il ne faut pas juger ce gouvernement avec des idées préconçues. Pour nous aussi, la paix est une valeur suprême et nous ferons tout pour la faire progresser ».



Portrait

Comment ? M. Lévy le dira plus tard. Eventuellement. Car la suite de sa carrière dépendra avant tout de la latitude qui lui sera laissée par le premier ministre pour exprimer sa créativité personnelle. Autant le dire tout de suite, les augures ne sont pas très bonnes. « Bibi l'Américain », pour reprendre une expression naguère employée par le nouveau chef de la diplomatie, a annoncé, mercredi 19 juin, la mise en place d'un Conseil de sécurité nationale, qui sera notamment chargé de veiller aux intérêts sécuritaires, et donc

territoriaux, d'Israël. Si l'on ajoute à cela la prochaine nomination d'un « M. Négociations » aux ordres directs du premier ministre, on constate que l'espace qui sera laissé au chef de la diplomatie sera plutôt restreint. « David Lévy, estime Daniel Elazar, membre du Centre de Jérusalem pour les affaires publiques, suivra la direction tracée par Benjamin Nétanyahou. Il mettra en musique une partition déjà écrite. »

LE « MAROCAIN MAGNIQUE »

Né, en 1937, à Rabat, immigré en Israël vingt ans plus tard, celui que la presse nomme avec ironie « le Marocain magnifique », a cause d'un style pompeux, doublé d'un ego surdimensionné, qui font les délices des caricaturistes et imitateurs israéliens, souffre d'une autre déficience : s'il parle, imparfaitement, la langue de Molière, le chef de la diplomatie ne comprend pas un traître mot d'anglais. Cela, dans un pays résolument tourné vers le grand allié américain, tant sur le plan culturel, populaire, qu'économique, militaire ou stratégique, c'est là un vrai problème.

David Lévy, qui avait largement aidé les États-Unis à convaincre le gouvernement d'Israël Shamir de participer à la conférence israélo-arabe de Madrid en octobre 1991, se souvient encore comment, ignorant la langue de Shakespeare, il s'était alors fait souffler le premier rôle médiatique par un jeune vice-ministre nommé Benjamin Nétanyahou... De

cette époque, date entre les deux hommes une forte intimité personnelle, qui ne cessera jamais de s'approfondir. C'est à cause de M. Nétanyahou et de ses prétentions à succéder au vieux Shamir, alors que M. Lévy attendait son heure depuis dix ans, qu'en juin 1995, « le Marocain » claqua la porte du Likoud.

Et c'est grâce à Ariel Sharon, son vieux complice du temps où, ministre du logement, « Lévy le modéré » accéléra au maximum le « grand œuvre sioniste » de colonisation juive des territoires arabes occupés, que les deux hommes se réconcilièrent - jusqu'à quand ? - quelques semaines à peine avant l'élection du 29 mai. D'où la solidarité, très temporaire, que le ministre des affaires étrangères a montré, mardi, à la Knesset en faveur de son « vieil ami Sharon », pour le moment privé de portefeuille (Le Monde du 20 juin).

David Lévy est un sépharade émotif, qui a commencé sa vie en Israël au plus bas de l'échelle sociale. Ouvrier agricole, maçon, syndicaliste, homme politique, ministre. A toutes les étapes de sa carrière, la tête de turc favorite des chansonniers du cru a connu la moquerie et l'humiliation. Aujourd'hui revenu à l'un des postes les plus en vue de la scène israélienne, alors qu'il ne contrôle que cinq petits mandats sur sept vingt à la Knesset, qui ne doute qu'il accepterait d'avaler beaucoup de couleuvres pour le conserver.

P. C.

WEEKENDER PLUS - PAUSES À PRIX INTÉRESSANTS À PARTIR DE 400 FF SEULEMENT PAR CHAMBRE, PETIT DÉJEUNER COMPRIS
PRIX PAR CHAMBRE PAR NUIT VALABLES LES VENDREDIS, SAMEDIS ET DIMANCHES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1996
LE PRIX COMPREND LE PETIT DÉJEUNER POUR MAXIMUM DEUX ADULTES ET DEUX ENFANTS ÂGÉS DE 12 ANS ET MOINS, PARTAGEANT LA CHAMBRE DE LEURS PARENTS

E (FF 400) Bordeaux City Centre • Brest • Dijon • Marseille-Avenue du Prado • Metz-Techopolis 2000 • Nantes • Nevers-Magny-Cours • Toulon City Centre • Troyes/Forêt d'Orient • B (FF 2.400) Liège • D (DM 115) Waterloo • J (LIT 130.000) Dusseldorf/Val de Sole • UAE (UAE DHS 305) Abu Dhabi • UKS (€ 52) Ashford/Kent • Belfast City Centre • Glasgow • Warrington	D (FF 470) Aix-en-Provence • Caen City Centre • Paris-Rosny • Reims City Centre • Tours City Centre • B (FF 2.900) Antwerp-Borgerhout (1) • Brussels Airport • Tournai • C (SFR 110) Lausanne-Beaulieu • GZ (DM 135) Brno • D (DM 135) Kirchheim/Taunus • Munich-Unterhaching • E (LIT 155.000) Bologna Tower • Naples • UKS (€ 62) Aberdeen • Bristol • Ellensmere Port • Nottingham • Reading • Sheffield	E (FF 540) Caesars • Paris-Charles de Gaulle Airport • Paris-Orly Airport • Paris-Valéry • G (ATS 1.100) Vienna • B (FF 3.300) Antwerp • Brussels City Centre • Charleroi • Gent • Gent-Expo • Louvain • Ostend • D (DM 155) Aachen • Apolda • Cottbus • Essen (1) • Frankfurt-Rodgau • Glouchau • Hanau-Langenscheidt • Hannover • Kamen/Unna • Leipzig-Güntersdorf • Minden • Rastatt/Baden-Baden • E (PTS 14.300) Madrid • Madrid City Centre (2) • J (LIT 180.000) Bologna City • Florence • Naples-Castellvolturno • M (DM 940) Casablanca • NL (DM 175) Utrecht • E (ESC 15.800) Lisbon • Lisbon-Campo Grande • EL (US\$ 113) Warsaw • IB (US\$ 113) Istanbul-Atatürk Marina • UKS (€ 72) Leicester • London-Gatwick West • London-Sutton • Newcastle Upon Tyne • Telford/Ironbridge	E (FF 695) Lyon Atlas • Paris-Bussy St. Georges • Strasbourg • Toulouse • A (ATS 1.290) Innsbruck (1) • B (FF 3.900) Hesse • D (DM 184) Berlin-Humboldt Park • Bochum • Dortmund-Römisches Kaiser • Düsseldorf-Kaas • Frankfurt-Offenbach (1) • Fukuia • Hamburg-Kieler Strasse • Hannover Airport • Heidelberg-Waldhof • Karlsruhe-Etlingen (1) • Koblenz (1) • Lübeck (1) • Munich-South • Nürnberg (1) • Passau • Stuttgart • Stuttgart-Sindelfingen • Suhl-Ringberg • Weizburg City Center (DM 175) • D (DM 210.000) Aosta • Milan • NL (DM 205) Eindhoven • Leiden • Rotterdam City Centre • DM (OR 51) Maastricht • UKS (€ 84) Birmingham • Edinburgh • Leeds • London-Brent Cross • London-Gatwick East (1)	E (FF 710) Nice • Nice-Port St. Laurent (3) • Paris-La Vilette • Paris-Montmartre • Paris-Rive Gauche • Paris-Tour Eiffel • A (ATS 1.480) Salzburg • Vienna (2) • D (DM 208) Berlin-Explanade • Berlin-Kurfürstendamm • Bonn (1) • Cologne-Bonn Airport • Dortmund (1) • Düsseldorf-Rathen • Leipzig City Center • Mannheim City Center • Munich • Schweinf • Tübingen • Wiesbaden • GZ (DM 31.200) Athens • NL (DM 230) Amsterdam-Schiphol • IB (US\$ 149) Istanbul • UAE (UAE DHS 550) Dubai • UKS (€ 95) London-Heathrow • London-Nelson Dock (1) • Maidenhead/Windsor • Midland-Manchester	GZ (SFR 198) Geneva • D (DM 245) Bremen (1) • Cologne City Center • Düsseldorf-Königsallee • Frankfurt-Commerzbank • Frankfurt-Main-Tanzen-Zentrum • Hamburg • Heidelberg • J (LIT 280.000) Rome-Eur Parco dei Medici (4) • Rome-St. Peter's • NL (DM 151) Maastricht • NL (DM 275) Amsterdam • Maastricht • UKS (€ 110) Cambridge • London-Oxford Circus	E (FF 980) Paris-République • B (FF 5.900) Brugge (5) • D (DM 280) Berlin City Center-Nürnberg-Strasse • J (LIT 320.000) Rome-Minerva (6) • NL (DM 315) Amsterdam City Centre • UKS (€ 130) Edinburgh (1) • London-Kensington • London-Kings Cross/Bloomsbury • London-Mayfair • London-Victoria (1)
--	---	--	--	--	---	--

(1) Ouverture fin avril 1996; (2) Ouverture en mai 1996; (3) 290 FF de supplément du 107 au 31/08/96; (4) 30.000 LIT de réduction; (5) 1.000 FF de supplément les vendredis et samedis, 1.500 FF de réduction les dimanches; (6) 100.000 LIT de supplément.

La plupart des hôtels offrent le midi et le soir un repas du Menu Spécial Enfants aux enfants de 12 ans et moins dînant avec leurs parents. Des tarifs spéciaux peuvent être appliqués pendant la semaine. L'offre est limitée au nombre de chambres allouées à cette promotion. Le prix du séjour est réglé en monnaie locale comme indiqué. Les prix en francs français correspondent approximativement au prix local décaimé. Pour de plus amples informations quant aux conditions, veuillez consulter notre brochure Weekender Plus.

POUR VOS RÉSERVATIONS WEEKENDER PLUS, APPELEZ NOTRE NUMÉRO VERT 05 905 999

*** Holiday Inn**

صوتنا من العمل

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 21 JUIN 1996

PARIS Le Parti socialiste multiplie les attaques contre la décision du parquet de Créteil (Val-de-Marne) de ne pas confier à Eric Halphen, juge d'instruction qui enquête sur

les fausses factures de l'Office d'HLM de Paris, le dossier de l'appartement social attribué à Dominique Tiberi, fils de Jean Tiberi, maire de Paris, et chef de cabinet de

Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement. **JACQUES TOUBON**, ministre de la justice et maître du 13^e arrondissement, qui était implicitement candidat, en

1995, à la succession de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, apparaît aujourd'hui comme le favori du président de la République dans l'hypothèse où M. Tiberi serait acculé à la

démission. **● AU CONSEIL RÉGIONAL d'Ile-de-France**, la défection des écologistes devrait empêcher Michel Giraud (RPR) de faire voter sa réforme des marchés publics.

Les socialistes harcèlent le gouvernement sur le « dossier Tiberi »

Après la décision du parquet de Créteil de ne pas confier au juge d'instruction Eric Halphen le dossier de l'appartement HLM du fils du maire de Paris, le PS dénonce « l'étouffement » des enquêtes mettant en cause le RPR. L'attitude du garde des sceaux est aussi inspirée par sa stratégie parisienne

« ON VOIT qu'il fait bon être RPR à Paris », commentait, mercredi 19 juin en début de soirée, après la réunion du bureau national du Parti socialiste, son numéro deux, Daniel Vaillant. Le député de Paris, maire du 18^e arrondissement, réagissait ainsi à la décision du procureur de Créteil (Val-de-Marne) de transmettre le dossier de l'appartement du fils de Jean Tiberi au parquet de Paris.

Dès le début de cette affaire, le PS a adopté une attitude contrastant avec la discrétion qu'il avait observée dans celle concernant l'appartement d'Alain Juppé. Le 4 juin, il demandait au garde des sceaux de « résister à la tentation d'empêcher le juge d'instruction, par des artifices de procédure, de poursuivre son enquête ». Le 18 juin encore, Marie-Pierre de la Gontrie, déléguée du PS chargée de la justice, estimait que si le dossier du logement HLM du fils du maire de la capitale était transmis au parquet de Paris, « une telle manœuvre discréditerait définitivement M. Toubon ».

Pour les socialistes, il s'agit de

dénoncer le rôle de Jacques Toubon, en tant que ministre de la justice, mais aussi maire du 13^e arrondissement de Paris et ancien secrétaire général du RPR, qu'ils accusent d'avoir « systématiquement » empêché le juge Eric Halphen de poursuivre ses recherches dans plusieurs affaires concernant la Ville de Paris et le RPR. En agissant ainsi, ils font coup double. Ils tentent de faire oublier qu'en avril

1991, Henri Nallet, alors garde des sceaux, avait dessaisi le juge Thierry Jean-Pierre dans l'affaire Urbail, mais aussi, par ailleurs, plus de crédibilité à leur proposition, contenue dans le document sur la démocratie, actuellement soumis au vote des militants, de « couper » le lien existant aujourd'hui entre le garde des sceaux et le parquet, afin de « tourner le dos à deux siècles de soumission organique et fonction-

nelle des juges aux autorités de l'Etat ». C'est donc moins la personnalité de M. Tiberi qui est mise en cause ou, même, sa fonction de maire de Paris - le PS se garde bien de demander, par exemple, sa démission -, que le fonctionnement de la justice et « le système RPR » à Paris. Le 6 juin, à Nantes, Lionel Jospin avait lui-même sonné la charge, en s'en prenant directement à Jacques Chirac. « On peut être inquiet de voir cette équipe politique à la tête de la France, avait affirmé le premier secrétaire du PS, quand on découvre, jour après jour et malgré des tentatives d'étouffement, ce qu'elle a fait pendant des années à la tête de la Ville de Paris ! »

« SAUVE-QUI-PEUT » C'est sur ce double terrain - justice et « corruption généralisée » - que les socialistes ont poussé leur offensive mercredi. A l'Assemblée nationale, Michel Berson, député de l'Essonne, a interpellé M. Toubon : « Quand accepterez-vous que les procédures judiciaires se déroulent en toute liberté ? Quand laissez-vous passer la justice ? Quand vous comporterez-vous en homme de droit et non en homme de parti ? »

« L'opinion ne comprendrait pas que cette affaire suive le même cours que toutes les autres, celles des appartements HLM de MM. Chirac, Juppé et Tiberi, classées sans suite », a ajouté M. Berson. Au même moment, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, écrivait dans le même sens à M. Toubon (lire ci-contre).

Après la confirmation que le juge Halphen n'était pas autorisé à poursuivre ses recherches sur l'appartement du fils de M. Tiberi, les socialistes ont réagi avec vigueur. « C'est la traduction du sauve-qui-peut qui règne en ce moment à la chancellerie et au siège du RPR, a affirmé François Hollande, porte-parole du PS. On préfère prendre le risque de faire apparaître un étouffement d'une affaire plutôt que de laisser la justice suivre son cours (...) et de découvrir peut-être des affaires extrêmement gênantes, pas simplement pour M. Tiberi, mais aussi pour l'ensemble du parti auquel appartient M. Toubon. » M. Vaillant a

émis le souhait que « la justice n'enterre pas des dossiers qui concernent un système », en ajoutant que « les exécutants, comme les commanditaires et les bénéficiaires [de ce système] doivent être concernés ». M. Delanoë a critiqué « un coup bas porté à la transparence et à la recherche de la vérité », qui suggère « des interrogations sur ce que le garde des sceaux continue d'appeler l'impartialité de la justice ». Jeudi, sur France 2, Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres, n'a pas hésité à voir dans M. Halphen un « héros des temps modernes ». Pour l'ancien ministre, « il y a eu une poignée de juges courageux, qui ont réussi à résister à des pressions terribles, à mettre au jour des systèmes condamnables et à faire en sorte que la vie politique et le monde des affaires soient un peu sains ». Si le gouvernement ne comprend pas que l'opinion veut qu'ils aillent jusqu'au bout, a-t-elle assuré, « il le paiera, un jour ou l'autre, très chèrement ».

Michel Noblecourt

Bertrand Delanoë écrit au ministre de la justice

Dans une lettre adressée à Jacques Toubon mercredi 19 juin, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du conseil de Paris, s'inquiète que le juge d'instruction Eric Halphen « ne soit pas autorisé à poursuivre ses investigations ». « Ce scénario, s'il se vérifiait, écrit-il, ne serait que l'indigne reproduction de ce qui s'est systématiquement produit jusqu'à présent, dans des affaires pour lesquelles le juge Halphen s'était déjà vu refuser la possibilité de poursuivre ses recherches. Pour mémoire, je citerai l'affaire des permanents corréliens du RPR rémunérés par la Ville de Paris, celle des secrétaires du siège du RPR payés par des entreprises de la région parisienne et, plus récemment, les salaires occultes de M^{me} Cassetta, trésorière du RPR. »

Pour M. Delanoë, un classement sans suite apparaîtrait comme une « manœuvre » et accroîtrait le sentiment que la municipalité de Paris, dont M. Toubon fait « partie », « échapperait ainsi au droit commun ».

Le maire de Paris « ne s'exprime pas sur les affaires »

JEAN TIBERI ne manque pas de sang-froid. Il ne se sera pas dit que ses démêlés avec la justice l'empêchent de faire son métier de maire de Paris. Son service de communication s'emploie à le faire savoir. Mercredi 19 juin, radios, télévisions et journaux étaient convoqués au pied de l'Assemblée nationale pour une petite promenade le long de 5,5 kilomètres de pistes cyclables sur les boulevards Saint-Germain, Saint-Michel, de Sébastopol, de Strasbourg, jusqu'à la gare de l'Est.

« Je ne m'exprime pas sur les affaires dont la justice est saisie », a simplement répondu M. Tiberi à propos de la transmission au parquet de Paris du dossier sur l'appartement de son fils. En bon député RPR, il assistait l'après-midi au débat sur la motion de censure, à l'Assemblée nationale. Il en a profité pour échanger quelques propos avec Edouard Balladur, venu s'asseoir ostensiblement à côté de lui.

Pour préparer l'inauguration des pistes cyclables, quelque cent cinquante personnes des services de la voirie et de la préfecture de police avaient été mobilisées, les trois nuits précédentes, pour enlever les voitures mal garées. Installer un millier de séparateurs sur la chaussée et coller les grandes affiches jaunes et noires qui indiquent : « Couloir vélos, exclusivement réservé aux deux-roues non motorisés ». Les informaticiens, eux, ont plongé dans leurs logiciels pour modifier le fonctionnement de 550 feux tricolores. Ces 5,5 kilomètres, dont la réalisation a coûté 2,5 millions de francs, sont les premiers des 50 kilomètres annoncés le 20 mars par M. Tiberi dans le cadre du « plan vélo » (Le Monde du 22 mars).

BANDES CYCLABLES ISOLÉES PAR DES SÉPARATEURS

Le parcours qui vient d'être ouvert aux cyclistes consiste en des bandes de 1,20 mètre de large, isolées de la circulation automobile par des séparateurs, distants les uns des autres de 4 mètres. A l'endroit des boulevard Saint-Michel et du Palais, où ces pistes n'ont pas pu être matérialisées, les cyclistes sont contraints d'emprunter le couloir des autobus. Le pré-

fet de police a signé l'arrêté qui prévoit des amendes de 250 francs et de 900 francs en cas de circulation ou de stationnement sur ces bandes cyclables.

« UN BON DÉBUT »

« C'est un bon début », commentait un marchand de vélos du boulevard de Sébastopol en observant dans l'après-midi les premiers effets de ces bandes cyclables. Plusieurs cyclistes ne les avaient même pas remarquées ; un autobus et quelques voitures se cognaient contre les séparateurs ; certains livreurs continuaient à se garer contre le trottoir, alors que d'autres respectaient déjà la piste cyclable. Le phénomène le plus net était l'appropriation par les deux-roues motorisés de ce parcours. « Il ne va plus rester beaucoup de place pour la circulation des voitures », commentait un gérant de café.

Du côté des utilisateurs, le débat sur les séparateurs est sans fin. Certains les estiment nécessaires pour se protéger de la circulation automobile, d'autres les considèrent comme dangereux à cause des chutes qu'ils peuvent provoquer. « Ce qu'il y a de mieux, c'est de peindre la chaussée, comme dans le quartier National, dans le 13^e arrondissement », estime l'un. « En réalité, personne n'a analysé le comportement et les motivations du cycliste à Paris. On ne sait pas s'il est disposé à se plier à une quelconque discipline », explique un responsable d'association.

L'opposition de gauche, en tout cas, n'applaudit pas à cette nouvelle initiative du maire de Paris. Au nom des socialistes, Jean-Marie Le Guen conteste que « avant même que le Conseil de Paris se soit prononcé, la Ville de Paris met en place des éléments disparates de voirie pour son « plan vélo ». De son côté, Georges Sarre, président du groupe du Mouvement des citoyens, estime que « l'urgence qui semble prévaloir aujourd'hui à la réalisation du « plan vélo » ne peut masquer la faiblesse de sa conception et les défauts de sa mise en œuvre ».

Françoise Chirot

Jacques Toubon en sauveur de la majorité

JUGE ET PARTIE : qu'il le veuille ou non, le garde des sceaux est personnellement concerné par l'avenir judiciaire de Jean Tiberi, car des décisions que le ministre de la justice demandera au parquet de prendre dépend la réalisation du rêve de Jacques Toubon de devenir maire de Paris.

La jurisprudence, née sous Pierre Bérégovoy et confirmée sous Edouard Balladur, qui oblige un ministre à quitter le gouvernement s'il est mis en examen, ne peut que s'appliquer aussi au premier magistrat de la capitale. Chacun, aujourd'hui, en convient dans les sphères du pouvoir, comme il y semble acquis que seul le maire du 13^e arrondissement est en état d'assumer une succession aussi difficile à l'Hôtel de Ville.

Plus grand monde n'ose imaginer qu'un simple transfert du dossier de l'appartement de son fils, de Créteil à Paris, suffira à dispenser M. Tiberi de tout rendez-vous judiciaire. Le juge Eric Halphen continue à être saisi des conditions dans lesquelles l'Office d'HLM passait ses marchés. Or, c'est cet aspect de l'affaire qui fait peur à ceux qui connaissent les dessous du financement du RPR. De là à espérer que, pour éviter tout « débordement » mettant en cause le

sommet du mouvement chiracien, voire de l'Etat, le président de l'OPAC pourrait seul en porter la responsabilité judiciaire et politique, il n'y a qu'un pas, assez facilement franchi. En quelque sorte, il serait demandé à celui qui fut, des années durant, le premier adjoint de Jacques Chirac, de se sacrifier une fois encore.

LE SOUTIEN DE M. BALLADUR

Pour lui succéder à la mairie, il n'y a, en fait, que Jacques Toubon. Certes, quoi qu'il en dise, en public et en privé, Edouard Balladur, aujourd'hui, se ferait une douce violence. C'est pourquoi, d'ailleurs, paradoxalement, il apporte ouvertement son soutien à M. Tiberi : il sait que tous ceux qui, au sein de la majorité municipale, contestent l'actuel maire de Paris font déjà bloc autour du ministre de la justice. Il ne peut donc trouver les relais dont il a impérativement besoin qu'auprès de ceux qui ont soutenu le premier adjoint contre le maire du 13^e arrondissement lorsqu'il a fallu choisir le successeur de M. Chirac à l'Hôtel de Ville. Offrir, maintenant, un tel fauteuil au vaincu du premier tour de la présidentielle serait, pour le chef de l'Etat, le signe d'une réconciliation dont la majorité a grandement besoin à l'approche des élections législatives.

Cette perspective fait pourtant de M. Toubon le maire de Paris idéal. Lorsque, en mai 1995,

M. Chirac lui avait préféré M. Tiberi, il avait privilégié un homme parfaitement au fait de l'ensemble des dossiers parisiens. Son rival n'a jamais été un homme de l'Hôtel de Ville ; les barons néogaullistes de la capitale ne l'ont jamais reconnu comme l'un des leurs, alors que le premier adjoint était le *primus inter pares*. Ce qui était un handicap, il y a un an, est devenu aujourd'hui un atout majeur. Car, entre-temps, il y a eu la déroute de la majorité aux municipales. Le seul objectif est donc, dorénavant, de limiter les dégâts aux législatives.

Pour mener une bataille délicate, il n'y a que deux solutions : soit s'appuyer sur les notables - c'est ce qu'a toujours fait M. Tiberi et la seule chose que pourrait faire M. Balladur ; soit se battre cage d'escalier par cage d'escalier, marché par marché : c'est ainsi que M. Toubon avait gagné, en 1983, un arrondissement de gauche contre Paul Quilès, patron des socialistes parisiens de l'époque ; c'est ainsi qu'il l'a conservé depuis.

Il est facile de savoir qu'elle est la stratégie que préfère M. Chirac... M. Tiberi devrait, en fait, être victime, non pas tant des facilités de logement qu'il a accordées à son fils que de l'obligation où est la droite de faire oublier aux électeurs un système dont le patron était le maire de Paris, et non son premier adjoint.

Thierry Bréhier

Le Syndicat de la magistrature s'indigne

« Le Syndicat de la magistrature regrette un « enterrement de première classe ». Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) « tient à exprimer son indignation devant la volonté de Michel Barrou, procureur de la République de Créteil (Val-de-Marne), de ne pas accorder au juge Eric Halphen le réquisitoire supplétif demandé par ce dernier à propos de l'attribution et du financement des travaux de l'appartement du fils de Jean Tiberi ». Dans un communiqué diffusé mercredi 19 juin, le Syndicat de la magistrature estime que M. Barrou « se livre à un enterrement de première classe du dossier Tiberi » et dénonce « la stratégie de morallement du dossier de l'Office des HLM de Paris, menée depuis plusieurs mois par le procureur de la République de Créteil, agissant sur les instructions du garde des sceaux ».

« Arnaud Montebourg dénonce « l'esprit d'équipe des procureurs de Jacques Toubon », son avocat

de l'ancien directeur général adjoint de l'OPAC (Office public d'aménagement et de construction), François Ciolina, estime : « La transmission à Paris du dossier Tiberi, où celui-ci a déjà été classé sans suite, traduit l'esprit d'équipe dans lequel les procureurs du ministre de la justice, Jacques Toubon, travaillent ensemble pour organiser le classement définitif de cette scandaleuse affaire. »

Egalement avocat de l'Association de défense des contribuables parisiens, qui avait demandé au parquet de Paris une enquête sur l'attribution du logement de Dominique Tiberi, le fils du maire de Paris, M^{me} Montebourg souligne que cette transmission « prive M. Ciolina - qui avait dénoncé la location d'un appartement HLM par Dominique Tiberi, et les coûts travaux qui y avaient été effectués aux frais de l'OPAC, dont Jean Tiberi était alors président - d'un moyen de défense essentiel et d'une occasion de démontrer sa crédibilité et son innocence ».

Ile-de-France : Michel Giraud risque d'être mis en minorité

MICHEL GIRAUD (RPR) espérait qu'un grand débat public sur l'affaire de la commission des marchés, jeudi 20 juin, mettrait un point final à la crise politique et institutionnelle qui secoue le conseil régional d'Ile-de-France depuis plusieurs mois. Mais ses adversaires, notamment le groupe des Verts, feront tout pour transformer cette crise en échec politique et pour empêcher le vote d'un règlement intérieur de la commission des marchés.

D'entrée, les Verts ont prévu d'affirmer que tous les contrats de rénovation des lycées, passés par la région avec des bureaux d'étude dans le cadre de l'assistance à maître d'ouvrage (AMO) sont « inexistants ». Ces contrats ont été conclus en vertu d'une délégation de signature donnée par M. Giraud. Or, affirme Alain Rix, président du groupe, aucune délibération n'a été prise par l'assemblée régionale ou par la commission permanente autorisant le président du conseil à signer de tels marchés.

Les Verts vont donc demander que la justice soit saisie des conditions de passation des marchés publics. Pour eux, l'adoption d'un règlement intérieur de la commission des marchés est un simple « gadget ».

M. Giraud, à la veille du débat, admettait aussi qu'il ne pourrait pas compter sur les membres du groupe Écologistes pour parvenir à ses fins. Ceux-ci, qui lui fournissent habituellement l'appui de voix nécessaire lors du vote du budget n'entendent pas rester à l'écart d'une offensive médiatiquement porteuse. Habituellement hétérogène, ce groupe chambré pourrait se resserrer aux dépens de l'écologiste. Il en a donné un signe en déposant une motion destinée à empêcher le débat. C'est-à-dire à empêcher M. Giraud de reprendre l'initiative dans une bataille qui le déstabiliserait sérieusement. Si cette motion était adoptée dès le début de la séance, M. Giraud n'aurait même pas l'occasion de « répondre, question par question », comme il le

souhaite, aux interrogations des élus régionaux. « Je veux ce débat », répétait mercredi soir le président, presque belliqueux. Affirmant être prêt à prendre ses responsabilités, pour le passé comme pour le présent, M. Giraud en demande autant à ses opposants. « Il est arrivé que tel ou tel membre de la commission n'appartenant pas à la majorité relative conteste le fait de ne pas voir retenu le bureau d'étude Patrimoine-Ingenierie, pourtant le moins disant », affirme-t-il en s'appuyant sur les procès-verbaux de la commission des marchés.

BROUHAHA

Il s'en prend aussi à Jean-Jacques Porchez (passé des Écologistes aux Verts), pour lui rappeler que « le groupe auquel il appartenait avant d'en changer ne s'est jamais déolidarisé des conclusions de la commission d'appel d'offres ».

Depuis 1989, seul le Front national s'est effectivement opposé, en commission permanente ou en commission des marchés, aux pro-

cédures aujourd'hui en accusation. Cet argument, destiné à convaincre les élus qu'ils ont autant intérêt que l'exécutif régional à mettre un terme à la crise, risque de se noyer dans le brouhaha annoncé d'une séance houleuse.

M. Giraud, qui espérait beaucoup de l'adoption d'un règlement intérieur de la commission des marchés, est prêt à en faire son deuil. « S'il n'est pas voté, il sera arrêté par l'exécutif, en reprenant les méthodes de rigueur et de transparence mises en œuvre par l'ancienne présidente de la commission, Claude-Annick Tissot », annonce-t-il. « Un budget pas voté, c'est grave pour une région, un règlement intérieur réjeté, c'est beaucoup moins significatif », conclut-il, minimisant la portée de sa déconvenue. Loin de clore l'affaire, cette séance du 20 juin pourrait apparaître comme un signe d'affaiblissement de l'exécutif régional que les adversaires de M. Giraud utiliseront à leur profit.

Pascale Sauvage

Alain Juppé se défend en attaquant vivement le Parti socialiste

La motion de censure de l'opposition n'a obtenu que 96 voix

La motion de censure déposée par l'opposition n'a obtenu, mercredi 19 juin, que 96 voix. Les 63 députés

socialistes et apparentés et les 23 communistes l'ont votée, ainsi que 10 des 23 députés de Répu-

blique et Liberté, dont le divers gauche Alfred Muller (Bas-Rhin) qui n'avait pas signé la motion.

LE RÉSULTAT avait beau être acquis, les députés du genre déjà explorés, il n'empêche. Il s'agissait bien, mercredi 19 juin, de la troisième motion de censure « spontanée » depuis 1993, déposée par la gauche sur la base de l'article 49-2 de la Constitution. C'était aussi le deuxième débat de censure que devait affronter Alain Juppé à l'Assemblée nationale. Pourtant, le premier ministre a choisi d'aborder le débat non comme un rituel mais comme un véritable tour de chauffe, dans la perspective des élections législatives de 1998.

Une posture offensive, donc, pour contrer toutefois la première motion de censure dont l'opposition avait l'initiative depuis 1993, indépendamment de mouvements sociaux. Au printemps 1994, sous le gouvernement d'Edouard Balladur, le thème était l'emploi des jeunes après les manifestations anti-CIR A l'hiver 1995, il s'agissait de censurer le bilan du gouvernement Juppé sur fond de grèves dans le secteur public.

Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a présenté la motion au nom des 95 signataires, les socialistes ayant reçu le soutien du groupe communiste, du Mouvement des citoyens et de Radical. « Sous la V^e République, une motion de censure sert moins à renverser un gouvernement qu'à exprimer un refus lorsque le pays va mal », a expliqué M. Fabius, avant d'exposer les trois principaux motifs de censure. D'abord, « votre abandon des services publics », a-t-il lancé au premier ministre. Ensuite, « vos choix en matière de défense », a poursuivi M. Fabius, critiquant le retour de la France dans le

commandement intégré de l'OTAN. Enfin, une politique économique marquée, selon l'ancien premier ministre, par « l'avantage de chômage, l'avantage d'impôts ». Le gouvernement Juppé n'a fait « aucun progrès sur le front de l'emploi », a-t-il affirmé. Et de conclure : « L'arithmétique parlementaire ne nous permet pas aujourd'hui de l'emporter, mais le pays, lui, a déjà jugé votre politique. Le pays vous a déjà censuré. »

« GABRIELLE ET IMMOBILISME » En guise de réponse, M. Juppé a fait monter d'un cran les hostilités. « Votre passé gouvernemental, qui est encore tout frais, ou plutôt votre passé, peut aisément se résumer en deux chapitres : gabegie et immobilisme », a-t-il interpellé les socialistes. Et d'égréner sous les exclamations des bancs de gauche : « gabegie dans le budget de l'Etat », « dans les comptes de la Sécurité sociale », « dans le secteur public », en citant les cas de la SNCF et du Crédit lyonnais.

Enchaînant sur l'immobilisme, M. Juppé a évoqué « l'assurance-maladie, dont on s'est borné à comptabiliser les déficits, la défense, où l'on n'a tiré aucune des conséquences du bouleversement géopolitique des années 1989-1990, l'enseignement supérieur, où l'on n'a rien fait pour préparer l'arrivée de centaines de milliers d'étudiants supplémentaires ».

Troquant sa casquette de premier ministre contre celle de président du RPR, M. Juppé s'en est pris vertement au PS et à son premier secrétaire Lionel Jospin. « Vos chefs se surveillent et se déchirent. N'est-il pas d'ailleurs significatif que soit absent de cet hémicycle - par la force des urnes - pour

défendre vos idées, celui qui veut les incarner aux yeux des Français ? », a-t-il ajouté, non sans avoir par ailleurs qualifié M. Fabius de « bout-en-train ». « Laissez les dégorger ! », répondait M. Juppé alors que l'opposition le chahutait.

Alain Bocquet, au nom du groupe communiste, dénonçait « un ton de politique politicienne qui n'est pas de mise quand tant de gens souffrent dans notre pays ». Jean-Pierre Chevènement (MDC, Territoire-de-Belfort), très en verve, critiquait « la logique comptable » du gouvernement.

Tout à tour, Renaud Muselier (RPR, Bouches-du-Rhône), puis Hervé Mariton (UDF, Drôme) défendaient alors le bilan « valorisant » d'un an de gouvernement Juppé. Après de nouvelles piques de M. Juppé, on pouvait alors passer au vote. La motion de censure recueillait 96 suffrages, soit une de plus que le nombre de ses signataires, alors que la majorité requise était de 289.

Caroline Monnot

Le RPR et l'UDF mettent en place un « conseil de l'union » pour 1998

Les responsables de la majorité souhaitent instituer dans les conseils régionaux un système assurant la stabilité des exécutifs face aux assemblées

BIGRE ! Le ministre chargé des relations avec le Parlement, Roger Romani, l'a confié, d'un air entendu : le troisième déjeuner des dirigeants de la majorité, mercredi 19 juin, a été consacré à « des sujets importants concernant la France ». De fait, la réforme de François Bayrou sur l'université, dont les grandes lignes avaient été rendues publiques la veille, a été bien accueillie par l'ensemble des convives. La réforme fiscale a fait l'objet d'un habituel tour de table et d'une non moins habituelle demande de René Monory, président du Sénat : que les classes moyennes bénéficient d'un allègement d'impôt dès l'année prochaine. De la « vache folle », du sommet européen de Florence et des affaires de la mairie de Paris, il ne fut pas question. « On n'a parlé que de choses importantes », confirme un autre participant.

Importante, en effet, essentielle même pour la majorité, la préparation des multiples élections de 1998 a nourri la plus grande partie du débat. Comme prévu, le mode de scrutin des régionales ne sera pas modifié (Le Monde du 20 juin). Tout-

efois, une proposition de Pierre-André Wiltzer, porte-parole de l'UDF, et de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, a retenu l'attention d'Alain Juppé.

LA REPRÉSENTATION FÉMININE

Sur le modèle de l'Assemblée de Corse, elle consiste à conforter les exécutifs régionaux qui ne disposent pas de majorité absolue. Ceux-ci pourraient engager leur responsabilité sur le vote de textes essentiels, notamment le budget. Pour censurer l'exécutif, les différents groupes d'opposition seraient alors contraints de s'accorder sur un contre-projet et de former une majorité de rechange. Cette réforme redonnerait une plus grande liberté d'action aux présidents de conseils régionaux de la majorité, qui ne disposent parfois que d'une majorité relative et sont à la merci de coalitions hétéroclites allant du Front national à la gauche et aux écologistes.

En complément des réunions hebdomadaires des secrétaires généraux du RPR et de l'UDF, Jean-

François Mancel et Claude Gossu- guen, les dirigeants de la majorité ont décidé, d'autre part, d'instituer un « conseil de l'union » chargé de piloter la préparation des élections législatives, à la fois sur le terrain des idées, des hommes et... des femmes. Il a été convenu, en effet, lors de ce déjeuner - auquel ne participait aucune femme - d'encourager les partis de la majorité à assurer « une meilleure représentation féminine » aux prochaines élections, en particulier sur les listes régionales.

Pendant ce temps, à l'hôtel de Lassay, Philippe Séguin, lui, déjeunait en compagnie du président de la République et de Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix. L'Assemblée nationale, « l'enceinte la plus sacrée du débat démocratique », avait ouvert ses portes à une centaine de représentants d'une autre cause importante, celle des communautés amérindiennes en quête d'une reconnaissance de leur identité.

Cécile Chambrault et Jean-Louis Saux

COMMENTAIRE DE LA TECHNIQUE AU POLITIQUE

Alain Juppé ne pouvait pas laisser sa majorité aborder l'été munie de la seule morosité qui fait son quotidien. Le premier ministre a saisi l'occasion du débat de censure pour lancer un appel à la pugnacité. Se montrant lui-même combative, il a invité la droite à se mettre en ordre de bataille derrière sa bannière. A l'approche d'élections législatives qui verront le retour du combat droite-gauche, certes troublé par le Front national, M. Juppé a donné la feuille de route à ses troupes : ce sera bilan contre bilan.

Estimant en privé que le chef du gouvernement apparaît surtout comme un technicien, les

députés ne pouvaient que se féliciter de lui voir faire de la politique. Avec les travers qui accompagnent parfois cet art. A ceux qui lui demandaient de faire cesser les vociférations de l'opposition, M. Juppé a répondu : « Laissez les dégorger ! » La semaine précédente, il avait eu recours à un mot peu amène et rarement utilisé sur les bancs du gouvernement. « Manque de sérénité », dit Jean-Pierre Chevènement ; « agressif et arrogant », ajoute Laurent Fabius. Si la violence du ton pouvait surprendre - M. Juppé reconnaît qu'il n'est « pas du tout quelqu'un de calme » - elle a rassuré les députés de droite, satisfaits de voir l'Assemblée transformée, selon Alain Bocquet, président du groupe communiste, en « tribune de meeting électoral ».

Olivier Biffaud

Sondages : la gauche tire profit de sa pugnacité

LE DURCISSEMENT de ton des socialistes, les difficultés économiques du gouvernement et les embarras judiciaires de la majorité, le retour au classique affrontement droite-gauche, sans oublier les provocations du Front national : le climat de pré-campagne électorale qui s'est installé depuis peu a réveillé l'opinion publique. Et l'opposition a immédiatement tiré bénéfice de sa pugnacité retrouvée. Déjà, le sondage de la Sofres sur l'image comparée de la gauche et de la majorité RPR-UDF, réalisé du 21 au 23 mai, faisait apparaître une nette bipolarisation autour des représentations traditionnelles de la gauche et de la droite. La première retrouve son rôle de bouclier social et de défenseur des libertés, même si la seconde reste jugée plus efficace sur les terrains de l'économie et de la sécurité. Réalisée plus récemment, du 13 au 15 juin auprès de 931 personnes et publiée par Paris-Match (daté 20-26 juin), la dernière enquête de BVA enregistre une érosion sensible de la majorité. Si des élections

législatives avaient lieu aujourd'hui, les candidats du RPR et de l'UDF n'obtiendraient que 32 % des suffrages, soit trois points de moins qu'au mois de mai et sept points de moins qu'en janvier. C'est l'UDF qui souffre le plus de cette baisse de crédit, avec seulement 7 % d'intentions de vote (en chute de trois points), tandis que le RPR reste stable à 25 %. Inversement, les socialistes frôlent, de nouveau, la barre des 30 % d'intentions de vote (29 %, en hausse de deux points en un mois). Si l'on y ajoute les 9 % dont sont crédités les communistes, la gauche parlementaire se situe désormais à 38 %, soit six points de mieux que la majorité. Le Front national progresse également : en cas de législatives anticipées, 16 % des personnes interrogées voteraient pour ses candidats, soit le meilleur score enregistré, selon BVA, par le mouvement de M. Le Pen depuis les législatives de 1993.

Gérard Courtot

Demain, le monde sera numérique. Il est donc urgent pour vous de découvrir Nortel. Nous travaillons avec des opérateurs de réseaux, tant publics que privés, et avec des organisations de taille mondiale pour qui nous développons et installons des réseaux numériques sur mesure. A ce jour, nous avons construit dans le monde entier plus de réseaux numériques que quiconque. Parce que communiquer est la clé du succès.

Réseaux d'entreprise • Réseaux sans fil • Réseaux très large bande • Réseaux publics

NORTEL
NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux



La survie dépend souvent de notre capacité à travailler ensemble.

Pour tout renseignement, contactez Nortel Europe au : (1) 46 96 15 15, fax : (1) 46 96 16 06, Internet : <http://www.nortel.com>

سكنا من الامل

Corse : le maire de Sartène est la cible d'un attentat

DOMINIQUE BUCCHINI, maire (PCF) de Sartène, en Corse-du-Sud, a été la cible d'un attentat dans la nuit de mercredi 19 au jeudi 20 juin. Une charge a explosé dans le garage de sa maison. Cet attentat survient au lendemain de l'interpellation et de la mise en examen de quatre personnes, dont Horace Rossi (Le Monde des 19 et 20 juin), élu conseiller municipal de Sartène en juin 1995, à la tête de la liste Corsica Nazione. Quelques heures avant l'attentat, la Cuncolta Naziunale avait apporté à Horace Rossi « son soutien total et inconditionnel » et accusé « certains magistrats de criminaliser le mouvement national, fort du soutien du maire de Sartène, Dominique Bucchini, qui s'est distingué ces temps-ci par ses appels réitérés à la répression ». Le maire n'est pour rien dans des arrestations dans une affaire de droit commun, avait répondu en substance les communistes, en soulignant qu'en le « désignant à la vindicte publique », les chefs de la Cuncolta utilisaient « un procédé inacceptable ». (Corresp.)

Les sénateurs expriment leurs réserves à Charles Millon

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, Charles Millon, qui présentait, mercredi 19 juin au Sénat, le projet de loi de programmation militaire, a été confronté aux inquiétudes d'une partie de la majorité. Pour Xavier de Villepin, président (UC) de la commission des affaires étrangères, qui redoute « des dérives financières dans les années à venir », « l'échec n'est pas permis ». Plus sévère, Maurice Blin, président du groupe de l'Union centriste, a observé : « Le contraste est grand entre la clarté et l'ambition du but que le chef de l'Etat a fixé à la nation et la fragilité des perspectives financières qui entourent les moyens qu'il faudra réunir pour l'atteindre ». M. Millon a bénéficié, en revanche, du soutien appuyé du RPR, qui voit dans cette réforme, selon les propos de Serge Vinçon, rapporteur de la mission sénatoriale sur le service national, une « loi de courage et d'avenir ». La gauche devait, pour sa part, défendre jeudi deux motions de procédure contre ce texte.

DÉPÊCHES

■ PS : Alain Claeys, trésorier du Parti socialiste, a été chargé aussi de l'administration et du personnel du siège par le bureau national, réuni mercredi 19 juin. Daniel Vaillant, qui demeure responsable de la coordination politique, pourra se consacrer davantage à la préparation des élections. Le PS, qui négocie la transformation d'un prêt-relais de 63 millions de francs en amortissement remboursable sur une période de dix ans, a décidé de conserver son siège de la rue de Solferino.

■ SÉCURITÉ SOCIALE : la CGT a annoncé, mercredi 19 juin, qu'elle ne présentera aucun candidat aux présidences des caisses nationales de la Sécurité sociale, dont les conseils d'administration doivent être renouvelés avant le 15 juillet 1996.

PARLEMENT

■ ENFANCE : le Parlement a définitivement adopté, mercredi 19 juin, le projet de loi sur l'enfance délinquante défendu par le garde des sceaux, Jacques Toubon, après l'approbation par le Sénat du texte élaboré par la commission mixte paritaire (CMP), composée à parts égales de députés et de sénateurs.

■ TERRORISME : le Parlement a définitivement adopté, mercredi 19 juin, le projet de loi sur le renforcement de la répression du terrorisme après le vote favorable du Sénat sur les conclusions de la commission mixte paritaire. Conformément au souhait du gouvernement, le texte adopté exclut des poursuites pénales les ascendants, descendants et conjoint d'un étranger qui auraient facilité son séjour illégal.

■ COMMERCE : Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a fait supprimer, par une seconde délibération, mercredi 19 juin, lors de l'examen du projet de loi sur le commerce et l'artisanat au Sénat, un amendement voté la veille, qui relevait le seuil d'autorisation à 1 000 mètres carrés (au lieu de 300 mètres carrés) pour les commerces non alimentaires. La majorité sénatoriale RPR et UDF a voté pour ce texte, qui réforme la loi Royer de 1973, alors que le PS et le PCF se sont abstenus.

GROUPE MOULINEX

Résultats de l'exercice 1995/1996

Le Directoire a présenté au Conseil de Surveillance les comptes de l'exercice 1995/1996 tels qu'ils ont été arrêtés.

Activité :

Le chiffre d'affaires ressort à 7 788 MF. La progression de 1,4 % par rapport à 1994-1995, aurait été de 5,0 % à structure comparable et parts constantes.

Cette évolution a été obtenue dans un contexte de faible consommation des ménages sur l'ensemble de l'Europe (principal marché du Groupe), et a bénéficié des performances réalisées à l'International (CE) et d'un rythme soutenu de lancement de produits nouveaux (28 % du chiffre d'affaires consolidé).

Résultats :

Le résultat d'exploitation est de 54 MF. Sa dégradation par rapport à l'exercice précédent et sa très grande faiblesse montrent que malgré les efforts réalisés dans les dernières années par l'entreprise et les actionnaires, le niveau de performance demeure insuffisant.

Le résultat courant s'améliore de 25 MF grâce à la meilleure maîtrise des risques de change et à la baisse des frais financiers.

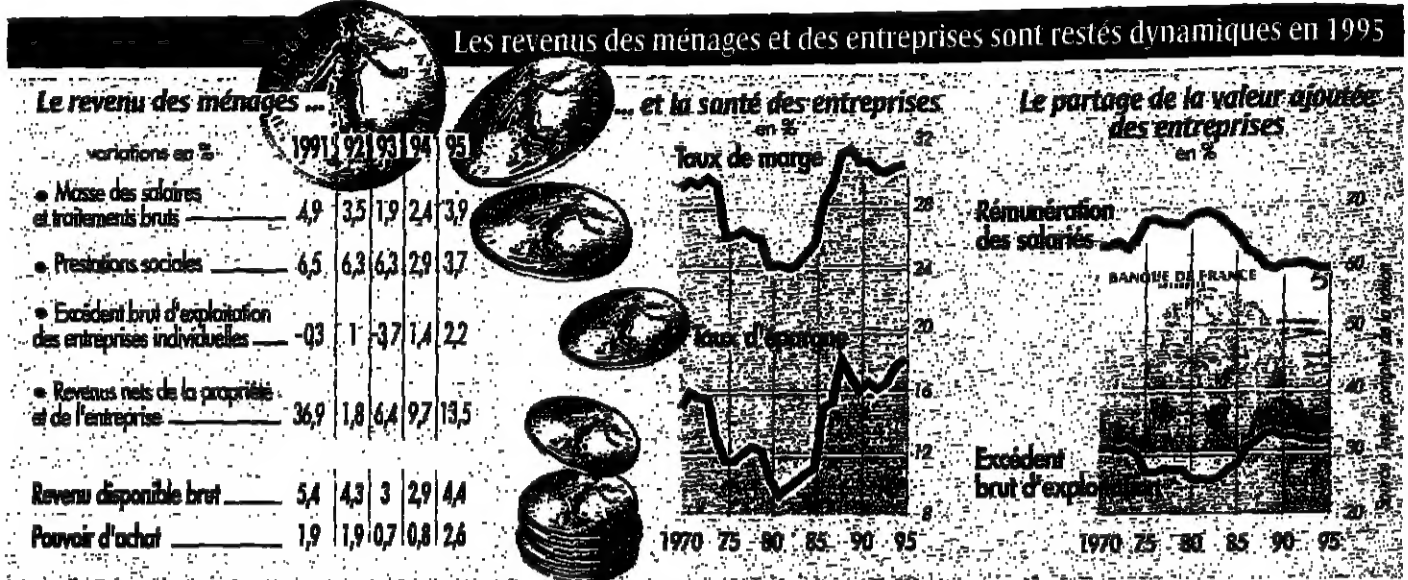
Le résultat net, part du Groupe, s'inscrit en perte de 702 MF après prise en compte d'une provision de 600 MF destinée à couvrir un plan à trois ans qui permettra d'améliorer sensiblement les performances du Groupe dans les domaines industriels, commerciaux et administratifs. Ce plan qui sera soumis à la consultation des instances représentatives du personnel a pour but de restaurer un niveau de performance économique comparable à celui des principaux concurrents et de redonner à l'entreprise grâce aux efforts de productivité qui seront consentis et à la relance du développement commercial, la crédibilité et la sérénité dont elle a besoin.

Données financières consolidées, en millions de francs	Exercice 95-96	Exercice 94-95	Exercice 93-94
Chiffre d'affaires net	7 788	7 682	8 048
Résultat d'exploitation	54	117	41
Résultat financier	(165)	(243)	(320)
Résultat courant	(101)	(126)	(280)
Résultat net total	(699)	(222)	(599)
Résultat net, part du Groupe	(702)	(213)	(584)

Les revenus du capital ont progressé beaucoup plus que ceux du travail en 1995

L'Insee montre que le pouvoir d'achat des Français a augmenté l'année dernière

Le Rapport sur les comptes de la nation, publié jeudi 20 juin par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) et consacré à l'année 1995, montre que les retombées de la croissance de la période précédente ont atténué l'effet du retournement de conjoncture observé en cours d'année. Si le pouvoir d'achat global des Français a augmenté, le partage de la richesse nationale reste favorable aux entreprises.



A PREMIÈRE VUE, le constat a de quoi surprendre : alors que l'activité économique s'est brutalement ralentie à la fin du premier trimestre de 1995, ni les ménages ni les entreprises ne semblent avoir véritablement souffert de cette mauvaise conjoncture. Avec des revenus en hausse sensible pour les premiers et une situation financière excellente pour les seconds, 1995 apparaît même comme une bonne année pour la plupart des agents économiques. C'est l'une des conclusions auxquelles invite le Rapport sur les comptes de la nation publié, jeudi 20 juin, par l'Insee.

Si l'on s'en tient aux chiffres bruts, le bilan de 1995 apparaît particulièrement avantageux pour les ménages. Alors que la croissance économique n'a été que de 2,2 %, leur pouvoir d'achat a progressé de 2,6 %, contre seulement 0,8 % en 1994 et 0,7 % en 1993. Malgré le rale de l'impôt nouveau, et contrairement à une idée reçue, la conjoncture n'a pas été mauvaise pour les Français, dont le pouvoir d'achat n'avait jamais autant progressé depuis 1990. Après avoir traversé une année très sombre en 1993 (plus 0,7 % pour le pouvoir d'achat), puis une année médiocre en 1994 (plus 0,8 % pour le pouvoir d'achat), 1995 apparaît comme l'année de l'embellie économique pour les ménages.

Cette statistique doit pourtant être interprétée avec prudence, car des facteurs conjoncturels expliquent la sensible progression des revenus.

D'abord, l'emploi a augmenté de 1,2 % en 1995, alors qu'il avait diminué, en moyenne, durant la période 1991-1994. Cette tendance nouvelle est donc venue consolider le pouvoir d'achat. Ensuite, l'inflation est restée très faible (2,1 %), ce qui a aussi avantage les ménages. Enfin, cette évolution moyenne du pouvoir

moyenne annuelle à des niveaux élevés en 1995. » Les revenus nets de la propriété et de l'entreprise, perçus par les ménages, ont atteint 340 milliards de francs en 1995, alors que la masse des salaires et des traitements bruts s'est élevée à 2 859 milliards de francs.

Globalement, si le pouvoir d'achat

Vers une stagnation du pouvoir d'achat en 1996

L'indice du taux de salaire horaire (TSH) ouvrier a progressé de 0,8 % au cours du premier trimestre 1996, ce qui porte son augmentation sur un an à 2,3 %, selon les statistiques publiées, jeudi 20 juin, par le ministère du travail. La progression des prix (hors tabac) de 1,1 %, de janvier à avril 1996, aboutit finalement à une perte de pouvoir d'achat de 0,3 point au premier trimestre. Sur un an, le gain en pouvoir d'achat du TSH s'élève à 0,1 point. Ces estimations sont dans la ligne des prévisions publiées le 29 mars par l'Insee, laissant entendre que le pouvoir d'achat, après la forte hausse de 1995, pourrait stagner au premier semestre de 1996.

d'achat recouvre évidemment de très fortes disparités selon la nature des revenus.

L'Insee relève que le salaire moyen par tête a augmenté de 1,9 % en 1995, dans le secteur privé, après 2,4 % en 1994, tandis que les revenus de la propriété et de l'entreprise ont explosé : plus 15,5 % en 1995, après 9,7 % en 1994, 6,4 % en 1993 et 1,8 % en 1992. « Deux facteurs contribuent à cette évolution, explique l'Institut. Les dividendes distribués par les sociétés sont élevés à la suite de la reprise de 1994. Les intérêts reçus augmentent du fait du maintien des taux d'intérêt en

a sensiblement progressé, l'évolution des revenus salariaux, elle, a été modérée. On sait que, sur la longue période, le partage de la valeur ajoutée s'est effectué au profit de l'entreprise et au détriment du salarié : les derniers comptes nationaux ne viennent pas démentir ce constat. La part des salaires dans cette valeur ajoutée, qui avait atteint un sommet à 68,8 % en 1982, a chuté à 59,6 % en 1994, avant de passer à 59,7 % en 1995.

Dans une conjoncture économique morose, les entreprises ont encore mieux tiré leur épingle du jeu,

et leur situation financière apparaît, sinon florissante, du moins « saine », comme le souligne l'Insee. Un indicateur, en particulier, en témoigne, celui du taux de marge (c'est-à-dire la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée). De 25,8 % au début des années 80, ce taux de marge n'a cessé de progresser, pour culminer à 33,5 % en 1989, avant de reculer, mais le recul a été infime et, en 1995, le taux de marge atteignait encore 31,9 %. Le taux d'autofinancement est, de son côté, resté à un niveau historique : 114,3 %.

Au total, les comptes de la nation dressent donc un bilan plutôt favorable de cette année 1995. S'ils confirment que l'économie française est toujours affectée par une déformation profonde du partage de la valeur ajoutée – au détriment des salariés et à l'avantage des profits –, ils mettent en évidence, aussi, que les entreprises et les ménages n'ont pas encore subi les pleins effets du ralentissement économique qui avait commencé à se faire sentir en cours d'année.

1995 a, en quelque sorte, été une année-chambrée. Entre la très vive mais très brève reprise de 1994, puis le ralentissement brutal qui a suivi, la croissance a encore fait, pendant quelque temps, sentir ses bienfaits momentanés. C'est peut-être cela le trait dominant de l'année 1995 : les retombées tardives de la croissance, mais sans la croissance.

Laurent Mauchât

Le CNPF martèle son message libéral à l'adresse d'un Etat « bon gestionnaire »

« LA CROISSANCE DURABLE ne tombera pas du ciel », a prédit Denis Kessler, vice-président du CNPF, en présentant, mercredi 19 juin, le document « Cartes sur table », par lequel l'organisation patronale donne chaque année son analyse de la situation économique et sociale. Afin de persuader les entreprises d'investir et les ménages de consommer, le CNPF adresse un message à la fois optimiste et volontariste aux acteurs économiques : « La France peut être au rendez-vous du troisième millénaire à condition qu'elle libère les forces de croissance et sans tarder, car l'histoire s'accélère ».

Le document annonce des bouleversements de grande ampleur, d'abord, dans la société. Un « hiver démographique » guette la France, car si le taux de fécondité tombe à 1,5 enfant par femme en âge de procréer, on enregistrera un excès des décès sur les naissances à partir de l'an 2015. Si le taux actuel de 1,7 se maintient, c'est en 2035 que commencera à reculer la population nationale. A ceux qui attendraient de cette éventualité une réduction du chômage, « Cartes sur table » démontre que, sans croissance, la création d'emplois ne sera pas spectaculaire et qu'il faudra travailler au moins jusqu'à soixante-neuf ans pour préserver les retraites.

Les pays en développement, eux, connaissent une augmentation de leur population active quatre fois plus rapide que celle des pays de l'OCDE. Ceux-ci verront tomber en dessous de 50 % leur part dans le

produit intérieur brut (PIB) mondial après 2005. Les Etats-Unis reviennent en force grâce à un effort massif d'investissements, en augmentation de 50 % depuis 1990, alors que l'Europe a réduit les siens de 20 %.

Tout n'est pas noir puisque l'inflation est partout jugulée et que les taux d'intérêt ont baissé fortement. La bonne santé des « dragons » asiatiques et la forte accélération du progrès technique, notamment en matière de communication, créent des opportunités considérables. Afin que la France en profite, le CNPF préconise quatre sortes de réformes.

● La « libération de la croissance » passe par un renforcement du capital productif, car la France crée 300 000 entreprises par an, mais avec des chances de survie de moitié au bout de trois ans, alors que les 430 000 nouvelles entreprises allemandes résistent pour les trois quarts.

Il faut donc accroître l'épargne productive : les émissions d'actions dans le public plafonnent en dessous de 100 milliards de francs par an alors que les émissions d'emprunts d'Etat dépassent les 500 milliards de francs. La France doit rattraper le retard qu'elle a pris en matière d'investissements, qui se traduit par un déficit de 130 milliards de francs par an par rapport à l'Allemagne. Elle n'est pas assez présente dans les pays émergents, qui importent massivement.

● Deuxième urgence : « Tirer un meilleur parti du potentiel humain. » M. Kessler s'indigne que,

sur 800 000 élèves sortant du CE1, 130 000 soient en difficulté devant une addition. Il plaide, par ailleurs, pour une flexibilité salariale car, selon lui, le niveau élevé des rémunérations, et surtout du SMIC, joue contre l'emploi. Il estime en outre qu'une réduction du temps de travail généralisée et forte détruirait des emplois. Pour le patronat, l'aménagement de la durée du travail doit cesser d'être un instrument de politique économique et sociale et devenir « une composante de la stratégie de l'entreprise ».

● Troisième impératif : « Accélérer la diffusion du progrès technique. » La France accuse un retard important en recherche-développement de l'ordre de 30 milliards à 40 milliards de francs par an par rapport à l'Allemagne ou aux Etats-Unis.

● On ne s'étonnera pas que le quatrième axe des réformes sou-

haitées soit l'allègement de l'Etat. Le CNPF estime que seule une réduction massive des dépenses publiques relancera l'emploi. Il appelle de ses vœux un Etat bon gestionnaire qui réagirait vite alors qu'il a été le dernier des Etats industriels à réduire ses dépenses militaires. Il clame que les retraites du secteur public menacent de provoquer 150 milliards de francs de déficit cumulé en 2015.

« Cartes sur table » s'achève sur la demande d'un allègement de l'impôt sur le revenu pesant sur les particuliers et des impôts locaux assis sur les entreprises. « Oui, le retour à la croissance est possible, conclut M. Kessler, mais à condition d'abandonner la croissance à crédit financée par l'endettement public et à condition de faire de l'entreprise le vecteur principal de développement à la place de l'Etat. »

Alain Faujas

MIDITCH & KEY

SHIRTMAKERS

« Les plus belles chemises que vous puissiez acheter » (The Times - London)

NOUS CONTINUONS NOS VENTES SPÉCIALES D'ÉTÉ

Chemises	795 F	495 F
Cravates	495 F	295 F
Cashmere	2 450 F	1 750 F

Ouverture du lundi au samedi de 9 h à 19 h.
252, rue de Rivoli (place de la Concorde) - Tél. 42.60.36.09

it progressé
travail en 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

PROJET DE LOI
N° 1000
DU 10 OCTOBRE 1993

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 21 JUIN 1996

EDUCATION Installée le 11 septembre 1995, la commission présidée par Roger Fauroux et chargée de « conduire la consultation sur le système éducatif » a remis, jeudi

20 juin, son rapport au premier ministre Alain Juppé. **LE MONDE** publie en pages 16 et 17 la quasi-intégralité de l'introduction de rapport, qui fait la synthèse des vingt et une

propositions soumises par les « sages » au gouvernement. « La modernisation [de l'école] mérite bien le sacrifice de quelques idées reçues et de positions tradition-

nelles de pouvoir », estime M. Fauroux. **DEUX** membres de la commission, Jacques Julliard et Michaël Delafosse, ont déjà fait connaître leur désaccord. Alors que

Jacques Chirac s'est félicité, mercredi, de la réforme de l'université annoncée le 18 juin par M. Bayrou, ce dernier paraît peu enclin à donner une suite au rapport Fauroux.

Le rapport Fauroux plaide pour une « modernisation » urgente de l'école

Les travaux de la commission chargée de réfléchir à une réforme de l'éducation nationale ont été remis, jeudi 20 juin, au premier ministre. Des savoirs primordiaux à l'insertion professionnelle, les « sages » formulent vingt et une propositions déjà critiquées par des syndicats

ROGER FAUROUX, président de la commission chargée de « conduire une consultation sur le système éducatif », devait officiellement remettre, jeudi 20 juin, son rapport au premier ministre, Alain Juppé. En installant la commission en présence de nombreux ministres, le 11 septembre 1995, M. Juppé avait rappelé la promesse du président de la République, selon laquelle « la question scolaire ferait l'objet d'un examen ouvert » avant qu'un « projet global [soit] soumis à la nation ».

Installée en grandes pompes, la commission a remis sa copie presque un an plus tard. Le calendrier ne pouvait guère lui être plus défavorable, alors que l'attention se porte sur la réforme de l'enseignement supérieur, qui a été présentée par François Bayrou le 18 juin. Marginalisée par le ministre de l'Éducation nationale à plusieurs reprises, la commission rend son rapport alors que l'idée de référendum paraît abandonnée par ses anciens promoteurs. Dès le 18 juin, M. Juppé s'empresse d'expliquer, selon la formule consacrée, que ce rapport « n'engage que ses auteurs mais pas le gouvernement ».

Le travail de la commission a pourtant été suivi avec beaucoup d'attention par le ministère de l'Éducation nationale et ses interlocuteurs

syndicaux. Une première réaction, vive, avait répondu à la prise de position publique de deux de ses membres, en décembre 1995, en faveur des « collèges universitaires ». L'idée du rétablissement d'une pédagogie après le baccalauréat a aujourd'hui disparu du rapport Fauroux.

En avril, la publication dans ces colonnes des premières conclusions de Roger Fauroux et de la commission (Le Monde du 12 avril), amenait les syndicats enseignants à critiquer la « provocation ». Ces propositions ne sont guère différentes aujourd'hui, même si leur formulation a parfois été atténuée. Ainsi ont disparu la référence explicite au rétablissement de filières au collège et l'idée du recrutement des enseignants par les chefs d'établissement.

LE CARCAN ADMINISTRATIF

Tout au long de ses travaux, la commission a conservé le même parti : s'intéresser à la minorité d'élèves ou d'étudiants en échec. Cet angle de vue l'a conduite à dresser un tableau très noir de l'école en France, sans faire grande place à ses réussites globales. Ce constat est un peu plus nuancé aujourd'hui. L'école « a gagné la bataille du nombre », écrit Roger Fauroux dans la longue préface du rapport, mais elle compte

encore trop de laissés-pour-compte. Insistant sur l'urgence qu'il y a à moderniser le système éducatif, M. Fauroux est particulièrement sévère quant à la gestion de la grande machine Education nationale. L'administration étouffe l'initiative et ne sait pas prendre ses responsabilités, écrit en substance le président de la

commission. D'où l'idée de briser ce carcan, notamment en donnant aux recteurs la gestion directe des chefs d'établissement et des professeurs certifiés. Les chefs d'établissement auraient quant à eux leur mot à dire dans le choix et l'évaluation des enseignants.

Pour remédier à l'échec scolaire

proprement dit, M. Fauroux, en s'attaquant à l'excès des programmes, préconise qu'ils soient élaborés par des commissions indépendantes ouvertes à la société civile. Quelques savoirs primordiaux devraient être garantis à tous à l'issue de la scolarité obligatoire : maîtrise correcte de la langue et du calcul, maîtrise de son corps, développement des capacités d'observation et d'éducation civique. Durant les deux premières années du collège, il préconise la bivalence des enseignants. Revenant sur la traditionnelle querelle entre pédagogie et savoirs, Roger Fauroux choisit un moyen terme. C'est l'attitude qu'il adopte également en matière de rythmes scolaires, sans prendre un parti définitif.

CRITIQUES

En matière d'orientation, M. Fauroux refuse les commissions d'appel, qui permettent aux parents de contester les décisions des conseils de classe. Il lance un plaidoyer pour l'apprentissage « accessible dès quatorze ans ». Quant au baccalauréat, on devrait en « décentraliser l'organisation » et y introduire une part de contrôle continu. Les premiers cycles universitaires devraient être regroupés en grandes spécialités, tandis que les universités auraient pouvoir d'organiser librement leurs

structures. Alors que le rapport commençait à circuler dans la journée du mercredi 19 juin, les syndicats ont fait connaître leur réaction : le SNES s'est montré le plus virulent, dénonçant « un rapport réactionnaire qui va à l'encontre de la demande sociale d'éducation », en « révisant à la baisse les exigences de savoirs pour tous ».

Le Syndicat des enseignants (SE) approuve quant à lui « la nécessité d'un socle commun » et souscrit au bilan dressé par Roger Fauroux « face à l'immobilisme du gouvernement ».

Au sein même de la commission, le rapport final n'a pas fait l'unanimité. Jacques Julliard, éditeur de la commission, publie dans l'édition du 20 juin les vingt et une propositions finales en annonçant qu'il s'abstient de signer le rapport. Michaël Delafosse, étudiant, a quant à lui envoyé une lettre aux autres membres expliquant pourquoi il s'en désolidarise. « Je déplore que la commission ne se soit pas prononcée pour un réel engagement financier de l'Etat », écrit Michaël Delafosse, ajoutant que « le rapport Fauroux est une attaque réelle au statut des enseignants ».

Béatrice Gurrey



M. Chirac approuve le plan de M. Bayrou

JACQUES CHIRAC a affirmé, mercredi 19 juin, en conseil des ministres, son soutien sur le fond et sur la forme à la réforme des universités présentée la veille par le ministre de l'Éducation, François Bayrou. « Tout cela va dans le bon sens », a déclaré le président de la République : « J'approuve les principes qui seront les axes de cette réforme, en particulier la réorganisation des études universitaires, avec l'instauration d'une période d'initiation et d'évaluation personnelle ». Le chef de l'État a souligné que « la méthode retenue par le ministre de l'Éducation nationale, qui a été celle de la concertation avec l'ensemble de la communauté universitaire, est une bonne méthode ».

Même appréciation de la part du président de l'UDF, François Léotard, qui déclare « approuver totalement la méthode adoptée » par le ministre de l'Éducation nationale, et y voit « beaucoup d'éléments positifs ». François Bayrou, président de Force démocrate et président délégué de

l'UDF, « a eu la bonne démarche qui consiste à écouter et à refuser des solutions imposées brutalement », a déclaré M. Léotard dans un entretien aux Échos. Pierre-André Wilteer, porte-parole de l'UDF a d'ailleurs assuré que l'UDF soutiendra la mise en œuvre du plan Bayrou.

Le Parti socialiste, pour sa part, voit « un aveu de carence stupéfiant » dans les propositions faites par le ministre de l'Éducation nationale, qu'il qualifie de « ministre de l'immobilisme ». Pour le PS, « les quelques considérations utiles de François Bayrou procèdent de la récupération de réformes inspirées et initiées par la gauche au pouvoir et que les gouvernements de droite avaient mises en jachère depuis trois ans ». Le député socialiste Jean Glavany avait auparavant estimé que François Bayrou renvoyait « aux calendes grecques » la création d'un statut de l'étudiant et ne prévoyait aucun moyen supplémentaire pour la mise en œuvre de sa réforme.

MERCREDI 19 juin, la commission Fauroux a exposé en vol. L'hebdomadaire Le Nouvel observateur, qui doit paraître le 20 juin, fait savoir à la presse, copies à l'appui, qu'il publie les vingt et une propositions de réforme de la commission, assorties des commentaires d'un de ses membres, par

ailleurs directeur-adjoint de la rédaction, Jacques Julliard. Contrairement à toute attente, selon ses pairs, celui-ci fait savoir qu'il ne signera pas le rapport, en commentant son désaccord sur les mesures concernant les enseignants. La subtile stratégie de communication de Matignon s'en trouve quelque peu contrariée.

Jeudi 20 juin, Alain Juppé devait recevoir le rapport des mains de Roger Fauroux, dans la discrétion, se réservant quelques commentaires, parmi d'autres sujets ayant trait à la formation des



RÉCIT

Le mercredi noir de la commission des « sages »

Jeunes. Quelques rares journalistes seulement étaient invités, afin « d'éviter un grand rassemblement à la Bayrou, qui n'est pas du tout dans le style d'Alain Juppé ». Après la cérémonie solennelle des États généraux de l'enseignement supérieur à la Sorbonne, messe basse était prévue à Matignon.

Dans l'entourage du premier ministre, on fulmine. Tout avait été pourtant bien calculé. Afin de ne pas faire d'ombre à François Bayrou, qui présentait le 18 juin sa réforme de l'université, le dernier séminaire de la commission Fauroux avait été repoussé au 17 juin et la remise d'un document de deux cent cinquante pages au premier ministre, au 20. Ce mercredi, dans Paris, des copies partielles du texte de Roger Fauroux, commencées à circuler. En privé, celui-ci parle de « trahison ». Il s'agit de l'expression publique d'un désaccord qui ne s'est jamais manifesté durant les séminaires de la commission, sinon dans le jeu d'un débat normal. En particulier pendant la dernière réunion, personne n'a annoncé son intention de ne pas signer le rapport.

Toutefois, peu de temps auparavant, quelques membres de la commission ont piqué un coup de sang, mécontents que ses travaux sur l'université soient rendus à François Bayrou, afin qu'il les in-

tègre aux contributions des États généraux. Autour de Pierre Rosanvallon, les universitaires de haut-rang reviennent à la charge pour corriger une copie jugée insuffisante. Ou trop « politiquement correcte » ? Ils veulent intervenir avant que le rapport ne soit définitivement imprimé.

La subtile stratégie de communication de Matignon s'est trouvée quelque peu contrariée

Celui-ci doit en effet être diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires par une maison d'édition qui a passé un contrat avec la Documentation française. Le secret qui devait entourer les dernières versions du rapport Fauroux s'explique aussi par ces impératifs commerciaux.

Rue de Grenelle, dans l'entourage du ministre de l'Éducation nationale, on fait mine de tout ignorer de ce remue-ménage, en s'avouant les derniers compliments prodigués par le président de la République,

lors du conseil des ministres, qui s'est tenu le matin même. On n'a pas lu le rapport, ou en ignore jusqu'au contenu. Une fois de plus, le ministre de l'Éducation nationale, qui s'était laissé imposer la constitution d'une commission chargée de penser la réforme de l'éducation, prend ses distances. La stratégie de marginalisation des travaux de la commission menée depuis des mois continue de porter ses fruits. Il faut croire que la méfiance était réciproque, malgré les dénégations répétées de M. Fauroux. Depuis la publication dans ces colonnes du rapport d'étape de la commission à la mi-avril, plus aucune réunion plénière n'avait eu lieu rue de Grenelle.

B. G. et M. D.

Les principales propositions

En conclusion de son rapport, la commission Fauroux préconise vingt et une mesures. Voici les principales :

- **Les objectifs.** Garantir à tous les savoirs primordiaux : une série d'épreuves sera soumise à l'ensemble des élèves âgés de seize ans.
- **Echec scolaire :** prise en charge différenciée de la petite enfance au bénéfice des familles les plus fragiles, pratiques renforcées dans les zones sensibles.
- **Simplification des programmes** par la création d'un manuel scolaire de référence en un seul volume.
- **Rythmes scolaires :** limitation de la durée annuelle du temps de classe, priorité aux activités périscolaires dans les zones défavorisées.
- **Orientation :** information, dès la fin de la classe de cinquième, sur les filières de formation et les métiers ; établissement d'un livret de projet personnel de l'élève.
- **Polyvalence des diplômes professionnels :** réduction du nombre de diplômes et des formations agréées ; certification des diplômes de même niveau qui implique la fusion des BTS, IUT et DEUT.
- **Développement de l'alternance**

sous statut scolaire et de l'apprentissage sous statut salarié ; élargissement aux services publics et à l'administration pour décupler le nombre de stagiaires en cinq ans ; créations de sections d'apprentissage dans cinq cents nouveaux lycées.

Améliorer les possibilités de réussite dans les premiers cycles universitaires : développement des diplômes d'études technologiques (DEUT) en alternance ; renforcement de l'encadrement pédagogique, multiplication des possibilités de réorientation.

- **Les moyens.** Adapter la formation des enseignants aux activités périscolaires dans les IUFM.
- **Déconcentration des concours** de recrutement des professeurs certifiés dans le cadre des académies ou des regroupements académiques ; déconcentration du mouvement de tous les personnels d'éducation.
- **Participation des agrégés** dans les universités : affectation en premier cycle pour une durée maximale de cinq ans.
- **Assouplissement du recrutement** des enseignants du supérieur.
- **Responsabilité des chefs d'éta-**

bissement : préparation spécifique aux concours ; augmentation des rémunérations et des ressources.

Triplement des conseillers d'orientation ; inclusion d'heures d'orientation dans l'emploi du temps des élèves.

Conditions de vie et de travail des étudiants : renforcement de l'encadrement des travaux dirigés, création de 900 000 mètres carrés de surfaces de bibliothèque.

- **Les méthodes.** Renforcer la déconcentration : stabilité de l'emploi des recteurs durant trois à cinq ans ; délégation de la gestion de l'ensemble des personnels et des examens nationaux.
- **Autonomie des établissements :** dans les universités, capacité de financement des équipements et maîtrise du recrutement.
- **L'organisation.** Création d'un Haut Conseil de l'école indépendante.
- **Réorganisation de l'administration** centrale en six services.
- **Transformation de la direction** de l'évaluation et de la prospective en établissement public. Création d'une direction générale de l'enseignement professionnel et de l'insertion.

VOLS

DEPART DE PARIS

*LA CORSE	690F
ROME	690F
*LOUXOR	1450F
MONTREAL	1790F
MIAMEY	2350F
BANGKOK	2690F
DJIBOUTI	2900F

DEPART DE PARIS, LYON, ET MARSEILLE

LA REUNION 2990F

DEPART DE PARIS, LYON, MARSEILLE, TOULOUSE ET NANTES

LES ANTILLES 2050F

ALLER RETOUR
A CERTAINES DATES
BOIS TAISSE AERIEUSES
* DEPART EGLEMENT
DE PROVINCE AVEC SUPPLEMENT
180 AERENES EN FRANCE
36 33 33 33 (1,48F LA MINUTE)
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

Nouvelles Frontières

distributeur d'énergie

صحن من الامل

Le parquet général a donné des instructions dans l'affaire Longuet

LE PROCUREUR GÉNÉRAL de la cour d'appel de Paris, Jean-François Burgelin, a donné des instructions écrites au parquet de Paris pour qu'il ne fasse pas appel de l'ordonnance du juge d'instruction, Mireille Filippini, refusant des investigations complémentaires dans l'affaire de la villa tropézienne de Gérard Longuet. Le parquet général estimait que cet appel était aléatoire, dans la mesure où l'ordonnance du juge était précisément motivée.

Le parquet de Paris, qui avait demandé au juge ces investigations par un réquisitoire supplétif du 6 juin, semblait pourtant décidé, au nom de la logique judiciaire, à faire appel de l'ordonnance. En l'absence d'appel, la voie est désormais ouverte à un non-lieu, total ou partiel, en faveur de M. Longuet.

DÉPÊCHES

■ **BANLIEUE** : dix adolescents ont été mis en examen pour « dégradations de biens publics par incendie et en bande organisée » par un juge d'instruction versaillais, à la suite de l'incendie d'un poste de police à Plaisir (Yvelines). La plupart d'entre eux, âgés de 14 à 17 ans, ont été écroués. Tous auraient reconnu leur participation aux événements de la nuit du 12 au 13 avril.

■ **IMMIGRATION** : quinze étrangers en situation irrégulière ont commencé, mercredi 19 juin, à l'église Saint-Hippolyte, à Paris, un mouvement de protestation en faveur du « droit de vivre en famille ». Représentant une centaine de familles, ils ont reçu le soutien de la paroisse et de plusieurs associations. Parents ou conjoints de Français, jeunes arrivés en France hors regroupement familial, époux d'étrangers en situation régulière, tous réclament une carte de séjour.

■ **CORSE** : un attentat à l'explosif a visé, dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 juin, la villa du maire communiste de Sartène (Corse-du-Sud), Dominique Bucchini. L'explosion, qui n'a pas fait de victime, a occasionné d'importants dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué mais de récentes déclarations de M. Bucchini contre la violence et le terrorisme lui avaient valu l'hostilité de certains nationalistes.

■ **SIDA** : l'association familiale catholique de Cherbourg (Manche), qui avait assigné pour pornographie les diffuseurs d'une bande dessinée sur la prévention du sida, a été condamnée, mardi 18 juin, à leur payer 30 000 francs de dommages-intérêts. Le tribunal de Cherbourg a estimé que cette association n'avait « pas qualité à défendre l'intérêt public ». La BD, intitulée *Toxica, sida and Co*, est destinée aux 16-25 ans et diffusée dans les établissements scolaires.

LOGEMENT ET COHÉSION SOCIALE



158 p. 95F.

"Le logement est un facteur de cohésion de la société"
 Françoise de Veyrin

"Défendons notre conception du logement social"
 Projet HLM - Séminaire des Offices Montpellier - Septembre 1995

"Efficacité sociale, transparence et dialogue, qualité de vie : la volonté de mieux loger"
 Assemblée Générale des Offices Saint-Malo - Mars 1996

LES OFFICES DE L'ABITAT

Fédération Nationale des OPHLM et OFPAC
 14, rue Lord Byron - 75008 Paris - Tél : (1) 40 75 78 00 - Fax : (1) 40 75 68 17
 Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'HLM

Mgr Lustiger adresse un blâme public à l'abbé Pierre et dégage la responsabilité de l'Eglise

L'archevêque de Paris dénonce une attaque contre Israël et les juifs

Archevêque de Paris, le cardinal Lustiger s'exprime pour la première fois sur l'affaire abbé Pierre-Roger Garaudy. Pour ce faire, il a choisi

l'hebdomadaire *Tribune juive*, dans sa livraison du 20 juin. Pour l'archevêque de Paris, les positions de l'abbé Pierre obéissent à une lecture an-

ti-israélienne du message biblique, qui ne correspond plus du tout aux interprétations chrétiennes depuis le concile Vatican II.

LE DIVORCE est cette fois consommé. Si l'abbé Pierre espérait encore, non pas une caution officielle au sein de l'Eglise, mais une aide pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'est placé, il ressentira comme un coup de massue l'entretien donné par le cardinal Lustiger à l'hebdomadaire *Tribune juive*, daté du jeudi 20 juin. Les deux hommes s'estiment depuis fort longtemps : l'abbé Pierre par déférence hiérarchique et par respect pour le parcours personnel de l'archevêque de Paris ; le cardinal Lustiger par admiration pour les intuitions et la combativité du fondateur d'Ennatis.

A distance, les deux hommes ont vécu douloureusement cette polémique à rebondissements, née il y a deux mois du soutien de l'abbé Pierre au livre de Roger Garaudy sur *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Ils souffrent l'un et l'autre de n'avoir pu se joindre et s'expliquer, au fond, sur un sujet sur lequel la compétence théologique, historique et politique de l'archevêque de Paris n'est pas discutée. Que l'abbé Pierre n'ait pas répondu aux appels du cardinal Lustiger reste, pour ce dernier, mystérieux. Surtout à mettre en cause - ce que l'archevêché de Paris ne manque pas de faire - un entourage méfiant et un jeu de pressions au sein duquel on retrouve inévitablement l'ami Garaudy.

Mgr Lustiger a longuement mûri sa décision d'exprimer un blâme public à l'abbé Pierre. Interrogé, dans son entretien au *Monde* daté 26-27 mai, sur les déclarations du fondateur d'Ennatis, l'archevêque de Paris avait étudié la question. Et la publication de son texte à *Tribune juive*, pour un auditoire bien déterminé, a également entraîné un mois. Comme si le cardinal Lustiger avait espéré jusqu'au bout un retour en arrière. Jusqu'à cette extrémité à laquelle le vieux prêtre, prisonnier de sa propre surenchère verbale, semble acculé.

L'entretien d'aujourd'hui est donc plus important par sa signature que par son contenu, puisqu'il reprend, parfois mot à mot, le communiqué publié le 30 avril par le comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme.

« Pour le crédit de l'abbé Pierre, j'ai vécu cette polémique comme un immense gâchis, affirme Mgr Lustiger, et pour la vérité historique, comme l'appui moral induit apporté à une tentative renouvelée de grossir la mystification ». Le texte du 30 avril, qui dégageait déjà la responsabilité de l'Eglise, soulignait dans les mêmes termes l'enjeu de cette polémique : « N'est-il pas immoral de prêter une tribune à des auteurs qui refusent les plus fermes conclusions de la communauté scientifique internationale » ? L'archevêque de Paris ajoute un

argument, qui est bien dans son tempérament : l'habileté des régimes totalitaires à dénigrer l'histoire. Et il a ce coup de patte : « L'abbé Pierre a oublié les stratégies et tactiques communistes que son passé politique lui avait fait découvrir, au temps où il a lié amitié avec le brillant député communiste qu'était alors Roger Garaudy. »

« MOUVEMENT IRRÉVERSIBLE »

On est là au cœur de l'interprétation donnée à cette polémique par les personnalités catholiques les plus attachées au dialogue avec le judaïsme : il s'agit d'une lecture biaisée de l'histoire et de la Bible, pour « délégitimer » le retour du peuple d'Israël sur sa terre d'origine. Au besoin en jetant le doute, comme le fait une fois de plus l'abbé Pierre en Suisse, sur les chiffres de la Shoah, et l'opprobre sur les « sionistes », qualifiés de « racistes ».

« En réalité, ce qui est en jeu, souligne Mgr Lustiger dans *Tribune juive*, c'est une attaque contre la politique israélienne et, dans la foulée, contre le sionisme et les juifs en général. »

Aussi met-il en cause la lecture « fondamentaliste » de la Bible par un abbé Pierre qui, d'évidence, n'a pas assimilé les leçons du dernier concile (1962-1965), ni l'enseignement des papes depuis trente ans : « Sa lecture du livre de Josué

[NDR : texte rapportant les massacres qui ont suivi l'adoration du Veau d'or, et qui permet à l'abbé Pierre de retourner contre le peuple juif l'accusation de « génocide »] est naïve et fondamentaliste. Elle peut cautionner tous les fantasmes. Elle ignore l'exégèse, aussi bien spirituelle qu'historique, de la tradition juive comme du christianisme. »

Ce faisant, Mgr Lustiger souligne le décalage entre cette position isolée et la vision du judaïsme désormais dominante dans le catholicisme. Ainsi, « cette affaire n'a rien à voir avec les positions de l'Eglise, assure-t-il. Il faut redire avec force que, parmi les chrétiens, l'évolution positive est constante depuis Vatican II. Il n'existe aucun retour en arrière doctrinal, bien au contraire ! La réalité spirituelle du judaïsme est désormais largement reconnue et estimée par les chrétiens, tout comme se manifestent le respect mutuel et l'amitié entre juifs et chrétiens. Ce mouvement est irréversible. »

Le message est on ne peut plus clair. Pour retrouver la paix avec lui-même, l'abbé Pierre n'a plus qu'à se soumettre à la loi commune de son Eglise. Ainsi mis au pied du mur, peut-il encore se dérober à une rencontre avec l'archevêque de Paris ?

Henri Tincq

Un premier défilé militaro-policiier pour le 14-Juillet

POUR LA PREMIÈRE FOIS dans l'histoire de la République, un détachement de policiers participera au prochain défilé national du 14-Juillet. Le gouvernement veut de la sorte rendre hommage à la police pour sa participation à la lutte contre le terrorisme qui a secoué la France au cours de l'année écoulée. Mais cette parade inédite suscite les protestations de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), fermement opposée à tout « mélange des genres » militaire et policier.

Considérant qu'il est « de tradition de distinguer un défilé militaire, composé de personnels militaires, d'un défilé civil qui, lui, rassemble des personnels de toute nature », la principale organisation de policiers en tenue estime que le 14-Juillet prochain sera « l'anti-défilé du 29 mai dernier, jour où les policiers étaient dans la rue pour défendre le service public ». Dans un raisonnement par l'absurde, la FASP s'interroge : « Pourquoi ne pas

faire défiler lors du 14-Juillet d'autres fonctionnaires, comme les postiers ou les cheminots ? » La fédération dénonce enfin « la volonté des pouvoirs publics de militariser » une institution policière, où la rivalité avec les gendarmes et les militaires est traditionnellement vive. Un autre syndicat policier, l'Alliance, moins représentatif que la FASP, a cependant accueilli « favorablement » la présence des policiers dans le défilé, qu'il perçoit comme un « honneur lors de cette grande fête républicaine ».

VOLONTARIAT

Les policiers ne seront de toute façon guère plus de deux cents à disputer aux militaires les applaudissements du public appelé, ce 14-Juillet, à voir et complimenter l'armée et la police françaises. Une compagnie de policiers titulaires appartenant à diverses unités (préfecture de police de Paris, sécurité publique, CRS, ex-PAF) et une compagnie de policiers

auxiliaires effectuant leur service national dans la police marcheront au pas dans les rues de la capitale. Ils seront sélectionnés sur la base du volontariat et sur des critères de présentation physique : leur groupe devra en effet se conformer à la nécessité de « faire toit », comme disent les militaires, c'est-à-dire de présenter un ensemble de tailles permettant de donner une pente harmonieuse à leur déplacement.

Place Beauvau, où le 14-Juillet est appréhendé comme une fête nationale plutôt que comme une célébration militaire, on rappelle que le ministère de l'intérieur est déjà représenté depuis des années dans le défilé par des fonctionnaires non militaires des services de la Sécurité civile. Et, commente-t-on enfin au ministère, l'innovation policière de l'année 1996 ne sera de toute façon pas vouée à la pérennité.

Erich Inciyan

Quatorze mois de prison avec sursis requis contre les responsables de la clinique de Bruz

RENNES

de notre envoyé spécial
 Quatorze mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende ont été requis, mercredi 19 juin, par le procureur adjoint du tribunal de Rennes, Michel Vannier, contre Lucien Maarek, âgé de soixante-deux ans, neuropsychiatre et ancien PDG du groupe Medipsy (filiale de la Compagnie générale des eaux), Jean-François Grosfilley, quarante-huit ans, directeur technique de Medipsy et financier du groupe, et Dominique Urien, cinquante et un ans, architecte. Le représentant du ministère public les a accusés d'avoir été, par « maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manque de prudence imposée par la loi ou les règlements », à l'origine de la mort des vingt victimes de l'incendie qui détruisit, dans la nuit du 23 au 24 juin 1993, le plus vaste des bâtiments de la clinique psychiatrique de Bruz (*Le Monde* des 13 et 15 juin). La peine maximale encourue est de deux années d'emprisonnement.

Revenant sur « la triste chronique d'un désastre prévisible », le procureur a rappelé « la suite d'actions inadéquates et fautes » qui se sont succédées depuis l'ouverture de la clinique en 1959, tout en estimant que « la justice pénale devait savoir oublier les vieilles fautes ». Le représentant du ministère public a ainsi pointé « la première erreur » : celle de la direction département-

ale de l'équipement et du maire de Bruz, qui, en 1965, auraient dû s'opposer à la délivrance, pour l'extension de la clinique, d'un permis de construire dans lequel ne figuraient ni l'enclosurement de l'escalier ni aucun système de désenfumage. L'absence, en 1993, de ces dispositifs, rendus obligatoires dès 1965, est à l'origine, selon les experts, de l'aggravation du sinistre.

Le procureur adjoint a estimé que les dirigeants de la clinique Saint-François d'Assise connaissaient l'état de vétusté de la clinique, qui leur avait d'ailleurs permis de négocier son prix d'achat. M. Vannier a estimé qu'il appartenait, selon lui, aux exploitants de s'assurer du passage de la commission districale de sécurité, qui n'avait pas effectué de contrôle, en principe triennal, depuis 1984.

DEVOIR DE MISE EN GARDE

Il a reproché à M. Grosfilley, « dirigeant de fait », selon lui, de Medipsy, d'avoir différé, afin d'éviter une perte d'exploitation, les travaux de sécurité prévus dans le programme de rénovation engagé en juin 1991. Et il a demandé six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende contre Josiane Moizan, directrice administrative de la clinique.

Apostrophant l'architecte et le maire d'œuvre des travaux de rénovation, Luc Teffaud, contre qui douze mois avec sursis et

30 000 francs d'amende ont été requis, M. Vannier a rappelé le « devoir de mise en garde » et le « devoir de conseil », obligation jurisprudentielle à laquelle leurs professions sont soumises. Or, selon lui, les « hommes de l'art » se sont pliés sans mot dire aux desiderata de leur client.

Contre l'ancien et l'actuel maire de Bruz, enfin, qui n'avaient pas sollicité la visite de la commission districale de sécurité, M. Vannier a demandé une peine de 10 000 francs d'amende, en rappelant qu'ils pouvaient, si le tribunal l'estimait, bénéficier de la nouvelle loi du 13 mai 1996, qui atténue la responsabilité pénale des élus pour des faits d'imprudence ou de négligence. Membres de droit de la commission, les maires, a rappelé le procureur adjoint, sont chargés de veiller à la prévention des incendies.

S'adressant aux familles des victimes qui pouvaient s'écrouler des peines requises, M. Vannier a insisté : « Si ces gens ont commis des fautes, ils ne méritent pas de l'emprisonnement ferme. » Mais le jugement, a-t-il ajouté en substance, méritait « l'exemplarité » pour « que la sécurité des personnes soit une obsession constante dans l'esprit des décideurs, quel que soit le coût financier ».

En préambule, M. Vannier était revenu sur « la règle de l'antériorité », principe selon lequel un établissement recevant du public (ERP) n'a pas obligation formelle

de se mettre en conformité avec de nouvelles normes tant qu'il n'effectue pas de travaux affectant une partie de sa structure. « L'administration elle-même favorise donc la rentabilité sur la sécurité », avait-il alors remarqué.

Jean-Michel Dumay

REUSSIR

HEC - SCIENCES-PO

Stages intensifs et Classes préparatoires "Philes"

MATH SUP et SPÉ

Stages intensifs et Math Spé PC "Phile"

MÉDECINE-PHARMA

Préparation et Encadrement scientifique annuel

DROIT - SC. ECO

Préparation et Encadrement annuel

HEC - ESCP / ESSEC

SCIENCES-PO / CFFA

IPESUP PREPASUP

43.25.63.30 3615 IPESUP

18 rue du Cœur Notre-Dame 75004 Paris

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

En France, la population carcérale ne cesse d'augmenter

gière tragiques dans les pays du tiers-monde. En France, en vingt ans, le nombre des détenus a doublé, passant à 55 000.

lie et 97 en Grande-Bretagne.
« Aux États-Unis, le taux d'occupation des locaux augmentant constamment, la plupart des États régent la question de la surpopulation par l'accroissement du parc pénitentiaire, constate le rapport. Plus de 250 nouvelles prisons ont été construites en 1994. » En vertu d'un texte adopté en 1995 par le Sénat du Mississippi, les détenus doivent désormais porter des uniformes à rayures. Les bandes sont rouges en cas de sécurité maximale, noires en cas de sécurité moyenne et vertes en cas de sécurité minimale.

Dans les pays en voie de développement, la situation des détenus est souvent tragique. En Ouganda, la malnutrition est l'une des principales causes de décès. « Les détenus de la prison principale d'Arua se trouveraient dans une situation proche de la famine », note le rapport. « L'eau potable manque dans la majorité des prisons. » A Madagascar, les détenus de Mananjary ne sont nourris que deux fois par semaine par l'administration. « Ils dépendent donc presque exclusivement des religieux, qui interviennent également sur le plan médical. » En Uruguay, l'isolement en cellule de punition se déroule dans des conditions « infra-humaines ». « Les six cellules d'isolement de la prison Cerro Largo, d'environ 1,80 m sur 1,20 m chacune, n'ont ni lumière niération. Sept personnes s'y trouvaient le 25 novembre, la plupart sanctionnées pour plus de quatre-vingt-dix jours. »

Anne Chemin

★ Rapport 1996, Observatoire international des prisons, 16, avenue Berthelot, BP 7083, 69301 Lyon Cedex 07. Tél. : (33) 72-71-83-83.

En France, l'augmentation de la population carcérale se poursuit : au 1^{er} janvier 1996, les prisons comptaient 55 000 détenus, soit près du double d'il y a vingt ans. Cette explosion et l'allongement des peines aggravent les conditions de détention : malgré la construction de 13 000 nouvelles places, les taux d'occupation atteignent parfois 120, 190, voire 250 %, comme à la prison de Bézières. Dans son rapport, l'OIP s'intéresse aux aspects les plus quotidiens de la vie carcérale, qui sont souvent les plus difficiles à vivre pour les détenus. Il dénonce ainsi le prix très élevé des « cannières », ces produits que les détenus peuvent commander à l'administration. A la maison d'arrêt d'Osny, la papeterie et les affaires de toilette coûtent jusqu'à 42 % plus cher qu'à l'extérieur. « Cet abus de position dominante est d'autant plus important que les familles ne sont autorisées à faire parvenir que du linge à leur proche », note le rapport.

Chaque année, ces groupes remplissent un document baptisé l'« Observateur », qui s'intéresse à tous les aspects de la vie carcérale : rythme des parloirs, existence de travail, mais aussi fréquence des douches, qualité des repas ou durée des promenades.

parce qu'elles ne sont pas prévenues à temps du transfert de l'un des leurs, d'autres patientent parfois longtemps parce que les détecteurs de métaux sont mal réglés. A la prison Saint-Paul, à Lyon, les familles ont visiblement beaucoup de mal à obtenir un correspondant pour réserver un par-

JOIE. Sur les 29 pays recensés par l'OIP, 10 continuent à exécuter des condamnés à mort. La plupart sont situés en Afrique - Burkina-Faso, Cameroun, Egypte, Maroc, Ouganda, Tchad et Zaïre -, mais la peine capitale est aussi appliquée au Chili, au Japon et, surtout, aux États-Unis. En 1995, elle a été réta-

L'Oklahoma devrait se joindre à ce peloton. Des travaux de transformation dans la chambre d'exécution viennent d'être effectués au Texas : une cloison de séparation est construite, d'un côté la famille de la victime, de l'autre celle du condamné. »

Si l'on met de côté le Rwanda, où les prisons sont surpeuplées en raison du génocide de 1994, les Etats-Unis présentent le taux d'incarcération le plus élevé des pays recensés cette année par l'OIP : plus de 600 détenus pour 100 000 habitants. En Europe, ce chiffre est, en moyenne... six fois plus faible : 95 en France, 78 en Allemagne, 74 en Belgique, 91 en Ita-

Le congrès du mouvement HLM s'ouvre, à Bordeaux, sur fond de restrictions budgétaires

LE PRÉCÉDENT congrès du mouvement HLM s'était soldé par un bras de fer avec le ministre du Logement, Pierre-Armand Huchon. Celui qui s'en était suivi, à Bordeaux, jeudi 20 juin, annonce moins violent mais morose. Il y a huit mois, malgré leurs divisions, les responsables des mille organismes de logement social regroupés dans l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (Unifohim), présidée par Roger Quilicot, ancien ministre du logement du gouvernement Matury, s'apprêtaient les coudes pour contraindre les projets de ponction financière décidés par le gouvernement. Certe fois, le congrès s'ouvre sur fond d'a-faires » parisiennes et de restrictions budgétaires.

leurs organismes. Pour Georges Mercadal, délégué général de l'Union, qui réclame un allongement de trois à cinq ans de la durée du remboursement de la dette, elles ne cessent de se dégrader.

de cessent de se dégrader.

De quoi parlent-ils entre eux ?


Le débat sur la « mission » du logement social agite depuis plusieurs années le mouvement HLM. Alors qu'il a été conçu pour accueillir les salariés de la croissance, le parc social absorbe aujourd'hui les effets du chômage et de la précarité. D'où un débat récurrent sur l'évolution de ses missions, qui s'est accentué depuis un an sous la pression de l'injonction gouvernementale formulée par Alain Juppé : « *Le parc social doit accueillir les personnes en difficulté.* »

is www.elsevier.com

Autre thème : la déontologie. Il y a huit mois, à l'occasion du congrès de Montpellier, une réflexion commune avait été esquissée sur ce thème par l'Union. Pour finalement faire l'objet d'une vague motion, adoptée sans débat en fin de congrès. Il devrait resservir à Bordeaux mais il n'est pas sûr que le débat ait beaucoup progressé depuis au sein des instances dirigeantes de l'Union.

Les règles d'attribution de logements, enfin, constituent un autre sujet sur lequel les organismes sont très attendus. Depuis plusieurs mois, le ministre du logement promet une réforme basée sur la transparence des décisions prises au sein des commissions. Mais le projet plétine et le mouvement HLM, part divisé par les intérêts contradictoires de ses deux grandes familles - les Sociétés anonymes, qui privilégient une logique patrimoniale et les Offices, intimement liés aux pouvoirs locaux -, n'a visiblement pas très envie, sur ce terrain non plus, de prendre l'initiative.

Christine Garin

 **VENTES PAR ADJUDICATION**
Régisseur O.S.P. - 84, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75 **Vu à liquidation judiciaire et baïme de Mise à Prix au Palais de Justice de Paris, Jeudi 4 Juillet 1996 à 14h30 - en un lot**

UN IMMEUBLE à PARIS 20e

3, rue Lémon

à usage d'hôtel meublé

MISE A PRIX : 2.300.000 Frs

S'adr S.C.P. Bernard de SARIAC Alain JAUNEAU, Avocats à Paris 8e, 42, av. George V (aménagement de 10h à 12h : 47.20.43.76) et 3616 Avocat Ventes - Me L.E. DOSSIER, Mandataire Liquidateur 174, bld. St-Germain Paris 6e - Visites le Mercredi 26 Juin 1996 de 14h30 à 16h30.

75 Vente n° 501. Palais Justice Paris, Jeudi 4 Juillet 1996 à 14h30
115-117-119, av. Malakoff et 2-4, rue Laurent Pichat
 Escalier IV, au 4^e ét. g. : un APPARTEMENT composé : galerie, salon,
 2 chambres, 2 cuisines, 4e bme. toil., débarras, cuis., wc,
 et au 1^{er} s/sol : une CHAMBRE de DOMESTIQUE, une CAVE
 au 2^eme sous-sol : une BOX
MISE A PRIX : 800.000 Frs
 S'adr. : M. D. LEMAITRE, Avt à Paris 8e, 28 rue St-Philippe-de-Roule
 T. : 42.25.76.61 - Vln. n° 01. Vendredi 28 Juin 1996 de 14h à 15h30.

75 Vente sur liquidation judiciaire au Palais de Justice de Paris le Jeudi 4 Juillet 1996 à 14h30 - En un seul lot

UN APPARTEMENT à PARIS 8ème
4, av. Franklin-Roosevelt et 1 bis, rue Jean-Mermoz
de 4 Pièces Principales au 6e étage.

MISE A PRIX : 1.200.000 Frs

Libre de Location et d'Occupation

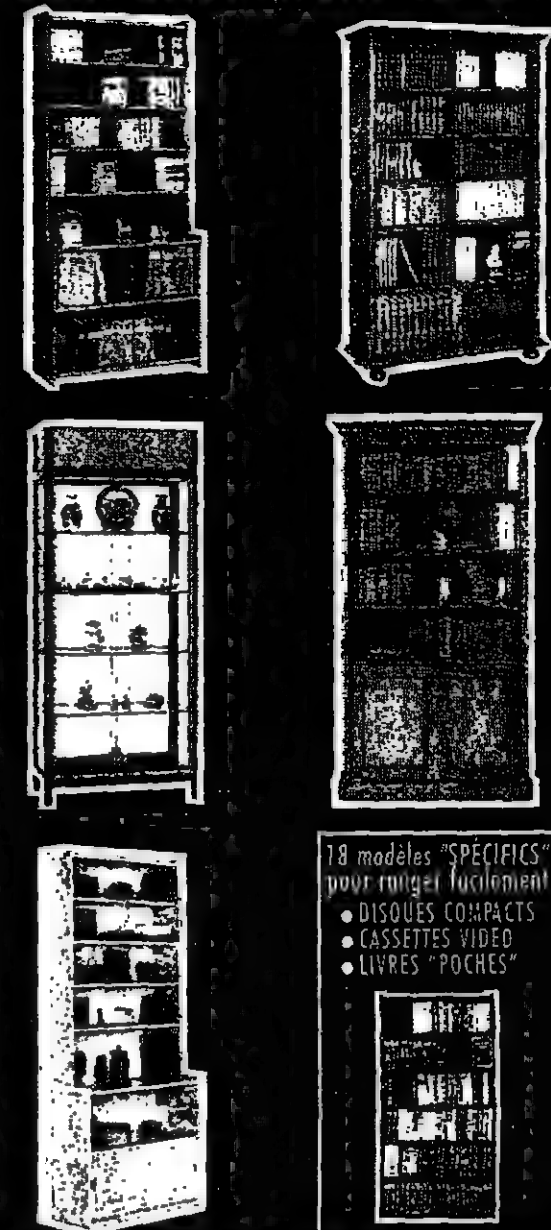
S'adr. SCP Bernard de SARIAC Alain JANEAU, Avts à Paris 8e 42, av. George V (mouvement de 10h à 12h : 47.20.43.76) et 3616 Avocat Ventes -
Mie Marie Jose JOSSE, Marchande Liquidateur, 4, rue du Marché St-Honoré
à Paris 1er - Visites le Lundi 24 Juin 1996 de 14h à 16h.

78 Vue au Pal. de Just. Versailles, 3, pl. A.-Miguet, mercredi 7 Juillet 96 à 9h
Grand PAVILLON de 6 P.P. au VESINET (78)
 (300 m² hab.) terrain 1729 m² - 2 Ter, av. Jean Mermoz
MISE A PRIX : 850.000 Frs
Rens. SCP SILLARD et ASSOCIES - Tél : 39.20.15.97

94 Vente s/mis. Pal. Just., Créteil (94), Jeudi 4 Juillet 1996 à 9h30
UN PAVILLON à FONTENAY SOUS BOIS (94)
 108, rue des Moulins
MISE A PRIX : 250.000 Frs
 S'adr. : Me Th. MAGLO, Avocat, 4, allée de la Toison d'Or à Créteil (94)
 Tél : 49.80.01.85 (exclusivement de 9h30 à 12h)
 Vente sur place le Vendredi 22/06/1996 de 11h à 12h.

A PARIS (En Montparnasse)
61, RUE FROIDEVAUX - 14° - Tél. (1) 43.20.13.00.
Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30
38 MAGASINS EN FRANCE :
adresses complètes et horaires dans nos catalogues ou par Minitel (26.23 le m) :
3615 code LMD

Le plus grand choix de
bibliothèques individuelles.




78 modèles "SPÉCIFIQUES"
pour ranger facilement

- DISQUES COMPACTS
- CASSETTES VIDEO
- LIVRES "POCHES"

**JUXTAPOSABLES
ET
SUPERPOSABLES
DÉMONTABLES
ET
DÉMÉNAGEABLES
A VOLONTÉ.**

pouvant former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



MAINTENANT 2 CATALOGUES
Catalogue bibliothèques +
GRATUITS Catalogue vitrine

DEMANDEZ-LES AVEC CE BON

Veillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement, votre catalogue général et votre nouveau "catalogue yinnes" contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, formes, connotations) sur tous vos modèles avec les tarifs complets.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal Tél.

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 75680 PARIS CEDEX 14
Catalogues par : Téléphone (1) 43 20 73 33 - Minitel : 3615 code LMDR
(répondre concurremment 24h/24)
(7,23€ la min)

سكنا من الامل

DISPARITIONS

Glenmor

Une figure majeure de la culture bretonne

LE CHANTEUR, écrivain et poète Glenmor, est décédé à Quimper (Finistère), mardi 18 juin, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-quatre ans. Homme de conviction, pourfendeur des pouvoirs établis, Glenmor, cheveu sur les épaules et longue barbe fournie, a redonné leur fierté aux Bretons à une époque où la culture celtique et la langue bretonne étaient présentées comme un facteur d'arriération et étaient un objet de mépris. Sans jamais renier la poésie, Glenmor considérait la chanson comme une arme politique. Il a ouvert la voie aux Alan Stivell ou Gilles Servat, qui commencent leurs carrières au début des années 70, portés par la vague bretonne qui déferle alors sur la France.

Millig Ar Scanv, Emile Le Scann pour l'état civil, dit Glenmor, est né dans une famille de paysans à Matel-Carhaix (Côtes-d'Armor) en 1931. Il avait entamé des études secondaires par la seule voie qui lui était offerte, le petit séminaire. Il en gardera un profond sentiment anticlérical et y forgera son caractère rebelle, un trait qui, avec son attachement à sa culture, le marquera pour la vie. Homme de la terre (son nom breton signifie en français

« terre-mer »), à la fois barde et tribun, la voix puissante, théâtrale à l'occasion, Glenmor s'était ainsi rapproché de Léo Ferré, avec qui il a tourné pendant deux ans. Titulaire d'une licence de philosophie, il monte sur scène pour la première fois à Paris en 1959, accompagné par la harpiste Denise Megevard. Pourfendeur du centralisme culturel français, Glenmor mettra tout son cœur à faire reconnaître dans la capitale sa « petite Bretagne de moindre pays ». Porté par le renouveau des cultures régionales qu'il a lui-même favorisé, il triomphe enfin à la Mutualité en 1969 et des censures dont il fait l'objet à la télévision et à la radio françaises. Glenmor se produit dans les années 70 sur les plus grandes scènes d'Europe.

A cette époque, une circulaire du ministère de l'Information affirmait que « diffuser Glenmor sur les ondes nationales était une position politique condamnée par la Constitution », rappelle son guitariste Fanch Bernard. « Avoir tort, écrivait-il, c'est souvent avoir seul raison contre tout le

monde ». En 1978, où il fut élu « Breton de l'année », le chanteur avait écrit au président Valéry Giscard d'Estaing, lui demandant : « Au nom de quel genre de démocratie dois-je assister impuissant à la mort d'une langue et d'une culture ? » En juin 1979, il observe une grève de la faim pour protester contre la détention d'un militant breton arrêté à la suite d'un attentat contre le château de Versailles.

Depuis plusieurs années, Glenmor avait cessé de chanter, se consacrant entièrement à l'écriture. Son dernier roman, *Les Feux de la vallée*, à mi-chemin du policier et de l'espionnage, a été publié l'an dernier chez Coop Breizh, et il venait de remettre un nouveau manuscrit, *La Sangline*, à son éditeur. Un recueil de poèmes et de chansons a également été publié chez Seghers dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ».

Sa mort survient à un moment où la chanson bretonne connaît un renouveau, symbolisé par le retour des vétérans Tri Yann, Gilles Servat, Alan Stivell, et le succès discographique de Dan Ar Braz avec son *Héritage des Celtes*.

Stéphane Davet

■ ALCEO GALLIERA, chef d'orchestre italien né le 3 mai 1910 à Milan, est mort le 20 avril à Brescia (Italie). Signataire d'un catalogue de musiques de chambre, de mélodies et de musiques pour orchestre, son nom est surtout connu pour ses activités de direction d'orchestre. Après des études suivies auprès de son père, le compositeur Arnaldo Callini, le jeune musicien obtient vite des distinctions au Conservatoire de Milan dans les disciplines de piano, d'orgue et de composition. A l'âge de vingt-deux ans il est chargé de cours d'orgue et de composition au même conservatoire. Ce n'est que vingt ans plus tard, en 1941, qu'Alceo Galliera se tourne vers la direction d'orchestre. Il fait ses débuts à l'orchestre Santa Cecilia de Rome. Après avoir passé les années de guerre en Suisse, Galliera dirige au Festival de Lucerne en 1945. Sa carrière prendra ensuite un envol international. En France, il a été le patron de l'Orchestre municipal de Strasbourg de 1964 à 1972. Accompagnateur recherché, sa discographie (EMI) lui fait entendre aux côtés d'artistes aussi prestigieux que Clara Haskil (concertos à deux claviers de Bach et de Mozart avec Geza Anda), Claudio Arrau (intégrale des concertos de Beethoven avec l'Orchestre Philharmonia), ou Maria Callas, avec laquelle il a enregistré *Le Barbier de Séville* de Rossini.

■ THOMAS KUHN, jeune chanteur rock français, s'est tué en tentant d'escalader une façade d'immeuble du 18^e arrondissement à Paris, dans la nuit du dimanche

16 juin. Il était âgé de vingt-huit ans. Originaire de la région parisienne, Thomas Kuhn s'était illustré au sein du Cri de la Mouche, groupe apparu au milieu des années 80. Alors que la scène parisienne était dominée par un mouvement « rock alternatif » qui mêlait punk et chanson réaliste, Le Cri de la Mouche remettait au goût du jour le glam-rock et des guitares inspirées par les années 70. Le groupe publia deux albums, le premier chez Trema, le second chez Fnac Music. A la dissolution du Cri de la Mouche, en 1992, Kuhn - au physique et au jeu de scène rappelant ses aînés anglosaxons Mick Jagger (Rolling Stones) et Jim Morrison (Doors) - décida de lancer Tomahawk. Ce groupe, l'un des espoirs de la branche française de la compagnie Virgin, a publié en février un album dont ont été extraits deux singles, « Pourquoi » et « J'aime tout le monde ». Tomahawk se produisait chaque samedi à l'Erotika, club rock du quartier de Pigalle, qui doit prochainement être détruit pour laisser place à une caserne. Très attaché à cette salle qui accueillait autrefois - elle s'appelait alors les Trois Baudets - des artistes comme Georges Brassens ou Jacques Brel, Thomas Kuhn avait décidé de manifester son mécontentement en y jouant aussi souvent que possible. Par jeu et par défi, il avait pris l'habitude à l'issue de son concert d'escalader la façade de l'immeuble condamné. Le 15 juin, il a trouvé la mort en glissant du cinquième étage. Tomahawk préparait une tournée en France pour l'automne.

NOMINATION

ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

Paul Andreu, architecte, a été élu, mercredi 19 juin, à l'Académie des Beaux-Arts au fauteuil d'Henry Bernard.

[Né le 10 juillet 1938 à Candern (Gironde), Paul Andreu est polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées et architecte DPLG. Depuis le début de sa carrière, en 1963, il travaille pour Aéroports de Paris et s'est fait une spécialité des aéroports. Parmi ses réalisations importantes figurent les trois terminaux de Roissy-Charles-de-Gaulle et le terminal français du tunnel sous la Manche à Coquelles (Pas-de-Calais), ainsi que les aéroports d'Abou Dhabi, de Djakarta, du Caire, de Dar Es Salaam, de Nice, de Bordeaux, de Pointe-à-Pitre, de Brumet et de Karsel, dans la baie d'Osaka. Il avait aussi été chargé d'assister Otto von Spreckelsen, l'architecte de l'arche de la Défense, puis, après son retrait et sa mort, de l'achèvement de l'Arche.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 17-mardi 18 juin sont publiés :

● Lecture : un arrêté portant création de l'Observatoire national de la lecture, auprès du ministre de l'éducation nationale. Cet observatoire a notamment pour mission d'analyser les pratiques pédagogiques dans le domaine de l'apprentissage et du perfectionnement de la lecture.

● Tour de France : un arrêté autorisant le 83^e Tour de France cycliste à se dérouler du 29 juin au 21 juillet.

● Documentation : un décret portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de l'éducation nationale.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Apolline
l'aînée à
Damien et Amaury
la joie d'annoncer sa naissance, le 16 juin 1996.

M. et M^{me} Didier DEBAL, 9, rue de Leichlingen, 78160 Marly-le-Roi.

Christine et Gilles ALBERDES, ont la joie d'annoncer la naissance de Hugo,
le 15 juin 1996, à Genève.

Il, chemin Robion, CH 1282 Dardagny.

Nous remercions nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », d'avoir bien voulu nous communiquer leur numéro de référence.

ENTREPRISES

Communiqués financiers

24 h/24

3615 LEMONDE

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

CAHEN & C^{ie}

Pompes Funèbres • Marbrerie

Le premier site funéraire, français et indépendant sur Internet.

POUR UN DEVIS PREVISIONNEL : www.cahen-cie.fr

24, boulevard Edgar-Quinet
75014 PARIS - Tél. 43 20 74 52

Anniversaires de naissance

Kévin.
Aujourd'hui il souffle la première bougie.
Une année remplie de joie et de bonheur en ta compagnie.
Joyeux anniversaire.
Nous t'embrassons très très fort.
Papa, maman.

— Bon anniversaire,
Papa.

pour tes cinquante ans,
Eve-Sophie et Marie, Mamie, Noëlle, Cécile.

Et : Jean-Sébastien,
Jack, Nicole, Laurent et Clara.
Nemus : Jean-Bernard, Nicole et les filles.

— Paris, Bourg-la-Reine, Nice.

Jacques Dery,
Georges Dery,
Aline et Patricia Dery,
Jean-Paul et Nicole Coulombier,
Laurent et Catherine, Fabien, Matthieu, Benjamin.

Thomas, François, Julien, Philippe et Antoine.

ont le plaisir d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M^{me} Fernande DERSY,
née CAPEVILLE.

survenu le 12 juin 1996.

Elle a rejoint son mari.

Serge DERSY,
au cimetière de Pénance (Hérault).

— Grenoble, Divonne, Paris.

M^{me} Jacques Ernst.
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute leur famille,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Jacques ERNST,
survenu le 19 juin 1996.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 22 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Plaine-Fleurie, à Meylan (Isère).

— Denise Gimpe, Rémi Gimpe et ses enfants,
Olivier Gimpe, Claire et Jean-Baptiste Touchard et leurs enfants,
Kay Gimpe et ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean GIMPEL,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance.

survenu à Londres, le 15 juin dernier, dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trézel (Finistère), le vendredi 21 juin, à 15 heures.

Il, Charles Embarbonnet,
Londres SW3 4LE.

— Bordeaux, Le Bouscat.

Danielle Hays
fait part du décès accidentel de

Véronique HAYS.

Agée de quarante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux, le vendredi 21 juin 1996, à 16 heures.

— M. P. Hupé,
professeur honoraire à la Sorbonne.
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
vous font part du décès de

M^{me} Pierrette RUPÉ,
professeur honoraire de primaires supérieures au lycée Fénélon.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 juin 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, Paris-15^e.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

9, square Charles-Laurent,
75015 Paris.

— Jacques Lamonnier,
son épouse,
Thierry et Pascaline Lamonnier,
ses enfants,
André Carpentier,
son gendre,
Et toute la famille,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Marcelle LAMONNIER-CARPENTIER,
pharmacien.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le jeudi 20 juin 1996.

36, rue Mithrida,
75015 Paris.
2, rue Cujas,
75005 Paris.

— L'Amicale du lycée Louis-le-Grand a la tristesse de faire part du décès, le 15 juin 1996, de

Jean PLAUD,
ancien élève de l'École normale supérieure,
inspecteur général honoraire de l'éducation nationale,
officier de la Légion d'honneur,
ancien professeur de khâgne au lycée Louis-le-Grand,
président d'honneur de l'Amicale.

— Bouc-Bel-Air, Venanc (Haute-Corse).

M. Guy Romanetti,
Les familles Dominique, Pierre, Martin Batazzi.

M. Georges Ange et M^{me} née Gisèle Romanetti,
M. et M^{me} Jules Bona,
leurs enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise ROMANETTI,
née BATTISTI.

survenu le 19 juin 1996, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 21 juin, à 14 h 30, en l'église de Bouc-Bel-Air, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Salle, à Bouc-Bel-Air.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Camille ZELMAN,
magnifique résistant,
ancien combattant.

survenu le 18 juin 1996, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 21 juin.

La levée de corps aura lieu à 10 h 15, 106, avenue Emile-Zola, Paris-13^e (cimetière d'union à 9 h 30).

Gémissons, Gémissons, Gémissons, Espérons.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Choisy-le-Victor (Oise), à 11 h 30.

De la part de
M^{me} Fryda Zelman,
son épouse,
M^{me} Ida Frydman,
sa belle-mère,
Annette et Raphaël,
Nathalie et Alain,
Ses enfants et petits-enfants,
Guy et Claude,
Charles et Gilles,
leurs enfants et petits-enfants,
Michel et Gerson,
leurs enfants et petits-enfants.

Ses frères et sœurs
Et des familles Frydman, Wilf, Serpin, Schlesinger, Milgram, Herberg, Schwarc.

Et de tous ses frères de Locarno, Mozart, Arles, Agni.

Ne croyez pas au désespoir, il ne tient pas ses promesses.

Ni fleurs ni couronnes.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 42-17-21-36

Téléphone : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Votre numéro d'abonné : _____ (IMPÉRATIF)

Commune de résidence habituelle : _____ (IMPÉRATIF)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)*
du : _____ au : _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine, uniquement)*
du : _____ au : _____

Votre adresse de vacances :
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Vous n'êtes pas abonné (e)

Votre adresse de vacances :
du : _____ au : _____
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° _____
* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 93646 Chantilly Cedex

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera débité au prorata des numéros servis dans le mois.

Retournez le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	161 F
2 mois (52 n°)	280 F
3 mois (78 n°)	538 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

Débats

— La revue *Passager* et l'Association des amis de Passagers organisent un séminaire-débat le mercredi 26 juin 1996, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sur le thème du « Dialogue avec l'État ». Les débats seront coordonnés par Daniel Vermet, avec Emile Malet, Hélène Bourgeois, Harry Caruso, Benoit Monzifaj, Ilias Yamakalis, Béla Fargac, Ivan Djoric, Bernard Ullmann, Ivaylo Dichev, Vedin Kocovet, Pask Dikarevic, Jacques Rupnik, Myriam Morokvasic, Pierre Hassner, Mohamed Kullashi, Michael Rywkin, Ronald Kover, Vladimir Andreff.

Cette journée se tiendra dans nos locaux : 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris (métro Porte-d'Ivry à hauteur du 79-83, avenue d'Ivry).

Réservations et inscriptions :
Tél. : 45-86-30-02. Fax : 44-23-98-24.

Soutenances de thèses

— M. Christophe Granaud présentera vendredi 28 juin 1996, à 14 h 30, salle Marcel-Maus, à l'Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, 45, rue des Ecoles, Paris-5^e, une thèse de doctorat intitulée : « Histoire de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), 1974-1990 ». De l'opposition à la torture à la défense des droits de l'homme.

Cette soutenance est publique.

— M^{me} Joëlle Haxel soutiendra sa thèse « La Cabale et la philosophie dans l'œuvre de Moïse Hayyim Luzzatto (1707-1746) », sous la direction de M. le professeur R. Goetschel. La soutenance aura lieu le mardi 25 juin 1996, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, Paris-4^e.

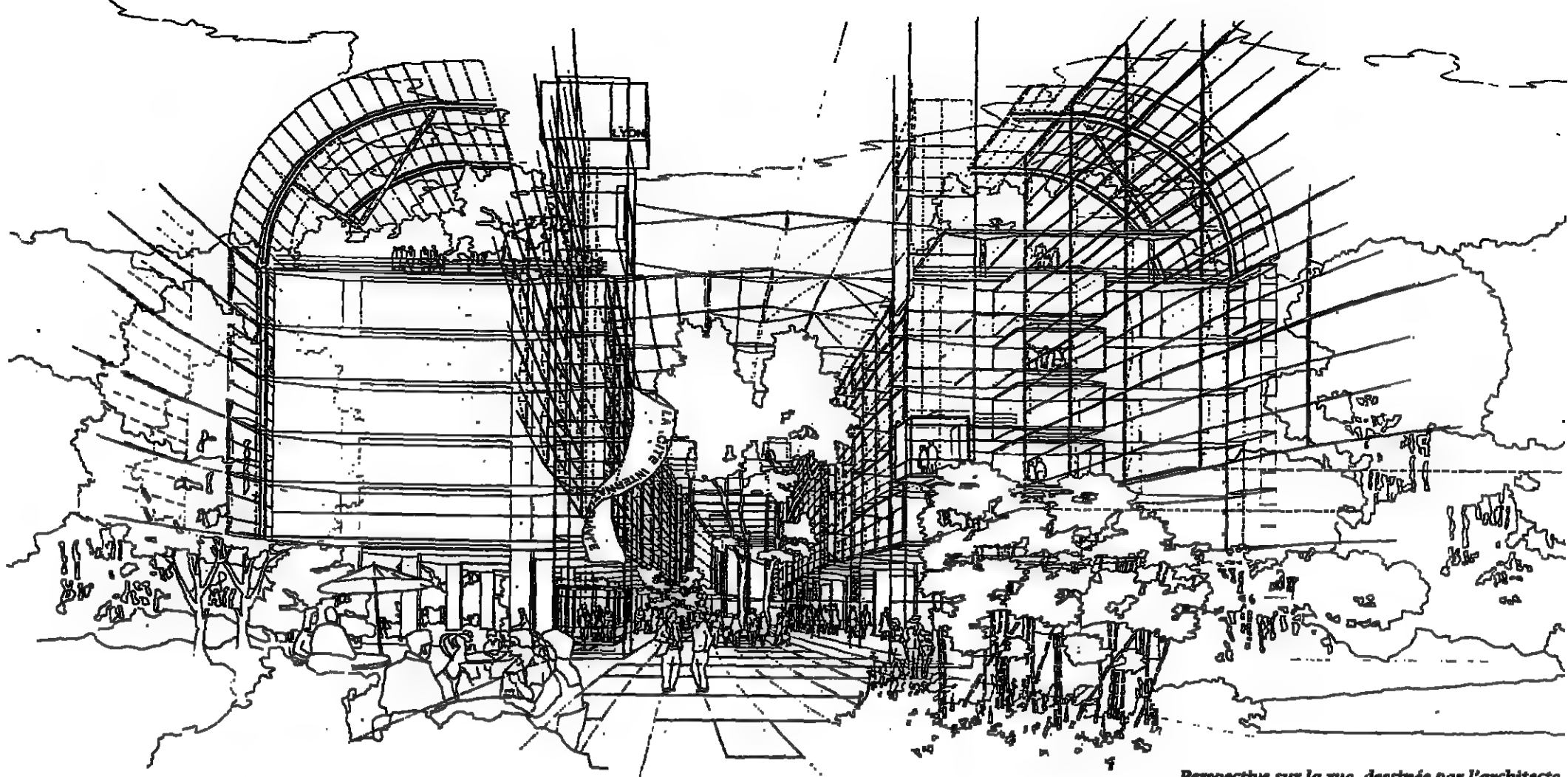
THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

HORIZONS

ENQUÊTE



Perspective sur la rue, dessinée par l'architecte.

La cité immergée de Renzo Piano

Coauteur du Centre Pompidou, l'architecte génois conçoit la Cité internationale de Lyon, sur 15 hectares, entre le Rhône et le parc de la Tête-d'Or. Un morceau de ville intégré à la nature

LA conférence du G7 qui rassemble les sept pays les plus riches de la planète va se tenir à Lyon du 27 au 29 juin. Le cadre a été soigneusement choisi. Aux confins du parc de la Tête-d'Or et de Villeurbanne, face au Rhône, dans une série de bâtiments construits par le plus français des architectes italiens, Renzo Piano, coauteur du Centre Pompidou. Le sommet se conclura dans le nouveau Musée d'art contemporain qui offre ses énormes plateaux encore vides. Les commissions siègeront au Palais des congrès. Les suites ministérielles occuperont un immeuble de bureaux, pour le moment sans locataires. Le presse campers dans une immense tente plantée au milieu d'un parterre de bleuets qui épouse la courbe d'une rue virtuelle.

La Cité internationale de Lyon comptera à terme seize bâtiments, mais seuls cinq sont achevés. La construction de trois autres (un hôtel-casino et un cinéma de 14 salles) doit démarrer dès l'automne. Les huit derniers ne sont pas encore programmés. « J'ai bon espoir d'arriver au bout du projet, affirme Renzo Piano. Trois maires se sont succédés à Lyon depuis son lancement. Aucun ne l'a laissé tomber. L'aménageur, aujourd'hui la Générale des eaux, a fait l'effort de poursuivre les travaux alors qu'on était au creux du marché. Le plus difficile est derrière nous : le moteur de la voiture est construit. Reste le plus rentable : les logements et les bureaux ».

Ce morceau de ville encore en jachère, sur lequel il planche depuis 1985, est sans doute un tournant dans la carrière de l'architecte. Ce dernier a aujourd'hui cinquante-neuf ans. Sa haute taille, une barbe poivre et sel taillée à la diable, des lunettes noires qu'il fume négligemment lui donnent un air désinvolte. C'est en fait un bourreau de travail qui dirige d'une main de fer son agence tricolore (Génes-Paris-Berlin) où travaillent une centaine de personnes. En 1971, à trente-quatre ans, Piano a fait une entrée fracassante sur la scène architecturale en enlevant - avec le Britannique Richard Rogers - le concours du Centre Pompidou.

Par la suite, il a accumulé les commandes de toute nature aux quatre coins du monde : des logements à Paris (rue de Meaux) ou

en Italie (à Pérouse), un musée à Bâle (Suisse), la rénovation du Vieux Port de Gênes, la réhabilitation du Lingotto (les usines Fiat), à Turin, le nouveau terminal de l'aéroport Kansai, en face d'Osaka. Sont en voie d'achèvement : le centre culturel Jean-Marie-Tjibaou, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), l'aménagement de la Postdammer Platz, au cœur de Berlin. Et la Cité internationale, à l'entrée de Lyon. Cet Italien de Gênes trouve un rapport « évident » entre Lyon et sa ville natale. Même discrétion, même ténacité chez les habitants des deux cités. Du concours qu'il gagne, il veut faire un symbole à l'image de cette métropole : non pas une « porte » triomphale, mais un morceau de ville discrètement immergé dans la végétation.

Jusque-là, ce fils d'entrepreneur, qui a passé toute sa jeunesse sur les chantiers de son père, avait travaillé à une échelle moins vaste. Et il ne s'était intéressé, semble-t-il, ni au paysage urbain ni aux jardins. Ici, sur 15 hectares, il reproduit une voie rapide transformée en boulevard, redessine les quais et les berges du Rhône, crée une double promenade plantée de plus d'un kilomètre de long, habille de pierre un transformateur de l'EDF pour lui donner l'aspect d'un gigantesque galet, une forme difficile à réussir et qu'il a loupée avec son centre commercial de Bercy-Charenton, étrange OVNI échoué en 1990 sur les bords de la Seine.

L'architecture est toujours et d'abord tributaire du génie du lieu, le « topos »

Le cœur de son projet c'est, bien sûr, la construction des seize bâtiments. Le problème à résoudre, était le suivant : « Comment faire pour qu'un édifice unitaire et fonctionnel qui ne soit pas uniforme, puisse se décliner tranche par tranche, et dont chaque élément puisse garder l'image originale de sa fonction ? » Le thème retenu par Renzo Piano est la cité immergée dans la nature : les bâtiments construits, deux par deux, en arc de cercle face au Rhône, sont adossés au parc de la Tête-d'Or au milieu d'un jardin et sont trigués par une rue intérieure. Ces édifices, différents, sont unifiés par une façade de verre transparente

qui s'interrompt à l'emplacement d'étroits passages qui séparent chacun d'entre eux.

Derrière cette première « peau », à une distance qui va de 1 mètre à 4 mètres, selon la fonction du bâtiment, on trouve une deuxième enveloppe métallique, sur laquelle sont agrafés des parements de terre cuite. « La double peau est une métaphore de la serre : une allusion à l'ancien Crystal Palace de Londres, mais aussi aux serres qui sont dans le parc de la Tête-d'Or. J'ai réinterprété là un très vieux concept : celui du jardin d'hiver. » Cette façade est bio-climatique : les panneaux s'ouvrent seuls en fonction de la température - un système utilisé depuis longtemps pour les serres. « À travers leur complexité, ces bâtiments sont aussi un éloge de l'ambiguïté, puisque ce sont des édifices modernes qui n'oublient pas des siècles entiers de savoir-faire ».

La Cité internationale, d'une grande élégance formelle, est l'exact contrepoint du Centre Pompidou. A Paris, la technique était largement exhibée. Ici, elle est totalement masquée. « Le Centre Pompidou, c'est un paquebot de Jules Verne, une parodie de high-tech. Nous étions, Rogers et moi, dans l'excès. Pour provoquer, pour dépasser aux règles de l'institution que nous avions à construire, contre la poussière intimidante d'un haut lieu culturel. C'était sans doute une réponse mal élevée à la question posée, mais une réponse fraîche. Et qui s'accordait assez bien avec le programme imposé qui était lui-même, à l'époque, une provocation en soi ».

L'élégance de la Cité, dont chaque angle, chaque élément est soigneusement dessiné, sera peut-être taxée de formalisme. « Je revendique la recherche formelle. Je récusé la ville pauvre, sans décor, dénuée. L'architecture dite moderne a trop souvent perdu de vue le décor. Le décor ce n'est pas la décoration. Un certain rationalisme a justifié le goût d'une simplicité proche du vide. On a exalté la for-

mule de Mies van der Rohe [architecte américain d'origine allemande, un des pères du Bauhaus], less is more ; mais aujourd'hui, on constate hélas trop souvent que less is less. Cette simplification outrancière a d'abord fait le jeu de la spéculation immobilière et a débouché sur une redoutable esthétique du vide. Sans adhérer le moins du monde au postmodernisme, je peux comprendre cette réaction. L'architecture contemporaine, débarrassée du simplisme, n'est pas fatalement obligée d'en revenir au maniérisme, à la photocopie du passé ».

D'où cette utilisation de matériaux « anciens », comme la terre cuite, qu'il décline régulièrement depuis quelques années sous des formes différentes : de l'extension de l'arcade, en face du Centre Pompidou, aux immeubles de la Postdammer Platz, en passant par la rue de Meaux et la Cité internationale de Lyon. « Cet usage de la brique ne se résume pas à une simple position esthétique. Il s'agit de l'alliage de deux murs : l'un qui tient, l'autre qui respire. L'ensemble a une efficacité climatique élevée. Vous voyez, qu'il est difficile de tracer une frontière entre esthétique et technique ».

AUTRE question absurde pour Renzo Piano : l'architecture doit-elle être internationale ou régionale ? « Sans doute ne construit-on pas à Lyon comme à Houston ou à Osaka. Par ailleurs, il y a un rapport au monde auquel il est difficile d'échapper. Le territoire de l'architecte, c'est aujourd'hui la planète. Cependant, l'architecture est toujours et d'abord tributaire du génie du lieu, le topos. La Cité internationale de Lyon est une réponse à la courbe du fleuve, et un clin d'œil à l'ancien bâtiment disparu [celui du Palais des expositions] qui, lui aussi, répondait à cette courbe et comportait également une rue intérieure. Même les vieux platanes nous ont guidés : ils nous ont fait comprendre quelle était l'échelle correcte. C'est donc la géographie et la mémoire

du lieu qui ont en partie engendré mon travail. Imaginer un morceau de ville, c'est une chose très difficile. Aussi faut-il s'aider de concepts éprouvés comme la rue et s'appuyer sur les contraintes ».

Le centre qu'il construit en Nouvelle-Calédonie, point focal d'une culture singulière, la culture canaque, est l'exemple même de ce génie du lieu et de ces contraintes. Ici, le travail de Renzo Piano s'est trouvé au confluent de l'anthropologie et de l'architecture. « Ce que j'ai voulu faire, ce n'est pas la reproduction d'une construction traditionnelle, mais l'héritage de celle-ci. » Héritage qui se manifeste par le choix des matériaux - le bois -, la forme choisie, rappelant les hautes maisons communes de l'île, et la légèreté apparente de la construction, faite en réalité pour résister aux tornades les plus violentes.

Parmi les contraintes que Renzo Piano énumère encore, il y a celle des maîtres d'ouvrage, des promoteurs, et surtout, beaucoup plus complexes, celles qui sont engendrées par le poids du passé. L'architecte travaille rarement sur une page blanche. La beauté d'une vieille ville, estime-t-il, c'est d'abord le témoignage d'une croissance organique. Et il s'abrite derrière un écrivain, Carlo Levi - « Il faut toujours un chœur antique » - pour affirmer qu'il n'existe pas de modernité qui ne passe par la digestion du passé. Il donne ainsi sa définition de l'architecture : « Un art fortement contaminé : par l'histoire et la géographie, par la technique, les hommes et l'argent ».

L'évolution théorique de l'architecture l'intéresse peu. Pour lui, dit-il, c'est un film qui passe. Il se vit orgueilleusement comme une sorte de Robinson Crusoe, entièrement immergé dans un métier qui « relève de l'anthropologie, comme la chasse ». Pour comprendre d'où il vient, où il va, il dresse l'arbre généalogique de ses réalisations : en bleu ce qu'il a construit, en rouge ce qui est en cours, en vert ses projets. Nombri-

lisme ? L'évolution des mœurs, de la société, la passion, se défend. Et la distance qu'il maintient avec ses confrères ne l'empêche pas d'intervenir à la conférence Habitat II d'Istanbul ou à la Biennale d'architecture de Jérusalem. Il est vrai que le prétexte de ces rencontres est la ville. Un sujet inépuisable pour un professionnel tel que lui.

Il commence par récuser l'éloge du chaos à la mode dans certains secteurs de la profession, tout comme la dérégulation ultralibérale. « Le chaos est positif quand il est authentique, quand il est le résultat patient de l'accumulation des siècles. Médité, dessiné, il tombe dans le pittoresque ou dans le ridicule. » La ville, explique-t-il, a besoin d'un plan qui souligne le caractère du lieu, sa complexité et son unité. « L'unité est le contraire de l'uniformité, la répétition du même modèle. » Cette notion peut s'exprimer par la hauteur des bâtiments, leurs couleurs ou une singularité comme les arcades de la rue de Rivoli. Autre élément essentiel à la constitution de la ville, « la rue, élément fédérateur où chaque édifice peut exprimer, dans la différence, sa propre fonction ».

ENFIN, Renzo Piano refuse de désespérer : « Je sais qu'il pèse une malédiction sur la cité contemporaine. Les villes anciennes sont étouffées et les villes nouvelles horribles. Nous assistons à une surenchère d'horreur : pollutions atmosphériques, acoustiques, visuelles, violences de toutes sortes. Ce n'est pas une raison pour nier la plus belle invention de l'homme. La tâche du prochain siècle ne sera pas d'agrandir les villes, mais d'intervenir à l'intérieur de leur périmètre, pour densifier les périphéries, soigner les centres historiques, éradiquer les friches industrielles. Sans doute est-il plus facile de construire dans un champs de betteraves, mais l'échec des villes nouvelles est patent. Et ces soins, il faut le savoir, demandent plus d'argent, plus de subtilité. Bien sûr, je parle ici des villes occidentales. Car j'ai déjà quelques difficultés à penser la ville occidentale, alors les mégapoles des pays en voie de développement... Les métropoles japonaises sont encore de notre famille. Ce sont des villes archaïques, mais encore riches. Tokyo ressemble à une vieille voiture qui consomme beaucoup trop d'essence. Mais Bombay, bouillonnante d'une énergie démentielle, me dépasse ».

Emmanuel de Roux

L'éducation nationale, notre cause commune.

La commission Fauroux sur la réforme de l'école a remis jeudi 20 juin son rapport au premier ministre. « Le Monde » en publie l'introduction

Jeudi 20 juin, la commission présidée par Roger Fauroux a remis au premier ministre son rapport sur la réforme de l'école. Officiellement installée le 11 septembre 1995, cette commission avait pour mission de « conduire la consultation sur le système éducatif ». Il lui revenait de préparer le terrain à un éventuel référendum sur l'éducation nationale, promis par Jacques Chirac durant sa campagne présidentielle, en explorant tout particulièrement trois thèmes : les formations technologiques, les premiers cycles universitaires et l'aménagement des rythmes scolaires. En neuf mois de travail, la commission a largement débordé de ce mandat initial, s'attachant à radiographier l'ensemble du système éducatif. Elle s'est attardée sur les missions et les programmes de l'école primaire, a tenté de définir les savoirs primordiaux que chacun devrait maîtriser à seize ans. Enfin, elle s'est attachée à un examen attentif du fonctionnement du ministère de l'éducation et de son administration. Le 12 avril, *Le Monde* révélait le prérapport rédigé par Roger Fauroux qui, par ses propositions, dessinait un vaste chamboulement de l'école. Dans son rapport final, la commission reprend pour l'essentiel ces premières analyses et formule vingt et une propositions. Nous publions ci-contre, dans sa quasi-intégralité, la longue introduction de Roger Fauroux au rapport remis au gouvernement. Sous le titre « L'éducation nationale, notre cause commune », cette introduction se veut « à la fois la préface et la synthèse » du travail de la commission, selon M. Fauroux. Le reste du rapport détaille les constatations et les propositions ici formulées et, en annexe, présente les données statistiques et techniques ainsi qu'un inventaire des innovations pédagogiques recensées.

LES membres de la commission que j'ai eu l'honneur de présider, venus par construction d'horizons variés, ont exprimé dès le début une conviction commune qui a nourri l'intérêt qu'ils n'ont cessé de porter à leurs travaux : nul problème français en cette fin de siècle n'est plus important que celui de l'éducation nationale parce qu'il est à la racine de tous les autres. Aucune institution ne mérite, avec plus d'urgence, d'être modernisée. A cet égard, la distinction traditionnelle entre le secteur privé sous contrat et le secteur public n'introduit aucune dichotomie dans nos analyses, qui concernent tous les jeunes de France.

Dans un monde complexe et souvent indéchiffrable, sollicité par des extrémismes naissants et exposé à toutes les violences de la concurrence, seuls des citoyens instruits sauront préserver l'équilibre politique de notre République et consentir aux nécessaires compromis sociaux. Certes, une monnaie forte, un système productif efficace sont des éléments essentiels de la prospérité d'un pays, mais au principe de toutes choses, bien en amont de l'économie et de la technique, c'est l'instruction et, on ne le dit pas assez, la culture, qui est l'enjeu primordial. Elle seule apporte aux individus les « lumières » qui les protégeront contre la tentation de l'angoisse ou du repli, et à la nation les instruments politiques, économiques, techniques qui lui permettent de construire son avenir. Elle fournit des armes efficaces dans la lutte contre le chômage et l'exclusion, même si l'éducation n'est pas directement à l'origine de ces grands maux sociaux. [...]

Les enquêtes auxquelles la commission a procédé, directement ou indirectement dans plusieurs pays étrangers [...], semblent indiquer que la situation chez nous n'est globalement ni meilleure ni pire qu'ailleurs. Toutefois, le prestige du savoir qui subsiste heureusement dans l'esprit de nos concitoyens et l'attente globale vis-à-vis de l'Etat propre à l'opinion française contribuent fortement à l'originalité de notre problématique.

La commission unanime résume tout malheureusement éducatif. Elle affirme qu'il est du devoir et de l'intérêt de la nation que tous ceux qui résident sur notre sol, jeunes ou adultes, quelle que soit leur origine, aient accès, pour valoriser leurs aptitudes, à toutes les sources du savoir : l'exclusion présente dans ce domaine la pire des injustices et le plus néfaste des gaspillages humains ; *a contrario* aucun investissement n'est plus rentable que celui qui bénéficie à l'éducation nationale, tant il est clair que, dans une compétition élargie aux dimensions du monde, la capacité de comprendre, d'apprendre en permanence, d'innover arbitraire entre les entreprises et les nations. C'est à l'Etat bien entendu de conduire cette politique, et c'est aux membres de la communauté éducative de la mettre en œuvre. Mais l'ampleur de la tâche, son urgence, sa complexité, posent un effort collectif de toute la nation et, au premier chef, des familles. [...]

La modernisation du système éducatif doit être désormais une action continue car il est en prise directe avec une société elle-même en mutation rapide. Ce phénomène ne date pas d'hier, mais s'est brusquement accéléré au cours des vingt dernières années en raison d'une explosion historique de la demande d'éducation : il n'y a guère d'institution publique, ou de firme privée qui ait connu, en si peu de temps, une telle expansion de son activité. L'école a assumé le défi et il faut rendre hommage aux maîtres dont l'intelligence et le dévouement à leur tâche ont permis au système d'échapper à la noyade. Au cours de ses nombreuses visites d'établissement ou de ses auditions, la commission a été frappée par la qualité exceptionnelle des ressources humaines dont dispose à tous les niveaux l'éducation nationale. Aucun projet de réforme de l'enseignement ne vaut s'il ne reçoit l'assentiment

des enseignants et de tous ceux qui, dans les établissements, coopèrent aux missions de formation. Il reste que cette révolution a laissé des traces et que l'école s'est soumise à satisfaire les objectifs éducatifs qu'elle s'est elle-même fixés. S'il est faux d'affirmer qu'elle est globalement en échec, elle connaît des échecs. Elle a gagné la bataille du nombre et continue facilement à exceller dans la formation des élites, mais l'impératif catégorique qui lui est aujourd'hui imposé est l'éducation des masses, c'est-à-dire de tout notre peuple, sans exclus, ni laissés-pour-compte. Ce résultat, elle ne l'atteint pas encore : un enfant sur sept ne sait pas vraiment lire et écrire à l'entrée en sixième, un enfant sur quatre au même âge est faible en arithmétique, beaucoup de collégiens peinent à l'entrée en seconde. Enfin, beaucoup d'étudiants s'enlisent dans les premiers cycles universitaires, même si le chiffre officiel de 40 % d'échecs après trois années de DEUG est

probablement exagéré. Les statistiques du ministère font état de 65 000 jeunes sur 725 000 de leur classe d'âge qui, chaque année, sortent du système éducatif sans aucun diplôme. C'est là un chiffre en lui-même déplorables, et pourtant certains analystes le mettent en doute. Assimilant à l'absence de diplôme l'acquisition d'un diplôme sans véritable valeur marchande, ils proposent de le quadrupler : ce serait donc, au total, une proportion considérable de jeunes Français dont l'école aurait manqué la formation initiale. Bien entendu, ces « échecs » représentent parfois des progrès par rapport au passé et surtout, lorsqu'ils existent, ils engagent la responsabilité de la société française dans son ensemble et des instances - familles, Eglise, associations - qui, naguère, la régulaient.

Il est clair que l'éducation nationale, contrairement à sa plus authentique tradition et au titre officiel dont elle s'enorgueillit, peine aujourd'hui à élever le niveau culturel du plus grand nombre : en clair les « mauvais élèves » sont majoritairement issus de familles défavorisées. Les handicaps sociaux ou affectifs perçus dès le cours préparatoire de l'école primaire sont quasi irréductibles ou en tout cas mal remédiés jusqu'à l'échec au baccalauréat. Dans le même temps, les grandes écoles recrutent toujours et, pour certaines, ces pourcentages croissent : dans les rangs des familles déjà consacrées par la fortune ou le savoir. Sauf miracle ou génie, pour être un excellent élève, rien ne vaut d'être fils de professeur, de médecin ou de cadre. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, certains « jeunes des banlieues » n'ont presque aucune chance de compenser, grâce à l'école, leur handicap de départ et, pis encore, le savent et le disent. L'écart s'est accru au cours des dernières décennies entre les premiers et les seconds, et s'il faut parler d'échec de la République à travers son école, c'est là où il se situe.

La commission tient donc à exprimer sa vive préoccupation devant l'incapacité du système scolaire à faire face à toutes les tâches qui, bon gré, mal gré, lui échoient en raison de l'évolution de la société et de la carence de certaines instances éducatives qui, en des temps plus sereins, assuraient avec elle la formation des citoyens. L'école ne peut suffire à tout, mais elle occupe une telle place dans les structures de notre pays, elle assume une telle responsabilité dans l'avenir de notre pays que sa modernisation mérite bien le sacrifice de quelques idées reçues et de positions traditionnelles de pouvoirs

qui sont inspirées par trois principes directeurs.

1) L'intérêt de l'enfant doit prévaloir sur tous les autres : ceux des adultes, enseignants, même parents, à plus forte raison éditeurs de manuels ou professionnels du tourisme. [...]

2) Priorité donc aussi au maître : le « pédagogue », qui, littéralement, prend un enfant par la main pour lui transmettre ce qu'il est, au moins autant que ce qu'il sait. Le gigantisme de la machine enseignante, son centralisme né du souci ancien et honorable de ne tolérer aucune inégalité - à la limite aucune particularité - parmi les jeunes citoyens de la République pèsent sur un poids accablant sur les enseignants si ceux-ci n'avaient à la lettre les instructions que la bureaucratie ne cesse de sécréter : heureusement, la plupart d'entre eux, attentifs avant tout à leur classe, ne s'en soucient guère. [...] L'éducation nationale fourmille d'innovations, mais c'est à peine si elles sont connues, à plus

quelques savoirs primordiaux, accessibles aux adolescents de seize ans à la fin de l'obligation scolaire, et dont l'acquisition doit être garantie à tous, quasiment sans exception. [...]

Le savoir primordial c'est, pour chacun, en très bref :

- lire, écrire, parler correctement et aisément le français ;
- calculer, connaître les figures et les volumes, être familier de la proportionnalité et savoir apprécier les ordres de grandeur ;
- se situer dans l'espace et le temps et d'abord dans son environnement immédiat ;
- observer les choses et les êtres vivants, construire et manipuler des machines simples ;
- éduquer son corps, cultiver sa sensibilité artistique ;
- acquiescer les comportements pratiques et faire sienne les valeurs qui sont au fondement de notre démocratie : respect de l'autre et de soi-même, solidarité avec tout homme et d'abord avec son concitoyen.

Il est aisé de constater que ces objectifs généraux, entendus dans leur plénitude, ne sont aucunement réducteurs par rapport aux pratiques actuelles, mais qu'ils se situent à un haut niveau d'exigence intellectuelle et morale. Ils assignent à l'école une obligation de résultat pour l'ensemble de la population scolaire, qu'elle ne parvient pas aujourd'hui à atteindre.

Il va aussi de soi que les « disciplines » sont le vecteur d'apprentissage indispensable de ces savoirs, de ces méthodes et de ces comportements primordiaux, à condition qu'elles ne soient pas utilisées d'abord pour elles-mêmes et surtout pas pour l'acquisition d'un savoir encyclopédique, mais comme une aide à l'acquisition des codes essentiels pour le développement de la personnalité et l'insertion dans le milieu social. Mais d'autres activités, considérées aujourd'hui comme ludiques (sports d'équipe, théâtre, travaux manuels, chorales, etc.) sont aussi de précieux auxiliaires pour la même fin. Il va de soi aussi que si un grand nombre des élèves pourra aller au-delà, et certains très au-delà des savoirs minima, l'école s'engage à tout faire pour qu'aucun enfant n'en soit exclu.

Sous la même rubrique « défense de l'enfance », la commission préconise aussi la bivalence des enseignants dans les deux premières années du collège à un niveau de compétence au moins équivalent à celui des professeurs « monovalents ». La sérénité des enfants, souvent perturbée par le passage d'un maître unique à une multiplicité de professeurs, trouvera son compte à ce resserrement des équipes pédagogiques. Loïn de correspondre à une régression, cette nouvelle bivalence, déjà consacrée largement par la tradition dans certaines matières (français, latin, grec ou histoire et géographie ou physique et chimie) enrichirait l'enseignement en illustrant très tôt pour de jeunes enfants l'intégration moderne des savoirs. Dans le même esprit, l'organisation à l'école primaire d'équipes éducatives formées de maîtres qui conjuguaient leurs compétences diverses permettrait d'atténuer le choc du passage au collège.

Les enseignements primordiaux

La commission constate avec regret, après beaucoup d'autres, l'effacement des programmes qui nui mécanisme ne paraît en mesure d'endiguer : c'est l'offre des disciplines doublée de l'impuissance des experts à réguler l'augmentation - réelle - des savoirs qui détermine aujourd'hui le volume des connaissances que l'enfant doit assimiler. L'école primaire elle-même est obsédée par le souci de munir les enfants, avant qu'ils ne s'émancipent, d'un ultime viatique, alors qu'elle n'est que le premier échelon d'une scolarité initiale qui s'étalera encore sur une dizaine d'années au cours desquelles les élèves auront le temps d'apprendre, d'oublier et de réapprendre encore. L'excès des matières enseignées exerce donc un effet de trop-plein qui conduit à pratiquer l'oubli plus encore que la mémoire et qui explique, au moins pour partie, les ignorances constatées dans des domaines essentiels dès l'entrée au collège et, plus tard, jusqu'au seuil de l'université.

La commission propose donc que l'élaboration des programmes soit confiée à des commissions indépendantes composées à l'image de la société dans son ensemble, où les parents, les maîtres, les pédagogues, aux côtés des éducateurs et des chercheurs et, pourquoi pas, les grands élèves et les étudiants auront leur place. Au rebours des pratiques actuelles, ces commissions s'interrogeront d'abord sur les objectifs éducatifs que la nation fixe à l'école. La mise en place des matières et des horaires viendra dans un second temps.

La commission s'est ainsi essayée, d'accord en cela avec beaucoup d'experts ou d'acteurs du système éducatif, à définir quel-

Les rythmes scolaires

À l'ÉCHELLE du parcours scolaire, les premiers pas de l'enfant à l'école primaire méritent une attention privilégiée, car il semble bien que beaucoup se jouent, et de manière quasi irréversible, dès la première enfance : à cet âge tout est possible, et il suffit d'assister à des activités de classe maternelle, de cours préparatoire ou de cours élémentaire, pour percevoir combien les jeunes enfants sont réceptifs à l'enseignement du maître. Quand les collégiens seront confrontés aux premiers troubles de l'adolescence et aux agressions de la vie sociale, il risque d'être trop tard. Que cette parenthèse heureuse dans le développement de l'enfant serve à l'ac-

quisition des mécanismes élémentaires qu'ils acquerront mieux que les adolescents et bien mieux que les adultes : l'expression écrite et orale, quelques pratiques artistiques et sportives, l'apprentissage de l'observation, de la création manuelle et de la sociabilité. Les connaissances abstraites et l'apprentissage des mécanismes logiques entreront plus tard dans les programmes qui, au départ, doivent être substantiellement allégés. Pour le début, seul importe qu'aucun enfant, pas un sur sept ou un sur quatre, ne manque le coche de la lecture, de l'écriture et du calcul. Il y faudra quelques moyens supplémentaires, mais ils seront moins onéreux que les lourds processus de remédiation qui devraient intervenir plus tard pour un résultat incertain.

C'est à l'école primaire que se pose aussi le problème de l'aménagement du temps scolaire, en raison à la fois de la sensibilité particulière des jeunes élèves au rythme du travail quotidien, et aussi de la nécessité de garder intact autant que faire se peut le lien de l'enfant avec sa famille. La commission a été témoin de beaucoup d'exemples de partage du temps scolaire entre les matinées plutôt consacrées à des exercices abstraits et les après-midi dévoués à des activités d'éducation de la sensibilité et du corps. Presque toujours, ces aménagements sont liés à une modification du rythme hebdomadaire et, partant, du régime de vacances annuelles.

Ces expériences fort variées sont très intéressantes et souvent passionnantes et sont susceptibles de renforcer l'égalité des chances. Elles méritent pour cette raison d'être conduites par priorité dans les zones sensibles et suivies sur une durée longue. Leurs résultats doivent être évalués d'après le seul critère qui vaille : ce que sont et ce que savent les enfants scolarisés dans des conditions différentes. Leur extension, souhaitable, et semble-t-il souhaitée par les parents, les élèves et les maîtres doit donc être subordonnée cependant au respect de quelques principes.

Les territoires français sont trop divers, quant aux populations, aux climats, aux modes de vie, pour qu'une règle uniforme puisse être envisagée : il n'est pas rare que dans la même commune les parents et les maîtres se prononcent pour des solutions opposées, en particulier quant à l'opportunité de libérer le week-end pour réduire à quatre jours, voire à quatre jours et demi, la semaine scolaire. Il importe donc de procéder pas à pas, après consultation des intéressés, et de compter davantage sur la vertu de l'exemple que sur celle de la réglementation. [...]

La meilleure organisation pour le bénéfice des enfants et la moins coûteuse est celle qui associe étroitement les familles, l'instituteur, pivot essentiel de la formation des enfants, et les intervenants extérieurs, afin de bien articuler le scolaire et le périscolaire. Cela suppose, et c'est souvent le cas, la mise en place, à l'école, d'équipes associant les compétences variées des instituteurs dans les domaines du sport et des arts et, bien entendu, une évaluation rigoureuse des aptitudes pédagogiques des intervenants extérieurs. Pour mieux associer les maîtres à l'animation des activités périscolaires, leur formation doit inclure une dominante ou une spécialité correspondant à une famille de pratiques sportives, artistiques ou autres. Dans certaines zones, pour éviter aux élèves de longs parcours automobiles et pour prolonger l'action éducative de l'école, les établissements seront invités à organiser des internats rénovés.

Enfin, l'aménagement de la journée et de la semaine n'est pas sans conséquence sur le rythme des vacances annuelles. Il faut en profiter pour réduire la double anomalie française d'un nombre record d'heures de classe comprimé dans un nombre minimum de jours scolaires. Les vacances sont trop longues, trop fréquentes, très mal réparties dans l'année, et il importe absolument d'en réformer l'organisation, sinon une fois pour toutes, du moins pour longtemps. [...]

La formation professionnelle et l'orientation

LA ENCORE, le tableau est contrasté. [...] L'école, jusqu'à une période récente, tout accaparée par la préparation des diplômes, se souciait peu de préparer à des emplois, forte d'un postulat implicite mais universellement régnant, selon lequel l'acquisition d'un diplôme initial garantissait l'acquisition d'un emploi, lui-même assuré pour la vie. Chacun sait maintenant que le monde rassurant du plein emploi et des structures stables a vécu, que le diplôme n'est pour les employeurs qu'un élément de choix parmi d'autres, que rien ne garantit leur valeur pérenne et qu'au surplus chacun a de bonnes chances de changer d'emploi plusieurs fois au cours de sa vie, qu'il a donc à nouveau à se former, à renouveler ou à actualiser les connaissances acquises au départ. Chacun le sait, mais il est temps pour le système éducatif d'en tirer pratiquement les conséquences. [...]

● L'orientation, entendue non comme une procédure autoritaire, mais comme une attention bienveillante et lucide au caractère propre de chaque individu, doit devenir davantage la priorité de l'école bien en amont du socle de classe, de hiérarchiser ou même de distinguer entre les bons élèves et ceux qui ne le seraient pas. Elle doit devenir la responsabilité affichée de tous ceux qui ont une responsabilité éducative. Il s'agit là plus de culture que de moyens, mais il reste que le nombre de conseillers d'orientation, qui doivent être mieux formés et devenir davantage « professionnels », tout en restant « psychologues », doit être augmenté, qu'ils doivent tous être attachés à un établissement et qu'ils doivent eux-mêmes disposer de beaucoup plus de temps pour s'informer sur le monde du travail et monter des partenariats avec des entreprises. Il faudrait aussi et peut-être surtout que les professeurs principaux, en liaison avec les conseillers, prennent pleine conscience de la responsabilité essentielle qui leur revient dans ce domaine et disposent du temps nécessaire dans l'année scolaire pour se former et conseiller les enfants et les parents. Il convient enfin que soient multipliées les procédures d'urgence pour ramener sur un rivage solide les enfants qui, à un moment ou à un autre, viendraient à perdre pied.

● Toute configuration scolaire uniforme, dans laquelle sont pour ainsi dire « cylindrées » les générations d'élèves sans échappatoire, devrait être réexaminée. A ce propos, il n'y a aucune raison pour que les décisions concernant les « redoublements », prises après mûre réflexion par les conseils de classe, soient annulées par d'expéditives commissions d'appel. Par ailleurs, on rencontre dans de multiples collèges des enfants manifestement rebelles à l'acquisition de connaissances abstraites, et qui pécinent

L'école doit cesser de s'essouffler à courir derrière les demandes des entreprises [pour prétendre] « coller » à des spécialités, aussi vite périmées qu'elles sont mises en place

sans aucun profit pour eux-mêmes dans des classes dont ils ralentissent la progression. Sans remettre en cause le principe du collège unique, il faut élargir la pratique des dispositifs préparatoires à l'apprentissage accessibles dès l'âge de quatorze ans et qui peuvent déboucher, soit sur un retour éventuel, si les conditions en sont remplies, à l'enseignement général.

● Dans ce contexte, il ne suffit pas de prôner la mise en place d'une grande voie professionnelle, il faut l'intégrer à tout le système d'enseignement en commençant

par les formations les plus prestigieuses. [...] L'alternance, c'est-à-dire la mise en situation de responsabilité professionnelle de grands adolescents ou de jeunes adultes est un moyen efficace d'aider à mûrir une génération qui a parfois tendance à s'attarder dans le confort de l'enfance. L'apprentissage sous contrat de travail est une voie privilégiée, car elle engage davantage vis-à-vis l'un de l'autre patron et apprenti et a donc plus de chance de conduire à une embauche définitive. Mais s'il est souhaitable que le nombre d'apprentis ou, pour mieux dire, « d'étudiants salariés », augmente, il est en même temps nécessaire que l'offre d'accueil en alternance sous statut scolaire dans les entreprises soit développée et adaptée. Toutes formes d'alternance confondues, ce sont deux millions de postes de formation en entreprises qui devraient être annuellement disponibles pour une durée moyenne de quatre mois. [...]

L'école et l'entreprise doivent clairement définir leurs vocations : la première doit cesser de s'essouffler à courir derrière les demandes des entreprises, multipliant à l'infinité les filières de brevet d'enseignement professionnel, de baccalauréats professionnels ou de brevets de techniciens supérieurs, prétendant « coller » à des spécialités aussi vite périmées qu'elles sont mises en place. Il est plus conforme à la vocation et aux aptitudes de l'enseignement public de se limiter à un nombre raisonnable de grands référentiels, mais surtout d'assurer à tous les enfants la formation générale et technologique préalable à l'acquisition d'un métier. L'entreprise aura la responsabilité de compléter cette formation de base par une vraie spécialisation professionnelle ajustée aux réalités du moment.

Enfin, l'Etat [...] doit prendre sa part de l'effort qu'il demande aux entreprises en substituant aux contrats emploi solidarité, dans lesquels beaucoup d'administrations, de collectivités territoriales ou d'établissements publics trouvent un moyen commode d'utiliser aux moindres frais une main-d'œuvre non qualifiée et qui le restera, de véritables contrats d'apprentissage, dont certains devraient déboucher sur une embauche.

L'université

LA COMMISSION, particulièrement attentive aux châteaux de cartes du système éducatif, considère que le premier cycle des universités est pour un nombre considérable d'étudiants un lieu de piètement et d'échec. Certes, les pourcentages officiels d'insuccès aux examens, de l'ordre de 40 % des candidats, ne sont qu'indicatifs et probablement exagérés en raison de l'incapacité, coupable, de nombreuses universités à suivre le destin des étudiants qui, comme on le dit dans le jargon déploré mais significatif de certains professeurs, « s'évaporent ». C'est-à-dire sont perdus de vue. En fait, beaucoup changent de filière et réapparaissent en des points inattendus de la carte scolaire ou professionnelle. Il est néanmoins vrai que le système scolaire ne parvient pas à ajuster dans leur diversité offre et demande de formations supérieures et qu'il s'ensuit une perte considérable de moyens et de temps. En fait, les diplômés d'études universitaires et générales et surtout les DEUG littéraires, sont, pour beaucoup, le lieu d'aboutissement indifférencié d'études menées sans grande information, vocation, ni conviction, ou plutôt portées par un système secondaire qui a supprimé en cours de route la plupart des occasions de retour sur soi-même et de mise en question.

Le baccalauréat, premier grade universitaire, subit une telle dénaturation qu'il tiendra un aussi grand rôle dans l'imaginaire collectif des Français. La commission recommande en tout cas d'y élargir la part du contrôle continu, qui fonctionne déjà efficacement dans les baccalauréats professionnels, et d'en décentraliser l'organisation. Il importe surtout que chacun prenne conscience de ce que représente le succès à l'examen s'il n'est pas le marche-pied pour une formation supérieure correspondant aux vrais acquis personnels et scolaires obtenus par le lauréat. C'est son caractère de passeport pour l'échec initial à l'université dans trop de cas qui justifie la mise en place d'une orientation bien tempérée mais exigeante, aussi précoce que possible.

La commission, faut-il le répéter, se félicite qu'un nombre croissant d'étudiants poursuivent des études au-delà du baccalauréat et ne proposent aucune réforme de structure, mais seulement les aménagements suivants, qui s'inspirent d'expériences déjà engagées ici ou là.

● L'orientation, conçue comme une composante permanente de l'acte d'enseigner, doit devenir une démarche décisive pour le choix d'une activité professionnelle, et donc de la voie qui y conduit, dans les premières années du lycée, dès avant la terminale, dont l'horizon est entièrement occupé par la perspective du baccalauréat. [...]

La commission a dû constater l'indigence navrante des universités françaises en moyens matériels et administratifs. Il est vain de proclamer la vocation scientifique de l'enseignement supérieur si l'on continue à tolérer les conditions [actuelles] de fonctionnement des bibliothèques universitaires

● S'il est toujours vrai que les universités ont pour vocation d'adosser l'enseignement à la recherche, force est de constater que beaucoup d'étudiants, hic et nunc, sont incapables d'aborder avec profit un enseignement de haute spécialité auquel ils sont mal préparés. Il leur manque les connaissances de base, l'autonomie intellectuelle et la formation méthodologique qui seules permettent de construire un projet personnel de formation universitaire. L'encadrement de ces jeunes étudiants doit à tout prix être renforcé dans les filières où il s'impose, par le recours, déjà largement entamé, à des professeurs déjà engagés eux-mêmes dans un projet de recherche ou prêts à s'y engager, et que l'université aidera à réaliser leur projet. Ils assureront la remise à niveau de ces « nouveaux commencent » que sont parfois les étudiants. Contrairement à l'ancienne propédeutique et aux actuelles classes préparatoires, encore trop généralistes, les DEUG devraient être, au moins en première année, regroupés en grandes spécialités, littérature, histoire, philosophie par exemple, biologie, chimie, physique, mathématiques, ou bien droit et sciences économiques. Les étudiants y trouveraient avec l'acquisition de la culture générale de leur discipline, une base solide en vue de leur spécialisation ultérieure, et éventuellement une facilité pour rebondir si leur choix initial se révèle erroné.

La gestion du système éducatif

C'EST LÀ L'ÉLÉMENT-CLÉ de toute modernisation. Pour mieux assurer sa mission, intangible, de service public, l'administration de l'éducation nationale doit d'abord réformer ses propres méthodes de gouvernement.

Au cours des décennies, l'école a connu bien des réformes, les programmes ont changé, les méthodes d'enseignement ont évolué, le nombre d'élèves surtout s'est démesurément accru, mais les structures de l'éducation nationale sont restées curieusement archaïques. [...] Le contraste est frappant entre les formes modernes d'organisation qui privilégient les liaisons transversales, l'évaluation, la circulation permanente des informations, la responsabilité des acteurs de terrain, l'émulation et, par contraste, l'organisation actuelle du système éducatif, verticale, centralisée, rigide, anonyme, et en même temps, par un invincible retour des choses, opaque et souvent aléatoire. Les lussards de jadis, dociles aux commandements des autorités de la République,

Vingt et un membres

● A l'origine, la commission Fauroux était composée de vingt-quatre membres. Deux d'entre eux, le philosophe Michel Serres, membre de l'Académie française, et le physicien Jacques Prost, n'ont jamais siégé. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, a été nommé au Conseil constitutionnel. ● Roger Fauroux a été ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire du gouvernement Rocard. Ancien PDG du groupe Saint-Gobain, il fut également directeur de l'ENA. ● Les autres membres de la commission sont : René Blanchet, recteur d'académie ; Michel Bon, président de France Télécom ; Yves Botin, inspecteur d'académie ; Hugonette Bouchard, ancien ministre ; Françoise Cachin, directrice des Musées de France ; Jean-Claude

vélait erroné. Par ailleurs la commission recommande que de nouvelles formations technologiques courtes non sélectives soient créées, et que les IUT soient appelés à ouvrir plus largement leurs portes.

● Les universités devraient pouvoir organiser leurs structures d'enseignement en toute liberté et la commission préconise que soient considérablement élargies leurs marges de liberté bien chichement mesurées si on les compare à leurs homologues étrangères. Pourquoi ne pas les laisser libres, au-delà de leurs contrats pluriannuels avec l'Etat, de traiter avec les collectivités territoriales et les entreprises, de disposer à leur gré de leurs ressources à l'intérieur d'une dotation globale définie par l'Etat, de recruter en toute liberté leurs enseignants-chercheurs sous réserve que ceux-ci aient satisfait aux critères d'excellence définis sur le plan national et de veiller à ce que leur efficacité pédagogique soit périodiquement évaluée en même temps que leur fécondité scientifique ? Pourquoi ne pas faire entrer en ligne de compte les appréciations des étudiants, comme on le pratique dans le monde anglo-saxon et dans beaucoup d'institutions universitaires françaises ? Pourquoi ne pas les laisser prendre le risque de créer de nouvelles filières d'enseignement, sous réserve d'évaluation ultérieure, plutôt que de les soumettre à une procédure d'évaluation a priori si lourde que, dans certaines disciplines évolutives, le savoir est périmé sitôt installé dans les chaires ? [...]

Enfin, la commission a dû constater l'indigence navrante des universités françaises en moyens matériels et administratifs. Il est vain de proclamer la vocation scientifique de l'enseignement supérieur si l'on continue à tolérer que les conditions de fonctionnement des bibliothèques universitaires, pauvres entre les pauvres par comparaison à leurs homologues allemandes ou québécoises, pour ne citer que deux pays proches de nous par la culture, excluent de fait une partie des étudiants de tout contact avec la recherche.

La gestion du système éducatif

C'EST LÀ L'ÉLÉMENT-CLÉ de toute modernisation. Pour mieux assurer sa mission, intangible, de service public, l'administration de l'éducation nationale doit d'abord réformer ses propres méthodes de gouvernement.

Au cours des décennies, l'école a connu bien des réformes, les programmes ont changé, les méthodes d'enseignement ont évolué, le nombre d'élèves surtout s'est démesurément accru, mais les structures de l'éducation nationale sont restées curieusement archaïques. [...] Le contraste est frappant entre les formes modernes d'organisation qui privilégient les liaisons transversales, l'évaluation, la circulation permanente des informations, la responsabilité des acteurs de terrain, l'émulation et, par contraste, l'organisation actuelle du système éducatif, verticale, centralisée, rigide, anonyme, et en même temps, par un invincible retour des choses, opaque et souvent aléatoire. Les lussards de jadis, dociles aux commandements des autorités de la République,

Casanova, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Pauline Constant, romancière, professeur d'université ; Michaël Delafosse, étudiant en histoire ; Jean Drucker, président de M 6 ; Danièle Fouache, responsable du programme pédagogique de l'Opéra national de Paris ; Marc Fumaroli, membre de l'Académie française ; Adrien Gouty, sénateur (RPR) de Haute-Loire ; Jacques Julliard, directeur-adjoint du *Nouvel Observateur* ; Dimitri Lavroff, professeur d'université ; Wolf Lepenies, université de Berlin ; Francis Mer, président du groupe Usinor-Sacilor ; Pierre Rosauvallon, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; Gérard Saillant, professeur de chirurgie orthopédique et de traumatologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ; Dominique Schnapper, sociologue ; Jean-Christophe Yoccoz, mathématicien.

blique, sont devenus un peuple d'artisans, aussi valeureux que leurs ancêtres, mais isolés chacun dans sa classe et portés par le seul attachement à leur métier ; et, à l'inverse, le « ministère » se manifeste à eux surtout par sa pesanteur, rarement par son soutien. [...] Il est urgent de donner aux acteurs du terrain plus de liberté, plus de responsabilité ou simplement plus de considération. [...]

La redistribution des pouvoirs, que la commission recommande avec insistance, est certainement onéreuse en termes d'organisation et peut-être d'amour-propre et de pouvoir, mais, sur le plan budgétaire, elle ne coûte pas un sou.

Les structures de direction de l'administration centrale ont paru à la commission, comme à beaucoup d'analystes avant elle, compartimentées, structurellement conflictuelles et pour partie indéchiffrables : l'absence surprenante d'une direction de la pédagogie, l'insuffisance, encore plus surprenante, de vrais moyens d'évaluation autre que statistique et globale, la séparation - sauf pour l'enseignement primaire - entre l'administration des moyens et la gestion des personnes (qui souvent n'inclut pas la formation), la place médiocre réservée dans les organigrammes à la formation professionnelle, conduisent, quel que soit le talent des personnes, à un gaspillage considérable d'énergie et à un abandon relatif des responsabilités politiques qui incombent à une administration centrale. [...]

Le ministère devrait donc consacrer à cinq tâches essentielles transversales par rapport aux divers ordres d'enseignement :

- l'élaboration des statuts et des principes d'utilisation des ressources humaines, à l'exclusion de toute intervention directe dans la gestion de leur carrière ;
- l'innovation pédagogique, l'évaluation, et la réflexion prospective ;
- l'organisation générale des programmes, des examens et des rythmes scolaires ;
- le pilotage de l'enseignement supérieur, l'enseignement et l'insertion professionnelle ;
- l'administration générale et budgétaire.

Il va de soi que les directions correspondantes, en ce qui concerne particulièrement les programmes, les rythmes scolaires et l'insertion professionnelle, devraient être entourées de conseils composés aux côtés des enseignants, de représentants de la société civile et économique.

Etant donnée l'importance primordiale de l'évaluation, la commission préconise la création d'un haut conseil de l'école, indépendant du ministère, composé de représentants de la société politique, civile et économique et qui rendrait compte chaque année au président de la République et aux assemblées de l'état du système éducatif et du progrès des réformes entreprises. Il disposerait en tant que de besoin de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère et des corps d'inspection. Pour garantir sa totale indépendance, cette direction, à l'imitation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, devrait être constituée en établissement public.

La gestion directe des personnels, y compris des professeurs certifiés et des chefs d'établissement, leur recrutement, leurs mutations et leur formation, seraient dévolus aux recteurs d'académie. Dans la distribution générale des pouvoirs en France depuis les lois de décentralisation, l'académie est le lieu pertinent de transfert des responsabilités aujourd'hui détenues par le ministère. Le corps des agrégés, numériquement très minoritaire, pourrait rester interactif en raison en particulier de sa mission à la charnière entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Il convient bien entendu de veiller à ce que la mise en place de « barèmes » nationaux rigides ne vienne pas dans les faits rogner ou annuler la marge de décision du recteur dans la gestion des personnels. Le recteur doit assurer une responsabilité particulière dans les zones difficiles, de plus en plus nombreuses, qu'elles soient homologuées ou non comme zones « d'éducation prioritaire ». Ce sont les meilleurs professeurs, les plus expérimentés dans la conduite de leur classe, les plus experts dans leur discipline, qui devraient y être affectés, et non, comme c'est encore trop souvent le cas, de jeunes enseignants frais émoulus de leur concours, qui y effectuent leur baptême du feu. [...]

Quel que soit l'avenir du baccalauréat, la commission pense que son organisation est aujourd'hui trop vaste et trop complexe pour continuer à être gérée sans risque de fraude ou d'erreur à l'échelon national. Sans qu'il ne perde rien de sa légitimité nationale, sa gestion devrait être entièrement confiée aux académies. Il serait souhaitable aussi que les notes scolaires soient mieux prises en compte, et les épreuves allégées.

Dans le même mouvement, le recteur recouvrerait [...] un rôle éminent dans l'évaluation des établissements et des enseignants, incluant l'identification, l'expertise et la diffusion des innovations pédagogiques. [...]

L'établissement scolaire et son équipe dirigeante représentent aux yeux de la commission un autre échelon-clé du système éducatif, la qualité d'un proviseur ou d'un principal déterminant largement celle du lycée ou du collège.

La commission formule [les] recommandations [suivantes] :

- l'élargissement de l'autonomie des établissements en ce qui concerne non seulement l'utilisation des moyens budgétaires mais aussi l'action pédagogique. L'établissement pourrait ainsi, dans une limite indicative de 20 %, modifier les programmes et les horaires des classes en fonction des besoins locaux ;
- la dévolution explicite au chef d'établissement de la responsabilité globale, à la fois pédagogique et administrative de son lycée ou de son collège, à charge pour lui de constituer de vrais équipes pédagogiques et de les faire participer effectivement à sa mission d'animation. Pour permettre la stabilité de ces équipes et garantir la réalisation du projet d'établissement, il conviendrait de généraliser l'expérience de « postes à profil » engagés dans les zones d'éducation prioritaires. La commission sou-

haiterait par ailleurs que le chef d'établissement, en étroite liaison avec le corps enseignant, coopère avec le rectorat et les inspecteurs pédagogiques régionaux dans la définition des postes et dans la nomination des professeurs, et qu'il puisse procéder, en accord avec eux, à une évaluation des résultats de leur travail. Dans les cas extrêmes où un professeur ne répondrait pas ou ne répondrait plus aux exigences de ses fonctions, une évolution de carrière dans des tâches moins exposées devrait permettre de régler ce problème en accord avec l'intérêt et avec le recteur. Par ailleurs, la position du chef d'établissement se voit également non diminuée mais renforcée, si la présidence du conseil d'administration, comme c'est le cas dans l'enseignement agricole, était confiée à une personnalité extérieure à l'établissement. [...]

L'école a connu bien des réformes, le nombre d'élèves s'est démesurément accru, mais les structures de l'éducation nationale restent curieusement archaïques

La commission a tenu à joindre en annexe de ce rapport le catalogue impressionnant par sa variété et par sa qualité, des innovations organisationnelles ou pédagogiques dont elle a eu connaissance tout au long de ses nombreuses visites sur le terrain. Il témoigne, en dépit de l'anxiété des structures, de l'extraordinaire vitalité d'équipes éducatives partout agissantes, qu'il faut libérer de contraintes inutiles, soutenir et encourager. L'école idéale, elle existe déjà : nous l'avons rencontrée à travers toutes ces expériences, malheureusement dispersées, qui se dessinent à travers la France.

Ce sera le leitmotiv de ce rapport : l'école souffre d'un crédit injuste aux yeux de l'opinion, qui en fait souvent le bouc émissaire de ses propres erreurs ou projette sur elle ses angoisses. Il incombe à chacun et à tous, plutôt que de s'ériger en juge, de faire avec elle cause commune.

Roger Fauroux

صباحنا من العمل

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 21 JUIN 1996

ÉNERGIE Les quinze ministres européens de l'énergie s'appellent à signer un accord liant le marché de l'électricité, jeudi 20 juin à Luxembourg, visant à ouvrir les marchés à la concurrence. Le texte

propose une ouverture plus grande que la France ne le souhaitait, mais Paris s'y est rallié. **● CETTE DÉREGLÉMENTATION** va permettre aux gros consommateurs de se fournir

auprès d'un électricien de leur choix. **● LA DIRECTIVE** devra passer dans le droit français d'ici à 1998. **● L'ENTREPRISE PUBLIQUE EDF** est déstabilisée au même moment. La

confiance des salariés dans la direction est au plus bas, tandis que le pouvoir syndical se renforce. Emplois, salaires, déroulement de carrière, statut... tout est sujet à inquié-

tude et insatisfaction. **● ALAIN JUPPÉ** a cru devoir réaffirmer dans une lettre au président d'EDF, Edmond Alphandéry, que le statut des salariés ne changera pas.

EDF apparaît déstabilisée au moment où Bruxelles ouvre le marché de l'électricité

Les salariés s'inquiètent pour leurs emplois et leur devenir. Un fossé se creuse entre la base et la hiérarchie. Les Quinze devaient décider, jeudi 20 juin, de la fin des monopoles en Europe. Les consommateurs industriels vont pouvoir faire jouer la concurrence

AU MOMENT où les quinze ministres européens de l'énergie s'appellent à signer un accord liant le marché de l'électricité, jeudi 20 juin à Luxembourg, l'entreprise EDF apparaît déstabilisée. Habitée depuis un demi-siècle au pouvoir, l'opérateur public doit désormais lui obéir et prendre acte de ce qu'il a décidé, à la stupeur de l'entreprise et de ses dirigeants, une ouverture de l'électricité européenne à la concurrence. La potion est d'autant plus amère que l'accord mis en route par les Français et les Allemands est finalement beaucoup plus libéral que tous les compromis espérés. Il ne correspond en rien aux discours rassurants, tenus pendant des années et encore tout récemment, par les pouvoirs publics et la direction de l'entreprise.

UN BILAN INQUIÉTANT La position française a été arrêtée le 23 avril lors d'une réunion interministérielle à Matignon. Edmond Alphandéry, ancien ministre de l'économie dans le gouvernement d'Edouard Balladur, devenu président d'EDF, espérait une ouverture limitée et contrôlée du marché. Le premier ministre, Alain Juppé, lui signifia que le débat était tranché dans l'autre sens. La seule mission incombant au président d'EDF restait d'expliquer au personnel la nouvelle version de la directive. « Il est revenu ce soir-là tout démonté », se souviennent certains de ses proches, et « ce d'autant plus qu'à aucun moment il n'avait

été entendu ». Conformément aux instructions gouvernementales, des rencontres ont été organisées chez EDF. La première, réunissant plus de six cents responsables, eut lieu dès le 2 mai à Paris.

« Les chefs d'unité ont compris ce jour-là qu'une page était définitivement tournée », raconte un participant. A charge désormais aux chefs de centre de relayer la

nouvelle stratégie. Tâche ardue, car fortement contrebalancée par le discours des syndicats, principalement la CGT, prônant un démantèlement de l'entreprise.

Le bilan est aujourd'hui inquiétant. « La confiance dans la direction générale continue de s'émousser » (voir ci-dessous), indique une enquête faite pour l'état-major à la fin du mois de mai et révélée par la CFDT. « Elle apparaît de

moins en moins comme un acteur crédible et influent sur le dossier européen. La direction générale est perçue par certains comme l'incarnation des décisions gouvernementales (...). Pour les agents interrogés, l'image du président se révèle aussi négative, car il incarne les valeurs du gouvernement. »

C'est sans doute parce qu'il a pris conscience de cette grave dégradation qu'Alain Juppé a cru devoir réagir, mercredi 19 juin, à la veille du sommet européen, en envoyant une lettre à Edmond Alphandéry (voir ci-contre). Rien n'obligeait pourtant le premier ministre : le mandat d'Edmond Alphandéry, commencé en décembre 1995, s'achève dans trois ans.

« Avant, le président d'EDF était considéré comme le véritable ministre de l'électricité en France. Aujourd'hui, nous avons un ancien ministre à la tête de l'entreprise, mais le pouvoir s'est déplacé. L'Etat a repris ses prérogatives », déplore un syndicaliste. Car le gouvernement a rappelé qu'il était l'unique décideur des orientations stratégiques, mais il s'intéresse aussi à la gestion.

REPRISE EN MAIN Le contexte s'y prête. Depuis la moitié des années 80, le paysage énergétique français est marqué par la fin de l'équipement en centrales nucléaires. Leur renouvellement n'interviendra pas avant 2010. La demande d'électricité est décroissante. Marcel Boiteux, qui fut pendant dix-sept ans l'incriminé directeur général, puis président, est parti en 1987. De

puis cette date, l'Etat a multiplié, avec plus ou moins de succès selon les présidents d'EDF en place, les tentatives de reprise en main.

EDF cherche de nouveaux débouchés, hors des frontières et dans d'autres domaines. Observée à la loupe par l'actionnaire, cette stratégie est parfois mise en échec. Quand EDF a voulu se lancer dans les services dans l'Hexagone (voierie), le ministère de

l'Industrie a bloqué l'initiative, craignant une fronde des entreprises des secteurs convoités par l'électricien. De même, aucune prise de participation hors de France ne peut se faire sans l'aval du Trésor, qui les freine toujours et parfois les interdit. Ainsi, au mois de mai, la direction internationale d'EDF a eu le plus grand mal à obtenir le feu vert pour un investissement au Brésil.

Alain Juppé communique sa stratégie à Edmond Alphandéry

« L'ÉVOLUTION des négociations avec nos partenaires européens m'amène à vous indiquer que l'adoption d'une directive concernant le marché intérieur de l'électricité est aujourd'hui possible », écrit Alain Juppé à Edmond Alphandéry le 19 juin.

« Je tiens à vous confirmer qu'il ne s'agit pas d'être question de modifier le statut de l'entreprise ou celui des salariés. L'engagement de l'Etat sur ce point ne variera pas. EDF restera une entreprise publique à 100 % et son personnel conservera le statut des industries électriques et gazières. Le gouvernement est aussi déterminé à préserver l'efficacité du système électrique français en confirmant EDF dans ses missions de service public et dans sa situation d'entreprise d'Etat

à caractère intégré. Dans le cadre de la directive, « une refonte des tarifs d'EDF sera prochainement mise en œuvre pour permettre à l'entreprise d'affronter la concurrence. Le gouvernement veillera à ce que cette refonte assure une meilleure prise en compte de la structure des coûts. Elle devra par ailleurs permettre une évolution des prix favorables aux consommateurs domestiques. »

Évoquant le futur contrat de plan entre l'Etat et EDF, le premier ministre tient à ce que l'entreprise réussisse son développement international. Il verra à ce que soit fixé « de manière stable les relations financières entre l'Etat actionnaire et l'entreprise. »

Convenant qu'EDF a « des atouts pour conforter sa place qui est la sienne en Europe » et qu'un cadre plus ouvert constitue une chance à saisir, « le gouvernement vous renouvelle sa confiance pour mener à bien cette évolution. »

SUD-Energie à Montpellier

Un syndicat SUD (Solidaires unitaires et démocratiques) vient d'être créé chez EDF à Montpellier. Pour la deuxième fois, comme chez GEC-Alsthom, à Belfort, les syndiqués à l'origine de la création de cette nouvelle organisation ne sont pas issus de la CFDT, mais viennent de la CGT.

Parmi les six syndicats CGT au départ de cette initiative, deux appartiennent au GNC, le groupement national des cadres de la CGT, affilié à l'UGIC (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens).

Si cet événement garde une portée limitée pour la CGT, qui a recueilli près de 55 % des voix aux dernières élections professionnelles, il constitue un avertissement. C'est un second « exemple type » qui montre que le syndicalisme développé par la CGT ne correspond pas aux nouvelles attentes des techniciens et des jeunes syndiqués.

LIENS DANGEREUX

De manière symbolique, l'abandon du projet de ligne à haute tension reliant la France à l'Espagne en février 1996 a été ressenti comme une humiliation au sein de l'entreprise. La préférence donnée par Alain Juppé aux thèses écologistes par rapport à la logique économique a dérouter les agents. Un désaveu perçu comme le premier revers infligé à Edmond Alphandéry.

En prenant la présidence de l'entreprise, l'ancien ministre avait fait du développement international l'une de ses priorités. Ses liens politiques avec le gouvernement en place étaient alors présentés comme un atout pour l'entreprise publique. Six mois plus tard, ses relations sont perçues comme une faiblesse par les salariés. La discrétion de la direction depuis plusieurs mois confirme implicitement la restriction de sa marge de manœuvre face à sa tutelle. Son silence contribue au malaise dans l'entreprise révélée lors des grèves de décembre.

Dominique Gaillois

La directive devrait prévoir une ouverture plus grande que ne le souhaitait la France

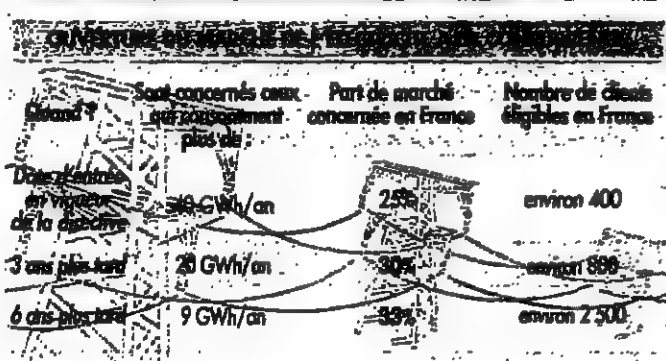
HORMIS un coup de théâtre de dernière minute, un accord sur l'ouverture du marché européen de l'électricité devait être trouvé, jeudi 20 juin, lors de la réunion des quinze ministres de l'énergie à Luxembourg. Après neuf ans de discussion sur la directive nécessaire selon les mécanismes bruxellois, les pays membres devaient s'entendre sur un compromis élaboré à partir d'un texte franco-allemand intégré dans le projet de la présidence italienne. Puis les Etats devaient, d'ici à 1998, assurer la transposition de cette directive dans leur droit national.

Le principe retenu est d'ouvrir le marché à la concurrence pour les consommateurs de plus de 40 gigawattheures dès la publication au Journal officiel des Communautés, ce qui représente environ 20 % du marché. Ces utilisateurs « éligibles » (en général des industriels) auront le droit de se fournir auprès d'un autre électricien qu'EDF. En l'espace de six ans, le seuil baissera ensuite par deux fois pour tomber à 20, puis à 9 gigawattheures, soit environ 30 % du marché. Après cette ouverture progressive et après un délai de trois ans, la Commission se réunira à nouveau pour envisager la suite de la dérégulation.

« Nous aurions préféré des étapes plus courtes et une ouverture plus importante, mais le moment est venu de conclure », soulignait Chirios Papoutsis, commissaire européen à l'énergie, dans un entretien aux Echos le 14 juin. Mais la France freinait cette grande ouverture.

Le ministre de l'Industrie Franck Borotra a avancé, devant les sénateurs le 13 juin, trois arguments pour une adoption rapide d'un compromis. Côté pénal d'abord, la France fait l'objet d'une plainte devant la Cour de justice des Communautés européennes contre son monopole d'importation et d'exportation de l'électricité. Une condamnation « risque de conduire à une contestation du monopole du transport et de la distribution d'électricité ». Tactiquement ensuite, le compromis des Quinze reconnaît, comme le deman-

Liberté d'achat pour les industriels



de la France, la coexistence de deux systèmes : l'ATR (accès des tiers au réseau), voulu par les pays libéraux comme l'Allemagne, et l'acheteur unique, revendiqué par les Français, permettant une ouverture maîtrisée du marché. Enfin, le troisième argument concerne EDF : « La mise en œuvre de la directive facilitera ses exportations vers les autres pays de l'Union. »

Pour Franck Borotra, la directive conduira « à la coexistence d'un service public, placé sous la responsabilité totale d'EDF (comportant 29 millions de consommateurs domestiques), et d'un secteur de consommateurs éligibles, qui devrait atteindre au plus 30 % du marché et concerner 2 000 à 3 000 consommateurs industriels ».

Des garanties vont être données à EDF pour continuer d'assurer sa mission de service public, mais de nombreux points restent à régler. L'instauration, d'abord, d'un régulateur chargé de surveiller la formation des prix. Si le gouvernement semble partisan d'une structure dépendant du ministère de l'Industrie, les organisations syndicales souhaitent que cet organisme soit plus ouvert. Ce thème sera abordé lors de la transposition en 1998 de la directive en droit français. Compte tenu des élections législatives cette année-là, les Français ont deux solutions : opter pour un débat rapide à l'automne ou demander un report d'un an à la

Commission pour éviter que ce débat n'interfère dans la campagne électorale. Cette deuxième solution semblait avoir la préférence des pouvoirs publics.

D. G.

Une crise de confiance à l'égard de la direction traverse toutes les catégories de personnel

UNE EUROPE MENAÇANTE, un président parachuté, une direction générale perçue comme faible et divisée... Si l'on en croit divers sondages et analyses internes, la direction d'EDF aura fort à faire pour remobiliser les agents et redresser en interne son image catastrophique.

Dans l'« état de l'opinion interne », enquête réalisée du 27 mai au 3 juin par la direction de la communication et divulguée par la CFDT, on peut lire que « la confiance dans les syndicats revient en force », contrebalançant l'amenuisement de la confiance dans la direction générale.

Emplois, salaires, déroulement de carrière, fossé avec les cadres et la hiérarchie, statut... tout est sujet à inquiétude et à insatisfaction. Selon cette enquête, « aujourd'hui, EDF n'assume plus en tant que service public son rôle d'employeur. Les

départs en retraite sont à peine remplacés et, lorsqu'elle embauche, il s'agit généralement de CES ou d'intérimaires, ou, mieux encore, d'appel à des prestataires extérieurs. »

DES AMBITIONS CONCURRENTES

Tout aussi critique était le rapport remis en décembre 1995 à la direction par Pierre Le Gorrec, inspecteur général. « La crise de confiance qui traverse toutes les catégories de personnel (...) est très grave. Cela se traduit par une décohésion, une démotivation, un repli sur soi ou sur une recherche de certitudes », écrit-il d'embellie. Selon lui, « le message des directions manque de clarté, de volonté, d'homogénéité, de vision et de rigueur. A vouloir rassurer à tout prix, on suscite la crainte d'être manipulé ou l'on est démenti ; à tergiverser, on alimente la méfiance ; à tenir des

discours différents, on crédibilise les syndicats en général et le syndicat majoritaire en particulier (...). Le personnel réclame plus de discipline au sein même de l'équipe dirigeante, qui est perçue comme un ensemble hétérogène aux ambitions souvent concurrentes », n'hésite-t-il pas à affirmer.

Dans cette crise, l'Etat porterait sa part de responsabilité : « Les esprits restent marqués par des décisions de la direction générale n'ayant pas été acceptées par les pouvoirs publics (activités nouvelles ou internationales) et des prises de positions autoritaires de l'Etat (TV). Ces exemples laissent une interrogation soit sur le pouvoir réel des dirigeants, soit sur leur lucidité. »

POTENTIEL DE MOBILISATION

La situation n'est pourtant pas désespérée. Au contraire. Pour Pierre Le Gorrec, les agents sont attachés à l'entreprise et savent que les changements sont inéluctables. « Le personnel a un potentiel très fort de mobilisation » et « EDF a tous les atouts pour devenir en l'an 2000 le premier groupe industriel européen de service public ».

Mais cela nécessite deux changements : la direction doit être unie - « il s'agit là d'un point de cohésion essentiel » - et doit afficher le respect de « règles fondamentales » que sont, à ses yeux, la finalité de l'entreprise EDF, « facteur de progrès ».

Cette finalité s'accompagne d'une éthique d'entreprise, « qui s'appuie sur la transparence », et d'une éthique sociale, « qui regroupe une certaine conception du service public élargie à l'intérêt général collectif ». Rudes tâches pour une direction qui n'a même pas eu, début juin, l'autonomie suffisante pour négocier seule un banal accord d'intéressement.

Frédéric Lemaître

ELANCIEL

Sicav actions françaises éligible au PEA

Dividende Exercice 1995-1996 : le conseil d'administration de la Sicav ELANCIEL, réuni le 10 mai 1996, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1996 et a proposé de fixer à 2,59 francs le dividende net par action.

Décomposition du dividende net, en francs :
Actions françaises : 2,50
Obligations françaises non indexées : 0,09

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 25 juin et mis en paiement le 27 juin 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 27 septembre 1996).

CRÉDIT D'IMPÔT : selon la réglementation fiscale, le crédit d'impôt unitaire sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions en circulation à cette date.

Valeur de l'action au 29.03.1996 : 126,08 francs.

Gestion : SOGEPSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

Le conseil de la concurrence surveille les monopoles de services publics

PLACÉ AU CŒUR de l'économie, le conseil de la concurrence est en train de voir son rôle évoluer. « Nous sommes à un tournant », a expliqué Charles Babeau, président du conseil, lors de la remise du neuvième rapport, mercredi 19 juin. A côté des classiques problèmes d'ententes et d'abus de position dominante, qui ont donné lieu à 481 millions de francs d'amendes en 1995, l'institution, créée en 1986, se trouve confrontée désormais à nouveaux dossiers nés de la dérégulation et de la mondialisation.

L'ouverture des services publics français à la concurrence est, notamment, en train de devenir un de ses thèmes principaux d'intervention. Saisi par le gouvernement l'an dernier, il a dû donner son avis sur la création d'une instance régulatrice liée à l'ouverture des télécommunications. Pourrait-on lui confier un pouvoir sur la concurrence dans son domaine ? Non, a tranché le conseil. « La concurrence relève du domaine national. Il ne peut y avoir de conseil sectoriel. En revanche, les problèmes techniques doivent être confiés à des instances particulières », précise Frédéric Jemmy son vice-président qui prône une « collaboration étroite » entre le régulateur des télécommunications et les autorités de concurrence.

SUJETS DE CONTENTIEUX

Les conflits de frontière entre les monopoles publics et les entreprises privées se font aussi chaque jour plus nombreux. « Près de 15 % des saisines du conseil en 1995 concernent de tels problèmes et visent des opérateurs dans les secteurs de la télévision, des télécommunications, des transports aériens, de l'électricité », note le rapport. Appelé en 1995 à statuer sur le cas d'un protocole d'accord d'EDF-GDF avec des artisans électriciens à Lyon et le service de la Sernam, filiale de la SNCF, l'institution a chaque fois répété ses principes : entre les activités relevant du service public sous monopole et les actions concurrentielles des entreprises publiques, il doit exister une séparation claire, juridique, comptable et financière. « Toute opacité ne peut amener qu'à la suspicion d'abus de position dominante », dit M. Jemmy.

D'autres nouveaux sujets de contentieux se profilent avec la promulgation prochaine de la loi limitant les grandes surfaces. Ce texte institue une nouvelle infraction : « les prix abusivement bas ». Tout en reconnaissant qu'il n'était pas « demandeur » d'une telle loi, lancée sous la pression des pouvoirs politiques, le conseil s'apprête à la mettre en œuvre mais en l'encadrant. Il va rattacher le « prix anormalement bas » aux « prix de prédation » destinés à éliminer un concurrent, notion déjà existante dans le droit de la concurrence.

A côté de ces nouveaux dossiers, les vieux problèmes subsistent. Ententes, abus de position dominante restent les plaies dominantes du fonctionnement de l'économie française. Dans tous les secteurs, le conseil de la concurrence a été amené l'an dernier à sanctionner aussi bien les vendeurs de huîtres de Marennes-Oleron que des fabricants d'appareils d'échographie.

Mais c'est sur les marchés publics que ces dysfonctionnements sont le plus manifestes. Le RTP est en première ligne. En 1995, le conseil de la concurrence a infligé la plus forte sanction de son histoire (388 millions de francs) à une dizaine d'entreprises du secteur pour entente dans la construction des ponts et des chemins de fer (Le Monde du 15 février). Parmi elles, plusieurs avaient déjà été sanctionnées pour des faits similaires dans le passé. « L'importance de ce contentieux appelle une réflexion de fond », note le conseil dans ses recommandations en réclamant plus de moyens pour mener sa tâche.

Martine Orange

Six banques attaquent Havas Advertising devant les tribunaux

Les anciens membres du pacte d'actionnaires de RSCG estiment être victimes de dénonciation calomnieuse de la part des dirigeants du premier groupe publicitaire européen

Mises en cause par Havas Advertising, qui doit leur verser une somme de 85 millions de francs à la suite de la fusion des agences de publicité RSCG et Eurocom en 1991, les six institutions financières qui étaient liées par

un pacte d'actionnaires au sein du capital de RSCG viennent de contre-attaquer, en portant à leur tour plainte pour dénonciation calomnieuse devant le tribunal de grande instance de Nanterre. Le groupe publicitaire

estime qu'on lui a caché des pièces concernant la dissolution de ce pacte d'actionnaires et qu'il se trouve face à des charges indues. Les banques qui détenaient 23,5 % de RSCG jugent cette « argumentation fallacieuse ».

Pour elles, le groupe publicitaire a été informé en temps et en heure de l'ensemble du dossier. L'ancien président de RSCG, Bernard Roux, également mis en cause par Havas Advertising, devrait lui aussi contre-attaquer.

L'AFFAIRE oppose le gratin des banques françaises au premier groupe publicitaire national. Mais elle s'apparente de plus en plus à « une lutte entre l'establishment financier et un « saltin-banque », résume un connaisseur du dossier.

Depuis quelques semaines, Havas Advertising (ex-Euro-RSCG) bataille devant les tribunaux avec six institutions financières de premier plan : Arjil (Lagarrière Groupe), la Banexi (filiale de la BNP), la Financière Saint-Dominique (Crédit national), Francis (Sicav gérée par le CIC) et enfin Part'com et la Caisse nationale de prévoyance (filiales de la Caisse des dépôts).

Ces banques étaient actionnaires minoritaires (23,5 %) de l'agence Roux-Séguela-Cayzac-Gondard (RSCG) avant qu'elle ne soit rachetée par Eurocom, le 2 octobre 1991, et que leur fusion ne donne naissance au groupe Euro-RSCG. Ce sont les circonstances juridiques et financières de cette fusion qui donnent lieu aujourd'hui à une bataille judiciaire complexe, dont le dernier épisode date du lundi

17 juin.

Les six banques ont en effet déposé une plainte en dénonciation calomnieuse contre Havas Advertising et Roux (holding de RSCG) et contre leurs présidents respectifs, Alain de Pouzilhac et Alain Camon, devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Nanterre. Cette plainte fait écho à celle qu'avait déposée Havas Advertising, le 2 mai, auprès du tribunal correctionnel de Nanterre. Le groupe publicitaire a porté plainte contre X pour escroquerie, tentative d'escroquerie, faux et usage de faux, ainsi que contre Bernard Roux - le « R » de RSCG, président du groupe avant son rachat.

PACTE DE 1988

Origine de cette plainte : le pacte scellé en 1988 entre les banques actionnaires de RSCG. En s'en prévalant lors du rachat de RSCG par Eurocom, les banques avaient obtenu la signature d'un protocole en décembre 1991 avec Eurocom. En échange de leur non-objection à la fusion entre Eurocom et RSCG, ce

protocole garantissait aux banques le versement au 3 janvier 1996 d'une « somme » de 85 millions de francs.

Le versement de cette somme ne semble pas poser problème à Havas Advertising : le groupe l'a

claires. Plusieurs éléments révélés par la communication des pièces des avocats, dans le cadre d'une première plainte au civil d'Havas Advertising pour « violence illégitime » contre les six banques, ont incité le groupe pu-

apparis par la presse » la fusion entre Eurocom et RSCG, alors que l'administrateur d'Arjil a signé le procès verbal du conseil d'administration de RSCG, le 30 septembre 1991.

La date est cruciale : c'est celle du conseil d'administration de RSCG qui évoque « les bases du rapprochement avec Eurocom » et qui « donne tous pouvoirs à Bernard Roux » pour cette opération.

C'est aussi la date à laquelle quatre des actionnaires minoritaires - Part'com, CNR, Banexi et Financière Saint-Dominique - écrivent à Bernard Roux pour lui indiquer qu'ils renoncent à trois accords (de préemption, de préférence, de protection des droits de minoritaires). Enfin c'est la date à laquelle Eurocom confirme aux dirigeants de RSCG « avoir pris bonne note que RSCG n'a consenti aucune option ni engagement » susceptibles de déroger aux opérations d'augmentation de capital de RSCG et de fusion avec Eurocom.

Havas Advertising estime donc que le pacte des banques minoritaires était caduc mais que Bernard Roux n'en a pas tenu compte. Le groupe publicitaire s'étomme aussi du rôle de la Banexi, à la fois actionnaire de RSCG et conseil d'Eurocom dans la négociation avec les autres banques. « Il s'agit d'un problème éthique », estime un membre de l'état-major d'Havas Advertising.

SOUTIEN DES ANCIENS

Le conseil d'administration du groupe publicitaire, les « anciens » de RSCG, comme Alain Cayzac et Jacques Séguela, on « apporté leur entier soutien » à Alain de Pouzilhac. Comme Pierre Dausier, PDG d'Havas, qui épaula l'action du président d'Havas Advertising, même s'il met en cause deux de ses actionnaires (la BNP et la Caisse des dépôts).

Du côté des banques minoritaires, on estime qu'Havas Advertising « était au courant de tout ». « Nous avons renoncé à certains droits mais pas à tout pour autant, c'est-à-dire aux parties de fusion », fait remarquer un responsable de Part'com qui s'estime « serein ». « Nous ne pouvons pas nous laisser accuser d'escroquerie », plaide pour sa part un directeur de la Banexi.

Yves-Marie Labé

Le plan social de Moulinex provoque une vive réaction politique

En Bourse, l'action du groupe électroménager a gagné 21 %

MOULINEX était à la fête à la Bourse de Paris mercredi 19 juin. Suite à l'annonce par son président Pierre Blayau d'un plan social draconien pour redresser Moulinex (Le Monde du 19 juin), l'action du groupe de petit électroménager bondit de 21 % à 98,20 francs, les milieux financiers saluant ce plan de restructuration.

En revanche, les élus et les pou-

voirs publics font part de leur hostilité face à ce plan qui vise à supprimer 2 600 emplois sur 11 900 dans le monde, dont 1 800 en Normandie. Deux usines sur les onze sites français seront fermées à Argentan (Orne) et Mamez (Sarthe). Le ministre de l'Industrie Francis Borotra a déclaré mercredi 19 à l'Assemblée nationale que le plan social n'était « pas acceptable ». Le

ministre a aussi reçu dans la matinée le patron du groupe de petit électroménager. « Nous allons mener les négociations en liaison permanente avec le ministre du travail Jacques Barrot pour que la restructuration malheureusement nécessaire de cette entreprise permette de la sauver et d'éviter des conséquences sociales majeures en matière d'emploi et d'aménagement du territoire », a ajouté M. Borotra.

Au ministère du travail, on indiquait mercredi ne pas encore avoir été « saisi du dossier ». « On regardera avec attention le plan quand il nous sera présenté avec le soutien habituel du ministre d'utiliser tous les outils pour éviter les licenciements secs », a-t-on ajouté.

UNE PARTICULIÈRE VITALITÉ

Mardi, François Fillon, ministre délégué à la poste et aux télécommunications et président du conseil général de la Sarthe, avait parlé d'« un plan social d'une par-

ticulière brutalité que ne justifie pas sa situation ». Prudent, Jean Arthurs, ministre des finances et président du conseil général de la Mayenne, a indiqué que Moulinex est un groupe qui « a besoin de se restructurer ».

La municipalité de Mamez (7 000 habitants) ainsi que l'intersyndicale de l'usine Moulinex (411 salariés) ont annoncé l'organisation d'une journée « ville morte » mercredi 26 juin. Mardi soir et mercredi matin, les salariés de l'usine ont déjà défilé en ville pour manifester leur inquiétude. Le personnel de l'usine d'Argentan (260 salariés) a décidé de manifester dans l'après-midi du 20 juin.

Pierre Blayau restait ferme, affirmant mercredi soir à Radio-France Normandie Caen qu'« il n'est pas question de revenir sur le plan », assurant toutefois qu'il était « pour le dialogue ». « Dès demain, nous inviterons les organisations syndicales à venir parler du temps de travail, du plan social. »

COMMENTAIRE

INTERVENTIONNISME ET DÉMAGOGIE

Il n'y a pas d'alternative au plan de Pierre Blayau si l'on veut sauver Moulinex. Les syndicats, par leurs réactions modérées, à l'exception de la CGT, sont les premiers à le reconnaître. Seuls les hommes politiques continuent de faire semblant de nier les réalités économiques. En contestant cette restructuration dure mais indispensable, les ministres François Fillon et Francis Borotra font preuve de démagogie politique et d'interventionnisme déplacé. Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, avait déjà déclaré en 1994 à l'Assemblée qu'il n'y aurait pas de licenciements secs chez Moulinex. Dans le même temps, il subventionnait à grands fonds dans sa région lorraine l'implantation de Daewoo, une entreprise coréenne concurrente de Moulinex.

Depuis des années, tout le monde sait que Moulinex est dans une situation catastrophique avec

des pertes dépassant 1,5 milliard de francs en trois ans. La mondialisation n'est pas en cause : des concurrents comme le français SEB et l'allemand Braun, bien gérés, sont parvenus à conserver des sites de production importants en France et en Allemagne. Moulinex a été victime d'une équipe dirigeante précédente plus soucieuse de capter l'héritage du fondateur Jean Mantelet que de moderniser l'entreprise. La présence de René Garrec, président du conseil régional de Basse-Normandie, au conseil d'administration de Moulinex n'indiquait pas à restructurer les usines normandes. Aujourd'hui, même François Fillon devrait comprendre qu'une entreprise moderne ne peut conserver onze usines dans la même région.

Que les hommes politiques s'efforcent d'adoucir les conséquences du plan. C'est leur rôle. Mais qu'ils n'en retardent pas la mise en œuvre. Moulinex n'en a pas les moyens. La CPOT note à juste titre que ce sont toujours les salariés qui en définitive paient les ports cassés.

Arnaud Leparmentier



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Au cours de sa réunion du 17 juin 1996, M. Philippe MALET a remis au Conseil d'Administration son mandat de Président et a proposé la nomination à ce poste de M. Gérard DUMONTEIL.

Le Conseil, après avoir rappelé les services éminents que M. Philippe MALET a rendus à la Compagnie tout au long de ses 14 années de présidence, l'a nommé Président d'Honneur et a désigné M. Gérard DUMONTEIL, pour lui succéder.

M. Gérard DUMONTEIL, ancien élève de l'École Polytechnique, titulaire d'un M.B.A. de Harvard Business School, a intégré en 1974 le Groupe Suez où il a notamment exercé les fonctions de Secrétaire Général de la Société Industrielle de Combustibles Nucleaires, de Président de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse et de Directeur Général Adjoint d'ALSPL, avant de rejoindre la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est dont il a été, depuis 1994, le Directeur Général.



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 17 JUIN 1996

Extraits de l'allocation de Monsieur Philippe MALET, Président

Après la cession de son activité viticole intervenue fin 1994, l'exercice 1995 de la Compagnie a été principalement marqué par la redéfinition de ses orientations stratégiques dans le cadre du recentrage sur son activité salinière (...)

La résultat net consolidé progresse de 20% à 56,3 MF contre 46,9 MF au titre de l'exercice précédent qui tenait notamment compte des plus-values réalisées lors de la cession de 50,1% des titres Domaine Lisl et d'une dotation complémentaire importante au fonds de retraite. Le résultat net social s'élève à 54,3 MF contre 140,9 MF qui enregistrait la plus-value réalisée lors de la liquidation de la branche viticole.

Nous vous proposons de maintenir le dividende à 15 F par action, ce qui représente un taux de distribution de 70% du résultat social net. Ce dividende est assorti d'un avoir fiscal de 7,50 F, soit un revenu global de 22,50 F (...)

En ce qui concerne l'exercice en cours, le chiffre d'affaires cumulé sur le premier trimestre progresse de 13% en raison essentiellement du développement des ventes sur le marché du déneigement.

Pour ce qui est des perspectives de résultats consolidés 1996, le résultat d'exploitation devrait progresser grâce à la poursuite du programme d'économies déjà mis en œuvre et aux effets attendus des nouvelles orientations stratégiques (...)

Comme je vous en avais informé l'an dernier, l'équipe dirigeante renouvelée a engagé une

réflexion globale sur la stratégie et le fonctionnement de l'entreprise, face à l'émergence d'un marché durablement et activement concurrentiel à l'échelle européenne. Elle s'est ainsi fixée les nouvelles orientations de ses politiques et se donne notamment pour ambition de s'affirmer, sous quelques années, comme un grand opérateur salinier européen.

La mise en œuvre de cet objectif est d'ores et déjà engagée. Je souhaite mentionner tout particulièrement la création d'une nouvelle organisation interne décentralisée par marchés et l'acquisition, début 1996, de 96,3% du capital de la société Union Salinera de Espana, principal opérateur salinier espagnol.

Il s'agit là d'un pas important dans la constitution du groupe européen et d'un premier investissement sur un marché qui offre de très grandes possibilités de développement (...)

Les efforts de la Compagnie sont tournés vers un service toujours plus efficace de la clientèle dans un cadre élargi, pour l'essentiel, à l'Europe. Tout ceci se traduira par des performances accrues et donc, nous l'espérons, une meilleure satisfaction de nos actionnaires (...)

■ LA BOURSE DE TOKYO a gagné du terrain, jeudi 20 juin, grâce à un redressement en fin de séance. L'indice Nikkei a gagné 69,94 points à 22 437,30 points, soit une avance de 0,31 %.

■ LE DOLLAR est resté stable, jeudi 20 juin, en fin de séance sur le marché des changes de Tokyo où il cotait 108,07 yens contre 108 yens à New York mercredi et 108,12 yens à Tokyo.

■ LA BANQUE DU JAPON a officiellement démenti, jeudi, qu'elle envisageait de relever son taux directeur, et a souligné accorder la priorité au soutien à la reprise économique.

■ LES MARCHÉS obligataires devraient reprendre au second semestre, selon des analystes de la BNP qui estiment les craintes d'une hausse des taux américains « exagérées ».

■ LE TRÉSOR AMÉRICAIN a annoncé, mercredi, qu'il allait vendre 31,25 milliards de dollars en bons à deux et cinq ans, lors des adjudications mensuelles de la semaine prochaine.

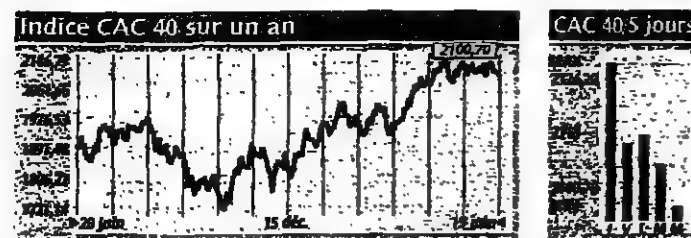
LES PLACES BOURSILIÈRES

Paris en repli

POUR la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris cédait du terrain jeudi matin. L'indice CAC 40 enfonçant le seuil psychologique des 2 100 points. En recul de 0,48 % à l'ouverture, le CAC 40 affaiblissait en milieu de journée une perte de 0,76 % à 2 084,63 points.

Comme les autres places européennes, la Bourse française réagit à la forte progression, de 10,5 % en mai, de la masse monétaire allemande M3. Les milieux financiers espéraient une croissance à un chiffre. Cette hausse dissipe les espoirs d'un geste de la Bundesbank la semaine prochaine lors de la réunion de son conseil. Des responsables de la Bundesbank ont indiqué à plusieurs reprises qu'un nouvel assouplissement de la politique monétaire allemande dépendait de l'évolution de M3.

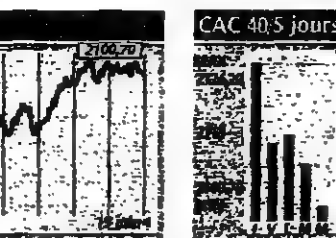
Le conseil de politique monétaire de la Banque de France se réunissait ce jeudi. Mais dans ce contexte les opérateurs ne s'attendaient pas à une diminution des taux à court terme français. Pour-



tant, les milieux financiers jugent indispensables de nouveaux allègements des conditions de crédit afin de stimuler l'activité économique bien faible actuellement.

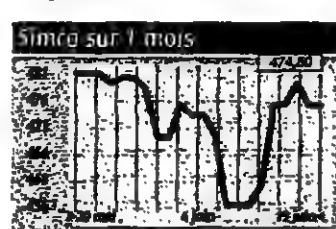
Simco, valeur du jour

SIMCO A TERMINÉ la séance de mercredi en repli symbolique de 0,04 % à 474,80 francs. Depuis le début de l'année, le cours de la société immobilière affiche un gain de 2,1 %. Georges Mazaud, président du groupe, a confirmé, lors de l'assemblée générale, que l'activité 1996 devrait rester stable. Sur l'ensemble de l'exercice 1995, Simco a réalisé un chiffre d'affaires de 682 millions de francs et dégagé un résultat net de 368 millions de francs, en hausse de 2 %,



Du côté des valeurs, Bis abandonnait 10,2 % à la suite de révisions à la baisse des perspectives de résultats du groupe par une société de Bourse.

malgré une charge fiscale supplémentaire de 17 millions de francs en raison de la hausse du taux de l'imposition sur les sociétés.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/6	Var. %	Var. %
Sade (Nv)	194	+4,39	+11,63
Spr Communication	549	+3,58	+22,27
SEITA	225	+3,55	+26,76
Stael	345	+3,33	+59,49
De Dietrich	253	+2,38	+17,67
Cred Fon France	36,50	+1,95	+6,44
Veolia	278	+1,85	+22,57
Plastic Omnium	434,80	+1,82	+29,40
Saint-Louis	1364	+1,42	+4,15
Soluto	2279	+1,28	+58,26

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/6	Var. %	Var. %
SAF	545	+13,21	+50,13
Sagepar (Nv)	418	-5	+33,12
Moulinex	94,10	-4,07	+46,44
Dessach-Ardèche	61	-0,98	+113,07
Roussel Uclaf	1178	-3,47	+37,22
BIC	771	-3,22	+44,77
Interchim	576	-3,03	+34,57
UPRI Local	380	-2,81	+25
OLMA	119	-2,67	+44,34
Credit Lyonnais C	110	-2,26	+53,19

VALEURS LES PLUS ACTIVES

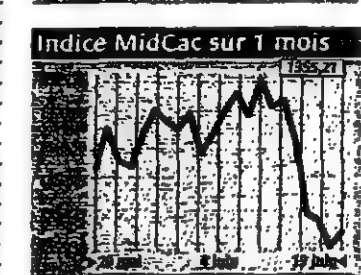
SEANCE, 12h30	2006 Titres	Capitalisation en K€
Total	196173	73611293,50
BP	351979	12811547
Elf	114778	4699282
LYMHI	52157	6415265
Alcatel Alsthom	141584	6361425
Carrefour	19478	5549148
Canal+	43432	5455298
Air Liquide	99992	5362462
Renault (Ch. des)	78927	6114627
Rhone-Poulenc A	319693	4268119,50

INDICES SBF 250 sur 3 mois

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/6	Var. %	Var. %
CLM SA	288	+4,36	+31,30
CRIM C&I	189	+4,36	+45,38
CEP Pasquier	61,38	+4,25	+14,58
Melody DS 8	57	+4,18	+31,68
Reynolds 8	425,30	+4,13	---

INDICES SBF 120-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/6	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1002,09	+0,26	---
Ind. SBF 250	1436,33	+0,27	---
Ind. Second Marché	309,76	+0,29	---
Ind. MidCac	1255,31	+0,14	---



Tokyo se reprend en clôture

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance en hausse, mercredi 19 juin, grâce à un redressement de dernière minute, rassuré par le démenti officiel de la Banque du Japon sur l'éventualité d'un relèvement de son taux directeur. L'indice Nikkei a gagné 69,94 points (0,31 %) à 22 437,30 points.

La veille, Wall Street est repartie à la hausse, grâce à des vagues d'achats sur programme informatique liées à l'expiration trimestrielle en fin de semaine d'options sur des actions et des indices boursiers (journée des trois sorcières). L'indice Dow Jones a terminé en hausse de 20,32 points, soit 0,36 %, à 5 648,35 points. Il avait gagné jusqu'à 46 points dans la matinée, grâce à une série d'achats informatisés.

En Europe, le calme a prévalu à la Bourse de Londres, en l'absence de

nouvelles d'importance. L'indice Footsie a terminé en baisse de 3,2 points, soit 0,1 %, à 3 753,2 points. En revanche, la Bourse de Francfort a terminé en légère hausse, les intervenants préférant s'abstenir en attendant la publication de M3 pour le mois de mai. L'indice DAX s'est inscrit en clôture à 2 554,29 points en progression de 0,2 %.

INDICES MONDIAUX

Cours au 20/6	Cours au 19/6	Var. %
Paris CAC 40	2100,70	-0,34
New York (D. Jones)	5642,12	+0,42
Tokyo Nikkei	22467,40	+0,31
Londres FT100	3753,20	-0,36
Francfort DAX 30	2554,29	+0,20
Frankfurt DAX 30	2554,29	+0,20
Breuxels Euronext	3061,81	+0,02
Breuxels Euronext	3061,81	+0,02
Milan MIB 30	1005	+0,20
Amsterdam AEX	375,10	-0,22
Madrid IBEX 35	371,04	-0,22
Stockholm OMX	1356,78	---
Londres FTSE	2760,10	-0,29
Hong Kong Hang Seng	10904,30	+0,44
Singapore Straits	2291,95	+1,05

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

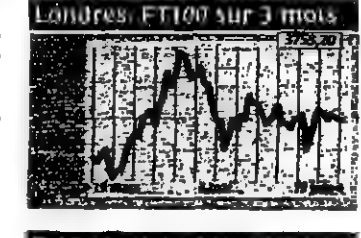
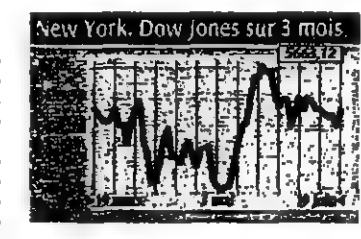
1996	1995	1994
Alcoa	59,37	59,62
American Express	44,87	44,87
Allied Signal	56,62	55,47
AT & T	61,50	61,50
Bethlehem	11,50	11,50
Boeing Co	84,75	85
Caterpillar Inc.	88	85,62
Celanese Corp.	40,37	39,62
Coca-Cola Co	46,37	46,25
DuPont	61,12	61
DuPont Nemours & Co	78,12	78,25
Eastman Kodak Co	78,50	78,37
Exxon Corp.	84,87	84,37
Gen. Motors Corp.	57	57
Gen. Electric Co	85,42	85,62
Goodyear T & Rubber	48,47	47,87
IBM	102,25	101,50
Intl Paper	39,62	39,75
J.P. Morgan Co	85,87	86,25
Mc Don Douglas	47,62	47,25
Merck & Co Inc.	65,87	65,62
Minnesota Mining & Mfg	84,25	84,37
Philips Morris	102,37	102,62
Procter & Gamble Co	89,87	89,75
Sears Roebuck & Co	49,87	50,12
Texaco	34,87	34,37
Union Carbide	42,75	43,12
Intl Tech Inc	111,12	110,37
Westingh. Electric	18,87	18,75
Woodworth	21,87	22,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1996	1995	1994
Allied Lyons	4,67	4,68
Barclays Bank	7,98	8,01
B.S.A. Industries	5,15	5,17
British Aerospace	9,78	9,79
British Airways	5,35	5,37
British Gas	1,86	1,84
British Petroleum	5,58	5,63
British Telecom	3,72	3,75
B.T. Plc	2,56	2,59
Deutsche Telekom	4,25	4,22
Euromoney	1,04	1,02
Foris	3,70	3,50
Glaxo	8,68	8,79
Grand Metropolitan	4,25	4,21
Gummes	4,59	4,59
Harrods Plc	1,28	1,28
Greif	6,58	6,57
H.S.B.C.	9,68	9,72
Imperial Chemical	8,29	8,37
Legal	6,74	6,76
Miles and Spencer	4,75	4,76
National Westminster	6,28	6,28
Peninsula Oriental	5,89	5,10
Reunert	7,67	7,78
Satchi and Satchi	1,17	1,15
Shell Transport	9,33	9,39
Smith Barney	6,42	6,44
Tate and Lyle	4,52	4,52
Unilever Ltd	12,87	12,85
Zeneca	13,80	13,76

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

1996	1995	1994
Allianz Holding N	2549	2548
Bef AG	424,60	424,30
Boyer AG	55,90	55,80
Bayer AG	36,58	36,28
Bayer Versandbank	41,35	41,40
BMW	876	877
Commerzbank	314,20	315
Continental AG	24,70	24,59
Deutsche Bank AG	827,50	822
Deutsche Telekom	1152,34	1150,61
Deutsche Telekom A	96,90	97,80
Deutsche Bank AG	70,45	70,72
Dresdner Bank AG FR	34,20	35,35
Hertel VZ	647	654
Hoechst AG	50,79	52,19
IG Farben AG	600,80	594
Kaufhof Holding	400	365
Linde AG	991	992
OT. Linde AG	217,50	217,50
Man AG	382	389
Mannesmann AG	352,80	354,50
Messing AG	37,15	37,57
Pfaff AG	368,50	371,50
Pfaff AG	368,50	371,50
Rwe	58,20	57,80
Schering AG	112,45	112,40
Siemens AG	82,44	82,90
Thyssen	276,30	277,30
Veba AG	54,67	55,32
Veba AG	54,67	55,32
Willy AG	850	855



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Reprise initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse jeudi 20 juin. L'échéance septembre du contrat gagnait 14 centimes à 120,92. La veille, ce même contrat avait terminé la séance en baisse à 120,76, en repli de 16 centimes, sur des mouvements techniques.

Les marchés attendent la publication cette semaine

de la masse monétaire allemande dont dépendront d'éventuelles baisses de taux de la Bundesbank, comme le rappelle mardi le président de la banque centrale allemande Hans Tietmeyer.

Mais, indépendamment de M3, les analystes ne sont pas très optimistes sur la poursuite de la détente monétaire outre-Rhin, étant donné les signes de reprise de l'économie allemande.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
1996	1996	1996	1996
Jour le jour	3,7500	3,7500	3,7500
1 mois	3,78	3,90	3,88
3 mois	3,99	4,06	3,95
6 mois	4,02	4,14	4,10
1 an	4,25	4,37	4,35

MATIF

Échéances 1996	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	108974	120,94	121,04	120,72	120,78
Dec. 96	1818	119,20	119,80	119,50	119,54
Mars 97	2	119,56	119,56	119,56	119,56
Sept. 97	14911	95,38	95,63	95,31	95,35
Mars 98	3529	95,38	95,42	95,35	95,36
Sept. 98	1591	95,17	95,19	95,13	95,15

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 1996	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 96	8813	2109	2092	2096	2095
juillet 96	608	2099,50	2104	2095	2095
août 96	---	---	---	---	---
sept. 96	2006	2115	2120,50	2110	2110

LES MONNAIES

US/\$	US/DM	US/¥	DM/¥	£/¥
1,548	1,520	107,800	3,899	7,950

Légère faiblesse du mark

LE FRANC COMME LE DOLLAR étaient mieux orientés face au deutschemark, jeudi matin, sur le marché des changes parisiens qui attendait les statistiques de la masse monétaire allemande (M3), ouïr priviligée de la Bundesbank pour piloter sa politique de taux d'intérêt. A 9 h 15, le deutschemark s'inscrivait à 3,3906 francs, contre 3,3922 mercredi soir à Paris. Le dollar progressait à 1,5652 francs et à 1,5232

deutschemark contre 5,1590 francs et 1,5210 deutschemark. Selon Alain Bellet, de la BFCE, les opérateurs attendaient en général une croissance d'environ 10 % de M3 en Allemagne pour le mois de mai, ce qui resterait très au-delà de la limite maximum de 7 % fixée par la Bundesbank pour 1996. La masse monétaire allemande a en fait progressé de 10,5 %, ce qui pourrait se traduire par une appréciation du mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BOF 1996	% 1996	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	339,3900	-0,06	---	---
Autriche (100 S)	6,4140	-0,09	---	---
Euro-Unit (100 F)	5,1540	+0,27	---	---
Belgique (100 F)	16,4930	-0,06	---	---
Pays-Bas (100 f)	302,7000	-0,12	---	---
Italie (1000 li.)	53,951	+0,46	---	---
Danemark (100 kr)	81,1870	+0,13	---	---
Grèce (100 drach)	2,1430	+0,14	---	---
Suède (100 kr)	77,7600	+0,34	---	---
Suisse (100 F)	412,1300	-0,09	---	---
Norvège (100 kr)	75,2300	+0,27	---	---
Autriche (100 sch)	48,2220	-0,07	---	---
Espagne (100 pes)	4,0210	+0,15	---	---
Portugal (100 esc)	3,3000	-0,15	---	---
Canada (1 dollar ca)	3,7650	+0,20	---	---
Japon (100 yens)	4,7855	-0,08	---	---
Finlande (mark)	111,2000	+0,21	---	---

PARITES DU DOLLAR

هنا انت الأصل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 21 JUIN 1996 / 21

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 20 JUIN

Liquidation : 21 juin

Taux de report : 3,75

Cours relevés à 12h30

2084,34

0,78 %

PARIS

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

SICAV et FCP

Cours de clôture le 19 juin

2084,34

0,78 %

PARIS

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Compt.

(1)

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Compt.

(1)

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Compt.

(1)

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40

CAO 40</

صباحنا من الامل

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL. L'équipe d'Italie ne jouera pas les quarts de finale du championnat d'Europe des nations. Son match nul (0-0) face à l'Allemagne, mercredi 19 juin à Man-

chester, l'a éliminée dès le premier tour. ● LES TCHÈQUES, dans l'autre match du groupe C, ont en effet réussi à faire match nul (3-3) avec la Russie, à Liverpool. Ce résultat

leur donne la deuxième place du groupe derrière l'Allemagne. ● DANS LE GROUPE D, les Portugais ont nettement battu les Croates (3-0), à Nottingham. Cette

victoire leur offre la première place du groupe et élimine le Danemark, malgré le succès des tenants du titre (3-0) sur la Turquie. ● EN QUARTS DE FINALE, les Allemands

affronteront les Croates, tandis que les Portugais joueront contre les Tchèques. Le vainqueur de ce match rencontrera en demi-finale le vainqueur de France-Pays-Bas.

Les Italiens échouent sur l'Allemagne au premier tour

Finalistes de la Coupe du monde 1994, les joueurs d'Arrigo Sacchi ont provoqué la première sensation du championnat d'Europe en cédant leur place en quarts de finale aux Tchèques, qui ont fait match nul (3-3) avec les Russes

MANCHESTER
de notre envoyé spécial
« Auf Wiedersehen, auf Wiedersehen ! » Le public allemand n'a pas été bon camarade avec son homologue italien, mercredi 19 juin, à Manchester. Il s'en est moqué, agitant ses drapeaux comme des mouchoirs sur un quel que

EURO 96
gare. Les tifosi n'ont pas supporté longtemps cet ironique au revoir. L'arbitre belge, Guy Goethals, n'avait pas encore sifflé le troisième coup final que leurs tribunes étaient déjà vides. La Squadra Azzurra sortait par la petite porte, ses supporters par les issues de secours.

L'Euro 96 venait de connaître sa première grosse sensation. L'Italie, finaliste de la dernière Coupe du monde, était éliminée au premier tour. Elle laissait sa place en quart de finale à la République tchèque, une équipe dont on avait pourtant fait la verge sacrifiée de ce groupe C.

Contre l'Allemagne, la formation transalpine n'a pas obtenu la victoire qu'il lui fallait. Elle a dû se contenter d'un fade 0-0. Dès lors, elle s'en remettait à un autre. Son sort dépendait de l'issue du match opposant au même moment la Russie et la République tchèque, à Liverpool. Il fut scellé à la dernière minute.

Le match d'Old Trafford n'a eu d'autre intérêt que l'incroyable suspense d'Anfield Road. Le seul héros italien de cette soirée s'appelait Marconi. La radio collée à l'oreille, les tifosi sont passés par les sentiments les plus extrêmes, alors que le score et le jeu ne donnaient pas le moindre signe d'évolution devant eux.

A la mi-temps, les Tchèques menaient (2-0) et trois poteaux à rien. La Russie était à la dérive et l'Italie ne pouvait pas compter sur elle pour l'aider. A la 54^e minute, la Russie revenait à deux buts partout. Un murmur parcourait les tribunes : on avait peut-être modifié un peu vite.

A la 85^e minute, une formidable explosion de joie secoua Old Traf-

ford, d'autant plus inattendue que, sur la pelouse, le jeu languissait toujours. Vladimir Beschastnykh venait de donner l'avantage aux Russes.

« Nous avons toujours joué du bon football dans cet Euro. Nous ne méritons pas de perdre »

L'Italie était qualifiée, après un étonnant retournement de situation à Liverpool. Les supporters exultaient, tandis que les joueurs interrogèrent du regard le banc de touche. Mais, quatre minutes plus tard, un silence brutal s'abattait dans les rangs italiens. Vladimir Smicer venait d'égaliser pour la République tchèque, à la 89^e minute. L'Italie était éliminée dans les ultimes instants

d'un autre match. Le mieux, bien sûr, aurait été de se qualifier par ses propres moyens, dans ce sommet du groupe C.

L'Allemagne, que seul un incroyable concours de circonstances pouvait priver de la qualification, vivait l'événement comme un périssement. Elle était là parce qu'on l'avait prise de venir. Pour indiquer le peu de cas qu'il entendait faire du beau jeu, Bert Vogts, le sélectionneur national, alignait cinq défenseurs. Son équipe a tiré au but six fois seulement dans la partie, dont deux fois dans le cadre.

L'Italie s'était-elle condamnée à assurer plus que sa part de travail pour avoir trop voulu finir son tour contre la République tchèque ? Les arabesques du responsable technique, Arrigo Sacchi, qui avait changé une équipe qui gagne, avaient été unanimement dénoncées dans la péninsule. Jusqu'à Florence, où, comparant dans une affaire d'attentat, Salvatore « Toto » Riina, le parrain de la Mafia, avait dénoncé « des choix suicidaires ».

Dans ces conditions, vox populi,

voix Sacchi, la Squadra Azzurra se présentait avec, en attaque, Pierluigi Casiraghi et Gianfranco Zola, artisans de la victoire face à la Russie.

L'équipe italienne se jetait dans la partie, malmenant des adversaires qui mirent quelque temps à comprendre que le match était commencé. Matthias Sammer avait encore l'indolence du joueur qui s'échauffe quand, à la huitième minute, il se faisait chaparder le ballon par Pierluigi Casiraghi. Ce dernier filait seul vers Andreas Köpke qui, une fois dribblé, laissait traîner insidieusement le pied. L'arbitre, fils de Raymond Goethals, désignait le point de penalty. Mais Gianfranco Zola n'appuyait pas assez le tir de réparation, qui était repoussé par le gardien.

L'Italie venait de laisser passer sa chance et de perdre un héros. Les Allemands rentrèrent à leur tour dans la rencontre, en s'excusant du retard par une tête au ras du poteau de Jürgen Klinsman. Leur défense devint monobloc et les attaquants azurris tournaient sans cesse autour, désespérant de trouver la faille où se

couler. Andreas « Boxing » Köpke faisait le coup de poing pour repousser les rares tirs qui se présentaient.

Même l'expulsion de Thomas Strunz à la 60^e minute ne dérangea en rien le bel ordonnancement germanique. Pierluigi Casiraghi et Gianfranco Zola s'étaient étiolés depuis longtemps dans de vaines courses. A chaque changement, Arrigo Sacchi avait l'impression de perdre un peu plus le contrôle de ce match. Il vibrait sur la touche, au point qu'un délégué dut intervenir pour l'empêcher de pénétrer sur la pelouse.

« Nous avons toujours joué du bon football dans cet Euro, aussi bon que pendant la Coupe du monde. Nous ne méritons pas de perdre », ne cessait de répéter le sélectionneur national après la rencontre. Son avenir est lié à celui du président de la Fédération italienne. « Tant que je serai à la tête de la fédération, Sacchi restera », a affirmé Antonio Matarrese. Voilà qui promet de beaux débats dans toute l'Italie.

Benoît Hopquin

QUARTS DE FINALE	DEMI-FINALES	FINALE
Angleterre-Espagne Wembley, 22 juin 16h00, TF1		
Allemagne-Croatie Manchester, 23 juin 19h30, TF1	Wembley, 26 juin 20h30, FR2	
France-Pays-Bas Liverpool, 22 juin 19h30, FR3		Wembley, 30 juin 20h00, FR2
Portugal-République tchèque Birmingham, 23 juin 16h00, FR3	Manchester, 26 juin 17h00, TF1	

RÉCAPITULATIF DU PREMIER TOUR												
Groupe A												
Angleterre	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Portugal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe B												
France	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Portugal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe C												
Angleterre	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Portugal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Groupe D												
France	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Portugal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

CLASSEMENT DES BUTEURS
1 but : Alan Shearer (Angleterre), 3 buts : Hristo Stichkov (Bulgarie), Brian Laudrup (Danemark), 2 buts : Pierluigi Casiraghi (Italie), Jürgen Klinsman (Allemagne), Teddy Sheringham (Angleterre), Dennis Salter (Croatie)

Le cadeau de naissance des Tchèques

Pour la jeune équipe de la République tchèque, formée il y a seulement deux ans pour les éliminatoires du championnat d'Europe, l'Euro 96 fait office de superbe cadeau de baptême. Cinq jours après la première victoire majeure, contre les favoris italiens (2-1), les Tchèques ont confirmé en expulsant, contre toute attente, les Transalpins de la compétition. Face à la Russie, les joueurs de l'entraîneur Dusan Uhrin ont gagné leur place en quart de finale en offrant en prime, au public de Liverpool, le match le plus prolifique depuis le début de l'Euro : six buts en tout, trois de chaque côté. Pour les Tchèques, qui menaient 2-0 avant de se laisser doubler par les Russes, le plus beau restera le dernier, celui du futur Lensois Vladimir Smicer, qui leur a permis de franchir en extremis l'obstacle du premier tour.

Les Danois victimes des calculs croates

En alignant une équipe réserve lors du dernier match du groupe D contre le Portugal, Miroslav Blazevic, l'entraîneur de l'équipe de Croatie, a semblé privilégier le repos et la préparation de ses vedettes en vue des quarts de finale, qu'il était assuré d'atteindre. Résultat : les Croates ont perdu à la fois le match (0-3) et la tête du groupe, au profit des Portugais. Ceux-ci auront la bonne surprise de jouer leur quart de finale contre les surprenants Tchèques, tandis que les Croates affronteront les Allemands, autrement plus redoutables. Cette stratégie risquée aura fait d'autres malheureux : les Danois, tenants du titre, ont rempli la première condition de leur qualification en battant la Turquie (3-0) à Sheffield. Mais l'autre condition était une victoire de la Croatie sur le Portugal.

Vitor Baia incarne la maîtrise nouvelle du Portugal

NOTTINGHAM

de notre envoyé spécial

Le regard de Vitor Baia ne quitte jamais le ballon. A peine installé dans sa cage, il semble fasciné par le cuir. Il voudrait l'hypnotiser, l'apprivoiser. Comme s'il recevait un épuisant mystère sans cesse à découvrir.

Vitor Baia ne se sent pas pourtant différent des autres qui s'égayent là-bas sur le terrain, ses copains qui n'ont droit qu'à leurs pieds et leurs têtes pour nettoyer l'objet de toute son attention. Il dit ne faire que son métier de gardien de but. La fonction est rudimentaire, modeste et essentielle. « Les arrêts, dit-il, je suis là pour les réussir. Ceux que j'ai accomplis face à la Croatie, j'aimerais simplement les refaire tous les matches. »

Sur les pelouses de l'Euro, il est arrivé nanti d'une réputation. On en a fait l'un des meilleurs gardiens d'Europe, un joueur-clé de la sélection portugaise qu'il fréquente déjà depuis 1990. Jusque-là, le championnat d'Europe et les stades anglais ne l'avaient guère inspiré. Il était resté sur la réserve de deux premiers matches sans histoire. Et puis, mercredi 19 juin, pour ce Portugal-Croatie, ultime épisode du groupe D, il avait décidé d'être le coucou du coucou.

Pendant 90 minutes, il allait empêcher l'équipe de Miroslav Blazevic, amputée de la plupart de ses vedettes, de croire à la victoire.

Deux plongeurs décisifs en première mi-temps (19^e et 40^e), un autre à portée du coup de sifflet final : le Portugal s'est imposé (3-0), malgré les occasions que se sont procurées ses jeunes adversaires.

Capitaine de l'équipe du Portugal à 26 ans, reconnu par ses pairs, Vitor Baia aurait donc tout pour être heureux. Il ne l'est pas tout à fait. Dans les coulisses de l'Euro, il traîne un regard souvent sombre. Il est au centre d'une histoire de transfert qui agite en tous sens le football portugais. De sa vie, il n'a connu qu'un seul club, le FC Porto. Son talent y a prospéré, au point de susciter la convoitise d'un riche voisin.

TRACAS DOMINICAUX

Le FC Barcelone, en quête de gardien, a voulu mettre un terme à cette longue fidélité. A la veille du championnat d'Europe, l'affaire semblait conclue. Des tracas de dernière minute ont différé l'opération. La presse portugaise s'est emparée du sujet, a pressé le capitaine de la sélection de questions. Il s'est fâché et a même décidé un moment de ne plus répondre sur ce sujet.

Car Vitor Baia, si calme dans le rectangle magique de ses buts, devient facilement irascible. Il s'énervait, il s'exaspère. Cette année, dans les tracas dominicaux du championnat, un incident l'a opposé au dirigeant d'un autre club, lors

d'un match amical. Il s'est emporté. A frappé. Il a dû subir une suspension de huit semaines, qui faisait craindre au sélectionneur Antonio de Oliveira un manque de compétition avant l'Euro.

Et puis, tout est rentré dans l'ordre. Ce match contre la Croatie, le brio de ses arrêts confortait sa position. L'équipe attend beaucoup de lui, de ses conseils, de sa lucidité. Il s'est même pris à endosser le rôle du modérateur d'enthousiasme, du rabat-joie qui rappelle, à qui veut l'entendre, qu'il faut « garder les pieds sur terre. Le Portugal n'a encore rien gagné ».

Le capitaine de l'équipe du Portugal dit se sentir à l'aise au milieu de ses coéquipiers et dans son rôle de leader. Il est si rare de confier cette tâche au gardien de but. « Nous sommes tous amis, et nous sommes très unis », explique-t-il à mi-voix. Sa présence rassure. A 26 ans passés, il fait presque figure d'ancien. Il n'a jamais eu la réputation d'un gardien spectaculaire, d'un faiseur de cabrioles, amuseur des foules du football. Qu'importe. Dès qu'ils entrent sur le terrain, les joueurs de l'équipe du Portugal savent qu'ils peuvent se consacrer en toute tranquillité à leur tâche. Ils sentent le regard de Vitor Baia posé sur le ballon.

Pascal Ceaux

Carl Lewis se qualifie pour le saut en longueur des Jeux olympiques d'Atlanta

ATLANTA

correspondance

Leurs routes se sont encore croisées. Elles ne le feront bientôt plus. Carl Lewis, trente-cinq ans le 1^{er} juillet prochain, et Michael Johnson, de six ans son cadet, se sont partagés l'attention du public, mercredi 19 juin, au stade olympique d'Atlanta. Engagé au saut en longueur, son ultime chance véritable de forcer la porte de la sélection pour les Jeux, le premier a pris tout son temps pour se sortir d'un concours épuisant pour les nerfs. Inscrit sur le tour de piste, la première étape de son double 200-400 mètres, le second a bouclé dans l'urgence une course finalement dépourvue d'émotion.

ATHLÉTISME

Aux Jeux, le calendrier des épreuves olympiques les réunira une nouvelle fois. La dernière. Puis Carl Lewis quittera la piste. Et Michael Johnson portera, seul, le poids qui revient aux premiers rôles. De cette longue soirée d'athlétisme, la cinquième des sélections olympiques américaines, il était légitime d'espérer mercredi 19 juin un record du monde. Michael Johnson l'avait promis à demi-mots, affirmant que l'enjeu de la course, la qualité de l'adversité et une piste jugée propice aux performances l'aideraient à entrer pour de bon dans l'histoire : « Il me faudra peut-être faire mieux que le record mondial pour l'emporter sur 400 m. »

Il se trompait. Vainqueur facile d'une course qui semblait jouée d'avance, Michael Johnson est resté loin du compte (43 s 44). Il s'en est à peine formalisé. La faute en revient pourtant à lui seul. « J'ai commis une

erreur, a-t-il expliqué. Mon entraîneur m'avait conseillé de partir vite. Je ne l'ai pas fait. Tant pis. Ce sera pour une prochaine fois. »

Son talent n'est pas en cause. Mais il manque encore à Michael Johnson le soupçon de fantaisie, ou le grain de folie, qui le rendrait inoubliable. La poursuite obstinée de son défi olympique, l'or sur 200 m et 400 m, l'oblige à économiser ses forces et repartir sa formidable énergie. Il le fait avec une science de la course sûrement admirable. Mais l'ennui finira bientôt par envahir son chapeau de ses prestations.

Pas étonnant, donc, qu'on ait finalement préféré le concours de saut en longueur, moins prévisible. Au deuxième essai, un bond à 8,30 m a ouvert à Carl Lewis les portes de l'équipe olympique. A l'annonce du sixième saut, Mike Powell, le détenteur du titre et du record du monde n'avait toujours pas

décollé du sixième rang. Il en était à 8,15 m. Et les esprits les plus sombres avançaient déjà qu'il allait bientôt enrichir la liste interminable des victimes des implacables sélections olympiques.

ANGOISSE

Is avaient tort. Mike Powell a surmonté son angoisse de l'échec par un dernier saut superbe de volonte. Une course d'élan enfin épargnée par le vent tourbillonnant. Un appel parfait, le premier de son concours. Une gémme de rage au moment de toucher le sable. Et l'attente de la mesure du saut, les nerfs à vif : 8,39 m. Puis ces mots, distribués entre deux éclats de rire : « Je savais que je pouvais le faire. J'ai l'habitude de ce genre de situation, j'ai connu la même en 1988, lors des sélections olympiques. J'avais déjà gagné ma place pour les Jeux au dernier essai. J'ai eu peur, bien sûr, mais j'avais

confiance. » Le saut de Powell a repoussé Carl Lewis d'un rang. Troisième du concours, il lui a fallu patienter jusqu'au terme de l'épreuve pour ôter son masque d'angoisse et de nervosité.

« La pression était énorme, a-t-il expliqué dans son style rapide et maniéré, souvent jugé précieux. Mais j'ai atteint mon but, être dans l'équipe olympique. Je suis sélectionné seulement au saut en longueur, ce qui renforce nettement mes chances de l'emporter aux Jeux. Je vais désormais pouvoir me préparer de façon spécifique sur cette seule épreuve. Et puis, la longueur a toujours été ma discipline préférée. » Il avait dit l'inverse peu avant la finale du 100 m. Personne, pourtant, n'a osé le reprendre et relever sa contradiction. A trente-cinq ans, Carl Lewis a gagné le droit de faire preuve de mauvaise foi.

Alain Mercier

2 990

■ CYCLISME : Jacky Durand et Thierry Laurent, de l'équipe Agil-La Creuse, auraient rejoint, mercredi 19 juin, Laurent Desbiens et Philippe Gaumont (GANI) sur une liste de coureurs français convaincus de dopage (Le Monde du 19 juin). Tous quatre portaient la saison dernière le maillot de Castorama. Patrick Nédélec, alors médecin de l'équipe, leur aurait prescrit un produit appartenant à la catégorie des anabolisants (nandrolone). La Fédération française de cyclisme est tenue au secret dans le domaine du contrôle antidopage et la formation disciplinaire de la Ligue du cyclisme professionnel français devrait statuer sur ces cas en juillet.

■ TENNIS : Jennifer Capriati a déclaré forfait pour le tournoi de Wimbledon qui doit débuter lundi 24 juin. L'Américaine, âgée de 20 ans, qui s'est inclinée au premier tour des derniers Internationaux de France, a dit ne pas se sentir « prête à jouer à ce niveau ». — (AFP)

La France par les chemins numérisés

La cartographie sur CD-ROM du réseau routier national, enrichie de 50 000 informations sur les hôtels, les stations-service et les monuments, sera bientôt achevée. Elle permettra la commercialisation des systèmes d'aide à la navigation automobile

La totalité des routes interurbaines et des rues et ruelles des plus grandes agglomérations françaises ont été numérisées par la société EGT. Ainsi, il devient possible, depuis son véhicule, d'introduire une adresse dans

l'ordinateur et de se laisser ensuite guider jusqu'à la bonne destination. Ces informations, actualisées tous les six mois du fait des nombreux changements qui peuvent intervenir sur le réseau routier, sont présentées sous

la forme de CD-ROM vendus un peu plus de 900 francs. Les données qu'ils contiennent sont exploitées par les systèmes d'aide à la navigation Carin et Route Planer, commercialisés respectivement par Philips et Magneti-

Marelli. D'autres, comme le japonais Sony et l'allemand Bosch, font appel à des cartographies numériques différentes. Les prix de vente de ces équipements sont tels qu'ils restent réservés aux voitures haut de gamme.

VOYAGER entre deux des 36 000 communes françaises grâce à un système d'aide à la navigation automobile est désormais possible. Mardi 18 juin, la société EGT a annoncé l'achèvement de son travail de numérisation de l'ensemble du réseau routier national. De plus, un certain nombre de villes bénéficient, avec leurs agglomérations, d'un traitement détaillé. La totalité des avenues, rues et mêmes ruelles y sont présentes

avec une précision de 10 mètres, contre 100 mètres pour celle du réseau routier.

« Nous couvrons à présent l'intégralité des régions Ile-de-France, Lyon, Lille, Bordeaux, Strasbourg, Nice-Cannes-Menton-Monaco, qui représentent une population de plus de 20 millions d'habitants », précise Jean-Gilles Housiengou, directeur ventes-marketing d'EGT-Navtech France. D'après Philips, ce bilan ne sera vérifié qu'à la fin de l'année. Aujourd'hui, les villes de Bordeaux et de la Côte d'Azur ne seraient pas totalement numérisées. Dans les zones urbaines couvertes, il est possible d'indiquer une adresse de destination et de se laisser ensuite guider par le système de navigation embarqué (Le Monde du 25 janvier).

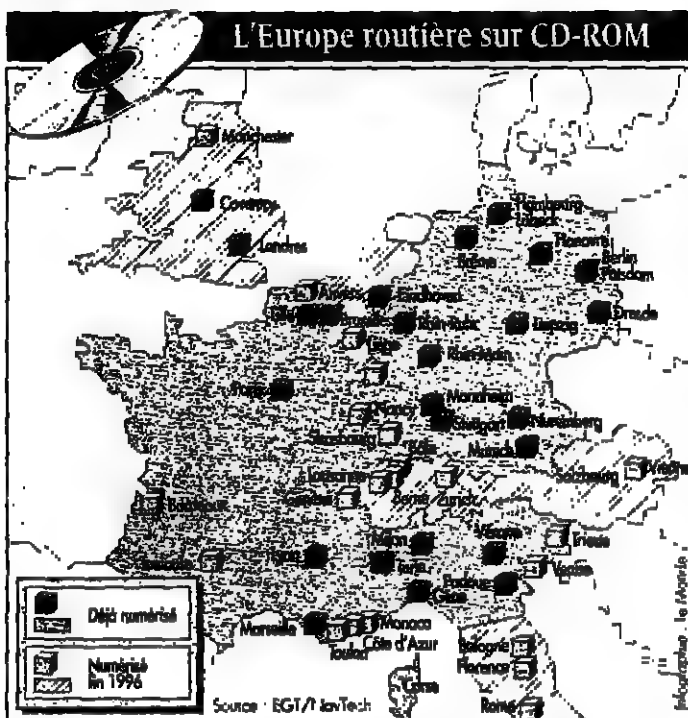
Des prix prohibitifs

Les systèmes d'aide à la navigation coûtent chers. Celui de Philips, Carin, peut être acquis pour 25 000 francs, pose (5 à 6 heures de travail) et CD-ROM France compris. Le Route Planer de Magneti Marelli est vendu 25 300 francs avec le CD-ROM France, mais sans la pose. De 1 000 à 1 500 francs supplémentaires seraient nécessaires selon Mario Palmé, directeur général de la division Telemobility de Magneti Marelli, à Turin. Ce dernier précise que les objectifs de vente du Route Planer « sont compris entre 3 000 et 5 000 unités en France pour 1996 ». Philips, plus modeste, table sur 400 à 500 ventes de Carin cette année, considérée comme une période de test commercial, et sur quelques milliers d'unités pour l'année prochaine. Les résultats obtenus par les industriels seront instructifs. Pour voyager en Europe, le coût du système de navigation et des différents CD-ROM nécessaires dépasse les 30 000 francs, soit plus de la moitié du prix d'une automobile bas de gamme.

MÊME LES TOILETTES PUBLIQUES

L'édition de la cartographie EGT sous la forme d'un CD-ROM marque le début d'une véritable commercialisation. Philips a lancé son système Carin début juin. L'italien Magneti Marelli l'a devancé en commercialisant en avril son Route Planer, qui fait appel à la même cartographie. En revanche, Sony, qui a lancé son système NVX-F160 en mars, utilise les cartes numériques de la société Etak. Bosch vend déjà, depuis plus d'un an, son système TravelPilot en Allemagne. Sa filiale Blaupunkt le commercialisera en France fin 1996 avec la cartographie établie par la société Tele Atlas.

Lorsqu'ils sont vendus séparément, les CD-ROM d'EGT coûtent 950 francs avec une mise à jour gratuite au bout de six mois. Aujourd'hui, la cartographie couvre environ 50 % de l'Europe de



EGT a déjà numérisé la cartographie de deux pays européens, la France et l'Allemagne. Fin 1996, quatre autres s'y ajouteront (Italie, Suisse, Belgique et Autriche) ainsi que la moitié de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

l'Ouest, avec en particulier la totalité de l'Allemagne, le nord de l'Italie, la Suisse, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg et le sud de l'Angleterre. Les Pays-Bas seront disponibles d'ici à la fin de l'année.

EGT-Navtech est la filiale européenne de l'entreprise américaine Navigation Technologies, fondée en 1985 à Sunnyvale (Californie) par treize partenaires. Philips, Renault et l'Institut géographique

national (IGN) font partie des investisseurs qui ont créé EGT en 1991, avant que l'entreprise ne devienne filiale à 100 % de Navigation Technologies en 1994. Ce rachat par un spécialiste américain des bases de données de navigation montre que la numérisation des cartes fait partie des enjeux stratégiques dans ce domaine. En Europe, pas moins de 300 per-

sonnes sont employées, dont 30 en France, pour collecter les informations.

Outre les indications routières, EGT travaille sur l'enrichissement de ses bases de données. « La nouvelle version de la carte numérique de la France comprend 50 000 points d'intérêt (hôtels, restaurants, stations-service, garages, monuments, mairies, aéroports...) », indique Jean-Gilles Housiengou. Une quarantaine de lieux de ce type sont intégrés à la base. Les parkings et mêmes les toilettes publiques en font partie.

INFORMATION EN LIGNE

L'étape suivante dépasse le CD-ROM pour faire appel à l'information en ligne. En effet, si les cartes vieillissent vite - 20 % des croisements et des panneaux de signalisation sont modifiés chaque année, selon EGT -, les informations commerciales touchant les activités de loisir ou d'hébergement sont encore moins pérennes. D'où le nécessaire recours à la transmission par radio (GSM, RDS, DAB...) pour visualiser le tarif et le décor de chambres d'hôtel, les heures d'ouverture d'une piscine ou le nombre de places disponibles dans un parking.

Pour fournir ces indications, EGT cherche à s'associer à des partenaires qui possèdent déjà ces données. En Allemagne, un premier accord a été conclu avec Varta Führer et Travelbox Verlag. Il devrait permettre le lancement, l'an prochain, d'un service qui affichera sur l'écran du système de navigation des images d'hôtels et de restaurants.

Michel Alberganti

■ **ESPACE** : François Fillon, ministre de la poste et des télécommunications et de l'espace, n'a pas exclu que le tir du deuxième exemplaire de la fusée Ariane-5 puisse avoir lieu avant la fin de l'année, ce qui n'induirait qu'un faible retard par rapport au calendrier initial qui prévoyait ce vol en octobre. Cette confiance du ministre tient au fait que l'enquête sur l'échec du 4 juin avance vite et se concentre sur les centrales inertielles et leurs équipements (Le Monde daté 16-17 juin). Selon François Fillon, ces centrales « sont tombées en panne en même temps ».

■ **RECHERCHE** : le Commissariat à l'énergie atomique devrait prochainement se doter à Cadarache (Bouches-du-Rhône) d'un nouveau réacteur de recherche. Baptisé du nom du physicien Jules Horowitz, ce réacteur devrait prendre la relève des réacteurs en fin de vie Siloe et Osiris. Ce projet de 1 à 2 milliards de francs pourrait donner lieu, s'il est accepté, à la mise en service en 2005 de cette machine d'une centaine de mégawatts destinée aux essais de matériaux exposés à d'importants flux de rayonnements tant pour l'amélioration des réacteurs actuels que pour la conception des réacteurs futurs.

■ **PALÉONTOLOGIE** : un nouveau fossile vivant vient d'être découvert par le professeur John Buckeridge, de l'Unitec Institute of Technology (Auckland (Nouvelle-Zélande)). Il s'agit d'une espèce primitive de balane, un crustacé de la classe des Cirripèdes que l'on trouve habituellement accroché aux rochers sous la forme d'aspérités coniques. Prélevé vivant par 800 mètres de fond lors de la campagne océanographique Musorstom-8 de 1994, menée par l'Orstom et le Muséum national d'histoire naturelle, ce balane primitif, du genre *waikolama*, est doté, en plus des huit plaques propres à l'espèce contemporaine, d'une rangée complète de petites écailles caractéristiques des balanes pré-tertiaires qui vivaient il y a plus de 65 millions d'années.

Dans votre Agence France Télécom, vous trouverez le fax conçu pour vous.

Du 10 juin au 10 juillet, les fax papier ordinaire sont à des prix promotionnels.

A partir de 2 990 FHT (3 605,94 FTTC)



Galéo® 4000

- Téléphone fax • Imprimante Minitel®
- Mémoire de réception • Options téléphone sans fil et imprimante micro-ordinateur.

Et aussi, du 10 juin au 10 juillet :

Galéo 5000 : 3 390 FHT (4 088,34 FTTC)

- Téléphone fax • Afficheur 2 lignes • Compatible avec répondeur externe • Autonomie de papier : 50 pages

Galéo 4600 : 3 590 FHT (4 329,54 FTTC)

- Téléphone fax répondeur • Imprimante Minitel • Répondeurs vocal et fax interrogeables à distance • Options téléphone sans fil et imprimante micro-ordinateur

Adressez-vous à votre conseiller France Télécom.

France Telecom

La baie à cheval

Une promenade équestre au Mont-Saint-Michel

GENETS (Manche)

de notre envoyé spécial
Villedieu-les-Poêles, deux minutes d'arrêt. Trois passagers seulement descendent du train de Paris qui file vers Granville. Pourtant, le Mont-Saint-Michel, joyau touristique visité chaque année par quelque 2,5 millions de personnes, n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres. Mais cette gare de Normandie reste hors des circuits balisés. « Vous allez voir, lance Yva, dont les bottes et les éperons constituent la meilleure des cartes de visite, Genets, l'ancien port du Mont-Saint-Michel, est une réserve d'Indiens, peuplée d'irréductibles qui s'accrochent à leur terre. » Ici, ajoute-t-elle fièrement, nous sommes à mille lieux des bazars à touristes du Mont. De Genets, en effet, ne partent ni route ni ligne goudronnée. Pour aller faire ses civilités à l'abbaye, il n'y a guère le choix : la baie se traverse à pied ou à cheval.

Une ferme austère, de schiste et de granit, un chien noir et blanc qui fait la fête à sa maîtresse, et les chevaux qui accourent, curieux, dans le pré d'en face. On selle. Mais pas question de s'élancer immédiatement dans la baie. Ici, c'est l'horaire des marées qui commande le flux et le reflux des hommes. En attendant que la mer se retire, on va flâner le long de la côte, pour s'initier, au petit trot, à la géographie locale.

HIPPODROMES NATURELS

Se succèdent, le long de chemins creux bordés d'aubépine, des vergers plantés de pommiers à cidre et des prés vallonnés. Au détour d'une butte, les premiers herbages. Des prairies, inondées les jours de grande marée, où un gazou aussi ras que fourni nourrit des moutons à tête noire : les prés-salés. Au-delà, noyé dans le brouillard, commence la grève. Une étendue sans horizon où le gris du sable se confond avec le plomb du ciel et de la mer. Le Mont domine le paysage de ses 80 mètres.

Première halte à Saint-Léonard. On attache les chevaux devant la Maison de la pêche à pied. L'occasion d'apprendre comment les 25 000 hectares de sable et de vase que découvre la mer firent, naguère, la fortune des habitants de la baie. Armés de grands filets, d'épuisettes géantes et de nasses, ils pêchaient, à marée basse, soles, plies, crevettes, coques et même



DESSIN MATAU PORTER

quelques-uns des saumons qui, pour frayer, remontaient le Couesnon, la Sée et la Séine. Aujourd'hui, les pêcheurs professionnels ne sont plus qu'une poignée et les saumons sont protégés. L'un des derniers inscrits maritimes accueille les visiteurs du petit musée de Saint-Léonard et leur raconte le temps où les patrons s'engageaient, par contrat, à ne pas servir de saumon à leurs employés plus de trois fois par semaine. Retour vers la baie où le soleil, qui perce sous les nuages, donne aux herbages des reflets de feu. On croise des chevaux de course à l'entraînement sur les dunes. « Ici, c'est le paradis des chevaux : des pâturages riches, un air vivifiant et des kilomètres de chemins et de pistes sablonneuses », explique Yva. Il y a même des hippodromes naturels cachés dans les herbages, et un village, Dragey, où l'on recense quatre cents chevaux pour trois cents habitants.

Au Bec d'Andaine, vous attendent une guinguette, où, les soirs d'été, on donne des concerts de jazz, quelques familles qui pique-niquent et des enfants qui pataugent dans le sable. Depuis le Moyen Âge, cette avancée de terre est le point de départ de la grande traversée de la baie. Les pèlerins, qui arrivaient de Paris ou des routes du Nord, y passaient forcément. Aux lendemains de la der-

nière guerre, l'abbé Bourget a décidé de relancer les pèlerinages. Ainsi, deux fois par an, trois ou quatre mille personnes s'élancent vers le Mont, à pied. La technique est restée la même : les premiers à partir tentent une corde destinée à canaliser la marée humaine ; le reste de la troupe suit.

TERMINUS MOUVANT

De Philippe Auguste à François I^{er}, les rois de France vinrent tous rendre grâce à l'archange saint Michel. A cheval, et en se gardant de mettre pied à terre dans la baie. Au début de ce siècle, des « maringottes », chamettes tirées par des coqs normands, transportaient, depuis le Bec, les épouses des notables. Une tradition qui s'est perdue, le sable et la vase, qui, chaque jour, gagnent du terrain, ayant rendu impossible le passage de ces attelages.

Heure après heure, année après année, la baie change. « D'une marée à l'autre, précise Yva, le cours des rivières varie de plusieurs kilomètres. Les gués ne sont jamais au même endroit et le sol est plein de

pièges. Avec, notamment, l'étrange sensation que tout ce sable recouvre une couche de billes. » On repense alors aux légendes, à la marée qui, dit-on, monte à la vitesse d'un cheval au galop, aux sables mouvants, aux jours de brouillard où les cloches de l'abbaye sonnent pour guider les pèlerins égarés. « Il faut avoir parcouru la baie des centaines de fois, insiste Yva, pour être sûr de son chemin et savoir deviner les passages dangereux. »

En quelques minutes, les repères basculent dans ce paysage indécis, entre Camargue et désert du Ténéré. Rendus fringants par tant d'espace, les chevaux pointent les oreilles. On les laisse filer, à plein galop, dans une gerbe d'écume. Le Mont, petit à petit, émerge de la brume. Ainsi abordé, il se révèle dans sa splendeur, mélange de verdure et de dentelle de pierre. Et l'on n'en revient pas, après ces deux heures de chevauchée solitaire, de découvrir, au pied des remparts, autant de cars de touristes.

Jean-Louis André

Carnet de route

● Randonnée. La traversée de la baie est le point fort d'une randonnée à cheval proposée par La Maison de la randonnée (tél. : 99-31-59-44 à Rennes et 43-71-13-09 à Paris) : 5 jours, 3 000 F, chambre d'hôte ou hôtel compris, départ le 25 juin. Chevaux calmes et dressés. Un sentier facile fait le tour complet de la baie. Pour traverser, se faire accompagner par un guide professionnel. Autres activités : VTT (location au 33-60-83-82), survol de la baie en ULM (tél. : 99-30-30-84), traversée à cheval en une journée

(tél. : 33-58-69-22), char à voile (tél. : 99-46-83-01).
● Etapes. Chambres d'hôtes dans un ancien presbytère (M. Lacombe, tél. : 33-70-86-45) ou dans un moulin à eau (M^{me} Daniel, tél. : 33-70-83-78). La Lucerne d'outre-mer (tél. : 33-61-22-02), une ferme-auberge proche de Genets.
● Guides. Baie du Mont-Saint-Michel (Gallimard), Mont-Saint-Michel et Littoral Normandie (Castelman) et Guide bleu Normandie (Hachette).
● Renseignements. La Maison de la baie, implantée à Courtis (tél. : 33-60-30-01) et Genets (33-70-86-46), organise chaque jour des traversées à pied. Horaires en fonction des marées.

peace and love. La

méthode monte en douceur au-dessus de la Seine, les nuages glissent au bon tempo, et votre ciel fait son miel de tout ce qui vient à passer. Vous sentez que la capitale s'ouvre de nouveau aux flâneurs, que chacun prend plaisir, vitesse tordue, à mettre un pied devant l'autre et à recommencer. Un jeune apprenti patineur se lance avec précaution, appliqué, silencieux, pendant qu'un Américain et sa dame, tout aussi silencieux, suçotent de concert leurs parfums Berthillon : pêche-cerise-mandarine, peut-être, et melon-vanille-mûre sauvage... Verlainne vous trotte dans la tête, avec son « Mon Dieu, mon Dieu, la vie est là / Simple et

tranquille ». Campant résolument dans la fin des années 60, le doux chanteur, de son côté, attaque une version soft d'*Octopus's Garden*, ce mbe aquatique signé Ringo Starr. Vous vous laissez porter par ce pouilleux jardin. Et vous avez soudain le sentiment que se joue devant vous, avec ces passants si parfaits, l'ouverture d'une comédie musicale. Dans un ralenti de rêve, chaque figurant s'acquitte au mieux de son rôle, ce chapeauté poussant poussette, ce cycliste tout en noir, droit comme un cyclamen, et jusqu'au Batobus, dans le fond, qui amorce un virage. Non, vous ne seriez pas étonné de voir sortir Gene Kelly, là-bas, de la Brasserie de l'Île Saint-Louis. Sur l'asphalte un peu hâissant, infiniment léger, il risquerait quelques claquettes. Quelques claquettes qui nous donneraient envie que retombe un bon coup la pluie !

Daniel Percheron



L'AIR DE PARIS

Au pont Saint-Louis

La pluie vous aura mis Paris dans un mouchoir, rapetissant la ville. Refrain plutôt longuet, d'autant que c'est dimanche. Mais voici comme une accalmie, on dirait, une tardive grâce ou presque, en fin d'après-midi, sur le coup de 5 heures. Et vous voilà dehors. D'un pas de somnambule, vous allez vers le cœur, oui, là où l'île Saint-Louis flirte avec celle de la Cité. Chacune y va de sa pointe de part et d'autre du petit pont qui les unit : le pont Saint-Louis. Il y a là un cheveu gratouilleur, qui chante d'une voix très suave une languoureuse ballade. Il a un petit quelque chose de Donovan. Mais, tout bien réfléchi, il vous fait plutôt songer à Graham Nash ou David Crosby, quand ils tenaient le haut du pavé

VENTES

Vue sur le Vésuve

AU XVIII^e, la découverte des sites d'Herculanum et de Pompéi lance la mode de l'Antiquité. L'Europe se penche avec passion sur son passé. Peu à peu s'impose l'habitude d'effectuer un pèlerinage aux sources, appelé « le Grand Tour », dont l'usage se perpétue jusqu'au début de notre siècle. La ville de Naples, sa baie, les éruptions et les fumées du Vésuve font partie des étapes obligées. Artistes, écrivains, célébrités s'y retrouvent et entraînent des touristes.

Cette vue spectaculaire inspire les peintres, qui, à cette époque,

commencent tout juste à se dégarer de l'influence de l'école classique, où l'on peignait le paysage idéal en le recomposant, et se mettent à croquer d'après nature. Les souverains Marie-Caroline et Ferdinand IV (1759-1825), défrônés par Napoléon en 1806 puis restaurés en 1815, avaient eu l'idée d'offrir à leurs hôtes des gouaches ou des aquarelles représentant la ville. Ces cadeaux, originaux pour l'époque, connurent un grand succès. Dès le début du XIX^e siècle, de nombreux artistes viennent avec l'idée de monnayer leur production, qui devient vite une industrie artisanale du souvenir de voyage.

Réunies par un amateur, une soixantaine de gouaches figurant Naples et ses environs seront vendues mercredi 26 juin à Drouot.

Leur valeur dépend de la finesse et de la qualité d'exécution, de l'ancienneté, de l'originalité du sujet et de l'état de conservation (le papier est sensible à l'humidité, les plumes le marquent, la gouache tend à la lumière et les restaurations se révèlent très difficiles à réaliser). L'aspect anecdotique de certaines œuvres leur apporte des plus-values : animation des personnages, scènes de genre (pêcheurs, promeneurs, marchandes, etc.).

ŒUVRES ANONYMES

Les dimensions, qui vont de 8 x 12 cm à 55 x 98 cm, ont aussi une influence sur les prix. Dans cette vente, les estimations varient de 7 000 à 50 000 francs, pour des gouaches datées du tout début du XIX^e à 1860 environ. La plupart

sont entourées d'une bordure noire ou grise, où l'on situait la vue représentée par une inscription manuscrite. Anonymes le plus souvent, quelques-unes de ces œuvres portent le nom et l'adresse du marchand qui les vendait, et l'on remarque que beaucoup d'entre eux étaient anglais.

Parmi les plus belles pièces proposées, on citera *L'Eruption de 1822*, vue de nuit (51 x 70 cm), estimée 40 000 à 50 000 francs. Plus rares, d'esprit très romantique, les éruptions nocturnes sont particulièrement recherchées. Datée vers 1820-1830, une gouache représentant le port de Naples (52 x 47 cm) est annoncée entre 35 000 et 40 000 francs, alors qu'un modèle de la même période traité dans un style un peu naïf, au trait

moins vif et figurant l'île de Capri (un sujet plutôt banal), se vendra sans doute 22 000 à 25 000 francs. Plus on avance dans le siècle, plus la production s'intensifie ; les couleurs sont vives, accrocheuses, presque criardes, et les prix baissent : on attend de 12 000 à 15 000 francs d'une vue de Capri de 28 x 42 cm et de 10 000 à 13 000 francs pour l'île de Nisita (19 x 25 cm).

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, mercredi 26 juin. Exposition sur place le 25 de 11 à 18 heures. Le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Briest, 24, avenue Matignon, 75008 Paris. Tél. : 42-68-11-30. Expert : Bertrand de Latour.

ESCAPADES

■ SUR LES SENTIERS CATHARES. Revivre l'histoire des cathares en suivant les chemins qu'empruntèrent. Il y a plus de huit siècles, les « Parfaits » fuyant les persécutions, des chemins qui mènent aux citadelles du vertige dressées sur leur piton rocheux et permettent de découvrir les massifs calcaires des Corbières, les plateaux lunaires et les gorges de l'Aude et du Rébenty. A pied, dans le cadre d'une randonnée de sept jours (3 120 F par personne, hébergement en gîte d'étape et en auberge), ou à cheval (randonnée de sept jours, 4 280 F avec hébergement en gîte-dortoir, 4 480 F en chambre d'hôte double).
★ Informations et réservations au (16) 68-11-65-93.

■ LA BELLE ÉPOQUE À NOGENT. Le Musée de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) présente, jusqu'au 30 octobre, une exposition consacrée aux faits divers à la Belle Époque. A travers la presse et divers documents, elle fait revivre plusieurs événements, témoins des fantasmes d'une époque où se mêlaient la farce et la tragédie. Ainsi, le 15 mai 1912, Garnier et Vallier, membres de la bande à Bonnot, étaient abattus dans une maison près des bords de Marne, en présence de vingt-cinq mille curieux accourus de Paris pour l'occasion. Le lendemain, le propriétaire du pavillon installait sur les lieux un tourniquet payant.

★ Musée de Nogent, 36, boulevard Gallieni, 94130 Nogent-sur-Marne ; tél. : 48-75-51-25. Ouvert les mardi, mercredi, jeudi et dimanche de 14 à 18 heures et le samedi de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures. Entrée libre.

■ JARDINS EN SEINE-MARITIME. Le 1^{er} Festival Arts et Jardins, qui a lieu en juin, juillet et août en Haute-Normandie, propose spectacles, expositions et journées consacrées aux plantes et à l'art du jardinage, dans le cadre souvent méconnu des plus beaux jardins du département. Parmi ces derniers, le parc du château de Bosmelet et son superbe potager, à Auffay, le Domaine de Champdieu, à Gonville, le jardin inspiré de La Vieux-Rue, le jardin d'Angélique, à Montmatin, le Clos du Coudray et ses vingt-deux jardins, à Étaimpuis, et les confères des Forrières du Bosc, à Saint-Jean-du-Cardonnay. A signaler également les journées de l'ortie au Jardin des plantes de Rouen et une exposition du photographe Robert Doisneau au Muséum d'histoire naturelle de cette ville.
★ Renseignements au 35-59-26-26 ou 35-59-86-04.

■ DE NEFS EN CLOCHERS. Jusqu'au 30 juin, puis du 8 septembre au 20 octobre, le conseil général du Val-d'Oise invite le public à découvrir le patrimoine constitué par les églises du département. Au total, dix-sept églises ouvrent leurs portes afin de dévoiler leurs œuvres dans le cadre de visites libres ou guidées, d'expositions, de conférences et de concerts. A noter une exposition de photographies qui sera présentée jusqu'au 29 septembre à l'abbaye de Maubuisson.
★ Renseignements au 34-71-90-00 ou au 34-25-32-90.

■ MONDIAL DE LA FIGURINE. Paris sera les 5, 6 et 7 juillet la capitale de la figurine à l'occasion d'une exposition qui permettra aux amateurs de petits soldats et autres sujets de découvrir une importante partie de la production internationale. Sont prévus un concours international et une vente aux enchères, samedi 6 juillet, de pièces anciennes et récentes, œuvres des meilleurs figurinistes français et étrangers.

Une zone sera consacrée aux jeux d'histoire avec figurines et un espace à la reconstitution de grandes batailles de l'histoire : débarquement de Normandie, batailles d'Azincourt, de la Moscova et de Gettysburg.
★ Espace Eiffel-Branly, 41, quai Branly, 75007 Paris. Du vendredi au dimanche de 10 à 19 heures, vente aux enchères, le samedi à 14 h 30. Entrée 50 F. Renseignements au 45-61-52-52.

■ NOCTURNES À AZAY-LE-RIDEAU. Animatrice et historienne de l'art, Claudine Lagoutte, qui, il y a quelques années, avait su révéler le château de Maisons-Laffitte, gère aujourd'hui Azay-le-Rideau, pour le compte de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Jusqu'au 21 septembre, elle programme chaque soir (à 22 h 30 jusqu'au 30 juillet, à 22 heures ensuite) « Les Imaginaires d'Azay-le-Rideau ». Pour ce « diamant taillé à facettes, servi par l'Indre », la société itinérante et Pierre Bideau ont bâti un « parcours nocturne de deux heures trente entre parc et château », un son et lumière nouveau style, rencontre vivante avec la Renaissance.
★ Entrée de 35 à 60 F. Tarif groupes. Gratuit jusqu'à douze ans. Renseignements au 47-45-42-04 ou 47-45-44-40.

■ FESTIVAL DES FORÊTS. Festival dédié à la musique classique, il aura lieu à Compiègne et dans plusieurs sites en forêts de Compiègne et de Laigny, du 26 juin au 11 juillet. Au total, neuf concerts (de 50 à 180 F), des formations diverses (orchestre symphonique, orchestre de chambre, quatuor, duo, etc.) et une grande variété d'œuvres évoquant le monde naturel et mythique de la forêt ou, tout simplement, une atmosphère. En vedette, un compositeur, Mozart (Quatuor Talich, Aurelian Popa, Chœur Madrigal, Orchestre de Picardie) et un instrument, la clarinette (Philippe Cuper, Michel Arrignon, Aurélian Popa et Michel Portal), ainsi que des concerts-randonnées, les 30 juin et 7 juillet (80 à 120 F), avec experts forestiers et pauses musicales. Un forfait week-end de 405 F par personne en chambre double du 29 au 30 juin, 645 F du 5 au 7 juillet avec petit-déjeuner, billets pour deux concerts, randonnée pédestre et visites.
★ Réservations au Festival des forêts (tél. : 44-40-28-98), dans les magasins FNAC et à l'office de tourisme de Compiègne.

BROCANTES

● Paris, bois de Boulogne, 400 exposants, jusqu'au 23 juin. Rue du Commerce, 100 exposants, du vendredi 21 au dimanche 23 juin.
● Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), hippodrome, du vendredi 21 au dimanche 23 juin.

● Méjannes-le-Clap (Gard), centre-ville, du vendredi 21 au dimanche 23 juin.

● Chantelle (Allier), 80 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● L'Houmeau (Charente-Maritime), parc de la mairie, 250 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Cluses-sur-le-Loir (Eure-et-Loir), salle des fêtes, 20 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Etalliers (Gironde), allée des Amours, 50 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Le Croisic (Loire-Atlantique), Ancienne Criée, 55 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Verdun (Meuse), Parc-Pré-l'Évêque, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Challans (Vendée), Parc-Expo, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Périgny-sur-Yerres (Val-de-Marne), place de l'Eglise, 80 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

● Pontoise (Val-d'Oise), Halle Saint-Martin, 100 exposants, samedi 22 et dimanche 23 juin.

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES

LES SERVICES DU

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

LES APADES...
LES APADES...
LES APADES...

Passages pluvieux

UNE VASTE ZONE dépressionnaire s'est installée sur l'ouest de l'Europe. L'air océanique, frais et humide, a déjà envahi une grande moitié nord du pays ce jeudi. Il continuera à s'enfoncer vers le sud pour gagner progressivement les régions méditerranéennes dans la journée de vendredi.

Vendredi, la plupart des régions seront menacées par des averses ou des passages pluvieux un peu plus durables. Ces précipitations prendront encore un caractère orageux dans le sud et l'est du pays. Un temps frais, gris et humide s'installera dès le matin au nord de la Seine, en Normandie, Picardie et le long de la frontière belge. Les pluies commenceront à s'effacer par le nord-ouest en cours d'après-midi au profit de belles éclaircies. Celles-ci se développeront le long des côtes de la Manche et de la mer du Nord mais ne s'enfonceront que très lentement dans l'intérieur. Les pluies risquent de se prolonger jusqu'au soir de l'Île-de-France au Cambésis. Du pays nantais à l'Alsace, la journée débitera souvent sous les nuages avec parfois une faible ondée.

Vendredi après-midi, le ciel restera le plus souvent menaçant des Pays-de-Loire à l'Alsace en passant par l'Anjou, le Centre et la Bourgogne. Il faudra encore compter sur quelques averses jusqu'au soir sur ces régions. Ces averses pourront encore prendre un caractère orageux de la Lorraine à la Franche-Comté. La journée sera plus clémente plus à l'ouest, la Bretagne restera à l'écart des ces précipitations.

Plus au sud, la journée s'annonce bien maussade. Les pluies orageuses se déclencheront souvent dès le début de journée. On restera jusqu'au soir sous la menace d'un orage des Charentes à l'Aquitaine, sur le Massif Central ainsi que des Alpes aux côtes méditerranéennes. L'activité orageuse la plus importante se déclenche en cours d'après-midi dans le Sud-Est. De fortes précipitations seront alors possibles dans les Alpes du sud. La tramontane se lèvera en cours ou en fin d'après-midi autour du golfe du Lion.

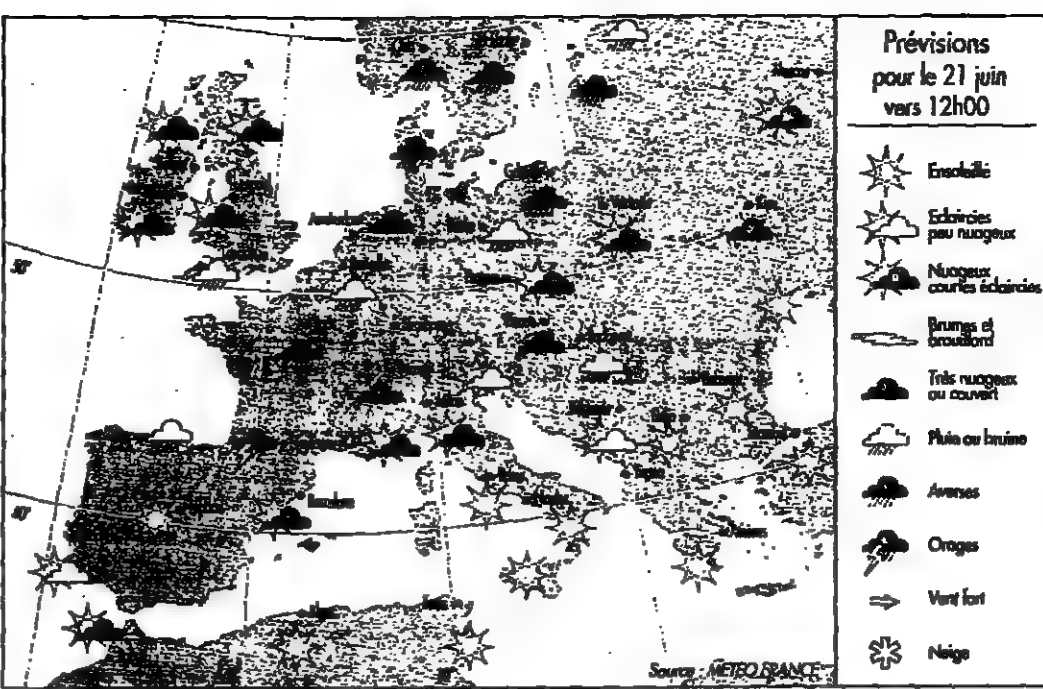
Les températures évolueront peu dans la moitié nord en restant fraîches avec guère plus de 17 à 20 degrés en cours d'après-midi. Elles baisseront nettement dans le sud en ne dépassant généralement pas 18 à 22 degrés. Les côtes méditerranéennes bénéficieront de températures plus clémentes.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Prévisions pour le 21 juin vers 12h00

Prévisions pour le 21 juin vers 12h00

Prévisions pour le 21 juin vers 12h00



TEMPÉRATURES	du 19 juin	du 20 juin	du 21 juin
PARIS	18/27	17/26	16/25
LYON	16/24	15/23	14/22
MARSEILLE	18/26	17/25	16/24
NANTES	16/24	15/23	14/22
NICE	18/26	17/25	16/24
STRASBOURG	16/24	15/23	14/22
TOULOUSE	16/24	15/23	14/22
CHICAGO	16/24	15/23	14/22
LONDRES	16/24	15/23	14/22
NEW YORK	16/24	15/23	14/22
TOKYO	16/24	15/23	14/22
SINGAPORE	16/24	15/23	14/22
CAIRO	16/24	15/23	14/22
MADRID	16/24	15/23	14/22
BARCELONE	16/24	15/23	14/22
BOGOTA	16/24	15/23	14/22
LA PAZ	16/24	15/23	14/22
BUENOS AIRES	16/24	15/23	14/22
SÃO PAULO	16/24	15/23	14/22
RIO DE JANEIRO	16/24	15/23	14/22
BRASILIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22
BELO OZAMBA	16/24	15/23	14/22
BRASÍLIA	16/24	15/23	14/22
ASUNCIÓN	16/24	15/23	14/22
MONTEVIDEO	16/24	15/23	14/22
PORTO ALEGRE	16/24	15/23	14/22
RECIFE	16/24	15/23	14/22
JOÃO PESSOA	16/24	15/23	14/22

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 21 JUIN 1996

FÊTE DE LA MUSIQUE Créée en 1982 à l'initiative de Maurice Fleuret, alors directeur de la musique et de la danse de Jack Lang, cette manifestation a connu un suc-

cès immédiat et a rapidement débordé le cadre national. **GRANDE PARADE** de la flânerie, elle est le royaume des amateurs, des groupes informels et des animateurs locaux.

De l'accordéon à la musique militaire, tout est bon pour animer un 21 juin. **LES PROFESSIONNELS DU DISQUE** en profitent pour tenter de redonner aux Français l'envie d'en-

chaîner leur discothèque. Le 20 juin, le ministère de la culture organise à Bourges les Assises européennes du disque, et les FNAC, comme l'ex- plique (page 25) son directeur du

disque, Thierry Hédoux, baissent, les 21 et 22 juin, le taux de TVA appliqué aux CD, alors que le Parlement doit statuer, le 21 juin, sur le prix plancher du disque.

Cinq itinéraires pour flâneurs mélomanes

Le jour de l'été est traditionnellement, depuis quinze ans, le rendez-vous des amoureux du son. Pour se retrouver parmi les innombrables concerts parisiens, « Le Monde » propose un petit guide aux amateurs

Classique : une soirée dévergondée

LE 21 JUIN, la musique dite classique se découvre, en plein air, libérée du carcan et du cérémonial qui lui sied d'ordinaire. Avant toute autre chose, on recommandera un périple égrené de propositions sonores plus ou moins spontanées.

Quand il pleut, le pèlerin grogne ; quand il fait chaud, il soupire. Pourquoi ne pas se rabattre au frais - et au sec -, dans l'air climatisé de l'élegant auditorium du Musée d'Orsay, où la *Bachianas* (pour soprano et violoncelles) de Villa-Lobos déroulera ses volutes languides, ou dans la fraîche église de Charonne, où sonnera un concert pour trompe de chasse et orgue ? Aux oreilles un rien chics, on pourrait conseiller d'aller entendre la chorale des maisons de couture Bourgeois, Chanel et Ungaro, afin de constater si le ramage de leur personnel vaut leur plumage...

R. Ma.

PARIS
Maîtrise de Radio-France interprétant d'airs de Schumann et de Mendelssohn, accompagné par Nicole Simon-Laroche, sous la direction de Denis Dupays.
Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois, 4^e, M^o Saint-Paul, 16 heures.

Fête du violoncelle
Philippe Muller et ses élèves, avec Camille Van Lier (soprano) et technique Bourret (piano), interpréteront des œuvres de Debussy, Poulenc, Villa-Lobos, Fritzenhagen, Massenet, Chausson et Berlioz.
Auditorium Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, 18 heures.

Concert pour une contrabasse
Carrado Canonici, contrabasse soliste, interprétera des œuvres de Campana, Giraud, Gabbiani, Beccacci, Berio, Finnissy, Scelsi et Xenakis.
Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, 7^e, M^o Varenne, 19 heures.

Concert classique
à la Cité de la Musique
Dans la salle des concerts, Maurice Ravel avec le quatuor Rosamonde, Debussy, Stravinsky et Hector Villa-Lobos avec l'ensemble Denosjourn, dirigé par Christophe Vella.
Cité de la Musique, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e, M^o Porte-de-Pantin, 19 heures.

Trompe de chasse et grand orgue
A la trompe de chasse, Bertrand Plourez, et au grand orgue, Evane Devillier. Œuvres de Haendel (*Suites royales*) et Delalande (*Souperes du Roi*).
Eglise Saint-Germain-Charonne, 4, place Saint-Blaise, 20^e, M^o Gambetta, 19 h 30.

Chorale Bourgeois-Chanel-Ungaro
Chant choral du XVI^e au XX^e siècle, dont Passereau, Praetorius, Crüger, Mozart, Schumann, Schubert... Sous la direction d'Yves Blanchard.
Scotts Kirk, 17, rue Bayard, 8^e, M^o Franklin-Roosevelt, 19 h 45.

Opéra de Donizetti
Accompagnement à deux pianos, six solistes et un chœur de trente personnes. Entrée libre.
Mairie du XX^e, place Gambetta, 20^e, M^o Gambetta, 20 heures.

ILE-DE-FRANCE
Sceaux (Hauts-de-Seine)
Chœurs et ensembles instrumentaux de l'école nationale de musique.
Ode à Sainte-Cécile, de Haendel, par les orchestres d'élèves de l'école nationale de musique, avec le chœur André Sala, direction Jean-Loup Grégoire.
Sceaux, Théâtre Les Gémeaux (Hauts-de-Seine).
De 18 h 30 à 21 heures.

Meigny-sur-Seine (Essonne)
Le village en fête
Choristes issus du chœur régional Victorla Ile-de-France, chants anglais du XVI^e siècle à nos jours. Aurélie Josseland (piano), Elsa Ballas (alto).
Sonate pour Arpeggion. *Anirolachs*, neuf voix de femmes pour toutes les Fantaisies.
De 21 h 45 à 22 h 45.

MULTIFORME. C'est Robert Combas qui signe cette année l'affiche de la Fête de la musique, quinzième du genre, et plus que jamais investie par les musiciens amateurs. Aucun territoire ne leur échappe : ni les prisons, ni les hôpitaux, ni les quartiers dévalorisés, chers au cœur du ministre de la culture Philippe Douste-Blazy.

Bicéphale, doté de quatre mains, la créature de Combas n'a pas assez d'une vie pour la musique, toute la musique, pour souffler dans un piston et têter de la clarinette, en grattant la guitare. Fête à trois, aux visages multiples, plutôt bon enfant que démoniaque, la créature de Jack Lang

génère cette année plus de quinze cents manifestations dans la capitale et en Ile-de-France, de trois mille à quatre mille dans les régions, encore plus informelles, auxquelles s'ajoutent plusieurs milliers de concerts sur les cinq continents.

Pour son édition 1996, la Fête de la musique a tendance à s'appuyer davantage sur des réseaux, naguère encore fragiles, tels les cafés-musiques, les kiosques en fête, les réseaux Fédurack et Printemps de Bourges. Ces points de rencontre qui irriguent le territoire musical français, aux côtés des conservatoires ou des MJC, sont les lieux où l'on fait la musique.

Cette nouvelle ossature est encore plus affirmée sur le secteur international, au niveau de l'Europe (sept pays partenaires et une affiche commune) et dans les pays où la présence de la France est maintenue par des alliances françaises ou des centres culturels français. Parfois en réalisant des partenariats européens, comme en Californie, où l'Alliance française et le Goethe Institut se sont alliés pour produire *Making Wave*, *San Francisco Music Day* (trois cents concerts), la Fête de la musique devient un nouveau moyen de pousser le pion de la francophonie.

Véronique Mortaigne

Chanson : la grande vogue des chorales

LES CHORALES scellent les nouvelles épousailles des Français et de la chanson : ils sont de plus en plus nombreux à s'essayer aux *Amanis de la Saint-Jean* ou à *La Java des bombes atomiques*. Place Furstenberg, c'est une tradition : on y distribue des textes photocopiés, il y a des connaissances, des passants, ceux qui chantent faux et font dérailler les autres, et tous, sur cette charmante place du Quartier latin, s'amusent énormément.

La Fête de la musique est une manière de renouer avec le bal. L'accordéon, un vrai 14 juillet, les pétards en moins. Dans les bistrot du Marais ou de la Butte-aux-Cailles, le cabaret devient accessible à tous, même aux plus sourds à la musique.

V. Mo.

PARIS
Nœuds de musique I
En partenariat avec M & Compagnie des Soies Gosses, Zazie, Margaux, Les Chans, Elie et Dieudonné, Pow Wow, Forest Pagny, Pascal Obispo, La Compagnie Orsola.

PARIS
Nœuds de musique II
En partenariat avec M & Compagnie des Soies Gosses, Zazie, Margaux, Les Chans, Elie et Dieudonné, Pow Wow, Forest Pagny, Pascal Obispo, La Compagnie Orsola.

PARIS
Nœuds de musique III
En partenariat avec M & Compagnie des Soies Gosses, Zazie, Margaux, Les Chans, Elie et Dieudonné, Pow Wow, Forest Pagny, Pascal Obispo, La Compagnie Orsola.

PARIS
Nœuds de musique IV
En partenariat avec M & Compagnie des Soies Gosses, Zazie, Margaux, Les Chans, Elie et Dieudonné, Pow Wow, Forest Pagny, Pascal Obispo, La Compagnie Orsola.

PARIS
Nœuds de musique V
En partenariat avec M & Compagnie des Soies Gosses, Zazie, Margaux, Les Chans, Elie et Dieudonné, Pow Wow, Forest Pagny, Pascal Obispo, La Compagnie Orsola.

Rock : les délices de l'improvisation

BRIMÉES au fond des caves, réprimées sévèrement quand elles montrent dans l'année un poil de leurs délices au voisinage, les musiques électrisées ne sortent en ville que le 21 juin.

Quitte à profiter avec elles de cette liberté surveillée, autant se délecter de l'anarchie de l'improvisation. On évitera donc les rassemblements de foules programmés, les plateaux servis tièdes place de la République, pour pister les camions chargés d'amplis et de guitares, équivalents rock des steel band de Trinidad, les péniches naviguant au gré du funk et les milliers de groupes branchés pour une nuit à leur électrogène ou à la prise du bar le plus proche. Qui, pour une fois, ne risquera aucune menace de fermeture pour tapage nocturne.

PARIS
Podium Rock Fair/
Ricard Live Music 5A
Hip-hop, hardcore-fusion, avec les groupes : DNC, Kickback, Lofotora, Onyed Jack.
Place Denfert-Rochereau, 14^e, M^o Denfert-Rochereau, 20 heures.

PARIS
Studio des Variétés
Le Studio des Variétés s'ouvre à toutes et tous et vous offre les profs des pro : Vous pourrez, dans le cadre de rendez-vous indivi-

duels, chanter, échanger, explorer votre voix avec Richard Cross (Anne Lennox, Axel Bauer), Julia Pelaez (VPR, Bevinna) et Sarah Sanders (Etienne Daho, Lofotora).
28, rue Ballu, 9^e, M^o Place-de-Clugny.
Camion itinérant jam fusion
Avec à son bord Fugucheri, Moskokids, Les Escrocs, Hot Leather Balls, Ika...
Dans tout le quartier de Saint-Germain-des-Prés. M^o Saint-Germain-des-Prés.

SON DE SÉNE
Une péniche naviguera autour de l'île de la Cité, avec à son bord Soul Solution, Rafik et les Dupuiz, Tauti Symphonie.
M^o Cité.

CONCERT RICARD SA LIVE MUSIC
Tears for Fears et Zucchero.
Place de la République, 3^e, M^o République, 20 h 30.

ILE-DE-FRANCE
La fête au Parc
Avec les groupes finalistes des tremplins musicaux et en invités Massilia Sound System et Princess Erika.
Drancy, espace culturel du Parc, place Aristide-Briand (Seine-Saint-Denis), 19 heures.

PARIS
Fête au Saint-Sébastien
Une rue animée en continu par des musiciens sans complexes : Phillip Péri (didjeridoo), La Denecheau Jase Musette (proco-musette), Tao, Vincent Bucher et Pap (blues malgache), D'Gary (guitariste malgache), accompagné par Irma Ratazanina et F.K. Marial, Gueïl Kumbe (griot du Sénégal), Olivier Manoury (bandonéon).
Rue Saint-Sébastien, 11^e, M^o Saint-Sébastien, à partir de 15 heures.

Musiques du monde : carnaval dans les rues

DU MONDE PARTOUT : Paris est bien la ville cosmopolite que certains voudraient qu'elle ne soit plus, formidable carrefour de toutes les cultures. Dans les cafés de la Bastille, dans les Halles, dans le dédale des hôtels particuliers du Marais ou au détour d'un défilé de carnaval brésilien, l'amateur se laissera guider par la flânerie pour découvrir des continents.

Avec des repères devenus habituels : le concert du ministère de la coopération, celui de la maison de l'Amérique latine, un autre, toujours agréable, sur le parvis de l'Institut du monde arabe. Pôle de plus en plus affirmé, la Cité de la musique et le Parc de la Villette fêtent l'irlande et le gamelan balinais.

V. Mo.

PARIS
Fête au Saint-Sébastien
Une rue animée en continu par des musiciens sans complexes : Phillip Péri (didjeridoo), La Denecheau Jase Musette (proco-musette), Tao, Vincent Bucher et Pap (blues malgache), D'Gary (guitariste malgache), accompagné par Irma Ratazanina et F.K. Marial, Gueïl Kumbe (griot du Sénégal), Olivier Manoury (bandonéon).
Rue Saint-Sébastien, 11^e, M^o Saint-Sébastien, à partir de 15 heures.

PARIS
Fête au Saint-Sébastien
Une rue animée en continu par des musiciens sans complexes : Phillip Péri (didjeridoo), La Denecheau Jase Musette (proco-musette), Tao, Vincent Bucher et Pap (blues malgache), D'Gary (guitariste malgache), accompagné par Irma Ratazanina et F.K. Marial, Gueïl Kumbe (griot du Sénégal), Olivier Manoury (bandonéon).
Rue Saint-Sébastien, 11^e, M^o Saint-Sébastien, à partir de 15 heures.

Hôpital Necker-Enfants malades, 148, rue de Sévres, 19^e, M^o Duroc, 13 heures-19 h 30.

Les Polytechnes d'Ile-de-France Orfèvre et fétard : Le Môme Néant (chanson française). Debut sur le Zinc (folk musette), 1 Merikani (folklore du monde), Hemidou (arabo-andalou).

A la Folie Café, parc de la Villette, 19^e, 211, avenue Jean-Jaurès, M^o Porte-de-Pantin, 17 heures.

Assemblée d'accordéons
SNCF-Paris Nord
Des cheminots, du piano à bretelles, diaton et clavier.

Réalis du Nord, 22, rue de Dun-lesque, 10^e, M^o Gare-du-Nord, 18 h 15.

Concert public Franco Inter
Début de soirée en choral, Jean-Marie Lema et Les Voisins du Duesin interprètent *Chants, la vie chante* (Delanod-Fugain), puis Lokus Karas, Biankas, Karé, Zazie et Claude Berthelmy et ses invités sont accompagnés par Nicolas Mahyex (contrebasse) et Jean-Luc Landeweert (batterie).
Cour du Palais-Royal, 7^e, M^o Palais-Royal, 19 h 45.

Harmonia de l'Afrique
Concert sur les marches de l'Opéra
Général : La fanfare défilante de l'Afrique interprète Strauss, Duke Ellington, John Williams, Nino Rota...
Place de l'Opéra, 2^e, M^o Opéra, 20 heures.

Venez tous chanter
Pierre Henry propose de chanter avec lui (distribution de textes et accompagnement à la guitare). L'ambiance est du tonnerre.
Place Furstenberg, 6^e, M^o Saint-Germain-des-Prés, 21 heures.

S. St.

PARIS
Femmes, Choral Gospel et Big Bands
Cour du Musée et Cité de la musique, Parc de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 19^e, M^o Porte-de-Pantin, 16 heures.

Le grand commandement blanc
Autour de l'œuvre d'Alain Kiril, improvisation de jazz de Archie Shepp, saxophoniste, ténor et soprano, et de Sunny Murray, batteur.
Aldo de Orange, Jardin des Tuilleries, 1^e, M^o Concorde, 18 heures.

La 13^e souffle à Montsouris
Big band de jazz composé d'une vingtaine de membres qui interpréteront des standards de jazz, latin et bossa nova.

Montsouris, 20, rue Gagan, 14^e, M^o Cité-Universitaire, 20 heures.
Steve Ports Quintet
La formation de l'ancien saxophoniste de Steve Lacy.

5, rue de Abbesses, 18^e, M^o Abbesses, 20 heures.
Italian Instabile Orchestra
Dix-huit solistes compositeurs parmi les plus créatifs de l'Italie moderne.

Auditorium des Halles, Forum des Halles, niveau -2, porte Saint-Eustache, 1^e, M^o Châtelet-Les-Halles, 20 h 30.

Aldo Romano
Un des projets d'un des batteurs les plus réputés du jazz français.
Musée Cognac-Jay, 3, rue Elzévir, 3^e, M^o Saint-Paul, 15 h 30.

Alain Jean-Benoit
Bigueine réflexions, style jazz Caribbe.
Sunset, 60, rue des Lombards, 1^e, M^o Châtelet, 22 heures.

Big Band du conservatoire
Hector Berlioz
Une grande formation spécialisée dans le répertoire des années swing et Duke Ellington.

Entrée du marché Saint-Martin, rue du Château-d'Eau, 10^e, M^o Château-d'Eau, 19 heures.

Lajko Felle
Un jeune violoniste qui a déboulé tous ses auditeurs. Entre jazz et musique traditionnelle d'Europe centrale.
Hôtel d'Albret, 31 rue des Francs-Bourgeois, 4^e, M^o Saint-Paul, 20 heures.

CINÉMA
Votre aide programme
36 15 LEMONDE

CINÉMA
Votre aide programme
36 15 LEMONDE

CINÉMA
Votre aide programme
36 15 LEMONDE

Thierry Hidoux, directeur du disque de la Fnac

« Pour les multinationales, le disque est accessoire. S'il disparaît demain, elles survivront »

La Fnac détient 25 % des parts du marché du disque, évalué à 10 milliards de francs. Par ses magasins, transigent 25 millions de disques par an, pour un chiffre d'affaires supérieur à celui du

livre (3 milliards de francs avec la vidéo). Une Fnac parisienne propose environ 100 000 références discographiques, fournies par six multinationales et près de deux cents producteurs in-

dépendants, dont la survie est menacée par une concentration du marché, dont Thierry Hidoux, directeur du disque de la Fnac, note qu'elle a été organisée par les industriels du secteur.

« La Fnac vient de lancer une campagne sur le disque. On y voit notamment une affiche où figure Boris Vian, écrivain et chanteur. Qu'est-ce que cela signifie ?

« C'est un message de base : pourquoi appliquerait-on une TVA de 5,5 % à Boris Vian écrivain, et une TVA à 20,6 % pour Boris Vian chanteur ? Nous trouvons inadmissible que le livre et le disque n'aient pas le même taux de TVA, au prétexte que le disque ne serait pas un « bien culturel ». La demande officielle d'alignement de la TVA a été faite par le gouvernement français auprès de la Commission européenne. Mais cette question dépend de l'harmonisation de la TVA en Europe, en suspens jusqu'en 1997 ou 1998. Nous devons nous mobiliser pour appuyer cette requête.

« La baisse de la TVA équivalendrait-elle à une baisse du prix du disque ?

« Encore faudrait-il savoir quel taux de TVA sera appliqué sur le disque, une fois réalisée l'harmonisation des TVA européennes : au lieu des 5,5 % actuels, ce pourrait être 12 % ou 15 %. Si la TVA tombait à 5,5 %, le prix du disque baisserait d'environ 12,5 %, à condition que les distributeurs ne compensent pas la baisse des marges. Ce que la Fnac ne fera pas, mais les prix sont libres en France.

« Une commission mixte paritaire (députés et sénateurs) doit trancher, le 21 juin, la question du prix minimum du disque. Qu'en attendez-vous ?

« Plutôt que d'évoquer le prix plancher, il faudrait parler de certains prix abusivement bas – des CD ven-

ant 5 francs, par exemple. L'idée est de revoir la notion de prix de vente à la baisse, en intégrant au prix de gros un coefficient prenant en compte tous les frais généraux. Ce qui éviterait que les hypermarchés, qui tiennent 55 % du marché de distribution du disque, et qui utilisent le disque comme produit d'appel, notamment pour les jeunes, ne cassent les prix.

gagé, la Fnac a suivi. Reste à savoir qui réduit sa marge : les artistes, les éditeurs, les distributeurs ? Par ailleurs, devant des disques, en général des grands classiques et des fonds de catalogue, qui coûtent un jour 49 francs, le lendemain 100 francs, le consommateur ne comprend plus rien. Si seule compte la conquête des parts de marché, il n'y a effectivement aucun cadeau à faire et il ne

multinationaux, qui investissent dans le cinéma, le multimédia, les loisirs, les jeux, etc., et les hypermarchés ont la même logique : le disque est accessoire. S'il est supprimé demain, ils vivront toujours. Pas la Fnac, pas les petits éditeurs, pas les magasins spécialisés. Cela dit, les hypermarchés font leur métier. Mais les « majors » ne prennent plus de risques.

« Les petits éditeurs ont souvent accusé la Fnac de les étouffer, mais aussi de réduire le nombre des références proposées en magasin.

« Les Fnac, les Mégastores, ou d'autres enseignes de ce genre, donnent leurs chances aux petits éditeurs, aux bons, à ceux qui ne sont pas que de simples distributeurs. Personne n'a intérêt à être la proie de six « majors ». Nous traitons avec 150 à 200 fournisseurs. La Fnac détient 25 % du marché, mais pour des petits labels, absents des hypermarchés, elle représente parfois 50 % ou même 70 % de leurs parts de diffusion. C'est regrettable, mais c'est une conséquence du marché, vidée des disques susceptibles de prendre des risques.

« Par ailleurs, il n'est pas besoin d'avoir 300 000 références en magasin si les clients n'en demandent que 50 000. Il faut personnaliser les services, assurer par exemple les commandes clients – sur un marché saturé en classique, il y a environ 300 nouveautés par mois. Or, nous nous orientons vers un marché de « niches » – la dance, la techno, les musiques du monde, secteurs en plein essor –, et non plus de masse.

Propos recueillis par Véronique Mortaigne

Les paris de PolyGram

Le groupe PolyGram – une vingtaine de labels, de Deutsche Grammophon à Motown – vient de mettre sur le marché un million et demi de disques compacts et de cassettes à prix cassés (49,90 F pour les CD, 29,90 F pour les cassettes). Selon Pascal Nègre, PDG de PolyGram Musique, l'opération, dénommée « Musique en folie », « vise à dénoncer la pratique des remises sélectives » permettant à un gros distributeur, tel Auchan ou Leclerc, de bénéficier d'un stock d'albums mid-price. « Ici, ajoute-t-il, c'est l'ensemble de la distribution, du petit disquaire aux grandes surfaces, qui est favorisé, permettant à tous de vendre au même prix. Sur un marché mou, en concurrence avec le foot et le soleil, cette opération crée un flux important dans les magasins. » Premier effet : Jaurès, de Jacques Brel, a fait sa réapparition au Top Album.

« On trouve actuellement des CD à moins de 50 francs dans tous les magasins de disques. De quoi s'agit-il ?

« C'est une initiative commerciale d'un éditeur, PolyGram, leader sur le marché. Officiellement, un coup de gueule vis-à-vis des autres multinationales, soupçonnées d'accorder des remises abusives à l'ensemble de la distribution afin de faire du chiffre. L'opération déregule le marché, mais l'ensemble des distributeurs, hypermarchés compris, s'y est en-

faut rien changer au fond ! Je constate que, dans le livre, les éditeurs sont plus attentifs à l'idée culturelle.

« C'est, à votre avis, la censure dont souffre le disque ?

« Nous allons vers sa banalisation, par la multiplication des supports, CD-ROM, et bientôt DVD (Digital Video), mais aussi par un marketing abusif. Les « majors » ont investi massivement dans la publicité à la télévision, où l'on ne voit que des produits à rentabilité à court terme, des stars, des compilations. Les groupes

Un public (inter)actif se presse aux journées « portes ouvertes » de l'Ircam

« CHERCHE DSP pour aller sur PC. » Si l'on n'est pas familier du jargon informatique, que penser de cette mystérieuse requête formulée par un ardent visiteur des nouveaux espaces de l'Ircam (Le Monde du 14 juin) ? Réponse du spécialiste maison : « Vous êtes basé sur quel bus, Next ? » Cette tranche de vie illustre les échanges développés entre le grand centre de recherche musicale, logé à côté du Centre Pompidou et qui vient de gagner deux nouveaux bâtiments, et un public choyé à l'occasion de journées « portes ouvertes », qui ont lieu jusqu'au 29 juin.

Du célèbre Espace de projection (salle de concert à l'acoustique modulable située depuis vingt ans au quatrième sous-sol) à l'énigmatique Spatialisateur (nouveau venu perché au quatrième étage des bâtiments Jules-Ferry et Bains-Douches), tout est prévu pour rendre accessible un univers de pointe et dévoiler, notamment aux jeunes, les dessous de la création musicale et de l'interaction. Viennent donc à l'Ircam des amateurs de lutherie découvrant la flûte à quarts de ton, des passionnés de psycho-acoustique suivant un exposé sur l'analyse des scènes auditives simultanées, des promeneurs restés en arrêt devant la chambre anéchoïque (dépourvue d'écho) ou soulevés d'enthousiasme pour Le Tunnel sous l'Atlantique (virtuellement creusé par Maurice Benayoun)...

Que leur propose-t-on dès l'entrée ? Des bornes interactives assurant un repérage des activités de l'Ircam et de leur emplacement. Il

suffit de cliquer sur « Studio 5 » pour assister à une séance de répétition associant le compositeur Philippe Manoury à la soprano Donatienne Michel-Dansac. D'anecdote, l'engagement du visiteur devient déterminant au contact des productions multimedias. Ainsi Le Message virtuel (installation de Catherine Ulan pour la lumière et de Jean-Baptiste Barrière pour le son) offre à chacun la possibilité de moduler par ses propres déplacements l'expression d'un visage (vocalité comprise) en attente sur grand écran. Jacopo Baboni Schingli, compositeur milanais de vingt-cinq ans, va, lui, jusqu'à pratiquer la « composition par modèle interactif » en considérant sa musique comme « une entité capable de se modifier en fonction des mouvements de ceux qui fréquentent l'espace de sa diffusion ».

VALEURS SÛRES ET INNOVATION

Il semble toutefois que la meilleure entreprise d'interaction entre un compositeur et son public demeure l'école de sa musique. Des cinq concerts à l'affiche du 15 juin organisés par l'Ircam, celui qui mobilise le plus de mélomanes associe valeurs sûres (Boulez, Berio) et innovation (Francesconi). Produit de l'interaction d'un trombone solo et de l'ordinateur, présenté en création mondiale, Animus manifeste jusqu'à l'excès la flamboyance propre à Luca Francesconi et passe assez mal après la magistrale Sequenza V pour le même instrument, de Luciano Berio.

L'adéquation entre musique vivante et initiation trouve une tout

autre plénitude avec Dialogue de l'ombre double, de Pierre Boulez, dont l'émotion, vertigineuse comme une première descente dans l'au-delà de l'Ircam, table sur un haut degré de technicité pour réaliser de manière ludique une sorte d'appât destiné à attirer l'oreille dans des sphères de plus en plus aventureuses.

Programmes sur plusieurs fronts, les jeunes compositeurs français ne furent pas tous à la fête. Si Philippe Leroux s'illustra avec bonheur dans le registre (trop souvent délaissé) de la fantaisie par le biais de Continuo (ns), Philippe Hurel mesura les risques de la transformation des sons en temps réel. Invitée de dernière minute au banquet de l'interaction, une panne électronique perturba la diffusion de Leçon de choses, son morceau de bravoure spectral. Un problème de câblage faillit même empêcher son exécution par l'ensemble nommé... Court-circuit.

Pierre Gervasoni

★ Pour la Fête de la musique, un concert musique et danse aura lieu le vendredi 21 juin à 20 heures au Centre Georges-Pompidou avec l'Ensemble Itus, sous la direction de Georges-Elie Octors et avec la technique Ircam. Au programme, la Sonate pour violon, de Béla Bartók avec la projection de Rosa, un film de Peter Greenaway réalisé en 1992 à partir d'une chorégraphie d'Anne Teresa de Keersmaeker. Autres œuvres : Stockhausen, Zimmermann, Kaija Saariaho et Thierry de Mey. Tél. : 44-78-48-16. Entrée libre.

L'implantation d'un McDonald's met en péril un « village » parisien

IL Y A dans Paris des quartiers protégés par une sorte de grâce, où l'histoire a pu préserver un équilibre entre l'animation ordinaire d'une capitale et une forme de nonchalance villageoise. Ainsi, entre le Luxembourg et le boulevard Raspail s'est organisée une vie tranquille dont les privilèges sont mesurables à l'abondance de commerces, sinon de luxe au moins d'aisance, et qui se trouverait aujourd'hui mise en péril par l'ouverture d'un McDonald's. Celui-ci trouverait place dans son centre névralgique, le carrefour Vavin-Bréa (6^e arrondissement).

Cette charmante place est née de la rencontre de deux rues pré-haussmanniennes, à l'origine bordées de maisonsnettes qui laissent peu à peu la place à des immeubles de plus haute taille. Jusqu'en 1912 où l'illustre architecte Sauvage construisit, au 26 de la rue Vavin, un immeuble à terrasses recouvert de céramique, un des musées de la construction parisienne. L'irruption de ce bâtiment moderne et précurseur se fit sans heurt pour l'atmosphère de ce « village ». Au sud de la place, on voit encore un petit édifice Directoire sans intérêt architectural majeur mais sur lequel aura reposé tout ce qui fait l'unité et la continuité du « village ». La maison était naguère occupée par une boutique de peinture et spécialisée dans des pigments introuvables. Tous les peintres du quartier ont été conduits à faire leurs emplettes chez Lefèvre-Fouanest. Matisse n'a pas été le moindre de ses clients.

Le marchand de couleurs baissant définitivement son rideau, le carrefour se réveille avec une drôle de gueule de bois. Le bâtiment aurait été vendu à un « opérateur » qui lui-même a soumis des plans à l'architecte des Bâtiments de France (ABF) dans le but d'ouvrir un restaurant. Aucun élément du bâtiment n'étant protégé, tout aurait été pour le mieux, si le nom de l'acheteur potentiel – la chaîne McDonald's, redoutée pour sa capacité et son habileté à investir des lieux sensibles en se pliant de bonne grâce aux directives des gardiens du patrimoine – n'avait circulé.

L'association de sauvegarde du carrefour Vavin-Bréa a appelé à une manifestation sur place, jeudi 20 juin à 18 h 30. Mais elle est légalement dépourvue d'arguments. Reste donc à

s'interroger sur la législation concernant les zones sensibles. Si certains secteurs sont sauvegardés, comme la Nouvelle Athènes dans le 9^e arrondissement de Paris, l'arsenal de protection actuel reste très insuffisant pour défendre ce qui est le plus fragile dans la notion de patrimoine, à savoir, son esprit, sa cohérence, sa permanence, au-delà des événements architecturaux. C'est ainsi que la Coupole, brasserie toute proche de Vavin-Bréa s'est trouvée incluse dans un phylaxie paté d'architecture commerciale. C'est ainsi qu'un départ de nombreux immeubles du boulevard du Montparnasse, remplacés par des constructions hideuses.

Sans aller jusqu'à l'excès le dispositif de défense du patrimoine, peut-on imaginer une législation qui impose un minimum d'équilibre en exigeant d'activités telles la restauration rapide, d'ouvrir simultanément un magasin similaire dans les banlieues désertées ? En faisant les seules lois du marché et de la spéculation décider de l'évolution des villes, on contribue à la désertification des zones entières et à la jeter aux ordes des décadences de vie paisible.

Frédéric Edelmann

Jean-Paul Fargier

PROJET

LE TRAVAIL À CONTRE-EMPLOI

Notre rapport au travail joue-t-il contre l'emploi ? Il faudrait certes travailler moins, mais surtout autrement.

G. Chavanes, J. Dubois, F.-X. Dumortier, D. Gallie, X. Greffe, M. Maruant, J. Maurice, D. Piveteau, G. Prager, D. Taddai, P. Vanlerenberghe.

Le N° (128 p.) : 65 F - Etr. : 70 F - En vente dans les grandes librairies

PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS • (1) 44 49 48 48

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité : 21 juin
ESC
ESSEC - INT Gestion (Evry)

Admission : 21 juin
ESIEE

3615 LEMONDE

2,23 Juin

DETAILLANT GROSSISTE

VENTE AUX PARTICULIERS
TOUTES LES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX

SOMMIERS & MATELAS

EPEDA, TREGA, DUNLOPILLO etc...
GARANTIE 5 et 10 ANS

CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC

BUROV, STEINER, COULON etc...
BUSNICH, CRATON, MOBECO, SUSTOUTALPINE

10 rue de la République 93100 St Denis (93) 42 08 71 00

صحنه من العمل

Le Musée des beaux-arts de Rouen célèbre ses impressionnistes et Marcel Duchamp

Des œuvres de Monet, Seurat, Van Gogh et Caillebotte sont également exposées

Le Musée des beaux-arts de Rouen consacre jusqu'au 1^{er} juillet une exposition à sept impressionnistes de l'école de Rouen, parmi lesquels

on remarquera en particulier Angrand, Duchamp, enfant de la région, bénéficie quant à lui d'une rétrospective. Pour l'occasion, le Musée

d'Orsay a prêté des toiles majeures de Monet, Seurat et Van Gogh, ainsi que le rarissime *Boulevard Haussmann, effet de neige* de Caillebotte.

L'ECOLE DE ROUEN, DE L'IMPRESSIONNISME À MARCEL DUCHAMP. Musée des beaux-arts, square Verdrel, Rouen. Tél. : 35-52-00-62. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Parce que plusieurs jeunes gens nés en Normandie pratiquaient vers 1890 un paysage proche de l'impressionnisme, parce qu'ils s'en allaient sur le motif au bord de la Seine ou dans la campagne, l'usage s'est établi de considérer qu'il existait alors une école de Rouen. Le mot école n'est pas juste, puisqu'il n'y eut ni maîtres, ni travaux en commun, mais un engouement partagé par une demi-douzaine de peintres qui ne songèrent pas à s'organiser en mouvement. Simplement, ils peignaient leur région, y exposaient leurs toiles et y trouvaient parfois des collectionneurs.

A cet événement dont il convient de ne pas exagérer l'ampleur, le Musée des beaux-arts de Rouen consacre une exposition avec une modération de ton digne d'éloges.

Ce n'est ni un manifeste ni une apothéose, mais une leçon d'histoire. Elle rassemble sept artistes rouennais, introduit des comparaisons, et s'achève sur une salle Marcel Duchamp, qui naquit en Seine-Maritime, à Blainville. Les sept se nomment Angrand, Delattre, Dumont, Frechon, Lebourg, Lemaître et Pinchon.

Parmi eux, il y a un peintre - Angrand - et six hommes qui ont fait des tableaux parce qu'ils en avaient le goût. La discrimination peut paraître rude, mais elle est évidente. Angrand s'inquiète, ose, innove, change, provoque, déplaît, convulse. Les autres cultivent des talents charmants mais un peu courts. L'horizontale de la berge ou de la plaine découpe par moitié leurs toiles. L'eau et l'herbe sont en bas, le ciel en haut. Quelquefois, une meule, un clocher, un phare ou un peuplier rompent cette ordonnance tranquille. L'eau miroite des reflets de plus en plus brillants à mesure que Monet et Sisley deviennent célèbres. Les mêmes répandent à leur insu l'emploi de la brume. Il serait trop facile de dé-

noncer influences et emprunts. Dans les années 1900, Corot et Pissarro font encore des disciples en Normandie.

RENTE À L'ÉMERGENCE

Par chance donc, il y a Angrand, impressionniste un peu plus tard, ami de Van Gogh et de Seurat, peintre à l'énergie. Une douzaine de toiles et de dessins suffisent à la démonstration : à ce novateur, l'histoire de l'art moderne doit consentir une meilleure place. L'auteur de *La Ligne de l'ouest*, une vue des fortifications en 1886 d'un modernisme agressif à la Huysmans, et de *L'Accident*, scène de rue nocturne admirablement construite selon les lois du support, se verse un bol de gaz, celui-là supporterait sans peine d'être comparé à Signac.

Pour donner une colonne vertébrale à cette exposition, il a fallu introduire ceux que les Rouennais imitaient prudemment : Monet, Seurat ou Van Gogh. Ils sont représentés par des œuvres considérables, prêtées par le Musée d'Orsay. Quant à Caillebotte, il figure

grâce à une rareté, un *Boulevard Haussmann, effet de neige* de 1880 ou 1881, retrouvé récemment dans les réserves du musée de Fiers, où il passait pour un anonyme.

Reste Duchamp. Peintre jusqu'en 1914, il a pratiqué à ses débuts le paysage de bocage et le portrait de famille. Avec l'adresse d'un excellent élève, il a pastiché les impressionnistes, puis les nabis, puis Cézanne, puis Matisse et peut-être même Vlamink. Son portrait de son père est d'un virtuose. Il faut que ce soit bien peint - et c'est bien peint - dans une matière duveteuse et des couleurs tendres, avec des gestes mesurés et précis. Du moins en est-il ainsi jusqu'en 1911, où tout se gâte. *Bopène* est une parodie de symbolisme, les *Deux nus*, deux blocs de chair blême. Viennent ensuite le pseudo-cubisme, le faux futurisme, la traversée des apparences et le premier ready-made, la *Roue de bicyclette*, sur quel se clôt l'exposition, loin, très loin de l'école de Rouen.

Philippe Dagen

Après les Allumées, Nantes s'ouvre aux Trafics

La nouvelle aventure de Jean Blaise, entre design, danse et théâtre, au Lieu Unique, les anciennes usines LU

TRAFFICS. Lieu Unique, avenue Carnot, Nantes (Loire-Atlantique), de 18 h 30 à 3 heures jusqu'au 22 juin. Entrée 20 F. Quarts d'heure : 20 F (réservation obligatoire sur place). Rens. : 40-69-50-50 et 51-52-15-21.

NANTES

de notre envoyé spécial
Après l'extinction prématurée des dernières Allumées par Fidel Castro (*Le Monde* du 11 octobre 1995), Jean Blaise, directeur du CRDC (Centre de recherche pour le développement culturel), a relancé Nantes et sa région dans une nouvelle aventure : Trafics. A la différence des Allumées, Trafics se déroule en un seul lieu, l'ancienne usine LU, devenue Lieu Unique. Jean Blaise n'a cependant rien gagné sur la multiplicité des ouvertures d'une manifestation - qui est aussi un manifeste - bien ancré dans la provocation dont il use en professionnel. Celle que proclame l'une des citations écrites au pochoir sur les murs : « Les consommateurs de culture ne font parfois penser aux spectateurs d'un accident. »

Ni messe ni kermesse, Trafics est censé ouvrir un marché qui ferait circuler les visiteurs entre les arts décoratifs et les arts de la scène. Le rez-de-chaussée est constitué d'un vaste déambulatoire, où l'architecture industrielle fait merveille en salle reconquise. Les tréteaux tenus par de jeunes créateurs convergent jusqu'au piano central où un fracas vient sonner l'heure chez Debussy, Satie ou Fauré. Bijoux, accessoires et vêtements, présentés sur les étagères, oscillent entre produits artisanaux et prototypes pré-industriels. L'ensemble tient plus du salon que du marché. D'ailleurs il y a aussi des salons (de maquillage, de tarot, de thé, de lecture et le désormais inévitable cybersalon).

QUARTS D'HEURE POUR 20 F

La dégustation de grands crus (Château Yquem, Petrus, Romanée-Conti) au prix de 50 F le centilitre peut susciter des réticences aussi stimulantes. Chaque quart d'heure passé en compagnie de l'œnologie-pédagogue de service apparaît comme une introduction à la consommation du théâtre. D'autant que la leçon de dégustation consiste pour les chalandis un spectacle en soi, qui semble, quels que soient les convives, mis en scène avec la même rigueur, afin d'imposer l'idée de spectacle court.

Car il ne faudrait pas oublier que l'essentiel de Trafics se joue sur d'autres scènes et sur l'idée d'une durée identique, celle de quarts d'heure (joués, dansés, chantés pour 20 F), que Jean Blaise avait déjà largement développée lors du Festival de Saint-Herblain. Pas plus que le livre à 10 F ne propose for-

cément un texte au rabais, le quart d'heure n'est un sous-spectacle. Chaque œuvre est une création à part entière, écrite et mise en scène pour la circonstance et le lieu. Son intensité se renforce par l'engagement des interprètes, qui en sortent, disent-ils, aussi épuisés que d'une longue pièce. Le petit nombre de spectateurs acceptés, une trentaine à chaque fois, l'absence de salut final, renforcent l'idée d'un moment fort, unique, d'une intrusion tolérée.

La quinzaine de spectacles paraît

« Lieu de vie, lieu d'art »

« Avec Trafics j'ai mêlé les arts nobles : théâtre, danse, musique et art de vivre, design et mode, estime Jean Blaise. Ils ne se rencontrent pas dans le réseau culturel. Le secteur public a beaucoup à apprendre du secteur privé, qui est contraint d'inventer des systèmes parallèles, des marchés. Son économie nous apporte énergie et vitalité. Trafics doit être le laboratoire de ce croisement. Le problème est de sortir du conformisme des structures. C'est pourquoi nous testons notre friche industrielle, Lieu Unique (l'ancienne usine LU). Nous voulons en faire d'abord un lieu de vie, ensuite un lieu d'art. Un lieu où il y aurait, pourquoi pas, une garderie, une épicerie de nuit, un restaurant. Nous allons donc poursuivre les Trafics jusqu'en 1999, et, simultanément, entreprendre des Fins de siècle, plus proches de ce qu'étaient les Allumées. Les invités seront Johannesburg en 1997, Tokyo en 1998 et New York pour entrer dans l'an 2000. »

difficile à épuiser en une soirée. Christiane Cohendy, sous la direction de Robert Cantarella, nous fait la confidence chantée de son théâtre personnel ; Jean-François Duroure danse la désespérance de la solitude et celle de la collectivité ; Olivier Py exhorte à la vertu poétique ; Edie Vigner, en affamé d'histoire, grignote celle des biscuits LU. Le Purgatoire (qui double le quart d'heure, soit 30 F l'entrée), de Serge Noyelle, plus spectaculaire, jone de la déambulation comme d'un montage, joué en boucle. Les instruments sont généralement modestes : du sable et du sel, du papier et des bougies, de la sueur et des mots. Rien dans tout cela qui raccorde particulièrement aux trafics de l'espace marchand. Significativement, Jean Blaise aura placé le marché au niveau de la rue, dans la pleine lumière du solstice, et le théâtre dans la pénombre des souterrains et des greniers. Le jour et la nuit.

Jean-Louis Perrier



Le nouvel album de Blake & Mortimer en avant première tout l'été dans Télérama. Prenez votre culture en main.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul Indication particulière, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. *Exposition la matinée de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 24 JUIN
S.4- Photographie d'Afrique noire. M. de RICQUES. Expert : M. Mangin.
S.6- Dessins et tableaux anciens. Chroniques. Objets d'art et de bel
ensemble. M. de RICQUES.

MERCREDI 26 JUIN
S.16- Tab. bib. mod. M. de RICQUES, STUDER, FROMENTIN.
VENDREDI 28 JUIN
S.5- Tableaux et sculptures des XIXe et XXe. M. de RICQUES.
Expert : Thierry Picard
S.6- Tableaux anciens. Bel ensemble. M. de RICQUES et
M. de PESCHETEAU-RADIN, GODEAU, LEROY.
S.16- Tableaux, bibelots, meubles anciens et style.
M. de AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009)
47.70.67.68
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002)
42.60.87.87
LOUVER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
PESCHETEAU-RADIN, GODEAU, LEROY, 16, rue Grange-Basilère (75009)
47.70.88.38
PICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.77.22
de RICQUES, 46, rue de la Vierge (75009) 48.74.38.93

VO : Accatone, 5^e (46-33-86-86).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

Redistribution « géographique » des pouvoirs à la CLT

Favorable à une répartition des compétences par métier, Michel Delloye laisse son poste d'administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion avant la finalisation de la fusion avec Bertelsmann

LA COMPAGNIE luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a confirmé, mercredi 19 juin, la démission de Michel Delloye, administrateur délégué de l'opérateur luxembourgeois. Ce départ, qui sera effectif le 3 juillet, à l'occasion de la réunion du conseil d'administration de la CLT, intervient à quelques jours de la finalisation de la fusion avec l'UFA, filiale audiovisuelle du groupe Bertelsmann. Pour lui succéder au poste de directeur général de la CLT-UFA, Michel Delloye a choisi Rémy Sautter, cinquante et un ans, vice-PDG de RTL, en charge des activités radiophoniques au sein de la CLT.

Michel Delloye en convient volontiers, après douze années passées aux côtés d'Albert Frère, principal actionnaire de la CLT, la décision de partir n'a pas été facile à prendre. Mais, depuis quelques semaines, le principal artisan du numérique au sein du groupe luxembourgeois avait fait état de divergences de vues avec ses actionnaires.

DOUBLE COMMANDE
En clair, Michel Delloye n'approuve pas l'organisation ni la répartition des tâches de la future entité CLT-UFA.

Pourtant, « Bertelsmann aurait préféré que Michel Delloye reste en fonctions. Mais le groupe allemand a considéré que cette affaire devait se régler entre l'administrateur délégué et Albert Frère », fait-on savoir à Luxembourg.

À l'évidence, le groupe allemand, désormais actionnaire à 50 % du premier opérateur européen, n'a

pas l'intention d'être un partenaire inerte dans la CLT-UFA. Depuis le 2 avril, date de la fusion, la direction de Bertelsmann négocie jour après jour avec Albert Frère un partage équitable des leviers de commandes et le contrôle de certaines activités.

Michel Delloye, adversaire d'une solution géographique qui veut répartir à parts égales les pouvoirs et les hommes entre les allemands et les luxembourgeois, avait plaidé pour une organisation unique constituée d'un management clair avec une répartition des fonctions par métier plutôt que par pays. En

vain. Une double direction bi-céphale présidera aux destinées de la CLT-UFA. Au sommet, Didier Belens, actionnaire d'Audiophon, holding de contrôle de la CLT, sera flanqué de Michael Dornemann, président de l'UFA.

À l'étage en dessous, deux directeurs généraux seront associés : Rémy Sautter, successeur de Michel Delloye, pour la CLT et, pour les allemands, Rolf Schmidt-Holtz, membre du bureau exécutif de la division divertissement de Bertelsmann. A Paris comme à Luxembourg, des observateurs soulignent

que cet agencement pourrait s'accompagner « d'un certain partage de la CLT entre ces zones d'influence ».

En clair, le groupe Bertelsmann deviendrait l'opérateur des activités de la CLT-UFA en Allemagne. Outre la maîtrise de RTL Plus, première chaîne privée allemande, Bertelsmann pourrait aussi prendre le contrôle de Club RTL, bouquet numérique que la CLT-UFA a prévu de lancer en Allemagne.

Toutefois, le départ de Michel Delloye ne devrait pas remettre en cause les projets numériques de la CLT en France. Télévision par satellite (TPS), projet de bouquet de programmes numériques opéré par la CLT, France Télévision, TF1, M6 et la Lyonnaise des eaux, poursuit sa mise en œuvre. Mercredi 19 juin, les cinq partenaires ont signé les statuts de TPS et conclu le pacte d'actionnaires.

Déçu mais pas amer, Michel Delloye a fait savoir « qu'il reste persuadé que la CLT-UFA est la meilleure des solutions ». Selon lui, « la CLT garde les meilleurs atouts dans l'audiovisuel ».

Guy Duthell

L'homme du numérique

tions pourries. Des investissements à haut risque. Nommé président de Lambert-Brussels Capital Corporation, Michel Delloye solde les comptes et gagne « treize procès en complément de passif, mais pas des actionnaires ». Fort de ces succès, Michel Delloye devient, en 1990, manager général de GBL, la dernière étape avant son arrivée, en 1992, à la tête de la CLT, comme administrateur délégué.

COMME PATRICK LE LAY

D'abord peu au fait du monde de l'audiovisuel, Michel Delloye s'est, comme Patrick Le Lay, passé du BTP à la présidence de TF1, s'imposant comme le patron du groupe luxembourgeois.

Sous sa férule, le conglomérat d'activités diverses va s'affirmer comme un des premiers groupes européens. Mieux, l'homme a un projet : le numérique. Pourtant, il veut rester modeste : « Cela m'embête un peu que l'on me présente comme l'homme du numérique. Ce dont je suis le plus heureux, c'est d'avoir constitué une équipe dynamique, soudée et efficace ». Fort de « ce vrai projet industriel », Michel Delloye a toutefois fait de la

CLT « un groupe structuré et crédible ».

La légende veut qu'il ait été à l'origine de la fusion avec Bertelsmann. Le 28 avril, Michel Delloye « croise » Michael Dornemann, président de l'UFA, la filiale audiovisuelle du groupe allemand, à l'aéroport de Francfort. Aux prises depuis plusieurs mois avec les difficiles négociations autour des projets numériques, les deux hommes ont fini par se connaître et par s'apprécier.

À l'époque, la CLT vient de vivre une trahison : Murdoch, qui faisait figure d'allié, vient de s'entendre avec Havas, Canal Plus et Bertelsmann (Le Monde du 8 mars). Entre deux avions, Michel Delloye propose un projet de fusion à Michael Dornemann. Trois jours plus tard, l'accord est conclu.

Après quatre ans à la tête de la CLT, Michel Delloye a pris goût au monde audiovisuel. Pour vivre à fond sa nouvelle passion, « l'homme du numérique » pourrait retourner aux États-Unis, l'eldorado de la télévision. Mais on dit aussi que les Allemands pourraient ne pas laisser échapper une telle somme d'expérience.

G. D.

Chargeurs quitte Lyonnaise Communications

JÉRÔME SEYDOUX, PDG de Chargeurs-Pathé, a annoncé, mercredi 19 juin, qu'il cédait sa participation de 10,5 % dans Lyonnaise Communications, filiale câble de la Lyonnaise des eaux. La vente sera finalisée en juillet. L'acheteur devrait être la Lyonnaise des eaux elle-même, qui porterait sa participation de 54 à 64 %. Jérôme Seydoux a précisé que le montant de la vente serait supérieur au prix comptable de la participation (71 millions de francs) et devrait se situer entre 80 et 90 millions de francs.

Jérôme Seydoux intervenait dans le cadre de l'assemblée générale des actionnaires de Chargeurs, qui ont prononcé la scission du groupe entre une entité industrielle - Chargeurs International, dirigée par Eduardo Malone - et la partie communication - Pathé, présidée par Jérôme Seydoux (Le Monde du 20 juin). La scission devrait faciliter les acquisitions de Pathé, qui pourra avoir plus facilement recours au marché pour lever des capitaux et emprunter, selon Jérôme Seydoux, « plusieurs milliards de francs », car la nouvelle structure n'est pas endettée.

Jérôme Seydoux a également précisé, à propos de Libération, qu'il n'était pas dans « la stratégie de Pathé d'investir dans la presse ». « Nous ne croyons pas au météorite d'entreprise, a-t-il ajouté à l'adresse des actionnaires qui s'inquiétaient de cet investissement. Libération doit être rentable. STI est rentable, je ne crois pas qu'un actionnaire ait fait une mauvaise affaire. »

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Dallas.
15.25 Hawaii police d'Etat.
16.30 Une famille en or.
17.05 Hooker.
18.05 Sydney Police.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tercé.

LES CORDIER, JUGE ET FLIC

Série. La mémoire des Cordier, de Gilles Benoit (110 min).
Le commissaire Cordier est suspecté du meurtre d'un gynécologue renommé avec qui il avait rendez-vous le soir de sa mort.

J'Y CROIS, J'Y CROIS PAS

Magazine présenté par Tina Küffer.
Francois, vous êtes incroyables ! (140 min).
Pour cette dernière émission, Tina Küffer reçoit sur son plateau des Français qui, à un moment de leur histoire, ont vécu ou ont été témoins d'événements incroyables.
1.00 Journal, Météo.
1.35 Pensions, 1.35 et 2.10, 2.50, 3.30 TF1 nua, 1.45 Nouveaux, 2.30 et 3.40, 5.05 Histoires nouvelles, 5.00 Musique.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal, Loto.
13.50 Les Rouleux. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.55 Tiroir.
16.10 et 3.15 La Chance aux chansons.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 C'est cool. Série.
18.05 et 3.35 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 2.50 Studio Gabriel.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 A cheval, Météo, Point route.

ENVOYÉ SPÉCIAL

Atlanta : haute sécurité, de J.-P. Mével et C. Hiron / Coca : la soif de vendre, de J. Colomer et P. Montoya / Post-scriptum : l'enfant et son revolver, de J.-M. de Lestrade (130 min).
23.05 Expression directe. UDF.

L'HORLOGER DE SAINT-PAUL

Film de Bertrand Tavernier avec Philippe Noiret, Jean Rochefort (1973, 105 min).
Un horloger lyonnais essaie de comprendre pourquoi son fils unique, adolescent, a commis un meurtre. Belle étude sociale et psychologique. Excellents acteurs.
0.58 Journal, Bourse, Météo.
1.15 La Chambre 108
Film de Daniel Mann avec Robert Redford (1972, 90 min).
Un huis clos d'un procès de théâtre.
3.30 L'Adèle et la bête, 4.10 24 heures d'info, 4.20 Légendes du monde, La fête merveilleuse.

France 3

12.35 Journal, Keno.
13.10 Arnold et Willy.
14.30 Beau fixe.
14.50 Le Renard. Série.
14.50 Brigade criminelle.
14.58 Questions au gouvernement.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minikéums.
17.45 C'est pas sorcier.
18.05 Une affaire qui roule : les voitures.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
19.50 et 2.50 Studio Gabriel.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 A cheval, Météo, Point route.

L'AUBERGE ROUGE

Film français de Claude Autant-Lara avec Fernandel (1951, 101 min).
En 1833, en Ardèche, un couple d'ouvriers assoiffés les voyageurs de passage.
22.35 Journal, Météo.

LES DJANGO D'OR

Trophées internationaux de Jazz. Présentation de Michel Leeb et Michel Picault (130 min).
Pour leur cinquième anniversaire, les Django d'or, qui célèbrent les « cent ans de jazz », vont récompenser les meilleurs jazzmen.
1.00 Espace francophone, 1.40 Les 100 meilleurs, 2.40 Le monde de la musique, 3.40 Le monde de la musique, 4.40 Le monde de la musique, 5.40 Le monde de la musique, 6.40 Le monde de la musique, 7.40 Le monde de la musique, 8.40 Le monde de la musique, 9.40 Le monde de la musique, 10.40 Le monde de la musique, 11.40 Le monde de la musique, 12.40 Le monde de la musique, 13.40 Le monde de la musique, 14.40 Le monde de la musique, 15.40 Le monde de la musique, 16.40 Le monde de la musique, 17.40 Le monde de la musique, 18.40 Le monde de la musique, 19.40 Le monde de la musique, 20.40 Le monde de la musique, 21.40 Le monde de la musique, 22.40 Le monde de la musique, 23.40 Le monde de la musique, 24.40 Le monde de la musique, 25.40 Le monde de la musique, 26.40 Le monde de la musique, 27.40 Le monde de la musique, 28.40 Le monde de la musique, 29.40 Le monde de la musique, 30.40 Le monde de la musique, 31.40 Le monde de la musique, 32.40 Le monde de la musique, 33.40 Le monde de la musique, 34.40 Le monde de la musique, 35.40 Le monde de la musique, 36.40 Le monde de la musique, 37.40 Le monde de la musique, 38.40 Le monde de la musique, 39.40 Le monde de la musique, 40.40 Le monde de la musique, 41.40 Le monde de la musique, 42.40 Le monde de la musique, 43.40 Le monde de la musique, 44.40 Le monde de la musique, 45.40 Le monde de la musique, 46.40 Le monde de la musique, 47.40 Le monde de la musique, 48.40 Le monde de la musique, 49.40 Le monde de la musique, 50.40 Le monde de la musique, 51.40 Le monde de la musique, 52.40 Le monde de la musique, 53.40 Le monde de la musique, 54.40 Le monde de la musique, 55.40 Le monde de la musique, 56.40 Le monde de la musique, 57.40 Le monde de la musique, 58.40 Le monde de la musique, 59.40 Le monde de la musique, 60.40 Le monde de la musique, 61.40 Le monde de la musique, 62.40 Le monde de la musique, 63.40 Le monde de la musique, 64.40 Le monde de la musique, 65.40 Le monde de la musique, 66.40 Le monde de la musique, 67.40 Le monde de la musique, 68.40 Le monde de la musique, 69.40 Le monde de la musique, 70.40 Le monde de la musique, 71.40 Le monde de la musique, 72.40 Le monde de la musique, 73.40 Le monde de la musique, 74.40 Le monde de la musique, 75.40 Le monde de la musique, 76.40 Le monde de la musique, 77.40 Le monde de la musique, 78.40 Le monde de la musique, 79.40 Le monde de la musique, 80.40 Le monde de la musique, 81.40 Le monde de la musique, 82.40 Le monde de la musique, 83.40 Le monde de la musique, 84.40 Le monde de la musique, 85.40 Le monde de la musique, 86.40 Le monde de la musique, 87.40 Le monde de la musique, 88.40 Le monde de la musique, 89.40 Le monde de la musique, 90.40 Le monde de la musique, 91.40 Le monde de la musique, 92.40 Le monde de la musique, 93.40 Le monde de la musique, 94.40 Le monde de la musique, 95.40 Le monde de la musique, 96.40 Le monde de la musique, 97.40 Le monde de la musique, 98.40 Le monde de la musique, 99.40 Le monde de la musique, 100.40 Le monde de la musique, 101.40 Le monde de la musique, 102.40 Le monde de la musique, 103.40 Le monde de la musique, 104.40 Le monde de la musique, 105.40 Le monde de la musique, 106.40 Le monde de la musique, 107.40 Le monde de la musique, 108.40 Le monde de la musique, 109.40 Le monde de la musique, 110.40 Le monde de la musique, 111.40 Le monde de la musique, 112.40 Le monde de la musique, 113.40 Le monde de la musique, 114.40 Le monde de la musique, 115.40 Le monde de la musique, 116.40 Le monde de la musique, 117.40 Le monde de la musique, 118.40 Le monde de la musique, 119.40 Le monde de la musique, 120.40 Le monde de la musique, 121.40 Le monde de la musique, 122.40 Le monde de la musique, 123.40 Le monde de la musique, 124.40 Le monde de la musique, 125.40 Le monde de la musique, 126.40 Le monde de la musique, 127.40 Le monde de la musique, 128.40 Le monde de la musique, 129.40 Le monde de la musique, 130.40 Le monde de la musique, 131.40 Le monde de la musique, 132.40 Le monde de la musique, 133.40 Le monde de la musique, 134.40 Le monde de la musique, 135.40 Le monde de la musique, 136.40 Le monde de la musique, 137.40 Le monde de la musique, 138.40 Le monde de la musique, 139.40 Le monde de la musique, 140.40 Le monde de la musique, 141.40 Le monde de la musique, 142.40 Le monde de la musique, 143.40 Le monde de la musique, 144.40 Le monde de la musique, 145.40 Le monde de la musique, 146.40 Le monde de la musique, 147.40 Le monde de la musique, 148.40 Le monde de la musique, 149.40 Le monde de la musique, 150.40 Le monde de la musique, 151.40 Le monde de la musique, 152.40 Le monde de la musique, 153.40 Le monde de la musique, 154.40 Le monde de la musique, 155.40 Le monde de la musique, 156.40 Le monde de la musique, 157.40 Le monde de la musique, 158.40 Le monde de la musique, 159.40 Le monde de la musique, 160.40 Le monde de la musique, 161.40 Le monde de la musique, 162.40 Le monde de la musique, 163.40 Le monde de la musique, 164.40 Le monde de la musique, 165.40 Le monde de la musique, 166.40 Le monde de la musique, 167.40 Le monde de la musique, 168.40 Le monde de la musique, 169.40 Le monde de la musique, 170.40 Le monde de la musique, 171.40 Le monde de la musique, 172.40 Le monde de la musique, 173.40 Le monde de la musique, 174.40 Le monde de la musique, 175.40 Le monde de la musique, 176.40 Le monde de la musique, 177.40 Le monde de la musique, 178.40 Le monde de la musique, 179.40 Le monde de la musique, 180.40 Le monde de la musique, 181.40 Le monde de la musique, 182.40 Le monde de la musique, 183.40 Le monde de la musique, 184.40 Le monde de la musique, 185.40 Le monde de la musique, 186.40 Le monde de la musique, 187.40 Le monde de la musique, 188.40 Le monde de la musique, 189.40 Le monde de la musique, 190.40 Le monde de la musique, 191.40 Le monde de la musique, 192.40 Le monde de la musique, 193.40 Le monde de la musique, 194.40 Le monde de la musique, 195.40 Le monde de la musique, 196.40 Le monde de la musique, 197.40 Le monde de la musique, 198.40 Le monde de la musique, 199.40 Le monde de la musique, 200.40 Le monde de la musique, 201.40 Le monde de la musique, 202.40 Le monde de la musique, 203.40 Le monde de la musique, 204.40 Le monde de la musique, 205.40 Le monde de la musique, 206.40 Le monde de la musique, 207.40 Le monde de la musique, 208.40 Le monde de la musique, 209.40 Le monde de la musique, 210.40 Le monde de la musique, 211.40 Le monde de la musique, 212.40 Le monde de la musique, 213.40 Le monde de la musique, 214.40 Le monde de la musique, 215.40 Le monde de la musique, 216.40 Le monde de la musique, 217.40 Le monde de la musique, 218.40 Le monde de la musique, 219.40 Le monde de la musique, 220.40 Le monde de la musique, 221.40 Le monde de la musique, 222.40 Le monde de la musique, 223.40 Le monde de la musique, 224.40 Le monde de la musique, 225.40 Le monde de la musique, 226.40 Le monde de la musique, 227.40 Le monde de la musique, 228.40 Le monde de la musique, 229.40 Le monde de la musique, 230.40 Le monde de la musique, 231.40 Le monde de la musique, 232.40 Le monde de la musique, 233.40 Le monde de la musique, 234.40 Le monde de la musique, 235.40 Le monde de la musique, 236.40 Le monde de la musique, 237.40 Le monde de la musique, 238.40 Le monde de la musique, 239.40 Le monde de la musique, 240.40 Le monde de la musique, 241.40 Le monde de la musique, 242.40 Le monde de la musique, 243.40 Le monde de la musique, 244.40 Le monde de la musique, 245.40 Le monde de la musique, 246.40 Le monde de la musique, 247.40 Le monde de la musique, 248.40 Le monde de la musique, 249.40 Le monde de la musique, 250.40 Le monde de la musique, 251.40 Le monde de la musique, 252.40 Le monde de la musique, 253.40 Le monde de la musique, 254.40 Le monde de la musique, 255.40 Le monde de la musique, 256.40 Le monde de la musique, 257.40 Le monde de la musique, 258.40 Le monde de la musique, 259.40 Le monde de la musique, 260.40 Le monde de la musique, 261.40 Le monde de la musique, 262.40 Le monde de la musique, 263.40 Le monde de la musique, 264.40 Le monde de la musique, 265.40 Le monde de la musique, 266.40 Le monde de la musique, 267.40 Le monde de la musique, 268.40 Le monde de la musique, 269.40 Le monde de la musique, 270.40 Le monde de la musique, 271.40 Le monde de la musique, 272.40 Le monde de la musique, 273.40 Le monde de la musique, 274.40 Le monde de la musique, 275.40 Le monde de la musique, 276.40 Le monde de la musique, 277.40 Le monde de la musique, 278.40 Le monde de la musique, 279.40 Le monde de la musique, 280.40 Le monde de la musique, 281.40 Le monde de la musique, 282.40 Le monde de la musique, 283.40 Le monde de la musique, 284.40 Le monde de la musique, 285.40 Le monde de la musique, 286.40 Le monde de la musique, 287.40 Le monde de la musique, 288.40 Le monde de la musique, 289.40 Le monde de la musique, 290.40 Le monde de la musique, 291.40 Le monde de la musique, 292.40 Le monde de la musique, 293.40 Le monde de la musique, 294.40 Le monde de la musique, 295.40 Le monde de la musique, 296.40 Le monde de la musique, 297.40 Le monde de la musique, 298.40 Le monde de la musique, 299.40 Le monde de la musique, 300.40 Le monde de la musique, 301.40 Le monde de la musique, 302.40 Le monde de la musique, 303.40 Le monde de la musique, 304.40 Le monde de la musique, 305.40 Le monde de la musique, 306.40 Le monde de la musique, 307.40 Le monde de la musique, 308.40 Le monde de la musique, 309.40 Le monde de la musique, 310.40 Le monde de la musique, 311.40 Le monde de la musique, 312.40 Le monde de la musique, 313.40 Le monde de la musique, 314.40 Le monde de la musique, 315.40 Le monde de la musique, 316.40 Le monde de la musique, 317.40 Le monde de la musique, 318.40 Le monde de la musique, 319.40 Le monde de la musique, 320.40 Le monde de la musique, 321.40 Le monde de la musique, 322.40 Le monde de la musique, 323.40 Le monde de la musique, 324.40 Le monde de la musique, 325.40 Le monde de la musique, 326.40 Le monde de la musique, 327.40 Le monde de la musique, 328.40 Le monde de la musique, 329.40 Le monde de la musique, 330.40 Le monde de la musique, 331.40 Le monde de la musique, 332.40 Le monde de la musique, 333.40 Le monde de la musique, 334.40 Le monde de la musique, 335.40 Le monde de la musique, 336.40 Le monde de la musique, 337.40 Le monde de la musique, 338.40 Le monde de la musique, 339.40 Le monde de la musique, 340.40 Le monde de la musique, 341.40 Le monde de la musique, 342.40 Le monde de la musique, 343.40 Le monde de la musique, 344.40 Le monde de la musique, 345.40 Le monde de la musique, 346.40 Le monde de la musique, 347.40 Le monde de la musique, 348.40 Le monde de la musique, 349.40 Le monde de la musique, 350.40 Le monde de la musique, 351.40 Le monde de la musique, 352.40 Le monde de la musique, 353.40 Le monde de la musique, 354.40 Le monde de la musique, 355.40 Le monde de la musique, 356.40 Le monde de la musique, 357.40 Le monde de la musique, 358.40 Le monde de la musique, 359.40 Le monde de la musique, 360.40 Le monde de la musique, 361.40 Le monde de la musique, 362.40 Le monde de la musique, 363.40 Le monde de la musique, 364.40 Le monde de la musique, 365.40 Le monde de la musique, 366.40 Le monde de la musique, 367.40 Le monde de la musique, 368.40 Le monde de la musique, 369.40 Le monde de la musique, 370.40 Le monde de la musique, 371.40 Le monde de la musique, 372.40 Le monde de la musique, 373.40 Le monde de la musique, 374.40 Le monde de la musique, 375.40 Le monde de la musique, 376.40 Le monde de la musique, 377.40 Le monde de la musique, 378.40 Le monde de la musique, 379.40 Le monde de la musique, 380.40 Le monde de la musique, 381.40 Le monde de la musique, 382.40 Le monde de la musique, 383.40 Le monde de la musique, 384.40 Le monde de la musique, 385.40 Le monde de la musique, 386.40 Le monde de la musique, 387.40 Le monde de la musique, 388.40 Le monde de la musique, 389.40 Le monde de la musique, 390.40 Le monde de la musique, 391.40 Le monde de la musique, 392.40 Le monde de la musique, 393.40 Le monde de la musique, 394.40 Le monde de la musique, 395.40 Le monde de la musique, 396.40 Le monde de la musique, 397.40 Le monde de la musique, 398.40 Le monde de la musique, 399.40 Le monde de la musique, 400.40 Le monde de la musique, 401.40 Le monde de la musique, 402.40 Le monde de la musique, 403.40 Le monde de la musique, 404.40 Le monde de la musique, 405.40 Le monde de la musique, 406.40 Le monde de la musique, 407.40 Le monde de la musique, 408.40 Le monde de la musique, 409.40 Le monde de la musique, 410.40 Le monde de la musique, 411.40 Le monde de la musique, 412.40 Le monde de la musique, 413.40 Le monde de la musique, 414.40 Le monde de la musique, 415.40 Le monde de la musique, 416.40 Le monde de la musique, 417.40 Le monde de la musique, 418.40 Le monde de la musique, 419.40 Le monde de la musique, 420.40 Le monde de la musique, 421.40 Le monde de la musique, 422.40 Le monde de la musique, 423.40 Le monde de la musique, 424.40 Le monde de la musique, 425.40 Le monde de la musique, 426.40 Le monde de la musique, 427.40 Le monde de la musique, 428.40 Le monde de la musique, 429.40 Le monde de la musique, 430.40 Le monde de la musique, 431.40 Le monde de la musique, 432.40 Le monde de la musique, 433.40 Le monde de la musique, 434.40 Le monde de la musique, 435.40 Le monde de la musique, 436.40 Le monde de la musique, 437.40 Le monde de la musique, 438.40 Le monde de la musique, 439.40 Le monde de la musique, 440.40 Le monde de la musique, 441.40 Le monde de la musique, 442.40 Le monde de la musique, 443.40 Le monde de la musique, 444.40 Le monde de la musique, 445.40 Le monde de la musique, 446.40 Le monde de la musique, 447.40 Le monde de la musique, 448.40 Le monde de la musique, 449.40 Le monde de la musique, 450.40 Le monde de la musique, 451.40 Le monde de la musique, 452.40 Le monde de la musique, 453.40 Le monde de la musique, 454.40 Le monde de la musique, 455.40 Le monde de la musique, 456.40 Le monde de la musique, 457.40 Le monde de la musique, 458.40 Le monde de la musique, 459.40 Le monde de la musique, 460.40 Le monde de la musique, 461.40 Le monde de la musique, 462.40 Le monde de la musique, 463.40 Le monde de la musique, 464.40 Le monde de la musique, 465.40 Le monde de la musique, 466.40 Le monde de la musique, 467.40 Le monde de la musique, 468.40 Le monde de la musique, 469.40 Le monde de la musique, 470.40 Le monde de la musique, 471.40 Le monde de la musique, 472.40 Le monde de la musique, 473.40 Le monde de la musique, 474.40 Le monde de la musique, 475.40 Le monde de la musique, 476.40 Le monde de la musique, 477.40 Le monde de la musique, 478.40 Le monde de la musique, 479.40 Le monde de la musique, 480.40 Le monde de la musique, 481.40 Le monde de la musique, 482.40 Le monde de la musique, 483.40 Le monde de la musique, 484.40 Le monde de la musique, 485.40 Le monde de la musique, 486.40 Le monde de la musique, 487.40 Le monde de la musique, 488.40 Le monde de la musique, 489.40 Le monde de la musique, 490.40 Le monde de la musique, 491.40 Le monde de la musique, 492.40 Le monde de la musique, 493.40 Le monde de la musique, 494.40 Le monde de la musique, 495.40 Le monde de la musique, 496.40 Le monde de la musique, 497.40 Le monde de la musique, 498.40 Le monde de la musique, 499.40 Le monde de la musique, 500.40 Le monde de la musique, 501.40 Le monde de la musique, 502.40 Le monde de la musique, 503.40 Le monde de la musique, 504.40 Le monde de la musique, 505.40 Le monde de la musique, 506.40 Le monde de la musique, 507.40 Le monde de la musique, 508.40 Le monde de la musique, 509.40 Le monde de la musique, 510.40 Le monde de la musique, 511.40 Le monde de la musique, 512.40 Le monde de la musique, 513.40 Le monde de la musique, 514.40 Le monde de la musique, 515.40 Le monde de la musique, 516.40 Le monde de la musique, 517.40 Le monde de la musique, 518.40 Le monde de la musique, 519.40 Le monde de la musique, 520.40 Le monde de la musique, 521.40 Le monde de la musique, 522.40 Le monde de la musique, 523.40 Le monde de la musique, 524.40 Le monde de la musique, 525.40 Le monde de la musique, 526.40 Le monde de la musique, 527.40 Le monde de la musique, 528.40 Le monde de la musique, 529.40 Le monde de la musique, 530.40 Le monde de la musique, 531.40 Le monde de la musique, 532.40 Le monde de la musique, 533.40 Le monde de la musique, 534.40 Le monde de la musique, 535.40 Le monde de la musique, 536.40 Le monde de la musique, 537.40 Le monde de la musique, 538.40 Le monde de la musique, 539.40 Le monde de la musique, 540.40 Le monde de la musique, 541.40 Le monde de la musique, 542.40 Le monde de la musique, 543.40 Le monde de la musique, 544.40 Le monde de la musique, 545.40 Le monde de la musique, 546.40 Le monde de la musique, 547.40 Le monde de la musique, 548.40 Le monde de la musique, 549.40 Le monde de la musique, 550.40 Le monde de la musique, 551.40 Le monde de la musique, 552.40 Le monde de la musique, 553.40 Le monde de la musique, 554.40 Le monde de la musique, 555.40 Le monde de la musique, 556.40 Le monde de la musique, 557.40 Le monde de la musique, 558.40 Le monde de la musique, 559.40 Le monde de la musique, 560.40 Le monde de la musique, 561.40 Le monde de la musique, 562.40 Le monde de la musique, 563.40 Le monde de la musique, 564.40 Le monde de la musique, 565.40 Le monde de la musique, 566.40 Le monde de la musique, 567.40 Le monde de la musique, 568.40 Le monde de la musique, 569.40 Le monde de la musique, 570.40 Le monde de la musique, 571.40 Le monde de la musique, 572.40 Le monde de la musique, 573.40 Le monde de la musique, 574.40 Le monde de la musique, 575.40 Le monde de la musique, 576.40 Le monde de la musique, 577.40 Le monde de la musique, 578.40 Le monde de la musique, 579.40 Le monde de la musique, 580.40 Le monde de la musique, 581.40 Le monde de la musique, 582.40 Le monde de la musique, 5

Pêche gardée

par Pierre Georges

EN CE TEMPS-LÀ la justice était marmoréenne et les parquets de comblanchien. Cela se passait ailleurs dans une étrange contrée, imaginaire et lointaine. Les petits juges n'avaient pas de vertu à chercher. Encore moins à trouver. Ils n'étaient pas saisis, sinon par eux-mêmes. Pas des saisis, sinon par d'autres.

En ce pays bizarre, ces juges présentaient l'extrême désagrément de déranger la justice. Ils faisaient leur métier avec un zèle suspect et déjà coupable. Ils traquaient ici la fausse facture, là la prise illégale d'intérêts. En un mot, ils instruisaient selon la définition même de leur fonction et les bons principes appris à l'école de la Magistrature.

Ces juges-là avaient donc l'idée saugrenue de faire leur métier. C'était un beau métier. Mais aussi un sot métier dès lors qu'il leur était signifié, après moult hésitations et plusieurs mois d'instruction, que l'exercice ne relevait pas de leur compétence. Du moins géographique. C'est exactement ce qui advint à l'un d'eux. L'homme était têtue, obstiné, accrocheur, en un mot instructeur. Il avait bonne réputation, solide mémoire. L'art consommé de s'accrocher à ses dossiers comme bernique au rocher. Il ne se donnait pas, lui, pour projet de chercher, mais de trouver. Il fouillait, perquisitionnait, saisissait, recoupait, auditionnait. Et il le faisait avec un tel zèle, une telle constance, une si louable efficacité que cela eût été grand scandale de ne point reconnaître ses mérites. Heureusement rien de tel ne se produisit. Au contraire. Il y avait tout de même une justice au pays de la justice comblanchienne. Ses supérieurs estimèrent que pareil

mérite méritait récompense. Ce magistrat fut donc inscrit d'urgence au tableau d'avancement. Selon ses vœux.

Et d'autorité, il fut dessaisi. Au motif parfaitement logique qu'un si beau travail, s'il valait promotion, ne pouvait durer plus longtemps. L'urgence commandait d'arracher l'impétueux, pour son bien, son avenir, sa santé et une saine administration de la justice, à ses travaux de recherches et d'aiguille.

En l'étrange et irrationnelle contrée, on racontait en effet de drôles de choses. Par exemple, qu'à force de tirer obstinément sur la pelote de ficelle, dans ses exercices de pêche au délit, le bon juge était sur le point de ramener du gros poisson. Du poisson-capital. Hors sa juridiction, hors son territoire fluvial, hors les eaux délimitées par le notable panneau « défense d'instruire ».

Voilà effet qui ne pouvait durer. Le juge braconne nettement. Il instruisait sans permis bien précis. Il tyrannisait des espèces protégées, fort attachées à leur progéniture et en sérieux péril. Et ce qu'il avait attrapé avait, dit-on, outre un goût de vase, un parfum avancé de népotisme.

En ce pays de songe, irrationnel fort heureusement, il y avait encore et toujours une justice. Et un garde-pêche vigilant, un garde des eaux, sinon des sots. Le présumé juge fut donc invité à remettre vivement ses prises à l'eau. Avec consigne de n'y point revenir et d'aller se livrer ailleurs à ses exercices halieutiques. A charge pour un autre, pour d'autres, de décider de l'opportunité des poursuites et de la réouverture de la pêche en eaux réservées.

Michel Tabachnik reconnaît avoir joué un rôle essentiel au sein de la secte de l'Ordre du Temple solaire

Le chef d'orchestre n'explique pas les massacres en Suisse et dans le Vercors

GRENOBLE

de notre bureau régional
Le chef d'orchestre franco-suisse Michel Tabachnik, mis en examen le 12 juin pour association de malfaiteurs par le juge grenoblois Luc Fontaine dans le cadre de l'affaire de l'Ordre du Temple solaire (OTS), a finalement confirmé devant le magistrat instructeur le rôle et l'influence qu'il exerça, pendant près de quinze ans, sur les membres de cette secte impliquée dans plusieurs massacres en Suisse, au Canada et en France (Le Monde du 13 juin).

Ce musicien de cinquante-trois ans, placé sous contrôle judiciaire depuis sa mise en examen, avait à plusieurs reprises tenté de brouiller les pistes à propos de son appartenance à l'OTS.

SANCTUAIRE SOUTERRAIN

Devant la presse, il avait tout d'abord reconnu avoir donné plusieurs conférences sur la culture et la musique à ses adeptes. Confronté aux photographies qui le montraient vêtu d'une cape, il avait indiqué s'être habillé de la sorte afin de respecter les coutumes des membres de l'Ordre. Lorsque fut découvert, chez un tailleur canadien, un listing informatique mentionnant les commandes de ces fameux vêtements rituels ainsi que les mensurations de leurs utilisateurs, M. Tabachnik refusa à nouveau de reconnaître qu'il entretenait, depuis longtemps, des liens étroits avec l'OTS.

Où le juge chargé de l'enquête sur la mort de seize personnes, dont trois enfants, le 23 décembre 1995 dans le Vercors a réuni de nombreux témoignages sur le fonctionnement de la secte. Il a également obtenu des informations sur ses di-

rigesants : le grand maître, Joseph Di Mambro ; le médecin homéopathe Luc Joutet, chargé des recrutements ; et Michel Tabachnik, spécialiste des enseignements. D'anciens membres de l'OTS affirment ainsi que Luc Joutet présentait le chef d'orchestre comme l'un des « hauts responsables » de l'Ordre. Une adepte qui participa aux conférences de Michel Tabachnik en 1994 le décrit comme une personnalité occupant « une place de premier

C'est enfin Michel Tabachnik qui, lors d'une conférence donnée en Avignon, le 24 septembre 1994, annonça à l'assemblée de cent vingt personnes la transformation de l'OTS en « Alliance Rose-Croix ». « Ses propos étaient ceux d'une personne présidant aux destinées de l'OTS », rapporte un témoin. Michel Tabachnik a reconnu devant le juge avoir fréquenté Di Mambro à partir de 1977. A l'époque, ce dernier vivait avec une

transmettra le flambeau de son organisation à Luc Joutet. « A ce moment-là, on peut considérer que l'OTS est née », explique M. Tabachnik. Joutet et Di Mambro avaient la haute main sur la structure. Je me suis toujours considéré comme un outsider, c'est-à-dire comme quelqu'un qui n'intervenait qu'à la demande de Jo Di Mambro. »

M. Tabachnik a également reconnu devant le magistrat instructeur que le grand maître le présentait comme « son bras droit et son dauphin ». Mais le chef d'orchestre devait être exclu des activités de l'OTS par Di Mambro en 1992, qui supprima ses enseignements « cosmiques ». Michel Tabachnik ne fut rappelé à la tribune qu'en juillet et septembre 1994, en Avignon, peu de temps avant les massacres survenus en Suisse et au Canada (53 morts le 4 octobre). « Le 24 septembre, j'ai annoncé que le Temple deviendrait Rose-Croix, ce qui signifie que la hiérarchie serait peu à peu supprimée, que chacun serait responsable de lui-même sur le plan spirituel (...). Effectivement j'étais vêtu de noir à cette dernière réunion. Pour moi, le noir est le symbole de la spiritualité et de l'humilité. »

A propos des massacres perpétrés en Suisse et aux cours desquels Joutet et Di Mambro sont morts, Michel Tabachnik se montre beaucoup moins prolixe. Il prétend qu'à partir du 4 octobre 1994 Di Mambro est devenu à ses yeux un « maître noir (...) qui peut toujours faire du mal ». Enfin, à propos des assassinats commis en 1995 dans le Vercors, il estime que ce sont là aussi « les forces du mal qui ont guidé une personne ».

Claude Francillon

Détournement de fonds

Michel Tabachnik récusé les accusations qui font de lui le principal bénéficiaire des ressources de l'Ordre du temple solaire (OTS) apportées par les adeptes. Il a été effectivement rémunéré, jusqu'en 1991, pour ses conférences et il a perçu des droits d'auteurs pour les textes rédigés à l'intention des membres de l'OTS. Il reconnaît avoir reçu 50 000 francs suisses (un peu plus de 200 000 francs) qui furent versés sur les comptes de la société de droit panaméen Startone, qu'il créa pour des raisons professionnelles et qu'il utilise toujours.

Le chef d'orchestre accuse Joseph Di Mambro d'avoir été le principal bénéficiaire, avec Luc Joutet, des très importantes sommes d'argent récoltées par l'OTS et dont un tiers était adressé à la « loge-mère » de l'Ordre, installée à Zurich. Selon le chef d'orchestre, cette loge aurait été « inventée par Di Mambro pour détourner l'argent des adeptes ».

ordre, visible, certaine, indéniable » au sein de la secte. D'autres témoignages soulignent les liens étroits qu'unissait le chef d'orchestre à Joseph Di Mambro, ainsi que sa participation active à la réalisation d'un sanctuaire souterrain réalisé sous la villa d'Aubignan (Vaucluse), propriété de l'OTS. « Quelques heures après la naissance de son fils David, en 1985, Di Mambro nous réunis pour nous informer que l'Antéchrist était né. C'est dans ce sanctuaire, dont les plans furent établis par Michel Tabachnik, que cet enfant fut baptisé. »

quinzaine d'autres personnes dans une communauté, La Pyramide, installée à Collonges-sous-Salève (Haute-Savoie). La même année il participa, aux côtés de ce même Di Mambro, à la création de la fondation Golden-Way, qui allait devenir le relais financier de la secte, créée quelques années plus tard. Il sera également présent lors de tous les actes fondateurs de l'Ordre du Temple solaire au début des années 80, notamment lorsqu'en 1983 Julien Origa, grand maître de l'Ordre rénové du Temple solaire,

Les refondateurs communistes demandent la « mutation » du PCF

LES COMMUNISTES REFOUNDATEURS ne sont pas satisfaits du rapport présenté, mercredi 19 juin, par le secrétaire national du PCF, Robert Hue, pour lancer le vingt-neuvième congrès en décembre (Le Monde du 20 juin). Leur porte-parole, Guy Hermier, devrait faire entendre leur opposition, jeudi, devant le comité national, en expliquant que « la mutation du Parti reste à faire ».

Cette minorité refondatrice, regroupée autour du journal Futurs, ne souhaite pas présenter de texte oppositionnel au congrès. Elle précise toutefois que cette position ne vaut que s'il y a possibilité de faire entendre « leurs deux idées-forces, auxquelles s'oppose fermement la direction du PCF : d'une part, la transformation du Parti en une « force communiste nouvelle », d'autre part, la constitution, à la gauche du PS, d'un « pôle de radicalité », pour préparer 1998.

« Le PCF reste aujourd'hui, malgré les évolutions, la forme-parti issue de la III^e Internationale, qui a partout fait faillite, nous a déclaré le député des Bouches-du-Rhône. Malgré toutes les évolutions, le système de décision reste centralisé. Rompre avec le passé, ce n'est pas seulement rompre avec le stalinisme, c'est rompre avec cette forme-parti. Nous défendons l'idée d'une formation communiste nouvelle, qui dépasserait le PCF, et rassemblerait dans une « maison

commune » les communistes, mais aussi diverses organisations, de Futurs à la Ligue communiste révolutionnaire, ainsi que tous ceux qui restent attachés à une vraie transformation sociale. »

« UN PACTE ÉLECTORAL »

« L'autre grande question qui se pose au Parti communiste, c'est l'échec de 1998, et la participation au gouvernement, continue le maire des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille. La question est de savoir si la gauche, en cas de victoire, mettra en place une vraie politique de changement. Nous considérons que cette question, malgré toutes les nouvelles rencontres entre forces de gauche, n'est pas réglée. Nous insistons pour passer à une phase de discussions concrètes. »

« Toute la gauche doit aller au gouvernement, pas seulement le PS ou le PCF », explique le porte-parole de Futurs-refondateurs. M. Hermier souligne que « la gauche est diverse » et que « certaines forces de gauche sont plus attachées à une dimension de radicalité sociale et politique, comme on l'a vu en décembre ». « Pourquoi ne pourrait-on pas proposer un pacte électoral de forces alternatives ? », demande-t-il. Les deux projets « grande coalition de gauche, pôle radical - ne s'opposent pas, au contraire de ce que semble dire la direction du PCF. »

Ariane Chemin

Les salariés d'Alitalia détiendront 20 % du capital

ROME

de notre correspondante

Après des mois de durs tourbillons, les nuages semblent enfin se dégaizer sur la route d'Alitalia, la compagnie aérienne italienne. Mercredi 19 juin, au terme d'une réunion qui a duré près de deux jours, la direction d'Alitalia et huit des neuf syndicats concernés, dont celui des pilotes, sont parvenus à se mettre d'accord sur un plan de sauvetage de l'entreprise, endettée de plus de 4 600 milliards de lires, soit environ 15 milliards de francs.

L'accord est qualifié par la plupart des commentateurs de « novateur » parce qu'il prévoit une « nouveauté absolue dans le paysage industriel du pays », selon la direction, c'est-à-

dire, un nouveau modèle de participation des salariés. Grâce aux économies espérées, une fois mis en chantier, le plan d'assainissement proposé le 16 mai dernier, par l'administrateur délégué, Domenico Cempella, Alitalia ouvrirait son capital, faisant participer ses salariés, à hauteur d'au moins 20 %. Participation qui sera répartie, en fonction de la contribution de chaque catégorie à la réduction du coût du travail. Un schéma qui s'inspire de l'expérience de United Airlines aux États-Unis. Plus « responsabilisés » par le fait d'être aussi des actionnaires, les salariés pourraient prendre directement part à la gestion de l'entreprise et trois sièges leur seront réservés au conseil d'administration.

Dans une situation d'urgence - Alitalia a connu une perte record de 440 milliards de lires l'année dernière (1,47 milliard de francs) -, les partenaires veulent conjurer l'esprit de rigueur du plan d'assainissement avec celui d'ouverture à la participation directe des salariés.

CONTRATS « HARMONISÉS »

L'initiative satisfait les syndicats qui ont estimé qu'à présent l'entreprise avait « balayé les nuages noirs qui s'accumulaient sur l'emploi » et retrouvé une grande « cohésion » interne tandis que ses salariés « pourraient s'y faire entendre de façon significative, pour veiller à leurs conditions de travail ».

L'accord conclu mercredi, n'a suscité qu'un chœur de louanges dans la classe politique, mais il va cependant devoir être soumis, dans les prochains jours, à l'ensemble des salariés d'Alitalia. En attendant, il constitue sans nul doute, un premier pas positif vers la mise en œuvre du plan d'assainissement prévu et en premier lieu vers la recapitalisation du groupe.

Le plan de sauvetage d'Alitalia présenté par M. Cempella prévoit la séparation de la compagnie en deux sociétés, exploitant l'une le moyen courrier et l'autre le long courrier. Au programme, également, la réduction, entre autres, des coûts du personnel : près de 17 % des effectifs

devraient être supprimés (3 000 personnes environ sont concernées dont 903 pour le personnel navigant) surtout au moyen de pré-retraites et de reconversions diverses. Dans le même temps, il y aurait 2 094 embauches (dont 500 au sol), mais à des salaires moins élevés que précédemment. De plus, les contrats entre les différentes catégories seraient « harmonisés », pour échapper au handicap de la fragmentation salariale actuelle.

Par ailleurs, le plan prévoit une forte augmentation de capital qui sera progressive d'ici à l'an 2000 et portera sur 3 000 milliards de lires, soit 10 milliards de francs. Cette augmentation a pour but de soutenir l'importante restructuration en cours et de préparer la phase de relance proprement dite, qui n'interviendra qu'entre 1998 et l'an 2000, avec la mise en fonction de quinze appareils gros porteurs et une nouvelle politique d'alliances stratégiques et commerciales de niveau international. Le conglomérat industriel d'Etat, IRI, actionnaire majoritaire de la société, devrait dans les prochains jours assurer une première tranche de l'augmentation de capital, à hauteur de 1 500 milliards de lires. Une seconde tranche est prévue pour le premier semestre 1997.

Marie-Claude Decamps

Deux maires de l'Essonne se livrent une guerre ouverte

LE PROCUREUR de la République d'Evry, Laurent Davenas, a été informé d'un nouvel aspect de la polémique qui oppose le maire socialiste de Ris-Orangis, Thierry Mandon, au maire voisin de Draveil et député de l'Essonne, Georges Tron (RPR). Un salarié du conseil général, André Decroix, affirme ne pas être surpris par « le rôle joué par le député Georges Tron et son proche entourage, lors des violences survenues à Ris-Orangis » le 9 juin. Le 10 juin, une collaboratrice de M. Tron, qui croyait être en conversation avec un éducateur de Ris-Orangis, a tenu des propos laissant entendre que le député avait intérêt à attiser les violences urbaines dont Ris-Orangis avait été le théâtre la veille (Le Monde du 13 juin). Enregistrée par le maire, la conversation a été rendue publique, conduisant les protagonistes du dossier à déposer quatre plaintes au total.

Dans une lettre communiquée au procureur, M. Decroix affirme avoir été le témoin, le 19 septembre 1994 - de manœuvres semblables, orchestrées par la même équipe et sur le même registre, dans la ville voisine de Draveil ». A l'époque, M. Tron n'était pas maire, mais candidat aux élections municipales

de juin 1995. « Un groupe composé d'une dizaine de garçons se recommançant [de lui] investissait de force le local [d'une] association, moitié des personnes présentes dans les lieux, confisquaient les archives », raconte M. Decroix, précisant que l'opération avait pour objet de neutraliser cette association défavorable au député. « Ce témoignage indique que M. Tron n'en est pas à son coup d'essai », commente M. Mandon, déterminé à faire flèche de tout bois contre M. Tron, qui lui avait ravi la circonscription en 1993.

M. Tron dénonce une manipulation de la part de son adversaire politique. « Comme par hasard, plus d'un an après la campagne municipale, M. Decroix sort du bois et se prête à cette manœuvre parce qu'il n'a jamais accepté la disparition de cette association de Draveil dont il était très proche », déclare-t-il. « une de mes réunions publiques a été troublée, en juin 1995, par des individus proches de M. Decroix ». Le SRP de Versailles est chargé par le parquet de reconstituer le scénario exact de cette histoire.

Pascal Sauvage

BOURSE			
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE			
Cours relevés le jeudi 20 juin, à 10 h 15 (Paris)			
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	22367,40	+0,10	+12,93
Hong Kong index	10204,50	-0,44	+9,06
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au 19.06.96			
Paris CAC 40	2100,70	-0,34	+12,22
Londres FT 100	3753,30	-0,07	+1,29
Zurich	1743,63	+0,78	+13,97
Milan MIB 30	1127	+1,35	+21,05
Francfort Dax 30	2554,84	-0,23	+13,35
Bruxelles	---	---	+12,42
Suisse SIBS	1397,05	+0,77	+4,15
Madrid Ibes 35	371,02	+0,31	+16,10
Amsterdam CBS	380,70	+0,55	+19,03

Tirage du Monde date jeudi 20 juin : 452 764 exemplaires

ORDINATEURS MACINTOSH
Recevez gratuitement le magazine et le CD GuideMAC

Mettez un PC dans votre MAC!
SOFTWINDOWS 2.0
Exécutez tous les logiciels Windows & MS/DOS sur votre PowerMac, permet le fonctionnement des CD-Rom PC, assure la connexion aux réseaux Ethernet et TokenRing (nécessite 16 Mo de RAM).

MACINTOSH PERFORMA 6300 DOS COMPATIBLE
Un Macintosh avec 8 Mo de mémoire, CD-Rom, disque dur de 500 Mo, dernier & souris. Un PC 486DX66 avec 4 Mo de mémoire, MS/DOS & Windows.
5990F 7224F TTC

MAC PERFORMA 5300
Processeur PowerPC 100 MHz, 8 Mo de mémoire, CD-Rom, disque dur de 1,2 Go, dernier & souris, écran couleur 15" intégré, imprimante SharpWriter 1200, 18 logiciels dont CorelWorks et 3 CD-Rom.
9942F 11990F TTC

821F 990F TTC

COMPUTER BENCH
15.1 A Unité 14214 14214 Unité
TEL: (1) 49 58 11 00
FAX: (1) 46 78 19 11